LE CENTENAIRE
D'HIPPOLYTE TAINE

Il y aura cent ans, le 21 avril 1928, qu'Hippolyte Taine naissait à Vouziers, d'une de ces familles de vieille bourgeoisie dont la lente ascension sociale faisait la force de l'ancienne France. Au commencement du XVII[e] siècle, son lointain ancêtre, Gérard Taine, était laboureur. Le fils de ce Gérard, Joseph, se fait maître-sergier. Son arrière-petit-fils devient manufacturier. La famille s'allie à des gens de robe, si bien que Jean-Baptiste-Antoine Taine, le père de l'écrivain, exerçait à Vouziers la profession d'avoué. Jamais plus qu'à notre époque, si fébrilement abortive, il n'a été opportun de rappeler cette grande loi de l'étape, dont Taine reste, après tant d'autres, une illustration, comme ce Gœthe qu'il aimait tant. On se rappelle la page qui termine son étude sur Byron, où, parlant des questions angoissées de l'époque et des réponses données par les philosophes ou les poètes, il les rejette toutes pour conclure : « Il y en a une autre plus profonde, que Gœthe a faite le premier, que nous commençons à soupçonner et à laquelle aboutissent tout le travail et toute l'expérience du siècle : Tâche de te comprendre et de comprendre les choses. »

Il serait bien intéressant de montrer, dans la personnalité de l'auteur de l'*Histoire de la littérature anglaise*, l'hérédité complexe que je viens d'indiquer : et d'abord la vertu du patient labeur, transmise par une lignée de cultivateurs terriens, puis une nostalgie constante des paysages de forêts qui lui vient du sol originel, celui des Ardennes. — *Ardennes*, dit le diction-

naire : en celtique, *forêt*. — Son arrière-grand-père, le manufacturier, avait trouvé le temps de réfléchir assez constamment, dans l'entre-deux de ses travaux, pour être surnommé le philosophe. Ce goût des idées générales est encore un trait héréditaire. Autre trait : un instinct de la stabilité politique où se reconnaît le tour d'esprit des officiers ministériels. Taine le manifestait, dès sa vingtième année, par des affirmations comme celle que je relève dans une lettre à son ami Prévost-Paradol, datée du 1er mai 1849 : « Je n'ai que deux opinions fermes en politique : la première est que le droit de propriété est absolu... que la propriété est un droit antérieur à l'État. »

Je m'arrête, n'ayant pas l'intention d'esquisser un portrait intellectuel. Je voudrais seulement, à l'occasion de son centenaire, dire en quelques pages ce que beaucoup d'hommes de ma génération semblent devoir à Taine. C'est pratiquer, à l'égard d'un maître que, pour ma part, j'ai profondément aimé et respecté, le geste de piété par lequel s'ouvre le journal intime que Marc-Aurèle, — un autre de ses grands amis spirituels, — rédigeait « pour lui-même ». Le sage empereur commence par énumérer les bienfaits reçus de son aïeul Verus, de son père, de sa mère, de son gouverneur, des philosophes qu'il a pu approcher. Quel hommage plus déférent pouvons-nous rendre à ceux dont nous tenons des sentiments et des pensées qui prolongent leur vie dans la nôtre ? C'est la phrase admirable de l'Écriture : *Mortuus est pater eorum, et quasi non mortuus.*

I

Le premier des bienfaits dont nous sommes redevables à Taine, le plus précieux peut-être, car celui-là est incontestable, c'est l'exemple de sa vie. Nous possédons un document de première main qui nous permet d'en suivre le détail, depuis sa toute première jeunesse jusqu'à la veille de sa mort : le recueil de ses lettres, rassemblées par les soins pieux de Mme Taine, et publiées, comme lui-même l'eût désiré, sans aucune de ces indiscrétions de vie privée qu'il jugeait très sévèrement chez les autres. L'impression qui se dégage de cette correspondance est celle d'une personnalité très forte qui offre ce caractère d'être résolument, profondément indépendante, sans être jamais révoltée. Ici encore, nous pouvons retrouver l'influence atavique de la forêt natale. Cette personnalité évoque l'image d'un grand

chêne qui développe sa pleine vigueur, en acceptant toutes les conditions de sol et d'atmosphère où il doit grandir.

Pour les écrivains, cet enseignement est à bien méditer. Ils se divisent trop souvent en deux groupes. D'une part, ceux qui se font les esclaves du large public ou des petites chapelles, des préjugés de l'époque ou de ses prétentions; de l'autre, ceux qui se révoltent violemment là-contre, — mais se révolter n'est pas être indépendant (1). Un Flaubert, par exemple, qui vit à l'état de constante colère contre les philistins, finit par ne plus penser qu'à eux. Un moraliste a pu écrire justement : « On fait partie de ce que l'on déteste trop. » Regardons un Taine, au contraire, s'adapter, dès son adolescence, aux circonstances qui s'imposent à lui, tout en réservant le plus intime de sa personne. Il est élève dans un grand lycée de Paris. Il y travaille avec une assiduité qui lui vaut le prix d'honneur de rhétorique au Concours général. Lisez la lettre qu'il écrit à son professeur, M. Hatzfeld, pour le remercier de son enseignement et lui confier ses projets. Vous admirerez comme il est déjà docile, pour tout ce qui concerne l'action extérieure, et soucieux de défendre le domaine intérieur.

Ce mot d'intérieur est d'ailleurs celui par lequel il se définit. La liste des travaux qu'il entreprend pour lui-même, dans ses heures de liberté, contient une *Étude sur Spinoza*, un *Traité du Beau*, et un *Traité de la destinée humaine*. Le dernier morceau commence par ces lignes, si révélatrices sous la plume d'un écolier de dix-neuf ans : « Ce travail n'a pas été fait par hasard, ni par curiosité. Ce n'est ni un amusement philosophique ni une recherche oiseuse. C'est la réponse à une question que je me suis faite depuis longtemps. C'est le terme d'une lente évolution qui s'est passée dans mon esprit. Il est certains esprits qui vivent renfermés en eux-mêmes et *pour qui les passions, les douleurs, les joies, les actions sont toutes intérieures. Je suis de ce nombre*. Si je voulais repasser ma vie en moi-même, je n'aurais qu'à me ressouvenir des changements, des incertitudes et des progrès de ma pensée. Si j'écris ceci en ce moment, c'est pour le retrouver plus tard et savoir quel j'étais aujourd'hui. »

Rappelez-vous maintenant les pages consacrées par Jules

(1) Marc-Aurèle l'a dit aussi dans ses *Pensées* (XI, 15) : « Ceux qui se méprisent les uns les autres, qui se flattent les uns les autres, sont toujours soumis les uns aux autres. »

Vallès à ses souvenirs de collège, et avec quelle férocité le lycéen prélude aux futures violences du membre de la Commune, dans ses jugements sur ses maîtres et sur ses études, tandis que s'affirme chez Taine, — qui fut, entre parenthèses, le condisciple de Vallès dans la même pension, — la volonté de défendre le plus intime de son « moi », mais sans rébellion d'amour-propre, et en utilisant de son mieux l'apport des événements ambiants. Nous voilà de nouveau dans l'éthique de Gœthe.

Nous retrouvons la même discipline dans l'élève de l'École normale qui a été reçu le premier et continue à être le chef de sa section. Cette fois, le travail de sa pensée l'amène à un conflit avec le milieu où il est engagé. Ses vues philosophiques le font échouer à l'examen de l'agrégation. Là encore, il ne se révolte pas. Il accepte un humble poste au collège de Nevers, puis à Poitiers. Les émoluments sont pauvres, les classes pénibles, et par leur programme, et par la médiocrité des élèves. Pas une plainte dans ses lettres, pour ce qui regarde l'existence matérielle. Et, quand il est menacé de voir sa thèse de doctorat refusée, qu'écrit-il à son ami Édouard de Suckau? « Je me console moi-même en pensant que ma thèse me reste. C'est le commencement d'une grande machine que je médite et, sérieusement, je la crois nouvelle et bonne. J'oublie en ce moment mes ennuis en travaillant à une théorie de l'intelligence. Je plane dans les espaces. La terre est si mauvaise qu'il faut s'envoler au ciel. » Le voilà, ses thèses soutenues, donnant des leçons à Paris, puis entrant dans les journaux et les revues, à celle de *l'Instruction publique* d'abord, à la *Revue des Deux Mondes* ensuite, au *Journal des Débats*, et c'est toujours un constant effort pour demeurer lui-même à travers les obligations professionnelles dont il discerne les petites exigences. Il s'y résigne, à la condition que l'essentiel de sa pensée demeure intact.

Et elle grandit, cette pensée. Les travaux succèdent aux travaux, les livres aux livres, les *Essais de critique et d'histoire* aux *Philosophes classiques du dix-neuvième siècle en France*, le *Traité de l'intelligence* à l'*Histoire de la littérature anglaise*, le *Voyage en Italie* au *Voyage aux Pyrénées*. Il fait un cours à l'École des Beaux-Arts et, à l'occasion, c'est la série des volumes sur l'art en Italie, aux Pays-Bas, en Grèce. Cependant, la guerre de

1870 a eu lieu, elle a été suivie de la plus sanglante et de la plus criminelle des insurrections. Le citoyen s'éveille dans le philosophe, et nous le retrouvons fidèle au principe qui a dominé son évolution. Il ne cherche pas à jouer un rôle politique. Il ne se mêle pas aux luttes de la presse et de la tribune. Le citoyen reste un philosophe, et c'est sa personnalité de philosophe qu'il va de nouveau développer, en appliquant ses méthodes habituelles au problème national. Dans la préface du septième volume des *Origines*, et quand son livre soulevait une tempête parmi les tenants de 89, il pouvait déclarer : « Ce volume, comme les précédents, n'est que pour les amateurs de zoologie morale et pour les naturalistes de l'esprit. »

S'il est vrai, pour rappeler un mot souvent cité d'Alfred de Vigny, qu'une belle vie est un rêve de jeunesse réalisé par l'âge mûr, quelle destinée plus achevée aurait pu se souhaiter à lui-même le jeune homme qui écrivait à son professeur Hatzfeld, dans la lettre déjà citée : « Je crois vous promettre un grand goût pour la philosophie, et peut-être un peu d'aptitude »?

II

Cette défense de son « moi » intime, et cette ferveur d'indépendance devant les conditions matérielles imposées par le sort, nous les retrouvons, je viens de le dire, dans l'attitude que Taine adopta dès le premier jour vis-à-vis d'autres circonstances, toutes morales, celles de son métier d'écrivain.

Sa première règle fut l'effacement complet de l'individu-Taine, — c'était une de ses formules, — derrière ses idées. Je ne crois pas qu'aucun homme de lettres se soit, de nos jours, dérobé plus constamment aux tapages de la publicité. Aucun reporter n'était admis à franchir son seuil pour obtenir de lui ce que nous appelons, d'un terme emprunté aux Anglo-Saxons, comme cette habitude elle-même, si brutale et si peu conforme à la vieille courtoisie française, une *interview*. Sa signature apparaissait dans un seul journal et dans une seule revue. Quand le peintre Bonnat désira faire son portrait pour le joindre à cette galerie de ses contemporains célèbres, où figuraient déjà ses amis Dumas et Renan, il accepta, sous la condition que cette toile ne serait jamais exposée. Vous ne rencontrerez, dans ses livres de voyage ou de critique, pas une seule de ces anecdotes qui supposent toujours, même bienveillantes, un rien d'indiscrétion à

l'égard de ceux qui en sont les héros. Très respectueux du génie des maîtres, il s'abstenait non seulement d'écrire, mais de répéter ou même d'écouter les racontages qui se multiplient autour de la mémoire des hommes célèbres aussitôt disparus. Leur œuvre et leur pensée l'intéressaient seules. Ses articles sur Sainte-Beuve et George Sand, composés au lendemain de leur mort, en font foi. Lui qui définissait la littérature une psychologie vivante, il considérait, et très justement à mon sens, que la véritable nature d'un écrivain se révèle dans ses livres, qu'aucun témoignage ne vaut celui-là et qu'il doit suffire à qui sait le comprendre.

C'est dans le même esprit qu'il s'occupait, avec une sympathie si intelligente, de ceux de ses cadets chez lesquels il croyait discerner des promesses de talent. Ses conversations avec eux étaient tout intellectuelles. Je me souviens, pour ce qui me concerne, de mes visites dans les divers appartements qu'il occupa. d'abord rue Barbet de Jouy, puis boulevard Saint-Germain, enfin rue Cassette, comme de pèlerinages d'où je revenais avec une ardeur toujours renouvelée. Ce sont mes confidences sur ces visites dont Maurice Barrès a ramassé et exprimé la poésie, comme il savait le faire, lorsque dans son roman, *les Déracinés*, il a évoqué le tête-à-tête de Taine et d'un jeune homme, et il prête au philosophe ce mot qu'en effet ce « grand bûcheron », — ses camarades de l'École normale lui donnaient ce sobriquet, — a souvent prononcé devant moi : « Jusqu'au bout, j'espère travailler. » Barrès ajoute ce commentaire, si exact pour tous ceux qui ont approché Taine : « Quelle superbe expression de l'unité d'une vie composée toute pour qu'un homme se consacre à la vérité ! Et, soudain relié à cet étranger par un sentiment saint, le jeune homme sentit dans toutes ses veines un sang chaud que lui envoyait le cœur de ce vieillard. »

Ces longues années de labeur ne nous ont pas transmis seulement un modèle incomparable de la plus noble discipline. Elles ont laissé dans la pensée contemporaine des traces très profondes. A la distance des années, il me paraît que l'on peut distinguer ces traces particulièrement dans trois domaines : celui de la science, celui de la politique ou mieux de la sociologie, enfin, celui de la pensée religieuse.

Avant de procéder à cet examen, je voudrais bien préciser le point de vue auquel j'essaierai de me placer. On peut considérer deux sortes de résultats dans l'activité d'un grand esprit. Écri-

vain, il laisse des livres qui durent, et dont la réussite est comme un fait acquis auquel rien ne peut ajouter. Savant, il laisse des découvertes qui, elles aussi, demeurent intangibles. C'est un premier type. En voici un second et qui n'est pas inférieur. L'écrivain a eu l'intuition d'une œuvre qui dépassait ses forces. Il l'a tentée sans la réussir entièrement, mais il a ouvert une route où de plus heureux vont s'engager qui, sans lui, ne l'auraient peut-être pas trouvée. C'est Rotrou suscitant Corneille, Restif de la Bretonne présageant Balzac. Pareillement, dans la science, telle recherche peut aboutir à une théorie que l'expérience démontrera inexacte, mais cette démonstration même devait être faite pour que s'établît la théorie vraie, laquelle n'aurait jamais été conçue sans la première tentative, en sorte que l'erreur du savant qui avait cru à tort découvrir une loi nouvelle, se trouve avoir été féconde. Il devient un collaborateur malgré lui de la doctrine qui paraît détruire la sienne. Dans sa *Clinique de l'Hôtel-Dieu de Paris*, ce chef-d'œuvre de la littérature médicale, Trousseau a introduit une leçon sur la spécificité des maladies, où il montre magistralement l'hypothèse exagérée de Broussais sur l'inflammation, provoquant chez Laënnec et chez Bretonneau des observations critiques qui devaient, complétées par Pasteur, jeter une lumière toute nouvelle sur le processus pathologique. Ces adversaires se trouvent donc avoir été, à des moments différents, les artisans d'une même besogne.

III

Cette indication était nécessaire pour bien situer la place de Taine dans le penser scientifique de notre génération. J'employais tout à l'heure, suggestionné par lui-même, le mot de « science » au singulier. La différence, entre lui et nous, est que nous l'employons au pluriel. Nous disons « les sciences », entendant par là que l'esprit scientifique consistant essentiellement dans la soumission à l'objet, la diversité des objets exige une diversité de méthodes. Si les sciences sont solidaires les unes des autres, elles ne rentrent pas toutes les unes dans les autres. La psychologie, par exemple, ne rentre pas dans la physiologie, pas plus que la physiologie ne rentre dans la chimie. Lisez maintenant la page, que j'ai déjà mentionnée, de l'étude sur Lord Byron où il est parlé de Gœthe, et qui commence :

« La Science approche enfin, et elle approche de l'homme. Elle a dépassé le monde visible et palpable des astres, des pierres, des plantes où, dédaigneusement, on la confinait. C'est à l'âme qu'elle se prend, munie des instruments exacts et perçants dont trois cents ans d'expérience ont prouvé la justesse et assuré la portée. » Et quelle est cette portée? Les lignes qui suivent donnent la réponse : « Nous découvrons que le faisceau des lois aboutit à un ordre de formes, que la matière a pour terme la pensée, que la nature a pour terme la raison... » Traduisez cette phrase : elle signifie que les conditions sont des causes, et c'est toute l'illusion du Scientisme dont Taine ne paraît pas être jamais sorti, car il a tracé dans le dernier volume des *Origines* deux tableaux parallèles du monde vu par la Science et du monde vu par la Foi, qu'il déclare irréductibles l'un à l'autre. C'est dire qu'il considère la Science comme une représentation de l'univers, tandis que nous ne considérons plus les sciences que comme une utilisation de cet univers. Elles nous le rendent plus maniable, elles le laissent inintelligible. Mais, pour que nous en vinssions à cette vue, qui semble définitive, il a fallu que nos aînés poursuivissent dans tous les domaines cette explication totale par la Science, qui fut la grande ambition du milieu du XIXe siècle français, comme l'explication rationaliste du monde avait été l'ambition, également désuète et abandonnée, du XVIIIe siècle.

Le perspicace Sainte-Beuve terminait son célèbre article sur *Madame Bovary* par ces mots, plus dénonciateurs qu'élogieux de tout ce mouvement des esprits : « Anatomistes et physiologistes, je vous retrouve partout »; et, dans cette même année 1857, il disait, signalant, avec une estime singulière, les premiers écrits de Taine : « Que le savant, chez lui, ne domine pas trop le littérateur, c'est le seul conseil général qu'on puisse lui donner. » Reportons-nous à ces années 1850 et suivantes. Nous nous rendons compte qu'en effet une crise d'espérance démesurée a soulevé la génération montante. Les grandes découvertes, accomplies coup sur coup dans les laboratoires, les amphithéâtres, les fouilles même, durant la première moitié du siècle, les hypothèses construites à leur occasion par les philosophes, la nouveauté des enquêtes des historiens ont comme enivré les jeunes intelligences. Le premier livre composé par Renan portait ce titre : *l'Avenir de la Science*. Il exprimait

cette confiance illimitée dans cet esprit nouveau, qui fut aussi celle de Taine et qui anima tous ses travaux.

Nous nous rendons compte aujourd'hui que ni l'un ni l'autre de ces deux grands écrivains n'a sur ce point réalisé le rêve décevant de leur ardente jeunesse. L'*Histoire du Christianisme* reste à écrire, et ni l'*Histoire de la littérature anglaise*, ni le *Traité de l'intelligence* ne peuvent être considérés comme des œuvres définitives. De Taine et de son effort pour faire rentrer la littérature dans la Science, il reste du moins quelques acquisitions qui dominent la critique littéraire d'aujourd'hui. Il nous a enseigné à rechercher, en présence de toutes les manifestations de l'esprit, ce qu'il appelait lui-même les « génératrices ». Il entendait par là que toute œuvre d'art, peinture, sculpture ou architecture, drame, roman ou poème, est l'aboutissement de causes profondes qui dépassent l'artiste en se manifestant par lui. La signification d'une pièce de Shakspeare, d'une tragédie de Racine, comme d'une sculpture de Michel-Ange ou d'un tableau du Vinci, prend ainsi un caractère révélateur de tout un temps. Nous ne sommes plus là seulement devant de beaux vers, un beau marbre, une belle toile. Nous apercevons, à travers ces créations, une race, un pays, un moment de cette race, et l'œuvre revêt une valeur de document qui s'ajoute à sa valeur esthétique pour celui qui la considère sous cet angle.

Sur ce point, Taine aura été un précurseur et dont l'action est loin d'être épuisée. Sa théorie du milieu était si riche qu'elle dépasse le domaine de l'art et de la littérature. Il a lui-même marqué, dans l'introduction à son *Histoire de la littérature anglaise*, que le milieu physique, c'est-à-dire le climat, se transforme en un milieu politique et crée ainsi des causes « qui sont aux nations ce que l'éducation, la profession, la condition, le séjour sont aux individus ». Il suit de là que le problème des milieux à créer et à conserver devrait être le premier objet du législateur. On voit du coup qu'il y a, en effet, dans une telle conception, comme il l'a dit quelque part, « une politique nouvelle ». La création d'un milieu ne suppose-t-elle pas une activité lente et longue, que la nature sociale pratique par la coutume? Que ce traditionalisme par positivisme est loin de l'homme abstrait de la *Déclaration des droits*, et combien ceux qui s'y rattachent sont près de reconnaître la vertu des forces ancestrales qui faisait dire à Bonald que « les coutumes sont

les habitudes d'une nation, et que, par conséquent, il faut les connaître pour la diriger »!

IV

Il était inévitable que, pensant ainsi, Taine en arrivât, quand ses études le mèneraient sur ce terrain, à juger sévèrement le mouvement de 1789 et son millénarisme idéologique. Peut-être n'a-t-on pas assez remarqué qu'il n'a dégagé que tard, et à la lumière des faits, cette conséquence de son propre système. Dans son étude sur Carlyle, écrite avant 1870, il proteste avec une extrême vivacité contre les sévérités de l'historien anglais à l'égard de la Révolution française. Déjà, dans une autre lettre à Paradol, au lendemain du coup d'État, il affirmait sa foi absolue dans le suffrage universel : « S'il y a, comme tu dis, sept millions de chevaux en France, ces sept millions ont le droit de disposer de ce qui leur appartient. Qu'ils gouvernent ou choisissent mal, n'importe; ou bien niez la souveraineté de la volonté humaine et toute la nature du droit, ou bien obéissez au suffrage universel. »

Vingt ans séparent cette lettre de la composition des *Origines*. A ce moment, le Scientisme de Taine lui a donné devant l'opinion une position d'homme de gauche, je dirais presque à son insu, car il est toujours resté systématiquement en dehors des factions. Il a protesté une seule fois, avec une grande fermeté, contre l'accusation d'être un homme de parti, à la fin de la préface du livre des *Origines*, intitulé *l'Anarchie*. Il explique pourquoi, dans cet ouvrage, il a multiplié les notes : « De cette façon le lecteur, placé en face des textes, pourra les interpréter lui-même, et se faire une opinion personnelle. Il aura les mêmes pièces que moi pour conclure et conclura, si bon lui semble, autrement que moi. Pour les allusions, s'il en trouve, c'est qu'il les aura mises et, s'il fait des applications, c'est lui qui en répondra. » Mais entre la lettre à Paradol et les *Origines*, deux événements se sont produits : la guerre de 1870 et la Commune. Je l'ai rappelé déjà et que la fibre civique avait tressailli dans le philosophe. En présence de ces deux tragiques catastrophes, la défaite de la France par l'Allemagne et la Commune, il a été comme un médecin devant un malade qui lui est cher et qui, pour trouver un remède, s'interroge d'abord sur les causes du mal.

Les causes? Pour discerner celles du double désastre dont il venait d'être le témoin désolé, la bonne méthode, il l'a dit dans l'avant-propos de son grand ouvrage, était de se poser cette question : Qu'est-ce exactement que la France contemporaine? Comment a-t-elle été construite dans son lointain passé, puis démolie et reconstruite dans son passé plus récent. C'est tout le plan de cet admirable livre où nous voyons, par des faits patiemment groupés, comment l'ancien régime a laissé se développer en lui les germes d'une formidable convulsion, puis comment la « nature médicatrice » (1), qui travaille dans la vie sociale comme dans la vie physiologique, a essayé d'en réparer les conséquences, tantôt aidée, tantôt desservie par les ouvriers de cette guérison nationale.

Ce livre des *Origines* a été pour nous, qui l'avons vu paraître, volume par volume, et qui en suivions les développements avec un intérêt passionné, le grand éducateur. Il nous a délivré du plus dangereux des cultes et du plus mensonger, celui de la Révolution. Quand on examine l'histoire du XIXe siècle français, on y voit fonctionner et très dangereusement trois mystiques, pour employer un terme que Pascal appliquait déjà aux domaines sociaux. Il entendait par là « le fondement d'une autorité non discutée ». La première de ces mystiques a été celle du césarisme militaire et démocratique, qui s'est appelée le bonapartisme. Elle nous a menés à Waterloo et à Sedan. La Restauration, elle, — M. de la Gorce l'a montré dans une magistrale étude, — fut un essai réaliste d'empirisme organisateur. Cette formule toute récente définit bien l'effort du lucide génie de Louis XVIII pour se maintenir d'abord, en dehors de toute mystique, sur le strict terrain de l'intérêt national.

Mais une seconde mystique a de nouveau dominé cet intérêt, celle de la Constitution anglaise, si paradoxal qu'il

(1) Je citais tout à l'heure le nom de Trousseau. C'est ici l'occasion de rappeler cette page de sa première leçon de l'Hôtel-Dieu, qui peut s'appliquer à la politique non moins justement : « ...Encore une fois, messieurs, n'oubliez pas que, dans les maladies aiguës, le moment d'agir utilement passe avec rapidité et que l'expectation trouve bien vite son opportunité... Il faut quelquefois fermer la main qui était pleine de remèdes, attendre quelques jours, et bien souvent alors on voit se réveiller les fonctions normales, assoupies, étouffées, ou dénaturées et l'on assiste avec bonheur aux actes puissants de ce que l'on appelait, sans trop le comprendre, la *nature médicatrice*. »

paraisse d'associer ce mot de mystique à la monarchie de Juillet. Elle aboutit, celle-là, aux troubles de 1848 et aux journées de juin. L'Empire de Napoléon III fut une reprise nouvelle de la mystique du césarisme et dans cette période se développa une autre mystique, la plus redoutable de toutes, celle de la République, c'est-à-dire, pour parler clair, de la Révolution. Faut-il rappeler que de beaux génies d'écrivains, Lamartine, Michelet, Victor Hugo, en furent les propagateurs? Il est bien peu d'hommes, ayant eu leurs vingt ans avant ou après 1870, qui n'en aient été intoxiqués. Le grand service de Taine a été de nous en guérir. Pièces en main, avec la scrupuleuse exactitude d'un greffier qui rédige un dossier, il nous a montré dans l'aventure de 89 et des années qui suivirent, le sinistre déchaînement des plus basses passions sous le couvert de la plus fallacieuse idéologie.

La force des *Origines* réside en ceci que cette histoire est un constat, et que l'auteur ne se rallie à aucun système. Il a pourtant une conclusion, et d'une portée singulière, qu'il a énoncée, en s'excusant de sa simplicité : « Elle consiste tout entière dans cette remarque *qu'une société humaine, surtout une société moderne, est une chose vaste et compliquée*. Par suite, il est difficile de la connaître et de la comprendre. C'est pourquoi il est difficile de la bien manier. Il suit de là qu'un esprit cultivé en est plus capable qu'un esprit inculte, et un homme spécial que celui qui ne l'est pas. De ces deux dernières vérités naissent beaucoup d'autres conséquences; si le lecteur daigne y réfléchir, il n'aura pas de peine à les démêler. » Ces conséquences, l'élite intellectuelle de la France commence à les tirer, — et c'est notre meilleur élément d'espoir, — avec d'autant plus de force que les impuissances du régime actuel donnent une trop évidente preuve que la mystique révolutionnaire est, pour un État, le dissolvant de toute saine énergie.

En parlant des armées de la Révolution, Taine a écrit qu'elles avaient été « ramenées au sens commun par la présence du danger ». Nous avons pu constater en 1914 que le danger nous imposait pareillement une discipline en tous points contraire aux faux principes de surenchère politicienne pratiquée pendant la paix. Nous en arrivons à comprendre qu'il n'y a en politique qu'un principe fécond, celui précisément que Taine préconisait, l'Expérience. C'est la négation même de la Révolu-

tion et de ses doctrines. Le maître des *Origines* rejoint ainsi Bonald et de Maistre, le Play et Balzac, ce Balzac dont il disait, dans un de ses articles de début, et avant ses études d'historien : « En politique, il n'a fait qu'un roman. » Nous ne serons jamais assez reconnaissants à cet adversaire des faux dogmes de 89 d'avoir si puissamment, si librement, si généreusement servi la France, comme les bons serviteurs de la monarchie servaient le Roi, en lui disant la vérité.

Cette recherche courageuse, scrupuleuse, je suis tout près de dire héroïque, l'a conduit à dépasser en bienfaisance intellectuelle la portée qu'il attribuait lui-même à son œuvre. Dans une lettre écrite à Ernest Havet en 1870 sur les *Origines*, il disait : « Je n'ai pas d'opinion arrêtée sur le présent. Mon but est d'être collaborateur dans un système de recherches qui, dans un demi-siècle, permettra aux hommes de bonne volonté autre chose que des impressions sentimentales ou égoïstes sur les affaires publiques de leur temps. » Si la France doit vivre, ce sera par une action réparatrice, entreprise et menée d'après ces principes.

V

Nous venons d'indiquer de quel large et puissant mouvement d'idées cette sorte d'anatomie sociale, pour reprendre les expressions de Taine, l'a fait l'initiateur. Il ajoutait dans cette lettre à Havet : « Les partisans de l'expérience sont trop libres d'esprit pour de pas accorder à l'outil dont ils connaissent les services la permission de travailler partout, même au plus vif de leurs plus chères convictions. » Cette phrase, où s'exprime son idée maîtresse, explique comment ce philosophe, qui dans son dernier volume, on pourrait dire son testament, a tracé — je l'ai rappelé déjà — deux tableaux du monde, le premier d'après la Science, le second d'après l'Église, en les déclarant irréductibles l'un à l'autre, se trouve avoir exercé une autre action, très puissante et qui l'eût bien étonné, si on la lui avait prédite, sur le renouveau de pensée religieuse qui se manifeste aujourd'hui parmi nous, et toujours dans cette même élite qui, politiquement, s'est éduquée aussi chez lui.

La raison en est qu'il a, dans sa scrupuleuse enquête sur la vie française, rencontré l'Église, et qu'il l'a regardée, non point comme un Voltaire, pour ricaner des tares inévitables

qui se retrouvent dans toute institution où fonctionnent des hommes; non pas comme un Joseph de Maistre, pour vérifier les certitudes établies et acceptées déjà, mais comme un observateur devant un fait; car, à ses yeux, l'Église est simplement cela, un fait et qu'il étudie en imposant d'abord silence aux objections que ses propres théories dresseraient là-contre.

Et nous le voyons saisi d'admiration devant le miracle de la vie chrétienne. Écoutez-le reconnaître dans « le vieil Évangile » la seule force capable de « substituer à l'amour de soi l'amour des autres, de créer en nous l'organe spirituel, la grande paire d'ailes indispensable pour soulever l'homme au-dessus de lui-même, au-dessus de sa vie rampante et de ses horizons bornés, pour le conduire, à travers la patience, la résignation et l'espérance, jusqu'à la sérénité, pour l'emporter, par delà la tempérance, la pureté et la bonté, jusqu'au dévouement et au sacrifice ». Et il insiste : « Toujours et partout, depuis dix-huit cents ans, sitôt que ces ailes défaillent ou qu'on les brise, les mœurs publiques ou privées se dégradent. En Italie pendant la Renaissance, en Angleterre sous la Restauration, en France sous la Convention et le Directoire, on a vu l'homme se faire païen comme au premier siècle. Du même coup, il se retrouvait tel qu'au temps d'Auguste ou de Tibère, c'est-à-dire voluptueux et dur. Il abusait des autres et de lui-même. L'égoïsme brutal et calculateur avait repris l'ascendant; la cruauté et la sensualité s'étalaient. La société devenait un coupe-gorge et un mauvais lieu. » Et il conclut que rien, « ni la raison philosophique, ni la culture artistique et littéraire, ni même l'honneur, aucun code, aucune administration, aucun gouvernement ne peut suppléer le Christianisme dans ce service ».

Au premier regard, cette constatation apparaît comme purement pragmatique, et c'est bien sur une affirmation strictement utilitaire que s'achève cette magnifique page du grand clinicien : « Le Christianisme, dit-il, est encore le meilleur auxiliaire de l'instinct social. » Peut-il empêcher qu'une question ne se pose aussitôt ? Si le Christianisme est ce que vous dites, où la prend-il, cette force, capable, ce sont vos propres termes, d'introduire dans vos sociétés ce tout puissant ferment « d'honnêteté, de bonne foi et de justice », ces vertus « de pudeur, de douceur, d'humanité » ? Si le tableau de la Science que vous nous tracez ensuite semble en désaccord total avec ce

fait séculaire, dont vous admirez la sublimité inépuisable et agissante, n'est-ce pas un indice que cette Science n'épuise pas le réel? Je voudrais citer, à l'appui de ce que je disais plus haut du Scientisme et de son erreur initiale, ces lignes de Claude Bernard : « Chaque science a un genre d'investigation qui lui est propre et un attirail d'instruments et de procédés spéciaux. Cela se conçoit, d'ailleurs, puisque chaque science se distingue, par la nature de ses problèmes et la diversité des phénomènes qu'elle étudie. » Autant dire, pour nous en tenir au point qui nous intéresse en ce moment, que la nature du problème religieux impose des méthodes qui lui sont particulières. Et voici que Taine, sans le vouloir, nous amène à sortir du Scientisme au nom de la méthode scientifique elle-même. Précisément parce qu'il n'est pas un croyant, son analyse du fait chrétien force les disciples de sa pensée à un travail qui dépasse le point de vue uniquement pragmatique.

Utiliser la force émanée de l'Évangile ne suffit plus. Nous en cherchons une explication, et qui ne peut être donnée que par la Foi. Sommes-nous en présence ou non d'une communication avec un esprit qui nous a créés et qui nous soutient, d'un Dieu, père céleste, pour tout dire, et d'une Révélation? Comment ne pas nous le demander, et les constatations faites par Taine n'imposent-elles pas la réponse? Ne l'ont-elles pas imposée, d'ailleurs, à beaucoup d'esprits, si bien que ce doctrinaire du déterminisme absolu se trouve être devenu, comme un William James ou un Jules Soury, un de ces apologistes du dehors, dont l'action a d'autant plus de valeur qu'ils sont du dehors, et que l'hommage rendu par eux à l'efficacité suprême de la vie religieuse n'est pas une vérification d'idées préconçues? C'est une découverte, et devant laquelle ils sont tout près de reculer. Mais parmi les intelligences qu'ils ont amenées à ce point, beaucoup ne reculent pas, elles avancent.

Taine, plus tard, aurait-il avancé lui-même, s'il avait vécu, sur cette route ouverte à ses élèves par sa magnanime probité d'esprit? La lettre qu'il m'écrivait à l'occasion du *Disciple*, — que je m'excuse de citer, — prouve à quel degré le problème de la moralité l'intéressait jusqu'à l'angoisse. Obstiné à soutenir « l'identité foncière de la responsabilité et du déterminisme », il ajoutait : « Peut-être la voie que vous prenez, votre idée de l'inconnaissable, d'un au-delà, d'un *noumène*, vous

conduira-t-elle vers un port mystique, à une forme de Christianisme. Si vous y trouvez la force et la santé de l'âme, je vous y saluerai non moins amicalement qu'aujourd'hui... » Encore une fois, serait-il demeuré sur cette position ? Le certain, c'est qu'il n'aurait pas hésité, le jour où il aurait *cru*, à le dire très haut, et il est certain aussi, cette même lettre l'atteste, qu'il admettait comme logique l'évolution religieuse de ceux qui s'étaient longuement, docilement, pieusement formés à son école.

VI

Cet inventaire des influences exercées par ce maître sur les familiers de sa pensée est bien partiel. La variété de ses travaux donnerait lieu à beaucoup d'autres réflexions sur leur prolongement dans l'art d'écrire l'histoire, par exemple, et dans celui du roman. Il serait aisé de démontrer que toute l'œuvre d'Émile Zola et, par suite de ses disciples, est née d'une certaine interprétation des théories énoncées dans les *Essais de critique et d'histoire*.

Je voudrais, en terminant ces notes si incomplètes, marquer, pour reprendre la formule de Taine lui-même, les « causes génératrices » de cette maîtrise exercée sur tant d'intelligences. Je crois trouver la plus efficace dans cette qualité à laquelle j'ai déjà fait allusion, et qui se dégageait de ses moindres gestes, du son de sa voix, de son regard : une absolue et totale sincérité. Je rappelais plus haut mes visites de jeune homme chez lui. Certes, la force de ses raisonnements, l'abondance de sa culture, l'énergie de son travail faisaient mon admiration, mais, par-dessus tout, l'évidence qu'il ne prononçait pas une parole, qu'il n'émettait pas une idée en vue d'un effet à produire. De tous les écrivains que j'ai approchés depuis un demi-siècle de vie littéraire, je n'en ai connu aucun de moins préoccupé du succès ou de l'insuccès de ses livres, de plus consciencieux, au double sens de ce mot qui signifie à la fois la connaissance directe que nous avons de nous-mêmes et le scrupule de n'employer cette connaissance qu'à la recherche du vrai. C'est le mot profond de Shakspeare : *The first of all, with yourself be true*. Je n'en ai connu aucun, non plus, d'aussi discret sur les événements personnels de son existence. Il avait la même aversion que Pascal et les Port-Royalistes pour les

phrases commençant par « Je ». Il n'aimait pas davantage les confidences personnelles de ses interlocuteurs. En revanche, il se complaisait à leur demander des renseignements. Il les « feuilletait ». C'est, je crois, ce que disait de lui un de ses camarades d'École.

Comme sa bonne foi était entière, il prêtait volontiers aux autres une vertu pareille ; mais, s'il lui arrivait d'accepter trop aisément quelquefois des témoignages dont il ne restait, d'ailleurs, pas la dupe, quand il avait une fois constaté chez quelqu'un je ne dirais même pas le mensonge, mais l'inexactitude, ce personnage n'existait plus pour lui. J'attribue à cette manière d'être l'autorité qui émane de son œuvre comme elle émanait de sa personne. Rien de ce qu'il a écrit ne saurait laisser indifférents ceux qui ont le goût de la pensée. De tous nos grands artistes littérateurs, il est certainement celui dont nous pouvons dire ce que Stendhal, qui lui était cher, disait de ses propres livres, quand il voulait « qu'il n'y eût rien à en rabattre à la réflexion ».

Puisque cette date du centenaire nous invite à commémorer cette noble figure, qu'il soit permis à l'un de ses fidèles d'exprimer un vœu, celui qu'un monument lui soit enfin élevé dans ce Paris où il fut élève, où il écrivit, où il enseigna, où il vécut, où il mourut. La place est toute trouvée : ce petit jardin en marge des Invalides, où grandit un bel arbre qu'il aimait à voir verdoyer au printemps. Il conduisait là ses jeunes amis, — Maurice Barrès l'a raconté dans une page célèbre, — « pour leur montrer, » disait-il, « un être bien portant ». Je le rêve très simple, ce monument : une stèle avec la belle médaille, agrandie, qu'avait faite de lui Roty, et l'inscription qui est, je crois, sur son tombeau : *veritatem unice dilexit*. Cet homme si probe, si ennemi de tous les charlatanismes, n'eût pas accepté d'avance cet hommage posthume. Nous le lui devons, nous qui vivons encore de son enseignement.

Puisse mon appel avoir de l'écho et dans le voisinage immédiat du grandiose édifice élevé par Mansart à l'Honneur Militaire nous verrons se dresser modestement, mais fièrement, une image émouvante et si justifiée, celle de l'Honneur Littéraire.

PAUL BOURGET.

MON AMI LE DUC

Le 23 avril, un samedi, — l'avant-dernière semaine de chasse, — on sait, hélas ! que le duc Philibert de Louanne s'est bien tristement trouvé victime d'un affreux accident. Tout le monde le lui avait dit : « Méfiez-vous, ce cheval est sournois et violent. Ne le montez plus à la chasse. » Inutile. Le duc répondait en souriant : « Il est si bon !... »

Au tournant d'un chemin, entre les pins, un gros sac de copeaux terrifia soudain l'animal fantasque, qui fit un tête-à-queue subit, et bondit sous bois à tombeau ouvert. Philibert ne s'y attendait pas : le temps de ramasser ses rênes, son cheval butait dans un trou, roulait et jetait son cavalier contre un arbre avec la brutalité d'une locomotive ou d'une auto. On releva le duc évanoui, la tête en sang, le crâne fendu. Il ne reprit pas connaissance, et rendit le dernier soupir à l'hôpital de Rouen, vers minuit.

Ainsi mourut à trente-deux ans, d'une chute de cheval, le duc Philibert-Antoine-Charles de Louanne, comte de Romincourt et de Noirmont, sans parler de maints autres titres encore, chevalier de la Légion d'honneur au titre militaire, décoré de la croix de guerre avec palmes, ayant mérité plusieurs citations éclatantes et reçu deux belles blessures sur le champ de bataille. Avec lui s'éteignait un nom qui, depuis la guerre de Cent ans, avait donné à la France des diplomates, des généraux, des évêques et des ministres, un connétable, trois cardinaux et quatre ambassadeurs, sans parler d'un sans-culotte, le citoyen Justice, ci-devant Louanne, qui vota allègrement la mort du Roi, et fut guillotiné trois semaines après, malgré ce haut fait.

Ainsi mourut un veneur admirable, un homme d'affaires intelligent, disait-on, un garçon fin et non sans goût ni lecture, certes, en tout cas élevé à merveille et d'une courtoisie qui convenait à son nom.

Ainsi mourut aussi, hélas! un compagnon qui m'était devenu profondément cher. Je le reverrai toujours au galop, brusque et superbe, poussant sa meute en forêt comme Condé ses troupes à Rocroy, — ce Condé auquel il ressemblait physiquement d'une manière si étrange... Pauvre, pauvre Phili!... Il me souvient, ami, d'un jour que vous sonniez éperdument sur la lande, tout seul, afin de rallier la chasse entière, partie on ne savait où, derrière un change... Fin octobre, un peu avant le crépuscule : à votre droite, le soleil couchant allumait un feu de bengale dans les bruyères, tandis que tout n'était plus que brouillard mauve à votre gauche. Vous sembliez le dernier gentilhomme de France appelant à lui tout le passé perdu.

Et cette autre fois où vous m'avez fait les honneurs de la chasse... C'était à la nuit venue, en novembre, par un clair de lune éblouissant. A son lever, alors que le cerf essayait de ruser encore, on l'avait vue, cette grosse lune de lait, pendre comme un fruit pourri entre les branches des arbres. Puis, l'animal avait enfin pris l'eau, pendant que le fruit pâle montait au ciel, et se muait peu à peu en disque de cristal. Quand vous m'avez présenté, selon la tradition, le pied du cerf sur votre cape : « Pour vous remercier, m'avez-vous dit avec tant de grâce, d'être resté si tard avec nous... » Après quoi, nous fîmes retraite ensemble jusqu'aux voitures égarées : votre tunique tournait au rose fané parmi la forêt toute en soie perle, où les troncs des hêtres semblaient d'acier glacial... Cent images pareilles environnent Philibert de Louanne en ma mémoire : il n'est mêlé pour moi qu'à des souvenirs de plaisir et de beauté. Je l'ai pleuré bien sincèrement, de tout mon cœur, et ne suis pas près de l'oublier jamais.

Il était le dernier, par malheur, de sa race et de son nom. Philibert, en effet, ne laissait comme plus proches parents que sa grand-tante, la vieille baronne Le Poultier de Tanré, et des petits-cousins.

En revanche, à mon grand embarras, il laissait également après lui son portrait, auquel j'avais mis, voici peu, la dernière main avec tant de soin et d'affection... Que faire, donc? Quelle

perplexité, quelle gêne douloureuse, quel problème cruellement délicat !

Mon Dieu, il fallait s'y attendre, il y a, bien entendu, procès avec ses héritiers. Car le jeune duc de Louanne n'avait pas fermé les yeux depuis un mois, que naturellement la vieille baronne Le Poultier, dont il était adoré, succombait au chagrin et mourait à son tour. On se rappelle que son petit-neveu Philibert avait projeté de lui faire une surprise en lui offrant ma toile pour sa fête : par conséquent, il ne lui en avait soufflé mot. De lui à moi, aucune lettre non plus n'avait été échangée où il fût question du portrait : pour quoi faire ? Je voyais le duc deux fois par semaine, nous ne nous écrivions jamais.

D'autre part, les petits-cousins héritiers, — qui déjà, étant de parenté si lointaine, héritaient de bien peu de chose, — refusaient, non pas positivement mon tableau, quoique cette tenue de vénerie leur rappelât, disaient-ils, les plus cruels et funèbres souvenirs touchant le malheureux Philibert, tué précisément sous ce costume ; néanmoins, ils n'en voulaient point donner le prix convenu avec le feu duc de Louanne. Pour un peu, ils m'accusaient de les voler !... Je balançai de les aller gifler : mais ils étaient trois, qui habitaient en trois provinces. Par lequel commencer ?... En outre, la vie est chère : ce portrait représentait quatre ou cinq mois de travail, de recherches, d'efforts. Une gifle, et même trois gifles ne m'eussent point payé, au contraire. Des expertises furent proposées, sur lesquelles on ne put s'entendre. Je mourais de rage : j'ai fait procès. Et je gagnerai !...

Mais on devine sans peine l'avalanche de notes et d'échos plus ou moins désagréables, — surtout pour les Le Poultier, je dois le reconnaître, — dans les feuilles de commérages, sans parler du cas juridique auquel se sont intéressés les marchands de tableaux et les spécialistes dans les journaux. Bref, un bruit énorme autour de ce portrait qui, présidant à mon atelier sur son chevalet d'honneur, devenait chaque jour, me semblait-il, plus vivant d'une vie presque humaine, plus important, plus exigeant, plus mystérieusement seigneurial et princier, menant d'outre-tombe les événements à sa guise, maître de l'heure et de son bon plaisir.

Et maintenant, miséricorde, maintenant !...

Nous n'avions pas souvent parlé de femmes, Philibert de

Louanne et moi. Avant la chasse, au rendez-vous dans la forêt, il était tout à tous, quoique un peu distraitement : il souriait et accueillait, plutôt qu'il ne bavardait. Il ne songeait qu'au cerf qu'on attaquerait dans un instant, s'il faut tout dire.

Une fois l'animal pris, nous tenions entre veneurs des propos d'hallalis, parmi les voitures pleines de sandwichs et de porto, entendez par là des propos dépourvus de préméditation, plus cordiaux que psychologiques, et plus allègres que suivis. A moins que nous ne commentions les changes et incidents de la journée, et autres sujets des plus intéressants, tels que l'insuffisance manifeste du second piqueux qui ne sonnait jamais, sinon le vice de Ravageur, ce maudit chien qui chassait pour son compte et ne cessait de voler la voie.

Que pourtant nous déjeunions ensemble, Philibert et moi, ce qui arrivait encore assez souvent, ou pendant les trop rares poses que le pauvre duc consentit à me donner pour son portrait, alors nous ne nous lassions ni l'un ni l'autre de nos remarques, gloses et hypothèses touchant les chiens encore, les chevaux, les dégâts de cerfs, la malveillance des riverains, la piraterie des braconniers, que sais-je !... Ou bien, il me contait les potins de l'équipage, non sans une verve courtoise dont il avait le secret, et qui atteignait au meilleur comique ; car M. le duc de Louanne adorait les cancans : c'est très Saint-Simon.

Il se plaisait aussi à m'exposer de vastes projets industriels, économiques, financiers et autres, à quoi je n'entendais guère. J'ai bien senti qu'il nourrissait le plus curieux respect pour les personnages dits « d'affaires », leurs serviettes à faire peur aux gens, et leur jargon de bateleurs tristes. Il ne prononçait pas sans une certaine vanité des mots comme : « Mon ami le président du Comité des mines... » Où le romanesque ne va-t-il pas se nicher ?

Mais surtout, Philibert de Louanne s'intéressait passionnément à la politique. Là, il poursuivait toute sorte de chimères et de coquecigrues. Il se piquait d'être libéral, pour commencer : un duc ne pouvait pas moins faire, à son avis... Quand je répète que c'était un chasseur de rêves et un pêcheur de lune !

En tous ces entretiens cependant, qu'ils soient graves ou gais, extravagants s'il s'agissait de politique, ou mieux que sages quand ils traitaient de vénerie, sinon vaguement ana-

chroniques et très savoureux dès qu'ils tournaient au commérage, pas un mot touchant l'amour, on le voit. Le duc de Louanne admettait encore « les femmes » dans sa conversation, et volontiers. Mais jamais une femme. Pas une seule fois, en tant de mois, il ne lui échappa devant moi la moindre allusion à quelque tendresse de jadis ou liaison passée. A tel point même que je me lassai vite d'épier et supputer des amours qui, dois-je le confesser? m'intéressaient infiniment moins que ce débûché de mardi dernier, durant lequel nous avions tous galopé comme des apprentis derrière un daguet, tandis que le cerf de chasse prenait le frais bien loin de là, dans la direction exactement opposée ; ou encore que le récit de ce déjeuner après lequel Philibert avait fumé tant de cigarettes avec le ministre des Affaires étrangères en devisant agréablement de paix mondiale et d'entente au sein d'une démocratie débonnaire.

* * *

Or, vers la fin de mai, un mois environ après la mort du pauvre Philibert, je donnais congé à mes yeux, vers quatre heures de l'après-midi. J'entends par là que je venais d'abandonner mes pinceaux, et m'efforçais de ne plus rien regarder autour de moi, sinon vaguement, à la façon dont un touriste à demi somnolent aperçoit les champs de la Beauce à travers la vitre de son wagon. Il semble que les pupilles enflent et se dilatent à plonger derrière les grosses couleurs que tout le monde voit, ou croit voir, afin d'attraper les nuances véritables qui se cachent dessous, et puis encore dessous... Bref, je n'en pouvais plus, demeurant tout engourdi devant un verre de porto, quand on me remit une carte. Une dame demandait à me parler : Mme Michaliadis.

Michaliadis ?... Je connaissais ce nom-là... Michaliadis ?... Eh, oui, parbleu ! cette dame si belle, une Grecque, avec laquelle Philibert m'avait prié à dîner, cet hiver, dans un restaurant... Dîner de douze à quinze personnes : des politesses qu'il rendait.

Le temps de me laver les mains, changer de veston, et j'entrais dans mon petit et modeste salon. Il embaumait : tout l'encens d'Arabie, toutes les roses d'Ispahan, tous les lys de Chypre l'avaient envahi... Cependant, l'admirable créature qui

m'attendait, vêtue de crêpe héliotrope, me parut bien grave et même bien triste pour une personne si parfumée.

Elle me parla d'une voix un peu basse, ralentie par l'émotion : ainsi que tant de Grecques, elle s'exprimait dans le meilleur et le plus pur français où les *r* seuls ne sonnaient point comme chez nous, et si elle commettait çà et là certains solécismes, je les reconnaissais bien, c'étaient ceux qu'aiment tant les gens du monde, les solécismes de luxe, les solécismes de salon.

— Je vous prie de m'excuser, monsieur. Je suis moi-même si troublée... J'ai eu le plaisir de vous rencontrer, il y a quelques mois, à un dîner que donnait ce pauvre duc de Louanne, je ne sais si vous en avez gardé la mémoire ? Mais je sais que M. de Louanne était votre sincère ami...

Les larmes coulaient à présent des grands yeux sombres. Mme Michaliadis les avait senties tout à coup qui perlaient à ses cils, et tirant de son sac un mouchoir minuscule, elle s'essuyait d'un geste doux comme un aveu d'amour. « Voyez, semblait-elle faire, je ne peux plus vous le cacher, vous surprenez mon chagrin et mon secret : je l'adorais... » Et ce fut bien en vain qu'elle s'excusa pudiquement, mondainement : « J'avais beaucoup d'affection pour lui, monsieur. »

Ah ! c'était donc cette Mme Michaliadis, celle que Philibert avait sans doute aimée, je l'apprenais enfin...

— Je sais, poursuivit-elle, que vous avez fait le portrait du duc de Louanne : il me l'avait dit. Ce portrait, vous l'avez encore ?

— Mais sans doute. Vous voulez le voir ?

— Oui, si ce n'est pas indiscret, je voudrais...

— Venez, madame, venez.

Et je la fis entrer dans mon atelier.

Philibert était là, sur son chevalet, en sa tenue émeraude et ambre, portant les grandes bottes avec les bas blancs qui tranchaient sur la culotte. Derrière lui, au dossier d'une chaise de ferme, luisait confusément la trompe toute bossuée par les coups, et le lourd fouet, le fouet terrible reposait sur un coin de table, auprès d'un verre vide. Nu-tête, les mains dans les poches, le jeune maître d'équipage fixait droit devant lui ce regard vigilant et dur qu'il prenait en forêt, dès qu'une bête bougeait au bois. J'avais voulu le montrer tel qu'on le voyait

souvent après la chasse, encore mal apaisé, mal éteint, scandalisé par le parti déconcertant d'un dix-cors ou la mollesse intolérable des chiens. Et je dois dire que j'avais assez bien rendu le débraillé de son costume, non moins que ses yeux d'oiseau de proie. Mais son visage osseux de Condé braconnant sous le nez de l'ennemi, son attitude de rôdeur au guet, qu'en restait-il en ma toile? Bien plutôt avais-je peint une sorte de dandy revêtu, pour se déguiser, de hardes maltraitées par la tempête. On voit si je suis franc.

Aussi bien ma peinture, mon talent, mon art, Mme Michaliadis s'en souciait peu. Elle demeurait debout, par respect et dévotion, devant l'image de celui qu'elle avait aimé. Je lui avançai un fauteuil : elle ne s'y assit point, ne parut même pas le voir. Je me taisais. Que dire, d'ailleurs, à cette femme dont je voyais battre le cœur, et qui de nouveau avait des larmes aux yeux?

Au bout d'un long moment, pendant lequel elle m'avait oublié, Mme Michaliadis murmura : « C'est lui... c'est lui... voilà ses yeux de commandement... Ah! vous l'avez mieux connu, vous, monsieur, que ceux qui le rencontraient seulement dans les salons... Vous comprenez, vous, que j'aie tant de chagrin. »

Elle se détourna un instant, trop émue peut-être, puis releva les yeux, me tendit la main : « Merci, monsieur », fit-elle. Et elle partit, laissant mon salon plein de grâce, de tristesse, et de toutes les senteurs qu'aimait Shéhérazade.

***

Trois jours après, je recevais une lettre du professeur Jérôme Sabatié, qui m'avait naguère opéré, lors d'une menace d'appendicite : jamais, depuis quatre ou cinq ans que je l'avais ainsi connu, l'éminent chirurgien ne s'était soucié de moi. Se rappelait-il seulement que je fusse peintre? Je n'en jurerais pas. Néanmoins, voilà que le professeur me demandait soudain la permission de visiter mon atelier, un samedi, à cinq heures.

Après la signature, il est vrai, se trouvait un singulier petit post-scriptum : « Peut-être me permettrez-vous d'amener avec moi ma fille, Mme Forget-Moniot, qui serait très heureuse aussi d'admirer votre peinture? » Mme Forget-Moniot, la femme de l'avocat célèbre, futur bâtonnier? Chacun a vu, cent fois l'an,

passer dans les *Mondanités* le nom de Mme Forget-Moniot, née Sabatié? Quant à moi, qui sors peu, je ne l'avais jamais aperçue, mais on la disait fort jolie.

Le dimanche suivant, le professeur parut à l'heure dite, accompagné d'une grande jeune dame très élégante, très discrète, très réservée : « Voici ma fille, mon cher ami, qui tenait tant à vous connaître... »

Elle tenait tant à me connaître, cette belle madame?

Or, Mme Forget-Moniot n'avait pas plus tôt mis un pied dans mon atelier qu'elle jetait involontairement et passionnément les yeux sur le portrait du duc de Louanne... Était-elle toujours aussi pâle dans la vie de chaque jour, cette personne si bien habillée? Je lui mis des esquisses de chasse dans les mains, des croquis pris en forêt. Çà et là, on y reconnaissait la silhouette de Philibert : les doigts de Mme Forget-Moniot tremblaient imperceptiblement, je l'ai bien vu... Parbleu! j'en étais sûr.

Son père m'interrogeait, avec une vraie fureur de s'instruire, sur la vénerie, les mœurs des cerfs, les droits de suite, les méthodes de braconnage moderne, que sais-je...

Dès qu'il me laissa souffler un moment, je me tournai vers Mme Forget-Moniot qui, de toute son âme, scrutait les yeux peints de mon Philibert :

— Vous connaissiez beaucoup le duc de Louanne, je crois, madame? C'était un ami délicieux. Tous ceux qui le voyaient un peu souvent s'attachaient à lui.

Elle me regarda enfin, un instant, rien qu'un instant : mais de quelle lumière bleue et brûlante ne fus-je pas percé!

— Oh! oui, monsieur, nous aimions infiniment M. de Louanne, mon mari et moi. Nous le recevions fréquemment. Sa mort nous a fait tant de peine!... Nous ne sommes pas près de l'oublier.

Paroles banales, si l'on veut, mais elle grelottait d'amour et de détresse, vous dis-je, la pauvre voix qui les prononça.

Allons, encore une... Mme Michaliadis, Mme Forget-Moniot... Était-ce tout? Non pas. La théorie des belles amoureuses ne s'en est point tenue à ces deux-là. On parla bientôt de mon tableau dans les journaux; le petit scandale du procès avec les héritiers éclatait, divertissant les badauds. Et dès ce moment je reçus des lettres, puis des visites d'une romancière fort connue, illustre même, d'une championne de golf, de deux personnes « sans

profession »... Elle avait été bien remplie, la mystérieuse vie d'amour de mon pauvre et séduisant ami Philibert! Tout ce monde éblouissant venait, soi-disant, pour « voir ma peinture », comme Mme Forget-Moniot. Mon atelier n'avait jamais connu tant de robes de Lanvin, ni de regards vacillants de piété, lourds de souvenirs.

Une fois, pourtant, une vraie souillon sonna chez moi. Elle n'avait pas écrit pour annoncer sa visite, celle-là. Elle arrivait comme ça, et c'est tout. Et j'ai cru qu'en entrant, elle allait s'évanouir. Lorsque je dis une souillon, pourtant, j'exagère : seulement, il y avait des taches sur sa robe, ses cheveux lui tombaient sur les sourcils, ses gants étaient déchirés, ses souliers flétris, ses bas en fil et reprisés. Et tout cela prétentieux, la robe trop ouverte, les cheveux coupés trop haut sur la nuque, les gants à baguettes criardes, les souliers de quatre couleurs, les bas du même rose que ces fleurs en papier dont les bouchers ornent leurs viandes. Quant au visage, il semblait en ruines; tout émacié, creusé, sous un fard à 2 fr. 50 la boîte. Et quel désarroi, quelle crainte en ses yeux de bestiole blessée, ses yeux pâles, ses yeux fanés! Néanmoins, une certaine grâce, peut-être... Mais après tant de femmes élégantes qui me visitaient à la file, celle-ci me parut en quelque sorte scandaleuse. Comment, pensais-je malgré moi, a-t-on laissé entrer ça chez moi?

Elle était livide en franchissant la porte de mon atelier Comme toutes les autres, — cela ne m'étonnait même plus, — elle se précipita aussitôt avec avidité, avec folie, vers le portrait de Philibert : ainsi, je pense, se ruent vers l'eau des oasis les errants du désert. Et ce fut à ce moment qu'elle parut défaillir sa tête se renversa dans un sanglot.

Mon premier mouvement fut de la soutenir : elle tombait. Et je l'assis tout doucement dans un fauteuil, en face de la toile. Sa crise de larmes passée, elle me dit à voix contenue, comme honteuse de s'être laissée aller de la sorte :

— Ah! monsieur... pardon, monsieur... mais c'est que je l'aimais tant!... Ce n'est pas la peine que je m'en cache... D'ailleurs, vous me voyez pleurer... Je ne peux pas me retenir, vous savez, je n'ai jamais été une femme forte, moi!... Il m'en a pourtant fait, du chagrin!... Et je leur en dois à tous, de la misère!... Seulement, qu'est-ce que vous voulez, je n'ai

jamais aimé que lui... et mes petits, mes pauvres petits!...

Nouveaux sanglots. Puis, elle reprit, hallucinée par le portrait :

— On ne pouvait pas le voir sans l'aimer... et puis il était si beau... et si gentil, au fond... au fond...

Elle balbutiait, à la façon d'une malheureuse enfant, qui n'en peut plus à force d'avoir été battue. A ses premiers mots, ou plus exactement quand elle s'était effondrée dans mes bras, j'avais songé : « Au diable!... Qu'est-ce que je vais faire de cette énergumène? » Mais je dois avouer que maintenant, elle me faisait un peu pitié.

Cependant, un détail me frappait. Toute falotte et miteuse, et trop fardée que fût cette créature de Montmartre ou de la rue du Sentier, elle s'exprimait convenablement; nulle trace d'argot, aucun relent de la rue, sinon pis encore. Voilà qui m'intriguait Enfin, je l'ai dit, elle avait une espèce de grâce : autant du moins qu'il en restait à l'infortunée Manon Lescaut sur le bateau d'Amérique. J'essayai de lui parler aussi affectueusement que possible, afin de la mettre en confiance. Je lui dis de n'avoir aucune crainte, de se calmer, de prendre tout son temps pour m'entretenir de Philibert tant qu'elle voudrait; que j'avais été l'ami de ce charmant garçon, et que par conséquent toutes celles et tous ceux qui avaient éprouvé quelque attachement pour lui m'étaient très sympathiques. Elle fit alors de son mieux pour sourire : tristesse du sourire sur ces traits défaits!... Un soleil chétif ranimant les pâles capucines d'une fenêtre, au cinquième, dans une cité du Nord.

Elle me remercia : il y avait si longtemps, à l'en croire, que personne n'avait été bon pour elle!

— Ah! c'est que ça ne vaut pas grand chose, les gens. Dès qu'on est malheureux, il faut les voir : ils se jettent sur vous, ils vous en veulent tous, ils vous déchireraient en morceaux. C'est à qui vous insultera, vous fera honte, vous prendra un peu de ce que vous avez... Quand j'étais, comme on dit, « une dame », J'avais un poulailler à la campagne : j'ai remarqué que si jamais une poule avait une plaie, les autres commençaient aussitôt à lui donner des coups de bec. Et plus elle saignait, plus elle était malade, moins elle pouvait se défendre ou se sauver, plus ces ignobles bêtes tapaient, tapaient toujours, jusqu'à la tuer, la faible, la pauvre... Voilà comment sont les

gens : dès qu'il arrive malheur à une femme, ils n'en ont jamais assez de cogner dessus, et encore, et encore, et de la mettre en sang... Oui, allez, c'est une belle saleté que la race humaine. Moi qui suis maintenant toute seule...

— Mais vous aviez parlé tout à l'heure de vos petits : vous avez des enfants?

— On me les a pris, monsieur. Deux garçons, neuf ans et onze ans. Je les vois le dimanche. Et encore, cela ne durera peut-être pas...

— Divorcée?...

Je devinais : le flagrant délit. Condamnée sans recours. Toutes les duretés de la loi, tous les supplices de la société... Mon Dieu, ce n'était peut-être rien de mieux qu'une petite canaille, cette personne aux gants troués qui pleurait dans mon atelier; qui sait si elle n'avait fait souffrir et bafoué son mari? Pourtant, je ne pouvais m'empêcher de la plaindre : il y avait en elle on ne savait quoi de si doux, il devait avoir été si facile de se montrer injuste envers elle. Et puis, bon gré, mal gré, l'amour de Philibert l'anoblissait à mes yeux.

Comme si elle eût pressenti ce que je pensais, elle leva ses humbles yeux vers le portrait, j'allais écrire vers l'icone sainte, et murmura d'une voix d'extase :

— Oui, on m'a tout pris... C'était pour vous... pour vous...

Et des mots que je n'entendais même pas.

Je n'ai pas troublé cette prière.

Au bout d'un instant, comme si elle se réveillait et redescendait sur la terre, elle me dit :

— Chaque dimanche, monsieur, on m'amène mes pauvres petits. Ils ont l'air content de me voir. Une espèce d'institutrice, une bonne plutôt, les conduit chez moi, à une heure juste. Dame! ce n'est pas bien luxueux, chez moi... Et le soir, à sept heures tapant, elle vient les reprendre... Je les mène au cirque, au cinéma, où je peux : tout est tellement cher! Le plus difficile, c'est d'obtenir des renseignements sur leur santé, leur genre de vie : ça ne dit que la moitié des choses, les enfants. Quant à la bonne, Dieu sait si elle retient sa langue : on doit lui faire une de ces leçons, chez le père, avant qu'elle ne sorte... C'est dur, allez, quand on a soigné des pauvres petits pendant huit ou neuf ans, de les voir tout à coup exposés aux rhumes, aux contagions, est-ce que je sais!...

Elle ne m'avait pas appris son nom. Par discrétion, par une espèce de gentilhommerie, — et aussi parce que, en somme, cela m'était bien égal, — je me piquais de ne pas le lui demander. Je ne pus toutefois m'empêcher de poser indirectement cette question :

— C'est bizarre, tout de même, qu'on ne laisse pas un tout petit bonhomme à sa maman.

— Bizarre ou non, c'est comme ça... Il suffit qu'une femme passe un jour ou deux à la campagne, et que là... et qu'on le sache, enfin : on prétend qu'elle a quitté ses enfants, on les lui enlève, elle ne les revoit plus, — ou presque plus. « Les deux enfants au père », et allez donc !... Mon divorce remonte à vingt et un mois. Le plus jeune de mes fils avait sept ans : on me l'a ôté des mains... Ma foi ! quand j'ai vu ça...

Un silence.

— Quand vous avez vu ça?

— Eh bien... j'ai compris que de faire dame, c'était très joli, mais... mais... J'avais une si petite pension... par le temps qui court... Oh ! je vois bien que vous regardez ma robe : évidemment, vous devez recevoir du monde mieux habillé.. Qu'est-ce que vous pouvez bien penser de moi, monsieur?

Hélas ! il n'était guère difficile de reconstituer une si débile, et banale, et triste existence : naguère une modeste bourgeoise, habituée à parler sans trivialité, à suivre les offices à l'église, et à participer aux folies de la vie moderne en faisant de temps à autre une partie de tennis, ou en dansant, pendant les vacances, dans un casino de plage. Aujourd'hui, cependant, après scandale, voici déchue la bourgeoise, et la « dame » tombée bien bas... Le problème, par exemple, c'était que le duc de Louanne eût été pêcher cette petite personne dans quelque coin du Luxembourg ou quelque autre quartier de Paris qu'ignorent les gens de la plaine Monceau, sinon même en province : et s'il l'avait par hasard aimée, alors le problème devenait une insoluble énigme... J'eusse tout tenté, en cette minute, pour savoir. Oui, certes, elle m'intéressait, et jusqu'à la passion, cette Bovary perdue et si faible, — si positivement jolie, par moments. Non, touchante plutôt... Mais non, jolie ! C'était son fard, c'étaient ses hardes sans goût qui la défiguraient.

— Monsieur... fit-elle presque bas... Monsieur...

Encore, « monsieur !... » Il est vrai qu'elle n'eût su com-

ment m'appeler : à peine si elle me connaissait depuis trois quarts d'heure.

— Monsieur, je suis honteuse...

Pauvre enfant, je le voyais bien.

— S'il m'apercevait comme ça... oui, habillée comme ça, avec des bas comme ça, des nippes comme ça... Lui qui était si élégant... Je faisais des folies pour lui, vous savez : et les lingères de la rue de la Paix, et des costumes, et des chapeaux.. J'avais des dettes, ma foi, il le fallait bien : quand on a su ça, dans mon ex-famille! Eux qui économisaient sur tout pour avoir un valet de chambre... S'il me voyait, lui, maintenant!.. D'ailleurs, il me voit peut-être : tenez, j'ai l'impression qu'il me regarde en ce moment, et que ses yeux vivent... Phili, mon chéri!... Cela me fait quelque chose, qu'il me regarde si fort : j'ai peur, monsieur, j'ai peur!...

J'ai dû l'emmener de là, l'installer au milieu de bons coussins, lui essuyer les joues, la bercer comme un bébé, lui donner du porto. Elle s'apaisa lentement sur mon épaule. Elle se leva enfin, remit de la poudre, et se dirigea vers la porte. En passant devant le portrait, elle lui envoya de la main, pieusement, un baiser.

Comme elle allait me quitter, ces mots me sont venus très naturellement aux lèvres :

— Je vous reverrai?

— Mais oui, fit-elle. Pourvu que je ne vous dérange pas... Téléphonez-moi : c'est le mieux : Trudaine, 80-32. J'habite rue Saint-Georges, au 59.

— Le nom?

— M[me] Paulette Martins. Mais sur mon magasin, il y a seulement « Paulette ».

— Un magasin?

— Oui. Je suis manucure.

Et elle partit, tête baissée... La tête gentiment inclinée plutôt, comme la portent les jeunes femmes des bas-reliefs antiques, lorsqu'elles doivent indiquer la tristesse : sa démarche avait beaucoup de grâce, on ne pouvait le nier.

***

Après la visite de Paulette Martins, manucure, je me suis tout à coup senti asssez las de tous ces pèlerinages sentimentaux

dans mon atelier. A peine saurais-je dire pourquoi : peut-être cette petite m'avait-elle ému plus que les autres; peut-être avais-je senti en elle un trouble bien plus sincère, profond, et presque délirant, que chez la belle Mme Michaliadis, trop séduisante, ou chez Mme Forget-Moniot, si hautaine en son *Noli me tangere*, ou chez toutes celles qui s'étaient succédé devant le chevalet où se dressait l'image élégante et un peu farouche de l'homme des bois, du prince des bois, mon ami et leur amant.

Seule, l'humble Paulette me donnait maintenant l'impression d'avoir eu, comme disent les enfants, du « gros chagrin », sans rien de plus. En vérité, enfin, elle m'avait infiniment ému. On n'explique pas cela : la sympathie a des antennes.

Une personne encore m'avait demandé rendez-vous : Mme de La Farette. Ayant fixé le surlendemain, je n'osais me dédire : combien j'eus tort!

Mme de La Farette... Qu'était-ce à présent que celle-là? Une merveilleuse, ainsi que la Michaliadis? Une secrète, comme cette pecque de Forget-Moniot? Une attendrie, une miséricordieuse apportant au mort le pardon du passé, une inconsolable à l'éternel souvenir?... Décidément, j'en avais assez, des pèlerines de Louanne. Hélas! que ne m'en suis-je tenu à cet heureux ennui? Pourquoi faut-il que j'aie ouvert ma porte à cette nouvelle zélatrice?

Au premier regard, dès qu'elle parut, je me crus au cirque. Je me tâtais : « Suis-je éveillé, ou bien si je rêve? Qu'est-ce que ce carnaval?... Philibert ne l'aura pas aimée, au moins, celle-là! »

Une grosse femme, d'assez haute taille, se trouvait devant moi. Les joues rouges, le nez rouge, et le regard sévère. Joignez qu'elle n'avait presque pas de cou et les épaules larges, ce qui la contraignait à un port de tête arrogant, comme à se tourner tout d'une pièce quand elle voulait regarder à droite ou à gauche. Cet air impérieux lui prêtait on ne savait quelle vague ressemblance avec quelque vieux major d'ancien régime. On s'attendait qu'elle eût un tricorne planté sur le sourcil droit : et comme elle surmontait ses cheveux gris d'un diable de chapeau à plumes de coq, comme elle avait un col d'homme, comme elle cachait ses mains sous des gants à crispins, et allait, en dépit du temps tiède, revêtue d'un terrible costume tailleur en étoffe bourrue, elle était pour intimider n'importe qui, — moi, entre autres.

Mon effroi, d'ailleurs, ne dura pas longtemps : il disparut aussitôt que sa physionomie s'anima, aussitôt surtout qu'elle essaya de sourire. Car le visage mécontent de Mme de La Farette ignorait tout à fait l'art du sourire. Quand il avait l'intention de se montrer agréable, il se fendait brusquement en deux, comme un masque de guignol, et semblait à la fois farce et gêné : on croyait assister à la pudeur de Polichinelle, à la timidité de la mère Ubu. C'est le fait des personnes toujours en train de blâmer et de se scandaliser, comme s'il fallait prendre invariablement tout au sérieux, que de ne savoir pas sourire. Leurs traits sans cesse tendus ont perdu l'habitude de se délasser : à la moindre éclaircie, on dirait qu'ils font la grimace. A la première risette que me fit si maladroitement l'impérieuse Mme de La Farette, j'eus peine à garder mon demi-sérieux : je me trouvais en butte aux singeries d'une commère.

— Mon cher maître, commença-t-elle à dire avec volubilité...

Personne ne m'a jusqu'ici donné du « cher maître » : ce n'est pas encore de mon âge. On n'appelle de la sorte que les très vieux peintres, chargés de gloire comme de titres officiels, et qui ont vraiment des élèves : mais on avait dû conter à cette dame qu'il fallait s'adresser en ces termes aux artistes, dès que ceux-ci ont passé la trentaine. Vient-elle donc de province, ai-je pensé, ou ne connaît-elle pas le monde? Je ne puis pourtant affirmer qu'elle m'ait positivement déplu en me nommant ainsi : la vanité connaît plus d'un tour.

— Mon cher maître, si vous saviez comme je vous remercie d'avoir bien voulu m'accueillir !...

Elle parlait non seulement avec volubilité, mais encore avec une sorte de conviction offensive, et comme avec explosion.

— C'est l'autre matin, reprit-elle, que je me suis déclaré une bonne fois : « Non, décidément, je ne peux plus y tenir, il faut que j'aille voir le portrait de Phili. » J'en ai entendu parler, comme ça, par des amis à moi : et puis d'ailleurs, Phili lui-même m'a dit bien souvent : « Ma chère, il y a un peintre que je connais, qui m'a fait un portrait magnifique... » Alors, vous comprenez, j'avais trop envie de le contempler de mes yeux, ce portrait. J'ai pensé tout bas : « Quoi ! je peux bien demander à admirer un tableau dans un atelier... » Évidemment, la démarche n'est peut-être pas très correcte. Vous

savez, quand on a beaucoup de cœur, on ne fait pas toujours attention aux convenances : or, pour moi, on pourra dire ce qu'on voudra, je ne suis qu'une vieille dame bien simple, et sans doute trop franche, et qui ne ménage pas toujours la vérité aux gens, malheureusement peut-être; enfin, je puis bien avoir tous les défauts, mais quant au cœur, ça, j'en ai, et j'en ai même beaucoup plus que je n'en souhaite. Du reste, Phili le savait bien, il me disait toujours : « Ma chère Antoinette, vous aimez trop vos amis, ils n'en valent pas la peine... » Dame! c'est bien vrai, qu'ils n'en valent pas la peine huit fois sur dix. Seulement, s'il fallait faire attention à ça, on se retiendrait tout le temps. Or, moi, dans les questions de sentiment ou de générosité, j'ai toujours été incapable de me retenir. Et c'est justement ce qui plaisait tant à Phili. Il me disait : « Vous, ma vieille, vous donnez trop. » Car il était très familier avec moi : il m'aimait tant! Il m'aimait au point de me confier tout ce qui le touchait. Il n'avait pas de secret pour moi, il me racontait ses aventures d'amour : à mon âge, vous comprenez, je pouvais tout entendre. Des amis à lui m'appelaient la baronne Confessionnal. Ma foi, c'est peut-être païen, ce que je vais vous dire, et Mgr Doissart, l'évêque de Tahiti, qui est un grand ami à moi, me gronderait certainement, — sans m'en vouloir d'ailleurs, car lui aussi m'aime beaucoup, — mais mieux vaut quelquefois un bon conseil donné par une vieille dame au coin du feu que... »

Le torrent de paroles roulait, bondissait et se précipitait, sans trêve ni faiblesse : je demeurais stupide à l'entendre, et d'autant plus que dans l'excitation où la jetaient ses mérites magnanimes et l'affection que lui portaient tant et tant d'« amis à elle », Mme de La Farette n'avait encore jeté qu'un regard distrait sur le fameux portrait, objet pourtant de son culte, m'avait-elle naguère écrit, et de sa visite. Je crus pouvoir le lui rappeler discrètement.

— Oh! c'est vrai, s'écria-t-elle. Je me laissais aller à mes souvenirs au sujet du pauvre Phili : c'est qu'il a tenu une telle place dans ma vie! Pour moi, c'était un véritable fils. Je le voyais autant dire tous les jours...

— Vous le connaissiez depuis très longtemps, madame?

— Depuis très longtemps n'est pas le mot; mais vous savez ce que c'est que les amis intimes : on finit par croire qu'on les a

élevés. Mon grand père, qui avait beaucoup fréquenté l'empereur Napoléon III, — un peu malgré lui, d'ailleurs, car toute ma famille était farouchement légitimiste, — me racontait quand j'étais petite fille...

— Mais c'est curieux, j'ai chassé pendant toute une saison avec le duc de Louanne, et pas une fois il n'a prononcé votre nom.

— Mon Dieu, c'est qu'en ces deux dernières années, nous étions un peu en froid, lui et moi, pour une sottise au fond, une espèce de gros malentendu : si bien que nous boudions, chacun de notre côté... Combien je le regrette, aujourd'hui ! Si nous nous étions bien carrément expliqués, nos relations seraient restées ce qu'elles étaient auparavant, c'est-à-dire presque filiales, je vous le répète. Un vieil ami à moi, le colonel de Cortambon, me taquinait en ne me nommant que La Farette-Louanne... Alors, cher monsieur, vous avez chassé avec le Rallie-Mailleraye ? Quel magnifique équipage ! Phili voulait absolument me donner le bouton : mais le médecin me défend de monter à cheval depuis des années... Comment faire ? Je répondais chaque fois à Phili : « Il y a assez de vieilles dames en auto dans la forêt : si vous me donnez le bouton, à moi qui ne monte pas, elles vont toutes après ça vous demander de les habiller en feuille-morte et en jaune pour faire un somme derrière les carreaux de leur voiture, en rôdant de carrefour en carrefour... » Ah ! nous en avons accompli, de ces randonnées en forêt de la Mailleraye ! Le piqueux La Rosée criait, aussitôt qu'il me voyait : « Voilà Mme de La Farette, ça va !... » Quant à Phili...

— Est-ce que vous voulez juger de son portrait, madame ? Je vais vous le mettre au jour, en bonne place.

Une fois la toile placée comme il fallait, la physionomie de Mme de La Farette changea de nouveau, et complètement : la voilà maintenant tragique, désespérée, frappée par le Destin. Son menton, ses yeux, les coins de sa bouche tombèrent d'un centimètre.

— C'est bien lui, fit-elle d'une voix accablée, je le revois, mon Phili !... Pauvre cher enfant !... Vous ne trouvez pas qu'il ressemble étonnamment à son oncle Montenon ?

— Je ne l'ai pas connu.

— Et encore plus à l'amiral ?

— L'amiral?

— Oui, l'amiral de Montenon-Toury. C'était le frère cadet du comte Fernand de Montenon, et de la feue duchesse de Louanne, née Montenon, mère de Philibert. C'est par les Montenon que notre Phili se rattachait aux Bourbon de Naples. L'arrière-grand père de la duchesse était grand chambellan du roi des Deux-Siciles. Il ne vous a pas raconté cela?... Après tout, ce sont des choses qui m'intéressent surtout, moi, pour des raisons de famille. Vous savez, je suis un peu une maniaque de l'esprit de famille : mon cousin Mareuil de Saint-Rénan, qui entre parenthèses était camérier de cape et d'épée du Saint-Père, et dont la nièce, Mme de Surpolay, mourut fusillée par les Communards sur une barricade, mon cousin Saint-Rénan, donc, se désolait toujours parce que je n'étais pas entrée à l'École des Chartes. « Cette enfant-là, répétait-il, est faite pour vivre dans le passé de la France. » J'étais plutôt faite, en réalité, pour être militaire. Mais, quant à mon goût du passé, mon cousin ne se trompait pas... Or, dans ma famille, qui était, je vous l'ai dit, passionnément légitimiste, toute une branche s'est expatriée en 1830, et est allée s'établir à Naples. Aussi, tout ce qui touche à ce pays m'intéresse à la folie. Phili, à cause de cela, s'amusait quelquefois à m'appeler sa cousine. Il est vrai que le baron Boullonche, — vous savez, le gendre du général Gordenois, le vainqueur d'Iben Saïda, — avait épousé la sœur d'une de mes tantes, et comme il était lointainement cousin des Montenon, nous finissions par nous retrouver.

— Puis-je vous offrir une tasse de thé, madame? Un peu de porto?

— Merci, monsieur, merci mille fois. Je ne goûte jamais. Le docteur Tarrieux, un grand ami à moi, et le meilleur spécialiste qu'il y ait à Paris pour les maladies d'estomac, me cite toujours en exemple : « Imitez Mme de La Farette, fait-il, qui ne martyrise pas son estomac avec des saletés inutiles. » Je l'ai moi-même déclaré un jour, il y a déjà bien longtemps, à la princesse de Piombino : « Que votre Altesse royale supprime ses gâteaux de quatre heures, et elle vivra cent ans. — Entendu, ma chère Antoinette, m'a répondu la princesse : mais si je meurs, gare à vous!... » Or, vous n'ignorez pas que la bonne princesse a aujourd'hui soixante-quatorze ans, et qu'elle est fraîche comme la rose: elle me remercie chaque fois qu'elle me

voit. Quant au porto, je n'en bois pas non plus. Je dois vous dire que je n'apprécie pas du tout ce genre qu'ont les jeunes femmes, à cette heure ; elles prennent toute la journée soit des vins de toute sorte, soit bien pis encore, de vrais poisons dans ces bars ou ailleurs. De mon temps, il n'y avait que les personnes de mauvaise vie pour se tenir ainsi. Cela va, il est vrai, avec les cheveux coupés, les robes arrêtées au genou et les extraordinaires façons d'aujourd'hui. Vous me trouverez sans doute bien arriérée, mais je n'approuve rien de ce qui se fait maintenant, aussi bien en politique qu'autrement. Je suis restée, au fond, de l'opinion de mes parents, et fais remonter tout le mal à ce gredin de Thiers...

Un cours d'histoire, à présent? Pour le coup, c'était trop, je me sentais mourir. Je pris sur moi de couper la dame de La Farette le moins discourtoisement possible :

— J'ai des photos assez bonnes de ce portrait que vous avez voulu voir : si cela peut vous être agréable, madame, je vais vous en remettre une.

— Que vous êtes aimable! Ce sera pour moi un souvenir bien touchant. Un ami à moi, le grand photographe Lévrissel...

— Voici la photo : elle est bien venue, n'est-ce pas?... Attendez, avec ce petit élastique... Là, ainsi roulée, elle ne craint rien... Voudrez-vous bien m'excuser, mais un rendez-vous...

— Je vous suis très reconnaissante. Cependant, il me vient une idée tout à coup ; je possède un très joli croquis de Sem, qui représente notre cher Phili. Cela vous ferait peut-être plaisir de le voir?

Je me rappelai soudain, en effet, que le duc de Louanne m'avait dit un jour : « Sem est venu une fois à la chasse, chez nous, en auto. Il faisait très beau, ce jour-là : il a crayonné avec délice, au rendez-vous, à l'hallali, dans tous les carrefours. Il avait campé, de moi, une silhouette étonnante. N'ayant pas l'intention de réunir un album de vénerie, il m'avait fait cadeau de son dessin. Un charmant et savoureux cadeau, je vous assure... Hélas! je ne l'ai plus.

— Vous ne l'avez pas donné à une femme, au moins?

— Mais si, justement.

C'était donc à cette vieille La Farette que le duc de Louanne avait offert son portrait par Sem? Un portrait auquel il tenait

tant?... Enfin, qu'était-ce donc qui avait si fort uni ce gentilhomme paré de toutes les séductions à cette carnavalesque matrone à cheveux gris, éperdue de prétention? Il fallait qu'il y eût un cadavre entre eux... D'autre part, l'œuvre de Sem avait de quoi vivement attirer, cela se conçoit, un homme qui avait travaillé durant tout un hiver au portrait du duc Philibert. Je ne cachai pas à Mme de La Farette mon ardent désir d'admirer ce croquis.

— Eh bien! fit-elle, venez chez moi, vous l'examinerez tout à votre aise. Avez-vous un crayon? Voici mon adresse. Vous voyez, j'habite à Neuilly, sur l'emplacement même d'un pavillon enclavé jadis dans le domaine du roi Louis-Philippe. Je vous en montrerai une porte et une fenêtre, encore intactes. Mon père, qui était architecte...

Je m'étais levé. L'histoire du père architecte demeura en suspens, et Mme de La Farette se retira, le menton levé, les épaules larges et le nez provocant. Elle croisa dans l'antichambre mon camarade Guérilloux, avocat, qui venait m'entretenir de l'affaire du tableau : Jean Guérilloux, un Rouennais, et jadis mon compagnon de régiment. Au temps qu'il était encore inscrit au barreau de sa ville natale, il s'était trouvé en relations avec Philibert de Louanne à propos des traditionnelles difficultés juridiques entre l'équipage et les riverains de forêts. Parfois, quand il allait à Rouen voir ses parents, il venait faire un tour à la chasse dans son auto ; c'était là que j'avais renoué avec lui. Et même, nous ne manquions pas de nous tutoyer, comme il convient à d'anciens dragons.

A ma grande surprise, il salua Mme de La Farette en lui souriant ainsi qu'à une personne déjà rencontrée naguère Bien mieux, ils échangèrent une poignée de mains, — sans grand élan, me parut-il, de la part de la dame.

— Tu la connais? lui demandai-je aussitôt que nous fûmes seuls dans mon atelier.

— La mère Lafarette?... Je crois bien que je la connais! C'est une Rouennaise, comme moi. Son père était entrepreneur de travaux publics, et il a fait une assez belle fortune. Elle a un fils, qui est marchand de je ne sais quoi, — des diamants, il me semble, ou du pétrole, — et qui doit aussi gagner pas mal d'argent. Tout cela habitait encore Rouen quand je suis venu m'installer à Paris.

— C'était une amie du duc de Louanne ?

— Oh ! une amie... Elle est venue rôder à la chasse pendant toute une saison, il y a trois ou quatre ans, voilà. Et elle a failli en devenir folle de vanité. Toutes les braves dames de Rouen se moquaient d'elle, non sans l'envier du reste. Depuis les deux années que me voici à Paris, j'ai naturellement perdu de vue la mère Lafarette, comme tu peux penser. Ce que je sais en tout cas, c'est que feu son mari, Joseph Lafarette, était le grainetier de ma famille.

— Elle se fait appeler Mme de La Farette. Tiens, regarde sa carte.

Guérilloux se mit à rire.

— Oui, c'est bien ça. Ce sont des gens très communs. Et quant à elle, une grotesque. Si tu l'avais vue en forêt, avec une cravate de chasse, guettant toutes les personnes titrées pour essayer d'aller leur faire la révérence dans les carrefours !. Mais laissons ce clown, et parlons de ton affaire.

Ce qui fut plus intéressant, mais moins comique assurément.

***

Quand je revis l'humble Paulette Martins, manucure, j'eus un petit accès de respect humain, je l'avoue. Serais-je un snob. moi aussi ?

Je l'avais invitée à dîner, et par téléphone : ce dont je me félicitais comme d'une grande délicatesse. Dès le lendemain de sa visite, j'étais allé rôder dans la rue Saint-Georges, naturellement, afin de voir l'aspect de son « magasin », ainsi qu'elle disait avec pudeur, ne daignant user du mot « boutique », trop vulgaire, et n'osant aller jusqu'au terme « institut de beauté », par modestie. C'était pourtant bien une boutique, ni plus ni moins, trop étroite pour ressembler à un salon, mettons de coiffure : derrière une vitrine minuscule rêvait tristement un immense flacon de cristal taillé, rempli d'un liquide couleur d'émeraude, tandis que tout autour se trouvaient d'autres flacons moins somptueux, des boîtes menues en écaille ou en ivoire. Un rideau de soie masquait l'intérieur de ce réduit dépourvu de franchise. Au-dessus de la porte, en écriture anglaise, rose sur vert, on lisait *Paulette*, et plus bas, en lettres plus petites, *manucure*.

Franchement, elle avait l'air un peu louche, cette devanture.

En dépit de ma curiosité, je n'étais point entré, cependant, afin de ne pas gêner la craintive patronne, d'une part, afin aussi de ne pas l'apercevoir revêtue d'une blouse blanche, en train de faire les ongles mal plantés d'un vieux monsieur sans grâce, mais non sans carnet de chèques. Je nourrissais peu d'illusions sur la pauvre Paulette : n'importe, je préférais que rien, autant que possible, n'abîmât trop son souvenir dans ma pensée. Tant il y a que je m'étais éloigné de son « magasin » sans en avoir poussé la porte. Je lui avais offert secrètement ce très léger hommage, ce discret cadeau.

Elle n'avait pas non plus reçu de moi la moindre lettre : non que j'eusse pour cela quelque raison bien claire, mais il m'était peu agréable d'envoyer officiellement une lettre à une nommée Paulette, en son établissement à la fois banal et douteux. Le téléphone m'avait paru plus impersonnel, en cette circonstance, plus poli, voire plus flatteur : et je m'étais applaudi de cette attention qu'on avait dû comprendre, car rien n'égalait la douceur de la voix qui me répondit au bout du fil : « Mais oui, monsieur, le soir que vous voudrez... Moi, vous savez, je suis toujours libre... Oh ! non, dans ma vie, il n'y a personne qui puisse être jaloux : il n'y a plus personne... Entendu, à huit heures... Oui, certainement, je suis très exacte... Merci, monsieur, merci beaucoup... Vous êtes si gentil avec moi !... Je suis si contente !... »

Donc, cette soirée s'annonçait gentille, simple, vaguement attendrie, rien de plus. Il pleuvait, bien entendu, mais très peu et par instants seulement ; enfin, hasard extraordinaire en ce sombre été de 1927, il ne faisait nullement froid ; l'air était tiède à ravir, au contraire : il semblait que les nuages, là-haut, eussent été délicatement réchauffés au bain-marie. Un de ces temps à laisser tout venir comme ça vient...

Il m'eût fallu mener mon invitée dîner au Bois ou aux Champs-Élysées, sous les arbres, bref lui faire le plus de plaisir possible, en galant homme qui oblige une femme pour l'obliger, sans lui demander en échange autre chose que le son des paroles qu'elle prononcera, son reflet dans les miroirs où elle se mirera, et le parfum des roses qu'on aura mises pour elle sur la table.

Mais quand Paulette est arrivée, à huit heures juste, dans mon atelier, ai-je eu peur de sa robe trop bleue, ou trop défraî-

chie, ou trop à la façon de l'année dernière? Fut-ce la mélancolie que me causa son manteau aussi prétentieux que « décrochez-moi ça » ? Ou bien, ce dont je rougis aujourd'hui, — bien tard! — ai-je craint que quelque client de la rue Saint-Georges ne me croisât par hasard en compagnie de sa manucure, moi, peintre connu dans Paris, moi qui me croyais quelqu'un?.. Bref, je lui proposai d'aller dîner très près de chez moi, non point cependant en un de ces cabarets élégants où j'eusse risqué de rencontrer des personnes trop distinguées pour apprécier Mme Paulette, mais plus modestement sous les arbres de la place des Ternes. C'était encore des feuilles qui se balançaient tant bien que mal, en somme, entre les ondées, et il y avait d'ailleurs un orchestre qui répandait sans lassitude les romances après les mélodies, et les fox-trot après les valses lentes.

— Comme on est bien, ici! me dit cette créature facile à satisfaire. Quel endroit charmant!... Oui, mettons-nous dans ce coin, près de la fenêtre : on voit les platanes, c'est délicieux.

— Que vous connaissez bien les arbres!

— Mais je suis une fille des bois : je suis née à Senlis, au bord de deux grandes forêts.

Ainsi, elle me contait déjà ses souvenirs d'enfance?... Vite, commandons le dîner, et qu'elle n'aille point s'arrêter en ses confidences : car enfin le mystère des amours avec Philibert demeure inexplicable... Hâtons-nous : justement, voici une longue symphonie, langoureuse à faire pleurer les collégiens... Un *cocktail*, pour commencer? Oui, puisque aujourd'hui c'est un rite. Ensuite, tout ce qu'elle voudra, mais que veut-elle? On n'en sait rien. Je fais le menu moi-même, pour abréger. Et du vin d'Anjou, le plus mousseux, le plus pétillant... Et maintenant :

— Ah! vous êtes née à Senlis? Je connais Senlis : ville exquise et ancienne, au milieu des bois, en effet. Seulement, la vie quotidienne ne doit pas y être folâtre toute l'année. Vous avez passé votre enfance là-bas? Vous avez fait votre première communion dans la cathédrale?

La première communion, le catéchisme, la pension, tout cela s'épanouit positivement sur ses lèvres, elle s'en délectait. Suivirent les amies de pension, « toutes perdues de vue », le père « dans le commerce », la pauvre maman « si bonne », et

morte aujourd'hui, les trois sœurs, « trois chipies », mariées en province... L'air était de plus en plus tiède, l'orchestre de plus en plus tendre, Paulette buvait son vin d'Anjou, elle semblait intarissable, voici qu'elle en venait à ses robes de jeune fille...

— C'est à Senlis que j'ai passé le meilleur temps de ma vie... avant M. de Louanne. Quand mon père eut établi, — à peu près, — mes trois poisons de sœurs, et qu'il est allé habiter Paris, j'avais à peine dix-huit ans...

— Vous vous êtes mariée à Paris?

Mais là, brusquement et tout net, elle s'arrêta. J'étais allé trop vite, j'avais manqué de patience; à moins que tout ce qui concernait son mariage, évidemment pénible, ne fût sujet défendu. Par pure politesse, elle me répondit seulement :

— Non, je me suis, comme mes sœurs, mariée en province. Ce fut une union malheureuse. Je vous l'ai dit, j'avais deux petits : on me les a pris. Mon mari était une brute.

Et ses lèvres se fermèrent. Pas un détail, pas un nom. Je n'osai : la femme la plus candide et la moins compliquée, si vous la tourmentez, vous ne la ferez point parler. Elle s'entêtera, se piquera, vous ne gagnerez rien.

Je l'entretins donc de son métier, de sa vie quotidienne, feignis de n'avoir pas un doute sur la situation brillante qu'elle avait dû occuper avant son divorce : « Cela vous aura sans doute été bien dur, de vous mettre à travailler pour vivre, tout d'un coup?

— Non, car auparavant j'avais mes chers gosses : je m'en occupais continuellement. C'est un rude métier, celui de mère. Les femmes qui n'ont pas d'enfants ne s'en doutent pas.

Bon, j'allais revenir tout à l'heure sur le sujet des enfants qui, je le voyais bien, la jetait plus que tous les autres en état d'émotion. A présent, il était trop tôt encore : nous verrions cela aux liqueurs. Je lui demandai donc si elle aimait la peinture, les robes d'aujourd'hui, les cheveux coupés tout à fait comme un garçon, dégageant les oreilles : elle avait un avis sur tout, je la réfutais faiblement, ainsi qu'on doit faire lorsqu'on désire qu'une conversation s'anime et se prolonge. Le voisinage de son établissement avec le journal *Comœdia* me permit de passer au chapitre du théâtre, où je vis bien qu'elle ne fréquentait guère; mais dès lors il m'était permis de lui dire :

— C'est vous qui pourriez en écrire, des pièces, si vous vouliez! Dans votre profession...

Il n'en fallait pas tant pour qu'elle me dévidât tout un chapelet d'histoires touchant sa clientèle de Montmartroises, de matrones oisives et de rastas. Le temps passait, un Pommard succédait à l'Anjou, l'orchestre se faisait de plus en plus persuasif. Paulette interrompit d'elle-même ses récits :

— Et puis, fit-elle, soudain rêveuse, tout ça, c'est des bêtises. Les potins, peuh! on sait ce que ça vaut : rien de rien, comme on dit, et le restant pour la bonne... La réalité, c'est tout de même autre chose.

Ce que Paulette, simple en son langage comme en ses pensées, appelait « la réalité », c'était pour elle, comme d'ailleurs pour presque toutes les femmes, ce qui lui était personnellement arrivé : tandis que les aventures de son prochain, elle les nommait des racontars et des niaiseries.

— Chère Paulette, lui dis-je, la réalité, en ce qui vous concerne, ce fut la perte de vos pauvres enfants... C'est vous-même, tout à l'heure, qui les évoquiez... Oh! je devine, allez, l'histoire est bien connue, elle recommence toujours identique : le flagrant délit...

— Pis! Nous étions allés passer une nuit à la campagne : c'est là que mon ex-mari m'a fait pincer. Il savait ce qu'il voulait, allez! On a osé soutenir que j'avais abandonné mes petits, — pendant un jour, notez bien!... — et ils avaient avec eux la vieille femme de chambre, depuis vingt ans dans la famille; cela se produisait très souvent, chaque fois par exemple que nous nous rendions à Paris, mon mari et moi... N'importe, on a plaidé que je les avais plantés là, moi qui les soignais si bien et qui les aimais tant!.. Et c'était accablant; j'ai tout perdu; on m'a chassée comme une fille des rues.

J'avais bien envie d'ajouter : « Et Philibert, qu'a-t-il fait? » Un scrupule me retint : j'attendais, pour citer son nom, qu'elle-même l'eût prononcé. Ce qui ne tarda point.

— Tout cela, m'expliqua-t-elle en baissant les yeux, eut lieu deux ou trois ans avant votre rencontre avec M. de Louanne. Naturellement, il ne vous en a pas soufflé mot : il était si discret!... Dans toute cette affaire, vous savez, il s'est montré parfait, oh! parfait. Qu'est-ce qu'il avait à tenter, lui? Rien de rien; toute démarche ou action de mon complice, c'était leur expression, n'aurait su que me nuire, paraît-il. Et après, Philibert ne pouvait pas m'épouser, n'est-ce pas?

Un logicien, bien fou, eût répondu : « Mais pourquoi donc ? » Paulette témoignait cependant d'une telle certitude qu'il eût été non moins vain que cruel d'essayer de la troubler. Elle me fournit encore maintes et maintes précisions : son ex-mari était resté absent près d'un an, voyageant au loin pour ses affaires; ayant par hasard tout appris à son retour, il avait vu rouge, et agi férocement avec une sournoiserie de sauvage... Et d'émotion, de souvenirs sans doute déchirants, je voyais se mouiller les cils de Paulette. Nous en étions au café, à présent.

— Allons-nous en, fit-elle, je sens que je vais pleurer. Ça me secoue tellement, tout ce passé-là!... Sortons, il ne pleut plus, marchons un peu, ça me détendra... si cela ne vous ennuie pas.

— Réfugions-nous chez moi, voulez-vous? Ce n'est pas loin. J'ai des cigarettes et de quoi faire un *cup*. Nous causerons bien mieux qu'ici.

Je payai vivement, et nous nous sommes mis à marcher lentement sous les arbres de l'avenue de Wagram. Nous cheminions, bras dessus bras dessous, comme des amis de toute la vie. Elle m'avait vraiment serré le cœur, l'humble Paulette : on la sentait si mortellement frappée, résignée, chétive. Pas un seul mot ne lui avait échappé contre celui qui avait en somme saccagé sa vie, ce Philibert que je ne pouvais maintenant m'empêcher de blâmer, en dépit de toute mon affection, de toute mon indulgence. De sa voix douce et soumise, elle me disait :

— Quand il m'a vue sans argent, avec une pension de rien du tout, accordée par charité, il m'a presque dotée, monsieur...,

— Appelez-moi donc par mon nom, Maxime.

— Je n'osais pas.

— Vous avez toujours peur; mais osez, Paulette, osez beaucoup avec moi, vous me ferez plaisir.

— Eh bien, monsieur Maxime, Philibert m'a positivement dotée. Oh! une petite dot, mais enfin... Je ne voulais pas accepter, il m'y a forcée : c'est bien, n'est-ce pas, c'est chic? Il était comme ça... Avec cet argent-là, j'ai en partie installé mon commerce de manucure : et quant au reste, j'aime autant tout avouer, je l'ai perdu aux courses. Une passion qui m'a prise, les courses : je croyais me consoler... Aujourd'hui, je vivote, je ne me plains jamais... Mais Philibert, voyez-vous, mon Philibert... Eh bien, non, je n'ai rien à lui reprocher, il a été impeccable,

et il aura fait le plus beau souvenir de toute ma vie, et le meilleur, ah! oui, le meilleur...

Impeccable... Elle le croyait : splendeur de l'amour et de la foi!... Je lui serrai la main, que je tenais dans la mienne.

— Pauvre petite... J'ai bien pitié, bien profonde pitié... Avez-vous quelques amitiés, au moins, autour de vous? Moi, je veux être votre grand ami... Tenez, nous voici à ma porte : vous la reconnaissez, vous êtes déjà venue. Entrez. Rappelez-vous que vous pourrez toujours entrer ici, que c'est la demeure d'un très sincère ami, je vous le répète.

Je reçus un beau regard des yeux de turquoise. Pourquoi avais-je naguère trouvé Paulette si ridicule et laide? Une sorte de feu intérieur la transfigurait, maintenant. Et ce fut bien autre chose devant le portrait, qu'une lampe éclairait finement, habilement, en y laissant des parties d'ombre plus vivantes encore que tout le reste : car Paulette alors s'est exaltée à l'égal d'une mystique en transes voluptueuses, puis en ravissement par la présence divine. Elle finit par s'adresser à Philibert lui-même, puisque, pour elle, il était là, presque en chair et en os.

— Non, mon chéri, je ne t'en veux de rien... Si je pouvais revoir demain tes beaux yeux comme ils étaient, quand ils me commandaient, je t'obéirais comme autrefois... J'enlèverais seulement mes petits, je les ôterais à leur père...

Elle délirait.

— Du reste, je le comprends si bien, leur père. Contre lui non plus, vous savez, Maxime, je ne suis pas tellement indignée. Je ne le déteste pas comme on déteste ceux qui sont méchants pour le plaisir de l'être. Non. C'était une brute, et il a lutté contre moi à la façon d'un vrai sauvage : mais après tout, il avait affaire à un rival si énormément au-dessus de lui! Il fallait bien employer les grands moyens. Et puis, il revenait de loin, il m'avait laissée toute modeste, toute intimidée, toute petite bonne épouse de province : à son arrivée, il retrouve une femme folle d'amour; on lui fait des rapports; il vole dans mon tiroir une lettre que j'avais écrite... mettez-vous à sa place!... Moi, au fond, je vous dis que je le comprends, cet homme-là... Et de plus, songez donc, un Philibert de Louanne! Ce n'est pas terrible, pour un jaloux, de se trouver contre un personnage pareil? Quand Philibert entrait quelque part, il n'y

avait plus que des subalternes... Mon ex-mari, tenez, il avait l'air de son chauffeur en civil.

— Mais alors, Paulette...

— Ne m'appelez plus Paulette.

— Pourquoi ? Cela vous froisse ?

— Ce n'est pas mon vrai nom. Je m'appelle Pauline, de mon nom de baptême. On disait Pauline dans ma famille, et dans l'autre famille aussi : c'est Pauline qu'elles ont chassée toutes les deux... Philibert également me nommait Pauline. J'ai choisi Paulette pour mon commerce, vous comprenez : pour une manucure, Paulette, c'est plus riant... Il n'y a plus personne qui me donne ce nom, Pauline : il y aura vous.

Voilà donc mon tour, de recevoir un cadeau charmant. J'en usai tout de suite.

— Pauline, chère Pauline, mon amie... une chose m'étonne, je vous l'avoue.

— Dites.

— Eh bien ! comment est-il arrivé qu'une bonne petite épouse de province, ainsi que vous vous présentiez vous-même, il n'y a qu'un instant, une femme tout intimidée, toute modeste, ait jamais pu avoir une liaison avec le prestigieux duc de Louanne, as des mondanités, fleur du Tout-Paris, crème du Gotha? Convenez que c'est inouï.

Mon Dieu ! quel visage est-ce là ? Je n'ai plus devant moi l'angélique Pauline, mais un être soudain dressé, mis en garde et contracté par la rancune.

— Ce n'est pas moi l'ai voulu, s'écria-t-elle d'une voix bouleversée, ni même lui ! C'est ma belle-mère qui a tout fait, oui, mon ancienne belle-mère, une vaniteuse, une sotte, un monstre !...

Par exemple !... Voilà bien une autre histoire : la belle-mère !... Je mourais de curiosité. Aussi bien, pas besoin de poser de question : je ne dirai même pas que Pauline, la petite Pauline, bourgeoise déchue, racontait, s'abandonnait... non, elle se déchaînait comme un orage, comme un ras-de-marée, comme un fleuve qui rompt sa digue et emporte tout !

— Non, non, ce n'est pas moi !... Vous ne savez pas ce que c'est que cette femme-là : pour saluer une personne bien, enfin ce qu'on appelle bien dans le monde, mais elle passerait sur père et mère !... Un jour, dans ma province, à une fête de

charité, j'ai rencontré le duc de Louanne : je ne lui ai pas déplu ; il était là par devoir, lui, il s'ennuyait ; moi, j'étais gentille, en ce temps-là...

— Mais dans quelle province ? Vous ne voulez donc pas me le dire ?

— Pour quoi faire ?... Cela m'ennuie, de prononcer des noms. Cela me gêne. Je vous parlerais moins franchement... Vous y tenez ?

Elle avait l'air si malheureux ! C'était chez elle un profond mouvement de pudeur, la pudeur d'une créature abandonnée, et livrée à Dieu sait quelles faiblesses !... Je n'ai pas insisté, j'ai laissé à Pauline son lambeau de secret, puisqu'elle y tenait. Elle m'en savait gré comme d'un délicieux hommage, je le voyais bien.

— Certainement, reprit-elle, j'étais gentille. Dame ! Philibert m'a fait la cour immédiatement : on a dû vous apprendre qu'avec lui, ça ne traînait pas ?... J'ai cru que je pouvais l'inviter à un modeste goûter de braves bourgeoises que donnait ma belle-mère le surlendemain : des commerçantes de la ville, des dames de la paroisse, enfin ce qui était mon monde à moi, dans ce temps-là. Comme je ne lui avais pas même encore accordé le droit de m'embrasser seulement le poignet, vous savez ce que c'est que les hommes, Maxime, il m'a promis tout de suite de venir : et il est venu... Ah ! quand ma belle-mère a su que je connaissais le duc de Louanne, si vous saviez le regard qu'elle m'a lancé !... En toute notre vie commune, je n'en avais jamais reçu d'elle un plus affectueux, un plus tendre, même après que j'avais eu mes deux enfants. Pour la première fois de son existence, elle m'a fait un compliment : « Vous aviez votre robe bleue brodée à cette vente, mon enfant ? Alors je ne m'étonne pas que le duc vous ait remarquée entre toutes : elle vous va si divinement bien ! Vous êtes ravissante avec cette toilette-là... » Et quand je lui ai révélé que j'avais invité M. de Louanne chez elle, et qu'il avait accepté, je vous jure qu'elle a pâli de joie. Elle ne savait plus que balbutier : « Mon enfant... ma chère enfant... » J'avais passé soudain au rang d'ange bienfaisant, de protectrice de la maison, moi à qui, la veille encore, elle donnait des ordres. En attendant, elle se mit à envoyer invitation sur invitation, — pour le surlendemain ! — et il y avait au coin des cartes : *pour rencontrer M. le duc de*

Louanne. A son entrée, le surlendemain, il y avait quinze bonnes dames qui le regardaient avec des yeux ronds. Et en outre, un de ces goûters!... Si vous aviez vu ma belle-mère, gonflée comme un dindon... C'était le plus beau jour de sa vie!

— Et lui, Philibert?

— Lui? Il riait. Tout cela l'amusait. Il voulait me plaire, d'ailleurs. Et puis, vous savez comme il était poli.

— Il s'était offert le voyage jusqu'à votre province pour ce goûter?

— Oh! en auto, cela ne faisait pas deux heures... A partir de ce moment-là, en tout cas, je n'ai plus cessé de le voir : ou du moins ma belle-mère n'a plus cessé de me le faire voir. A chaque instant, c'était un coup de téléphone, — toujours donné par elle, vous savez! — pour solliciter un rendez-vous dans un thé, dans une exposition, n'importe où. Au bout de trois semaines, Philibert en a eu assez, vous comprenez. Ma belle-mère, plus fine qu'on ne croit, l'a immédiatement senti. Aussi, qu'a-t-elle fait?... Je l'entends encore à l'appareil : «Cher ami (car elle l'avait appelé « cher ami » dès le second jour), cela va m'être bien difficile d'aller à Paris, cette semaine : mais ma petite belle-fille doit s'y rendre incessamment, mercredi... non, cela ne va pas, mercredi?... eh bien, je lui demanderai de changer la date de son voyage... Jeudi?... parfait pour jeudi. Elle vous apportera ces œufs dont je vous ai parlé, et aussi des oignons de tulipes étonnants, vous verrez cela dès le printemps!... » Et bientôt je partais pour Paris, chargée d'une douzaine d'œufs et d'un paquet d'oignons.

— Vous auriez pu refuser. L'esclavage est aboli.

— Mais j'aimais en secret Philibert, moi! Je ne voulais pas me l'avouer : pourtant, je l'aimais. Même chez les nègres d'autrefois, quand une esclave était amoureuse... Du reste, non seulement il y avait les rendez-vous à Paris, mais encore les invitations là-bas, chez nous. Pendant six mois ou un an, ma belle-mère aura été, pour les autres dames de la ville, celle « qui recevait familièrement le duc de Louanne ». Il y avait de quoi faire crever la femme du notaire et la colonelle : deux chipies, comme mes sœurs... Et puis, il a fallu suivre les chasses : quel malheur, que ma belle-mère ait eu une automobile à sa disposition! Hélas! elle pouvait compter sur assez d'argent pour se

payer ça. Mon mari lui-même faisait fortune à l'étranger...

— A l'étranger ?

— Oui, en Amérique, je peux bien vous citer au moins ce pays-là. Il se trouvait en Amérique depuis plus de six mois.. Enfin, jamais on n'a vu une personne jetée dans les bras d'une autre comme je l'aurai été, moi, par ce monstre que je hais! Et pourquoi ? Par vanité, uniquement; afin de pouvoir dire : « Mon ami Phili... » Car « Philibert » ne lui avait pas suffi, et elle l'appelait « Phili », à la manière de ses intimes ou des gens de son monde, — dont nous n'étions pas, allez, cela se sentait au moindre mot. Je n'étais pas bien maligne, mais j'avais honte quelquefois... Bref, si j'ai cédé à Philibert, et si je l'ai aimé follement et pis encore, si je l'ai adoré comme un vrai dieu vivant, c'est grâce à elle, grâce à cette brute!... Oui, parfaitement, une brute!... Après s'être sournoisement servie de moi pour satisfaire son sale orgueil de parvenue, sa vanité stupide, effrénée, elle m'a lâchée ignoblement, bien entendu, lorsque son fils est revenu, et qu'il a tout appris par des rapports de bonnes âmes provinciales. Elle a fait celle qui est stupéfaite, qui est indignée, qui n'aurait jamais pu croire une chose pareille. Elle a vu le scandale là, tout prêt à l'éclabousser, elle aussi, elle a eu peur de l'opinion comme une lâche qu'elle était. Elle l'a fait à la vertu dont on a abusé, cette menteuse qui n'avait pourtant rien pu ignorer depuis le commencement, à moins d'être une simple et une idiote, — ce qui ne lui ressemblait guère, je vous assure!... Et à mon lamentable procès de divorce, son rôle est devenu immonde, pour le coup...

— Elle a témoigné contre vous?... Est-ce possible?

— Sans hésiter! Dans le cabinet du juge, et partout! J'étais une fille publique, à l'en croire... De toutes façons, ma cause était perdue d'avance : un flagrant délit, vous devinez!... Sans le beau travail de ma belle-mère, pourtant, on m'aurait peut-être au moins laissé un de mes enfants, le plus petit... Ou je les aurais vus plus souvent... A cause d'elle cependant, j'ai tout perdu, absolument tout... Et je suis devenue une créature rejetée, dévoyée... Les dames de là-bas, non seulement ne me salueraient naturellement pas, si elles me rencontraient, mais elles changeraient de trottoir et se signeraient : et elles auraient bien raison! Qu'est-ce que je vaux? Rien, le dessous de rien... Et c'est à cette vieille infâme que je dois cela! Je vois mon

mauvais génie en cette mégère-là : tenez, je suis superstitieuse, et si je la rencontrais jamais, je la tuerais comme une louve enragée, pour me protéger!... Enfin, dites, vous qui êtes si bon, Maxime, avez-vous connu une femme plus malheureuse que moi, et pour laquelle on ait été plus méchant, plus sauvage?... Ah! les canailles, dès qu'ils se sentent les plus forts!... Une femme qui avait deux enfants... deux petits : mais on les laisse même aux bêtes, aux chiennes!... Vous me plaignez, au moins, vous... Maxime... Vous trouvez que j'ai raison de crier quelquefois, vous... mon ami... vous. Il n'y a que vous qui ayez jamais eu pitié de moi...

Ce fut un pauvre être haletant, effondré, en larmes, en sanglots, que j'eus à consoler. Dans sa fièvre et son chagrin, elle avait perdu tout le fard de la Paulette, tenant boutique rue Saint-Georges : je voyais, à peine fanée, la femme que Philibert avait naguère aimée, si douce, sans un détour, sans un mensonge, palpitante, blessée, comme en sang... Je lui dis qu'il ne fallait pas perdre espoir, que ses fils grandiraient, lui reviendraient plus tard ; et qu'elle était digne d'être aimée, qu'une autre tendresse, un jour, pouvait la toucher, amener un peu d'oubli... Je lui parlai patiemment, tendrement...

Il était bien tard quand notre entretien cessa.

Elle remit enfin son petit chapeau trop bleu sur ses cheveux mal tondus. De mon côté, je pris mon pardessus, car il ne faisait guère chaud maintenant.

— Où allez-vous? me dit-elle.

— Vous reconduire chez vous. A cette heure-ci!

— Pour quoi faire? Menez-moi jusqu'à un taxi : on en trouve encore. Je rentrerai bien toute seule. J'ai l'habitude, Dieu sait!

— Et puis le taxi vous enlèvera, et j'aurai ce rapt sur la conscience.

— Peuh! les chauffeurs, même de nuit, ne me font pas peur... Et ça?

Elle venait de tirer un ravissant revolver de son sac à main.

— Ah! si vous êtes armée jusqu'aux dents, tout va bien.

Nous sortîmes dans l'avenue de Wagram, et bientôt en effet, passait un taxi. Déjà, dans l'air noir et humide, un peu hostile, voici qu'elle redevenait plus timide, car elle se sentait de nouveau bien seule. Elle me prit la main.

— Je reviendrai?

— Bien sûr, voyons!

— Demain?

— Non, j'ai une visite à faire... Vendredi, avant le dîner.

— Je suis contente.

Elle souriait, quoique à peine : mais son visage défait était charmant. Le taxi partit à grand bruit dans l'avenue silencieuse.

Le lendemain, je me rendis chez Mme de La Farette, à Neuilly, — chez la mère Lafarette, comme l'appelait l'impitoyable Guérilloux.

Une vieille maison carrée, ni riante, ni gaie, peut-être ancienne : de loin en loin, une colonne engagée, une vague frise au-dessus de la porte, qu'on apercevait à travers la grille, par delà un bout de jardin. Quand je sonnai, des aboiements furieux m'accueillirent. Je reconnus une voix autoritaire qui criait par la fenêtre ouverte : « Au chenil, Cléraut, au chenil!... » En même temps, un terrible claquement de fouet accompagnait ces clameurs, et Mme de La Farette en personne apparaissait courroucée sur le seuil du logis. « Au chenil!... » commandait-elle toujours, du ton que devait avoir Bonaparte pour jeter un traître au peloton d'exécution. Et le fouet de redoubler!

Au milieu de ce tapage, un petit jardinier de seize ans ouvrit la porte de la grille, et je ne sais quel méchant barbet se sauva dès qu'il me vit. Ainsi que plus d'un roquet, cet animal sans vergogne hurlait derrière les clôtures, mais aussitôt l'ennemi dans la place, il filait comme un lapin.

Déjà cependant Mme de La Farette, encore tout indignée, m'expliquait avec sa volubilité coutumière :

— Vous m'excuserez, monsieur Lepraut, mais cette bête est insupportable. Au moindre coup de sonnette, elle aboie comme si le feu était au logis. Et ce n'est pas une faveur que Cléraut vous fait : pour tout le monde, même histoire! L'autre jour, M. de Rocroy est venu me voir : M. de Rocroy est un excellent ami à moi, qui me rend visite au moins deux ou trois fois par semaine ; par conséquent, il y a longtemps que Cléraut le connaît parfaitement. Eh bien! j'ai cru que cet animal féroce allait le dévorer. Mais, tenez, la bonne princesse de Piombino a toujours dans ses poches du sucre et du pain pour les bêtes : cela n'a pas empêché Cléraut de gronder contre elle, cet imbécile, un

jour que j'ai rencontré Son Altesse Royale dans le Bois, près du Jardin d'acclimatation... Dieu sait pourtant si la chère princesse a l'air inoffensif et doux, avec ses cheveux blancs et ses éternelles robes de deuil en lainage, sans luxe ni fla-fla !... Alors, moi, quand je vois ça, je bondis de rage, et je prends mon fouet de piqueux. Lorsqu'on a beaucoup chassé, vous savez, on empoigne tout de suite son fouet, on a ça dans le sang...

« Il est vrai que, la nuit, je ne suis pas fâchée d'avoir un chien de garde comme ce brave Cléraut. C'est le colonel de Cortambon qui me l'a donné. Le colonel, un vieil ami à moi, avait ramené ce chien du Poitou, avec un *pedigree* magnifique, des récompenses aux expositions, est-ce que je sais ! « Ma petite, m'a-t-il dit, je ne vous ai jamais fait de cadeau : mais en voilà un, et fameux, et dont vous me remercierez. » Et c'est vrai que je l'en remercie tous les jours, ou plutôt toutes les nuits. Dame ! il n'y paraît peut-être pas, mais on est comme à la campagne, ici. Il y a des moments, l'hiver, où l'on n'entend pas un bruit : on se croirait positivement dans un château, au cœur de la Vendée. Du reste, ma maison ressemble plutôt à un logis en pleins champs, vous allez voir : tenez, voici là-haut un colombier, et plein de pigeons ; voici mes poules, voici des lapins...

En effet, elle me montrait quelques cahutes installées dans son jardin : dans l'une grouillaient deux ou trois lapins au fond de cages mélancoliques, tandis qu'autour de la seconde picoraient dans la boue quelques poules, et que, dominant le tout, un petit clocheton témoignait par sa saleté qu'un couple au moins de pigeons le souillait quotidiennement.

— Ma famille, reprit Mme de La Farette, a toujours habité de préférence à la campagne. Moi, naturellement, j'en ai gardé le goût. Autrefois, les très vieilles races de province, comme la mienne, aimaient bien mieux résider sur leurs terres qu'à la ville : elles s'occupaient d'agriculture, savaient acheter une vache et soigner une vigne. J'en suis restée là : je ne suis qu'une fermière, au fond.

Me voilà donc prévenu : Mme de La Farette tenait à mettre en lumière aujourd'hui son antique et un peu rude noblesse terrienne, toute la France traditionnelle et séculaire enfin qui entretenait en son âme les durables et rustiques passions des hobereaux ses ancêtres... Soit, je n'allais pas la contrarier à ce sujet : j'admirai volontiers le clapier, la basse-cour, le pigeon-

nier, j'approuvai tant qu'on voulut la saine vie que l'on menait en ces manoirs isolés parmi les boqueteaux de la Sologne, la lande bretonne, ou les prés du pays de Caux. Cependant, j'étais venu afin de voir un croquis de Sem, et crus devoir le rappeler à la « mère Lafarette », qui parlait encore et toujours.

— Vous avez raison, s'écria-t-elle. Je suis là qui me perds dans mes souvenirs... Allons voir le croquis. Je vous précède pour vous montrer le chemin.

Et elle se mit à marcher devant moi : c'est-à-dire qu'un fort gaillard aux épaules carrées, déguisé en femme, me précédait. Elle était nu-tête, cette fois : ses cheveux gris, non coupés, formaient derrière sa tête un petit chignon bien tordu, bien serré, et comme menaçant au-dessus de son col d'homme. Son costume à carreaux, pas trop frais, — « mais chez soi, n'est-ce pas, on a tant à faire, me dit-elle : les bêtes à surveiller, les fournisseurs à recevoir, la correspondance, les réponses aux invitations innombrables, les allées et venues de la buanderie au cellier, de la lingerie à la cuisine!... » — son costume à carreaux donc, et qui semblait fait pour supporter toutes les pluies de l'hiver en Écosse, s'arrêtait au-dessus de gros souliers lacés, bons pour cheminer dans la neige fondue. Mme de La Farette était vraiment vêtue en réaction contre l'été. Sa personne entière se trouvait d'ailleurs en réaction contre tout : je fis soudain réflexion que, dans sa hâte à me persuader de son amour indéfectible envers le terroir, elle ne m'avait pas même adressé machinalement le moindre sourire d'accueil. Elle n'y avait pas seulement songé. Elle nourrissait bien d'autres soucis.

Une seconde remarque m'étonna : quoi! pas un mot sur la maison, le fameux « pavillon » ayant appartenu à l'ancien château de Louis-Philippe ?... Mais Mme de La Farette, oubliant cette gloire architecturale, gravissait déjà d'un pas conquérant les trois marches du perron, traversait une antichambre ornée de gravures de chasse achetées aux *Trois Quartiers*, entrait enfin dans un petit salon.

— Je passe toujours devant, fit-elle, je vous guide...

— Oh! mais attendez, madame : voilà deux charmants gosses, par exemple. Quels yeux clairs!

Deux grandes et jolies photos, représentant des garçonnets aux visages délicats, se trouvaient placées en des cadres ronds, de part et d'autre de la cheminée.

— Ce sont mes petits-fils, cher monsieur Lepraut. Ils habitent avec moi. Ravissants portraits, n'est-ce pas?... Voyez comme c'est bizarre : je ne voulais pas aller chez Manuel avec les enfants, il me semblait que, comme portraitiste, on pouvait trouver beaucoup mieux. Et puis, chez Mme de Puylafonteau, j'ai aperçu un si délicieux médaillon du petit roi de Roumanie...

— Ne pourrai-je les voir, vos petits-fils ? Ainsi que tous les célibataires, naturellement, j'adore les enfants.

— Ma foi, vous n'avez pas de chance : à cette heure-ci, l'aîné est au lycée, et le cadet joue au bois de Boulogne. A moins que vous n'attendiez leur rentrée à tous deux... Mais cela peut être long, surtout pour le plus jeune : il est un peu délicat, et doit rester au grand air le plus longtemps possible. Système anglais. Mon fils, qui voyage beaucoup pour ses affaires, admire énormément les mœurs anglaises. En me confiant ses enfants, il m'a dit : « Vous savez, maman, faites-en d'abord des gaillards, et qui n'aient pas froid aux yeux. Le reste ne vient qu'après. » Aussi, tout au grand air pour ce gamin-là : pourvu seulement qu'il ne pleuve pas, l'étude, les leçons, les jeux, tout cela en plein vent. Et pour l'autre de même, autant que possible. Mon fils l'exige ainsi. Il va envoyer l'aîné faire tout seul un séjour en Angleterre.

— Eh bien ! et leur maman, qu'en pense-t-elle?

Le visage de Mme de La Farette devint soudain dur, austère, méchant, implacable. D'une voix plus brutale que sèche, elle répliqua :

— Leur mère est morte.

Et sa bouche aux coins tombants se referma d'un air de défi.

Je ne sais pourquoi j'ajoutai malgré moi, révolté par cette espèce d'inutile, inconvenante, et comme bestiale dureté : « Est-ce qu'elle ressemblait à ses enfants?... » Tant je souhaitais instinctivement qu'il y eût au moins ce faible lien-là entre la disparue et ces petits aux gracieux visages. Mais Mme de La Farette riposta :

— Physiquement? En aucune façon... Et au moral, pas davantage.

Son ton n'était pas seulement sévère, mais presque féroce. Elle eut encore un mot, un seul, le coup de grâce : « Heureusement ! » fit-elle, comme on pousse un cri de guerre.

Sur quoi, changeant brusquement de conversation, et me montrant une des cloisons de la pièce :

— Tenez, me dit Mme de La Farette, voilà maintenant le pauvre Phili. Admirez-moi cela. N'est-ce pas prodigieusement ressemblant?

Un merveilleux croquis de Sem se trouvait là sous verre, en effet : le surprenant talent du dessinateur avait rendu la silhouette, la physionomie, la vie même du duc de Louanne avec une espèce de magie. On revoyait se mouvoir Philibert, on l'entendait parler.

La terrible bavarde avait repris ses discours : de nouveau défilaient en ses propos les princesses, les ladies, les évêques, les colonels, le souvenir de Louis-Philippe et de Napoléon III, et tous les grands de ce monde qui étaient venus céans pour contempler le croquis, et l'apologie des anciennes et saintes habitudes propres aux hobereaux dont elle se réclamait, et l'éloge de la vieille France où tout n'était que vertu, courage militaire, dignité civique et patriarcat familial, etc... Elle pouvait bavarder, je ne l'écoutais point, je regardais le croquis avec délice, avec émotion même, sans pouvoir comprendre que Philibert l'eût laissé aux mains de cette intolérable et absurde bonne femme.

Finalement, je demandai à Mme de La Farette la permission de photographier le dessin :

— Mais, lui dis-je, vous avez bien peu de jour, ici. Et puis, il faut un appareil à pied ; c'est compliqué, d'amener cet ustensile jusqu'à Neuilly. Dans mon atelier, ce serait parfait.

— Qu'à cela ne tienne, cher monsieur Lepraut : je vous apporterai le dessin chez vous. Demain, dans l'après-midi, si vous voulez : serez-vous là?

— Demain, parfait.

Et je m'enfuis de cette triste maison, où par mégarde se trouvait un chef-d'œuvre. A peine avais-je refermé la grille, que j'entendis à nouveau les hurlements du barbet, les claquements du fouet, la voix furieuse : « Au chenil, Cléraut, au chenil!... » Je plaignais les deux petits garçons, sans doute gentils et doux, qui allaient rentrer dans ce semblant de manoir, auprès de leur redoutable grand-mère. Les aimait-elle, seulement?

Avec quel plaisir, après tout ce tapage de Neuilly, n'ai-je pas entendu vers le soir la voix si douce de ma petite amie Pauline parler, ou mieux murmurer et chanter au téléphone! Je m'habillais mélancoliquement pour aller dîner « dans le monde » : on le sait, ce n'est point toujours drôle. Le peintre a son utilité dans certains salons : il prête à ses hôtes un air de dilettantes. « Notre cher ami Maxime Lepraut, dont vous connaissez le grand talent... », dit en souriant la maîtresse de maison. Et elle se croit Aspasie accueillant dans son logis les céramistes d'Athènes ou les ciseleurs de Sicile. A la pensée d'aller ainsi me faire montrer négligemment dans l'hôtel, d'ailleurs magnifique, des Gontrand-Samuel, je manquais d'allégresse... Soudain, le téléphone se mit à vivre, grelotta, m'appela :

— Allo... Vous reconnaissez ma voix?

Certes, je la reconnaissais, la pauvre voix si craintive, réduite encore et comme filtrée par le téléphone.

— Quand on a entendu une fois parler Mme Paulette... pardon, Mme Pauline Martins... on s'en souvient parfaitement bien.

— Écoutez, ne m'appelez pas non plus Martins : c'est mon nom de manucure, ça. La vérité, c'est que je me nomme Pauline Martin, tout simplement. A vous, je dis tout.

— Vous ne dites que ce qui me fait plaisir Croyez-vous que j'aime ce nom-là, Martins, avec son *s* postiche, son *s* de mardi-gras? Pauline Martin, au moins, cela me rappelle mon pays.

— Vous êtes comme moi, d'une province?

— Je crois bien. Et d'une belle : l'Ile-de-France. Et d'un fameux village : Paris... Mais, chère Pauline Martin, vous aviez quelque chose à me dire?

— Vous sortez?

— Ce soir, oui... mais voyons, si vous avez une heure demain dans la journée, montez donc me dire bonjour... Diable! non, pas demain, j'aurai une visite... Et puis, ma foi, pourquoi donc pas? Une vieille fée doit venir vers trois heures, pour une photo : mais cela n'a aucune importance. Entrez sans vous troubler. Je vous présenterai comme ma parente, et je dirai que vous êtes chanoinesse : elle sera ravie... Attention, pourtant, Pauline : ne mettez pas une robe trop voyante, à cause du canonicat. D'une façon générale, d'ailleurs, les toilettes trop

claires, ou à cinq ou six couleurs, je n'aime pas beaucoup ça... Excusez ma manie : vous savez que je suis peintre.

— Je mettrai un tailleur bleu marine, que je garde pour aller payer mes contributions, ou pour les enterrements.

— Admirable !

Ainsi fut arrangée, et par mes propres soins, hélas! cette journée qui devait être si tragiquement néfaste.

Et peut-être encore le Destin ne voulait-il pas tout à fait ce qui est advenu. En effet, tout faillit se passer au mieux : Mme de La Farette, toujours pérorant et commentant sa gloire, parut à l'heure fixée, pas une minute en deçà, ni au delà.

— Avec moi, mon cher, c'est l'heure militaire. Le colonel de Cortambon me disait un jour que Gallifet... etc...

Je pris tout le temps de placer en bonne lumière le croquis de Sem, de disposer mon appareil, d'exécuter méticuleusement deux ou trois clichés. Pauline, en retard, n'arrivait toujours pas.

Remerciements, compliments, quelques discours encore, et Mme de La Farette finit par se lever :

— Il faut maintenant que je m'en aille. J'ai rendez-vous avec la princesse Batridjé, femme du ministre d'Égypte, pour une œuvre franco-égyptienne dont nous nous occupons toutes deux...

Il était au moins quatre heures : nulle Pauline. Cette scène de présentation, dont la pensée me divertissait tant, risquait de manquer. Je pris les grands moyens :

— Ne m'avez-vous pas dit tout à l'heure, chère madame, que vous aviez connu Gallifet?

— Gallifet ? Mais je crois bien ! Le colonel de Cortambon...

Et elle se rassit, ivre de joie, tenant le plus beau sujet... A ce moment, on sonna.

Pauline entra, convenable et sobre, en bleu foncé, son petit sac à la main... Ah ! ce ne fut pas long. En apercevant Mme de de La Farette, dont les yeux s'étaient écarquillés, Pauline devint épouvantablement pâle : je crus qu'elle s'évanouissait. Des mots haletants jaillirent de ses lèvres :

— Vous connaissez cette femme-là, Maxime?...

Elle tremblait de fureur, d'horreur, de folie :

— Il faut donc que je la rencontre encore ici... même ici !... Partout où je serais heureuse !...

Positivement démente, elle hurla : « Saleté !... » Et empoignant son revolver dans son sac, elle tira sur Mme de la Farette à bout portant.

Aux cris, à la détonation, les domestiques accoururent, je sautai sur le téléphone, des fenêtres s'ouvrirent, vingt personnes tourbillonnaient dans la pièce cinq minutes après. Mme de La Farette n'était pas morte, mais se trouvait sans connaissance et pleine de sang, on s'empressait près d'elle Pauline pleurait à sanglots, effondrée dans un fauteuil · « Pourquoi ai-je fait cela ?... » Seul Philibert demeurait insolent et calme au-dessus de la mêlée, que ses yeux peints ne voyaient pas : c'était pourtant lui la cause de ce tumulte Vivait-il encore dans son portrait ?

Quand le commissaire de police fut arrivé, la pauvre petite qui, l'espace d'un instant, avait voulu tuer, déclina son nom : Pauline Martin, femme divorcée de Gaston Lafarette, à cette heure absent de Paris, et fils de la victime...

Mme dite de la Farette ne mourra pas. Dans la maison de santé où elle se trouve, les nouvelles sont des plus rassurantes Son fils Gaston est revenu : face brutale et sournoise, il me déplaît affreusement.

La pauvre Pauline est en prison. De tout mon cœur je déposerai pour elle au procès : ces notes que voilà sont destinées à son avocat. Celui-ci se dit presque certain d'obtenir un acquittement.

Soit. Et que Dieu l'entende !... Mais il y a quelque part, dans une morne maison de Neuilly, deux petits aux yeux clairs qui jamais plus, peut-être, ne verront leur maman, jamais plus n'entendront sa voix charmante...

Quant au portrait de Philibert de Louanne, il se trouve aujourd'hui sans prix. Rien n'assure néanmoins que je ne le brûlerai pas. Je suis un peu superstitieux.

MARCEL BOULENGER.

LES ENTRETIENS
DE L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE

II (1)

LE ROLE POLITIQUE DE L'IMPÉRATRICE

MORNY, PERSIGNY, ROUHER

Dimanche, 27 décembre 1903.

L'impératrice Eugénie traverse Paris pour se rendre à sa villa du Cap Martin. Elle m'a fait dire par Piétri qu'elle souhaite me voir cet après-midi. A cinq heures, je me présente chez elle.

Tout d'abord, elle me parle, avec émotion, des inquiétudes nouvelles que lui cause la santé de la princesse Mathilde :

— Cette fois, je n'ai plus l'espoir qu'elle guérisse. Elle est si faible! Pensez donc : elle a quatre-vingt-trois ans! Puisse-t-elle au moins s'endormir paisiblement! Puisse Dieu lui épargner les affres de l'agonie!... C'est une âme généreuse qui va nous quitter...

Après cet exorde mélancolique, elle se ranime soudain, la tête haute, les yeux vifs, la parole nette et sonore; car enfin elle n'a que soixante-dix-sept ans!

— Mais dites-moi : l'œuvre de votre ministre se développe admirablement! Depuis la visite d'Édouard VII à Paris et celle de M. Loubet à Londres (2), quel chemin parcouru! Et

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars.

(2) Au mois de mai 1903, Édouard VII vint faire au président de la République une visite officielle, qui lui fut rendue au mois de juillet.

cela, c'est bien à M. Delcassé qu'en revient tout le mérite.

Les renseignements, que lui ont procurés ses relations avec la cour et la société anglaises, dépeignent exactement la situation telle que nous la voyons au quai d'Orsay. Il est manifeste que l'Angleterre est heureuse d'échapper à son isolement et de trouver, en France, l'appui continental dont elle a besoin pour résister aux prétentions dominatrices de l'Allemagne. Il est certain aussi que les intrigues, les fanfaronnades et les fourberies, dont Guillaume II a vraiment abusé ces derniers temps, ont été l'un des principaux motifs qui ont déterminé le cabinet de Londres à se rapprocher de nous. Il n'est pas douteux enfin que l'ampleur et la rapidité de cette évolution politique sont dues pour beaucoup aux initiatives personnelles du Roi, ce qui ne s'était encore jamais vu dans les annales de la couronne britannique. Sur tous ces points, les renseignements de l'Impératrice éclairent et confirment les nôtres. Elle achève par ces mots :

— Ne croyez-vous pas que ce rapprochement aura, pour conclusion logique, une alliance?

— Une alliance, je ne crois pas. Les Anglais ne concluent d'alliance que sous la menace directe d'une guerre. Mais je présume que les deux gouvernements traduiront bientôt leur entente par des formules précises et contractuelles.

— Y sera-t-il question du Maroc?

— Oui.

— De l'Espagne?

— Oui.

— De l'Égypte?

— Oui.

— Du Siam?

— Oui.

— De Terre-Neuve?

— Oui.

— De quoi encore?

— De tout.

— C'est merveilleux !... Une dernière question, si toutefois vous ne la jugez pas trop indiscrète. Et la Russie, que pense-t-elle de nous voir entamer une liaison aussi intime avec sa grande ennemie héréditaire?

— La Russie?... M. Delcassé ne lui cache rien de ce qu'il

fait à Londres. Il l'a mise au courant dès le premier jour. Aussi, loin d'être inquiète et de songer à prendre une contre-assurance du côté de Berlin, comme l'ont écrit certains journaux, elle compte sur notre aide pour régler, à son tour, ses vieux litiges avec l'Angleterre... Jamais les relations des deux alliés n'ont été plus cordiales.

— C'est ce que me disait récemment l'impératrice Marie-Féodorowna. Mais j'avais peine à le croire.

Elle demeure un instant silencieuse, la respiration profonde, le visage lumineux.

— Je vois que Votre Majesté aime toujours passionnément la politique.

— Oh, oui! passionnément.

— Vers quelle époque a-t-elle commencé d'y prendre intérêt?

— Même jeune fille, j'avais le goût de la politique; c'est un goût que je tiens de ma mère, chez qui, du matin au soir, j'entendais pérorer des hommes d'État, des diplomates, des généraux, des publicistes. Vous savez comme les passions politiques étaient chaudes, en Espagne, au temps de la reine Christine, de Narvaez, d'Espartero, d'Isturitz, et surtout pendant la redoutable crise des « mariages espagnols ». Mais la cuisine intérieure des partis, leurs rivalités, leurs expédients, leurs trafics, me laissaient complètement indifférente. Ce qui me passionnait, c'était les grandes questions où l'intérêt national, le prestige national étaient en jeu. C'est même par là que je me suis attachée d'abord à mon futur mari, bien avant de le connaître personnellement. Ses folies chevaleresques de Strasbourg et de Boulogne, son attitude héroïque devant la Cour des pairs, l'auréole de souffrance que sa captivité de Ham lui mettait au front, ses fières proclamations de 1848, les nobles accents de son patriotisme, — tout cela m'exaltait. J'y étais d'ailleurs préparée, dès l'enfance, par Stendhal qui fréquentait beaucoup chez ma mère : il nous avait grisées, ma sœur et moi, de ses enthousiasmes napoléoniens... Aussi, quand je suis devenue impératrice, je me suis évertuée de mon mieux à comprendre les grandes affaires qui occupaient l'Empereur. Je me les faisais expliquer par lui; je prenais des notes; je lisais tout ce qui pouvait m'instruire, m'éclairer. La diplomatie m'intéressait au plus haut point; je n'avais pas de plus vif plaisir que d'en

causer avec Cowley, Granville, Clarendon, Malmesbury, Buol, Hubner, Cavour, Hatzfeldt, Orlow et tous les hommes d'État étrangers qui affluaient aux Tuileries; car je vous assure qu'à l'époque dont je vous parle, vers 1857, toutes les chancelleries avaient constamment les yeux tournés vers l'Empereur, cherchaient à lui plaire, à le deviner, à le mettre dans leur jeu. la France marchait vraiment à la tête de l'Europe... Le public, me jugeant sur les dehors, ne me croyait occupée que d'élégances et de mondanités, de robes et de fanfreluches; on m'accusait d'être frivole, dépensière, coquette, évaporée : que sais-je encore? Ceux qui menaient contre moi cette campagne méchante, eussent été bien surpris s'ils avaient pu voir les cahiers où je résumais quotidiennement toutes mes lectures!

Tandis qu'elle s'exprime ainsi, on dirait qu'un dégoût amer lui crispe les lèvres.

Cependant, elle poursuit :

— C'est en 1859 que je suis intervenue, pour la première fois, dans le mécanisme gouvernemental. Vous vous rappelez que, durant la guerre d'Italie, j'exerçais la régence, et je vous affirme que je l'exerçais très sérieusement, avec la pleine conscience des responsabilités, comme aussi des initiatives qui m'appartenaient.

— A quelles initiatives Votre Majesté fait-elle allusion?

— Après Solférino, ou plus exactement tout de suite après l'entrée de nos troupes à Milan, j'ai signalé à l'Empereur le péril de l'effervescence qui se manifestait en Allemagne et la nécessité d'amorcer au plus tôt une réconciliation avec l'Autriche. Pensez donc! Sous la pression de la Prusse, la Diète de Francfort avait ordonné la mobilisation immédiate de trois cent cinquante mille hommes. Aussitôt que cette armée aurait été concentrée dans les provinces rhénanes, on aurait sommé l'Empereur d'évacuer la Lombardie, et, sur son refus, on aurait envahi le territoire français. Or, pour repousser l'invasion, il ne nous restait pas cinquante mille hommes, presque tous des conscrits; ce qui revient à dire que la route de Paris était ouverte. J'ai eu, ces jours-là, comme l'avant-goût des terribles angoisses que j'ai connues en 1870. Mais l'Empereur, qui se croyait engagé d'honneur par la phrase imprudente de sa proclamation : *L'Italie libre jusqu'à l'Adriatique*, l'Empereur voulait continuer la guerre, dans l'espoir d'une prompte bataille,

décisive. Le 24 juin, il était vainqueur à Solférino. Alors, soudain, le langage de la Prusse et les armements de la Confédération germanique sont devenus si menaçants, que j'ai supplié mon mari de ne plus penser qu'à la France et de conclure immédiatement la paix. Il a bien voulu se rendre à mes raisons et, douze jours plus tard, il négociait avec François-Joseph la convention de Villafranca,... cette convention que les Italiens ne lui ont jamais pardonnée, que même tant de Français lui ont reprochée. De part et d'autre, quelle injustice! Car enfin, c'était cela qu'il fallait faire! Nous ne pouvions cependant pas laisser envahir la France pour satisfaire les ambitions démesurées du peuple italien!... Quelle est votre opinion?

J'approuve sans réserve; car il n'est pas douteux que l'armistice de Villafranca fut un des actes les plus sages de Napoléon III, la seule façon d'échapper aux conséquences funestes d'une entreprise chimérique et mal conçue : je m'abstiens pourtant de citer à l'Impératrice la judicieuse réflexion d'un des plus chauds partisans de l'Empire, un des plus fidèles amis de l'Empereur, et qui fut mêlé de près aux négociations de Villafranca, — le général Fleury : « Pourquoi avoir fait la guerre, si l'on risquait de soulever contre soi l'Europe, si l'on s'exposait à l'obligation de s'arrêter dans la victoire devant le danger imminent d'une invasion? Ce que Napoléon a compris au lendemain de Solférino, il aurait dû le comprendre avant de s'engager dans cette croisade. »

L'Impératrice me raconte ensuite que, après sa régence de 1859, elle n'a plus cessé de participer à la direction générale des affaires publiques.

— Cela me valait beaucoup d'attaques, dont malheureusement je m'énervais trop. Et les plus respectueuses n'étaient pas celles dont je souffrais le moins! Rien, par exemple, ne m'irritait plus que de m'entendre dénier, comme femme, le sens de la politique. J'avais envie de répondre : « Vraiment! Les femmes n'ont pas le sens de la politique? Et que faites-vous d'Élisabeth, de Marie-Thérèse, de Catherine II?... » Enfin, n'avais-je pas sous les yeux ma grande amie de Windsor, la reine Victoria, qui, depuis plus de vingt ans, personnifiait avec tant de vigueur et de noblesse tous les principes, toutes les traditions, toutes les tendances du peuple britannique?

Pour plus de précision, je lui demande :

— A quelle époque Votre Majesté a-t-Elle commencé de siéger régulièrement au Conseil des ministres?

— Je n'y ai jamais siégé régulièrement; je n'y assistais que pour les délibérations importantes. C'est surtout à partir de 1866 que l'on m'y a vue souvent. Nous traversions alors, tant au point de vue intérieur qu'extérieur, une période très difficile, très obscure : il était donc naturel que l'Empereur voulût m'initier pratiquement aux grandes affaires de l'État, pour le cas où j'aurais à porter, de nouveau, le poids d'une régence. Mais, si des esprits sages, comme Rouher, Troplong, Billault, Baroche, La Valette, approuvaient ma présence à la table du Conseil, il y en avait d'autres qui me faisaient une guerre insidieuse, qui dénaturaient mon rôle, qui m'attribuaient des prétentions ridicules, ne se doutant pas qu'ils préludaient ainsi aux turlupinades infâmes dont Rochefort allait me poursuivre bientôt dans *la Lanterne*.

En articulant ces derniers mots, l'Impératrice est toute vibrante. Et, dans l'éclat subit de ses yeux, je vois se ranimer la flamme des colères éteintes. Après trente-cinq ans, elle ne peut se rappeler, sans frémir, les sarcasmes du terrible pamphlétaire! Peut-être, en cet instant même, se souvient-elle de l'entrefilet caustique : *Sa Majesté l'Impératrice a présidé hier le Conseil des ministres. — Mme Péreire a présidé, ce matin, le conseil d'administration du Crédit Mobilier.*

Pour lui laisser le temps de se ressaisir, j'invoque un précédent qui ne peut lui déplaire.

— Il en a été ainsi, madame, à toutes les époques et sous tous les régimes. Ce sont presque toujours les courtisans qui donnent l'essor aux légendes scandaleuses. Ce n'est pas dans le peuple, c'est à la cour des Césars, que Suétone avait recueilli ses anecdotes lubriques. De même, les plus abominables calomnies que le Tribunal révolutionnaire ait osé formuler contre Marie-Antoinette avaient déjà circulé dans les salons du Comte de Provence et du Comte d'Artois. J'ai vu naguère, chez un prince de la bibliophilie, un recueil de pamphlets, illustrés à l'aquarelle, un album ravissant, exécuté en 1786, pour la délectation du futur Charles X, et qui fait paraître la pauvre Marie-Antoinette dans des scènes immondes.

Redevenue souriante, l'Impératrice reprend :

— Oh! je crois que ce genre d'ignominies m'a été épargné.

Je n'en jurerais pas cependant !... Mais, pour finir ce que nous disions tout à l'heure, je veux vous conter ce qui m'est advenu avec Persigny, en 1867. Depuis le jour de mon mariage, il m'honorait de sa haine, une haine dénigrante et venimeuse; il s'oubliait parfois jusqu'à me surnommer « l'Espagnole », « l'Étrangère » ! Se targuant des éminents services qu'il avait rendus à la cause napoléonienne, il ne pouvait souffrir personne entre l'Empereur et lui : l'Empereur et l'Empire lui appartenaient en propre ; c'est lui qui les avait inventés, créés; il se considérait donc comme seul qualifié pour conseiller l'un et gouverner l'autre. Ce qu'il a fallu de mansuétude à mon mari pour tolérer les récriminations, les jalousies, les emportements, les bourrasques de Persigny, on ne saurait le croire. Figurez-vous une chaudière qui ne cesserait pas d'éclater !

« Un jour néanmoins, l'Empereur a dû sévir. Et voici dans quelle circonstance. Autant qu'il m'en souvienne, c'était au mois de novembre 1867. L'Empereur, qui avait pris froid à la chasse et qui souffrait de ses rhumatismes, s'était mis au lit. Je me trouvais seule avec lui, dans sa chambre. Nous parlions de Mentana et de la phrase malencontreuse que le général de Failly avait insérée dans son rapport : « Les chassepots ont fait merveille... » Mon mari, en ordonnant de publier le rapport, avait prescrit que l'on supprimât cette phrase claironnante, — car enfin c'était des poitrines italiennes qui avaient servi de cible, — et il avait demandé qu'on mît à la place : « Les chassepots ont produit un effet terrible... » Mais le maréchal Niel, très féru de son nouveau fusil, avait maintenu le texte original. D'où, *tolle* de l'opposition : un débordement d'invectives et d'anathèmes... Donc, ce jour de novembre 1867, je lisais à l'Empereur les principales critiques des journaux, quand l'huissier du cabinet lui apporte une grosse lettre cachetée, avec cette suscription : *Pour l'Empereur seul, de la part du duc de Persigny*. L'Empereur regarde l'enveloppe, sans l'ouvrir : « Allons ! me dit-il. Je suis sûr que voilà encore une récrimination de Persigny !... Ah ! qu'il est fatigant !... Tiens, lis-moi cette lettre. Je n'en ai pas la force aujourd'hui. » J'ouvre l'enveloppe : elle contenait, pour le moins, une douzaine de pages. A vrai dire, ce n'était pas une lettre, mais une note ou plutôt une longue diatribe contre moi, contre ma présence au Conseil des ministres, contre les détestables idées que je

personnifiais dans le gouvernement et qui menaient l'Empire à sa ruine!... Toutefois, par décence, Persigny recouvrait çà et là ses griefs sous de pompeux hommages à la beauté de ma personne et à la noblesse de mon âme. Le réquisitoire n'était pas moins odieux.

« A chaque mot, je tremblais de colère. Mon mari m'écoutait, impassible. Quand j'eus terminé ma lecture, j'éclatai d'indignation : « Jamais plus, je ne mettrai les pieds au Conseil des ministres, non jamais!... Je ne veux plus m'exposer à de pareilles avanies. C'est trop injuste, c'est trop humiliant!... » J'allais, j'allais! Je ne me possédais plus. L'Empereur me répétait avec une tranquille douceur : « Calme-toi! Cette nouvelle sottise de Persigny n'a aucune importance. J'estime que ta place est au Conseil des ministres et tu ne cesseras pas d'y siéger. C'est moi le maître... » Je savais bien que, lorsqu'il prenait ce ton d'affectueuse autorité, je n'avais qu'à m'incliner. Je m'inclinai donc. Mais, pour me soulager le cœur, j'écrivis, sur-le-champ, à Persigny, une lettre assez vive, qui rompit nos relations. Dès lors, il s'abstint de paraître à la cour.

De Persigny, nous passons à Morny. Je demande à l'Impératrice :

— Puis-je savoir comment Votre Majesté jugeait le duc de Morny?

— Dites-moi d'abord comment vous le jugez vous-même.

— Je l'admire beaucoup. Il possédait, à un haut degré, la plupart des qualités qui font les grands hommes d'État : il avait le sens du réel et du possible; la clarté, la promptitude et la souplesse de l'esprit; le langage net et sobre; une volonté inflexible, mais sans hauteur comme sans faiblesse; un sang-froid et un doigté merveilleux dans l'action; le masque impénétrable; enfin l'art subtil de séduire les hommes et de les mener... Si l'on s'abstient de toute considération morale, le Deux-Décembre, dont il fut le principal exécutant, est un chef-d'œuvre. La préparation, l'opportunité, l'audace, la ruse, le mystère, la vigueur, la méthode, la mesure, le parfait agencement de tous les ressorts en font le modèle des coups d'État. Combien supérieur au Dix-huit-Brumaire, où l'imprévoyance n'eut d'égale que la maladresse, où Bonaparte lui-même perdit la tête! Machiavel, qui appréciait tant la virtuosité dans les conjurations, n'aurait eu que des éloges pour le Deux-Décembre;

il l'eût prôné comme le type du *bellissimo inganno*... Je n'admire pas moins, chez M. de Morny, le diplomate. La guerre de Crimée lui paraissait une erreur immense, et il fut le premier à conseiller la paix. L'alliance russe, telle qu'il la prônait, quand il était ambassadeur à Saint-Pétersbourg, aurait mis un frein aux rêves dangereux de Napoléon III ; elle les aurait maintenus dans la grande tradition de la politique française, la tradition de Richelieu, Mazarin, Lyonne, Vergennes, Talleyrand ; elle nous aurait épargné la trilogie : *Solférino, Sadowa, Sedan.*

— Je souscris à tout ce que vous venez de dire. J'avais beaucoup d'amitié pour M. de Morny ; l'Empereur l'appréciait et l'aimait beaucoup aussi... Vous pensez bien qu'il choquait souvent mon puritanisme ; je ne parle ici que de sa vie intime et de ses aventures sentimentales ; car je ne crois pas qu'il ait mérité la réputation fâcheuse qu'on lui a faite sous le rapport financier. Il se complaisait trop aux spéculations de l'agiotage et et de la Bourse ; il n'était pas assez scrupuleux dans ses rapports avec les gens d'affaires : je ne vais pas au delà. Quant à prétendre que l'expédition du Mexique ait été engagée à son instigation et pour des motifs inavouables, c'est une calomnie dont il faut le laver entièrement : la créance malpropre des « bons Jecker » n'a été pour rien dans notre intervention au Mexique ; elle s'y est greffée, comme on voit toujours quelques vilenies s'insinuer dans les plus nobles entreprises. Croyez-vous qu'il n'y avait que de la piété dans les Croisades ?...

« Mais revenons à M. de Morny. L'homme était charmant, d'une aisance et d'une distinction parfaites. Il tenait cela de son père, le comte de Flahaut, qui lui a survécu cinq ans, et qui incarnait à mes yeux le type des gentilshommes d'autrefois ; par lui, j'ai compris tout ce qu'il y avait de raffiné dans la société de l'Ancien Régime, dans l'inimitable société de Versailles et de Trianon. Comme son père également, M. de Morny avait un courage superbe, qu'il s'amusait à cacher sous une armure de nonchalance et de froideur. Vous savez qu'il s'était conduit admirablement au siège de Constantine...

« Je vais vous confier maintenant un épisode assez curieux de mes relations personnelles avec lui et qui faisait la joie de mon cher Mérimée. C'était peu de temps après mon mariage. L'Empereur avait été choqué d'apprendre que M. de Morny

avait mis en vedette, dans son salon, un portrait de la reine Hortense, un grand portrait d'apparat. Mais, ne voulant pas intervenir lui-même pour faire enlever ce tableau, il m'avait chargée de la commission. J'invitai donc M. de Morny à venir causer avec moi. Je craignais, de sa part, quelque résistance, plus ou moins voilée de politesse et d'ironie. Tout le contraire : une docilité souriante et du meilleur ton. Il me remercia même en termes chaleureux, quand je lui dis : « Moins vous vous parerez de votre filiation et plus *on* vous traitera en frère. » Pour terminer, il ajouta ce mot, que Mérimée trouvait si caractéristique : « Vous m'avez dit tout à l'heure qu'en plaçant le portrait de la reine Hortense dans mon salon, j'avais attristé l'Empereur. Mais en quoi cela pouvait-il l'attrister?... » Vous voyez que, au moral, il n'avait pas l'épiderme très délicat.

— En effet, madame, le mot est bien caractéristique et je comprends que Mérimée s'en soit régalé. M. de Morny vous a parlé, ce jour-là, comme son aïeul, M. de Talleyrand, très vieux, sentant la mort venir, s'exprimait un soir avec la duchesse de Dino, qui le suppliait de se réconcilier avec Dieu : « Rappelez-vous donc, lui disait-elle, comme vous avez affligé l'Église ! — Moi ! reprit-il d'un air stupéfait. Moi, j'ai affligé l'Église ! Et quand cela ? »

Je ramène notre conversation sur le terrain politique :

— Votre Majesté croit-elle que, si le duc de Morny n'était pas mort en 1865, la politique intérieure de l'Empire aurait évolué plus rapidement vers le régime constitutionnel et que l'expérience de « l'Empire libéral » n'eût pas été retardée jusqu'au 2 janvier 1870 ?

— Je ne sais trop ; je n'aime pas beaucoup le jeu des hypothèses rétrospectives. C'est si facile de refaire le passé, que chacun le refait à son gré. Cependant, je vais essayer d'entrer dans votre pensée... Que serait-il advenu de l'Empire, si M. de Morny n'était pas mort en 1865? Eh bien ! franchement, je ne crois pas que le cours des choses eût été modifié. Ce n'est pas le ministère du 2 janvier 1870 qui a inauguré l'expérience de « l'Empire libéral »; c'est la fameuse réforme du 19 janvier 1867, par laquelle l'Empereur a rendu au Corps législatif le droit d'interpellation. C'est de ce jour que le régime napoléonien est entré dans une voie nouvelle; car, de ce jour, c'en était irrémédiablement fini de l' « Empire autoritaire », qui venait de don-

ner à la France quinze années de grandeur et de prospérité. Je ne vous cache pas que j'en étais navrée. Avec l'appui de Rouher, qui avait le jugement si droit, j'ai lutté de toutes mes forces contre cette résurrection du parlementarisme. Je vous avouerai même que je ne comprenais pas ce qui avait pu décider l'Empereur à une innovation aussi grave. Certes, je pensais bien que la Constitution de 1852 ne pourrait pas être maintenue perpétuellement et qu'il faudrait, tôt ou tard, l'assouplir un peu dans le sens démocratique. L'Empereur m'en avait parlé souvent. Mais son intention était de laisser à notre fils le soin de rétablir en France le fonctionnement des libertés publiques Cette grande réforme, l'Empereur ne croyait pouvoir s'en acquitter lui-même, puisqu'il incarnait dans sa personne le principe autoritaire et que ce principe, c'était sa raison d'être Néanmoins, pour ne pas trop retarder l'événement, il avait pris et n'avait confié qu'à moi seule la résolution d'abdiquer, vers l'année 1874, quand le Prince impérial serait en âge de monter sur le trône. Il avait même choisi le cadre de notre retraite: nous vivrions à Pau l'hiver, à Biarritz l'été. Sur tout cela nous étions pleinement d'accord... Vous comprenez maintenant ma surprise, quand fut promulguée la retentissante lettre du 19 janvier 1867. Ce que j'ignorais alors, ce que j'ai appris seulement quelques mois plus tard, c'est que la santé de mon mari lui inspirait déjà des inquiétudes graves et qu'il ne se croyait plus capable de supporter longtemps le fardeau, si lourd, du pouvoir suprême.

— Ainsi, madame, ce qui vous rendait hostile à l'expérience de « l'Empire libéral », c'est moins une question de principe qu'une question d'opportunité? Cette expérience, vous ne l'admettiez pas sous le règne de Napoléon III ; mais vous l'admettiez, comme don de joyeux avènement, sous le règne de votre fils?

Elle hésite à me répondre et ferme les yeux un instant, comme si le flot des souvenirs emportait sa pensée. Puis, très habilement, elle se dérobe à mon interrogation, en m'interrogeant elle-même :

— Comment jugez-vous la conception de « l'Empire libéral »?

— Je ne crois pas que l'Empire napoléonien fût conciliable avec la liberté.

— L'Empire napoléonien n'était pas conciliable avec la liberté?... Pourquoi?... Développez votre idée. Cela m'intéresse extrêmement.

Elle se penche un peu, le coude sur la table et le menton sur la main, les prunelles fixes, comme pour ne rien perdre de ce que je vais dire.

Aussi brièvement que possible, je lui expose ma thèse : « Le principe fondamental de l'Empire, c'est que l'Empereur gouverne seul, en vertu des droits absolus qu'il tient du plébiscite; il est donc seul responsable et les ministres ne dépendent que de lui. Au contraire, le principe fondamental du système représentatif, c'est que le monarque règne, mais ne gouverne pas; l'exercice et la responsabilité du pouvoir n'appartiennent donc qu'aux ministres. Ainsi, dans un cas, il y a prédominance de la couronne ; dans l'autre, il y a prédominance du parlement. Vouloir concilier les deux systèmes, c'est une antinomie. Entre les deux prédominances, il faut choisir. D'ailleurs, à quoi se réduisent le contrôle parlementaire et le pouvoir ministériel, quand le souverain se réserve la prérogative exorbitante de l'appel au peuple, sans avoir même à consulter les Chambres? Pratiqué dans de pareilles conditions, le plébiscite n'est qu'un Deux-Décembre légal... » L'Impératrice m'écoute, muette, immobile, ne m'interrompant çà et là que par un signe des yeux, comme pour m'encourager à poursuivre ma thèse. Je la poursuis donc :

— Si j'osais, madame, je dirais encore à Votre Majesté...

— Dites, dites!

— Je dirais encore à Votre Majesté que Napoléon III était moins qualifié que personne pour entreprendre la réconciliation de l'Empire avec la liberté, puisqu'il se croyait appelé par une vocation suréminente, par un décret providentiel, à détruire en France l'hérésie du parlementarisme. Tous ses instincts, toutes ses idées, toutes ses habitudes s'opposaient à ce qu'il se laissât désormais dicter la loi par des ministres, qui n'auraient dépendu que des Chambres. Il aurait abdiqué plutôt. Je ne réussis pas à me représenter sa collaboration active et durable avec Thiers ou Buffet, moins encore avec Grévy ou Gambetta. Et la preuve, c'est qu'en 1870, sous le ministère Émile Ollivier, il n'a pas cessé d'avoir sa politique personnelle et secrète...

Quand j'ai fini ma tirade, l'Impératrice me glisse tout bas, en courbant la tête :

— Je ne vous réponds rien... Tirez de mon silence les conclusions qu'il vous plaira.

En ce moment, un domestique apporte à l'Impératrice une carte de visite sur un plateau d'argent. Elle y jette un regard et fait un signe d'acquiescement; puis, me tendant la main :

— Il faut que nous en restions là pour aujourd'hui; je crains même de vous avoir gardé trop longtemps... Au revoir, et ne m'oubliez pas!

SADOWA

Dimanche, 15 janvier 1905.

Visite à l'impératrice Eugénie, qui se rend au Caire.

Je la trouve plus vibrante que jamais sur les grands problèmes de la politique étrangère. Il est certain que les occasions de vibrer ne lui ont pas manqué ces derniers mois. Et naturellement tous les faits, qui l'ont émue, sont enregistrés dans sa mémoire avec leurs dates et leurs circonstances précises.

Elle me questionne d'abord sur les désastres ininterrompus des Russes en Mandchourie : Kin-tchéou, Va-fang-ou, Mo-tien-ling, Liao-yang, Port-Arthur, etc. Elle en parle avec une telle aisance, une telle clarté, qu'elle semble avoir une carte géographique sous les yeux. Puis nous passons à l'incident de Hull, à cette incompréhensible méprise de l'escadre russe qui, le 22 octobre, au sortir du Skager-Rack, a canonné une paisible flottille de chalutiers anglais, qu'elle prenait pour des torpilleurs japonais.

— Pendant trois jours, me dit l'Impératrice, j'ai cru que la guerre était inévitable entre la Russie et l'Angleterre. Même au temps de Fachoda, je n'ai vu un pareil soulèvement des fureurs nationales. Sans l'habile et prompte médiation de M. Delcassé, l'escadre de Plymouth allait bombarder Cronstadt...

Ensuite, elle me presse de questions sur la fermentation révolutionnaire que les désastres de Mandchourie entretiennent dans le peuple russe; elle en a soigneusement observé, retenu, catalogué tous les symptômes : assassinats du ministre de l'Intérieur, Plehve, du gouverneur de la Finlande, le général

Bobrikow, du gouverneur d'Élisabethpol, le général Andréïew, sans compter les maîtres de police, les officiers de gendarmerie, les directeurs de prison ; elle n'a pas manqué non plus de noter les mutineries de caserne, les grèves ouvrières, les émeutes rurales, etc... Enfin, par une confidence de la tsarine douairière, Marie-Féodorowna, elle connaît l'insidieux travail que Guillaume II poursuit auprès de « son cher Nicky » pour lui persuader qu'il devrait substituer à la sotte alliance franco-russe, une belle coalition germano-russo-française « qui aurait vite fait de casser les reins à l'Angleterre, et, par contre-coup, d'écraser le sale petit Japon » ; du reste, on ne s'inquiéterait pas de savoir si ce pacte agréerait à la France : on la sommerait simplement d'y accéder.

— Vous pensez bien, poursuit-elle, que j'ai rapporté cette confidence au roi Édouard. Il m'a répondu en propres termes : « Les informations que vous tenez de Marie-Féodorowna, je les ai déjà reçues, moi, de M. Delcassé ; elles concordent absolument. Puisque vous allez à Paris et que vous avez le moyen d'aboutir à M. Delcassé, veuillez lui faire savoir, de ma part, que je lui garde une vive reconnaissance d'avoir sauvé la paix, lors de l'incident de Hull ; car c'est lui et lui seul qui l'a sauvée. Je vous prie de lui dire encore que je suis son meilleur ami, comme l'Angleterre est la meilleure amie de la France... » Dans la bouche du roi Édouard, ces paroles ont une valeur inappréciable : il est le maître, unanimement reconnu, de la politique anglaise. Jamais, depuis les Stuarts, l'autorité personnelle du souverain ou, comme disent les légistes, « la Prérogative du Roi en Conseil », *the King's Prerogative in Council*, n'a été si forte...

Lorsque nous en avons fini de ces graves sujets, l'Impératrice me demande :

— Qu'êtes-vous devenu ces derniers mois?... Qu'avez-vous fait de votre été?

— Une rapide excursion en automobile, à travers la Bretagne, l'Anjou, la Touraine ; car le ministre m'accorde peu de vacances. Et, pendant le mois de septembre, j'ai dû faire une cure à Vichy.

Au nom seul de Vichy, elle sursaute. Croyant deviner sa pensée, je poursuis :

— Maintes fois, pendant ma cure, j'ai tenté d'imaginer les tristes réflexions auxquelles l'Empereur a dû s'abandonner là, sous les ombrages du Parc, pendant la crise de Sadowa. J'ai même retrouvé le maison où il résidait — un chalet très simple, avec une véranda. Sur la grille de l'entrée, il y a encore deux *N*, surmontés de la couronne impériale. C'est un médecin qui habite maintenant ce cottage.

Elle m'interrompt, d'une voix lente, grave, qui tremble par instants :

— Vous touchez là un des souvenirs les plus douloureux de ma vie et qui est resté en moi comme un point névralgique... Ce séjour de l'Empereur à Vichy, dans l'été de 1866, après Sadowa, c'est la date critique, la date funeste de l'Empire; c'est dans ces mois de juillet et d'août que s'est fixé notre destin! De toute cette période, il n'y a pas un fait, pas un détail qui ne me soit présent à l'esprit. Interrogez-moi plutôt!

— Excusez-moi, madame. Je n'ai pas le cœur de réveiller des émotions si cruelles pour Votre Majesté.

— N'ayez crainte. Cela me soulagera, au contraire, de remuer tout ce triste passé devant vous. J'ai si rarement l'occasion et la douceur d'ouvrir mes écluses!... Interrogez-moi.

Je lui demande alors ce qui s'est passé au juste dans le fameux conseil qui s'est tenu, devant elle, sous la présidence de l'Empereur, le 5 juillet 1866, deux jours après Sadowa. L'événement daterait du mois dernier qu'elle ne me répondrait pas avec plus de précision et de flamme.

— Avant tout, me dit-elle, je dois vous avouer que l'Empereur avait appris sans déplaisir la défaite des Autrichiens; car il la souhaitait, il y avait même indirectement contribué en procurant à la Prusse l'alliance de l'Italie.

— Permettez-moi, madame, de vous arrêter, dès maintenant, par une question, qui me semble dominer tout ce qui va suivre. Pourquoi, du jour où le conflit austro-prussien est devenu inévitable, pourquoi l'Empereur a-t-il mis en jeu tous les ressorts de sa diplomatie, afin d'assurer à la Prusse la coopération militaire de l'Italie?

— Pourquoi?... Mais d'abord parce qu'il voulait achever son œuvre interrompue de 1859, en délivrant la Vénétie... Et puis... et puis, hélas!... parce qu'il comptait sur la reconnaissance de la Prusse pour nous faire obtenir les Provinces rhé-

nanes. Vous savez bien que son rêve passionné fut toujours d'abolir les traités de 1815. Avouez que c'était un beau rêve !

J'acquiesce d'un signe de tête; mais, intérieurement, je pense que les traités de 1815, malgré tout ce qu'ils avaient de pénible pour la France, lui offraient du moins un immense avantage, puisqu'ils avaient créé autour d'elle une ceinture de petits États, morcelés, disparates, hétérogènes, qui protégeaient sa frontière. Et je me rappelle également que cette alliance italo-prussienne de 1866, — alliance monstrueuse au point de vue français, — fut négociée clandestinement par Napoléon seul, à l'insu de son ministre des Affaires étrangères, Drouyn de Lhuys, qui a pu écrire plus tard : « L'Empereur ne s'est jamais ouvert à moi de l'alliance italo-prussienne. »

Cependant, l'Impératrice poursuit d'un ton ferme, avec un accent de volonté courageuse :

— Donc, le 5 juillet au matin, le Conseil des ministres s'est réuni, sous la présidence de l'Empereur, à Saint-Cloud ; j'y assistais. Vous vous rappelez que, la veille, François-Joseph avait cédé la Vénétie à la France et accepté notre médiation. C'est là-dessus que le débat s'est ouvert. Drouyn de Lhuys a tout de suite proposé de prendre, vis à-vis de l'Allemagne, une attitude énergique. L'Empereur écoutait, sans formuler aucune objection, mais sans approuver non plus... Moi, intérieurement, j'approuvais. Cependant, avant de me prononcer, j'ai demandé au ministre de la Guerre, le maréchal Randon : « Sommes-nous en état de faire immédiatement une démonstration militaire sur le Rhin ? » Il m'a répondu, et j'entends encore le son de sa voix : « Oui, nous pouvons concentrer immédiatement 80 000 hommes sur le Rhin et 250 000 dans une vingtaine de jours... » Comme l'Empereur ne sortait pas de son mutisme, j'ai repris, avec tout ce que j'avais d'ardeur, la thèse de Drouyn de Lhuys. Je vous affirme qu'à ce moment, je sentais que le sort de la France et l'avenir de notre dynastie se jouaient. C'est une des grandes minutes de ma vie... Mais La Valette est intervenu tout à coup, du ton le plus vif, le plus péremptoire, pour combattre la proposition de Drouyn de Lhuys. Parmi ses arguments, il y en eut un qui me sembla surtout frapper l'Empereur ; c'est qu'en voulant arrêter les progrès de la Prusse, nous serions forcément amenés à une alliance avec l'Autriche et, par là même, à une brouille avec l'Italie, — autant

dire le renversement de toute la manœuvre politique à laquelle l'Empereur s'était appliqué depuis un an, depuis la néfaste visite de Bismarck à Biarritz. Quant aux compensations territoriales que l'agrandissement de la Prusse nous autoriserait à réclamer, La Valette ne doutait pas que nous les obtiendrions, sans difficulté, par une négociation amicale avec Berlin... Cette fois, j'ai bondi : « Quand les armées prussiennes ne seront plus engagées au fond de la Bohême et qu'elles pourront se retourner contre nous, Bismarck se moquera de nos réclamations. » J'ai même dit à l'Empereur : « La Prusse ne s'est pas fait scrupule de vous arrêter après Solférino. Pourquoi vous gêneriez-vous de l'arrêter après Sadowa ?... En 1859, nous avons dû céder parce que nous n'aurions pas eu cinquante mille hommes pour barrer la route de Paris. Aujourd'hui, c'est la route de Berlin qui est ouverte... » Drouyn de Lhuys et Randon, se sentant appuyés, sont revenus à la charge. Finalement, le Conseil a pris trois décisions. La première, c'était la convocation immédiate des Chambres, afin d'obtenir les crédits nécessaires à la mobilisation générale de l'armée ; la seconde, c'était la réunion, immédiate aussi, de 50 000 hommes sur le Rhin ; la troisième, c'était l'envoi à Berlin d'une note comminatoire, par laquelle nous avertirions la Prusse que nous ne tolérerions, en Europe, aucune modification territoriale qui n'aurait pas eu d'abord notre assentiment. Le Conseil décida, en outre, que ces trois mesures seraient publiées, le lendemain, dans le *Moniteur officiel*... Mais, ce lendemain, 6 juillet, le *Moniteur officiel* n'a rien publié du tout. Dans le cours de la nuit, d'autres influences ont agi sur l'Empereur. Et les événements ont suivi leur cours.

Elle articule ces derniers mots froidement, le buste raidi, en me fixant d'un regard dur, comme pour me faire entendre qu'il ne lui convient pas de s'expliquer davantage sur les influences occultes qui, dans cette nuit fatale, ont maîtrisé la volonté brumeuse et fuyante de Napoléon III. D'ailleurs, comment aurais-je le courage de la questionner, quand je la vois porter son mouchoir à ses yeux ?

Rassurée par mon silence, elle reprend du ton le plus amical :

— Donnez-moi franchement votre opinion sur un point qui me tourmente parfois. Estimez-vous que je voyais juste quand

je soutenais, avec tant d'ardeur, la proposition de Drouyn de Lhuys ?

— Sans nul doute. Ce jour-là, c'est Votre Majesté qui a tenu le vrai langage de la raison politique et de l'intérêt national.

— Votre opinion m'importe beaucoup, parce que, dans la suite, je veux dire après nos malheurs de 1870, La Valette et Rouher m'ont dit souvent : « Si l'Empereur avait adopté, en 1866, la proposition de Drouyn de Lhuys, Bismarck aurait bâclé prestement la paix avec l'Autriche, et toutes les armées prussiennes, encore grisées de leur victoire, se seraient jetées sur nous. Or, quoi qu'ait dit le maréchal Randon, nous n'étions pas prêts ; le Mexique avait disloqué notre organisation militaire et vidé nos arsenaux. Donc, si nous avions fait la folie de nous dresser contre la Prusse, au mois de juillet 1866, nous aurions eu Sedan, et peut-être même pis que Sedan, quatre années plus tôt. »

— Votre Majesté ne doit conserver à cet égard aucun remords. La question est tranchée historiquement. Vers 1874, Bismarck, qui s'est plu tant de fois à pousser la franchise jusqu'à l'impudence et à l'effronterie, a reconnu, devant le Reichstag, que la moindre démonstration militaire de la France, au lendemain de Sadowa, aurait obligé les armées prussiennes à se désister de leur lutte contre l'Autriche et à se replier en toute hâte vers le Nord pour couvrir Berlin... Mais je peux vous citer, madame, un argument plus précis encore. L'été dernier, je dînais, à Athis, chez notre ancien ambassadeur à Berlin et à Londres, le baron de Courcel, qui fut mon premier chef, comme directeur des Affaires politiques, lors de mes débuts au quai d'Orsay. Il m'a toujours montré de la bienveillance : aussi je ne me lasse pas de l'interroger sur Bismarck, qui lui témoignait une haute estime et jusqu'à des attentions personnelles dont vous savez qu'il n'était pas coutumier. Donc, ce soir-là, M. de Courcel m'a raconté que, pendant une villégiature à Varzin, le terrible Chancelier de fer lui avait déclaré posément : « Je ne comprends pas encore pourquoi l'armée française n'a pas franchi le Rhin, en juillet 1866, pendant que nous étions accrochés dans les défilés de la Bohême. Et quand je dis « l'armée française, » je me trompe : une simple division, quinze mille hommes, auraient suffi ! La seule apparition de vos pantalons rouges dans le duché

de Bade et le Palatinat aurait soulevé contre la Prusse toute l'Allemagne du Sud. Pendant ce temps-là, les belles troupes de l'archiduc Albert, n'ayant plus rien à craindre des Italiens après Custozza, seraient venues renforcer l'armée de Bénédek. Alors, nous étions perdus. Je ne sais même pas si nous aurions pu couvrir Berlin. »

— Cela devrait me consoler : cela me déchire de vous entendre.

Et, de nouveau, je la vois porter son mouchoir à ses yeux. Elle reprend :

— Je me rappelais vaguement le discours de Bismarck en 1874; je n'y avais pas attaché beaucoup d'importance; j'y voyais, de sa part, un expédient de polémique parlementaire; mais la confidence à M. de Courcel a un cachet indubitable de véracité.

Après un long balancement de la tête, comme si elle cherchait à se débrouiller dans ses souvenirs, elle continue :

— Je pourrais invoquer, en faveur de ma thèse, un autre témoignage... et qui va certes vous étonner — le témoignage de l'Empereur... Oui, cinq ou six jours après le fameux conseil dont nous venons de parler, il a reconnu devant moi son erreur. Mais il n'était déjà plus temps de la réparer; l'heure fatidique était passée... Je l'ai vu alors si abattu, que j'ai tremblé pour notre avenir. Tout ce que les journaux de l'opposition, tout ce que les Thiers, les Jules Favre, les Prévost-Paradol ont dit, à cette époque, l'Empereur se l'est dit à lui-même. Un soir surtout, je me promenais seule avec lui, dans une allée de Saint-Cloud : il était complètement désemparé; je ne pouvais lui arracher un seul mot. Ne trouvant plus rien à lui dire, je sanglotais; j'avais l'âme torturée. Mon Dieu, que nous les avons payées cher, nos grandeurs!... C'est dans cette disposition qu'il est allé, vers la fin de juillet, faire sa cure à Vichy. Là, dès son arrivée, le choc moral qu'il venait de subir a réagi violemment sur son état physique. Pendant plusieurs jours, ses médecins l'ont cru en péril. Ce sont les premiers symptômes alarmants du mal dont il a tant souffert, en 1870, et qui a fini par le tuer. Cependant, malgré d'horribles douleurs, il était obligé de recevoir ses ministres et de prendre des résolutions aussi graves qu'urgentes; car maintenant l'opinion publique était déchaînée contre nous. Il lui fallait, à tout prix et tout de suite,

une éclatante compensation aux accroissements démesurés de la Prusse. Il semblait vraiment que les vaincus de Sadowa, ce n'était pas les Autrichiens : c'était nous! On allait jusqu'à dire que la France n'avait pas couru de plus grand péril dans toute son histoire... C'est alors que nous avons réclamé, à Berlin, la cession de Mayence et des Provinces rhénanes, — ce qui devait nous amener ensuite à vouloir conquérir la Belgique, puis le Luxembourg. Nous étions désormais sur la pente qui mène aux abîmes, la pente qu'on ne remonte pas..

« Mais, si l'Empereur s'est trompé dans ce qu'on est convenu d'appeler « sa politique des compensations », je ne suis pas moins fautive que lui : peut-être même le suis-je plus; car ses souffrances et sa prostration lui enlevaient, par moments, toute sa liberté d'esprit. C'était donc à moi de l'éclairer, de lui démontrer qu'il se fourvoyait encore. Mais non! Je n'écoutais que mes sentiments personnels, ma conception chevaleresque de l'honneur, mon impatience de restaurer par un coup d'éclat notre prestige aux yeux du monde, enfin la certitude absolue que l'armée française n'avait pas son égale en Europe. Dans ces conditions, pouvais-je me résigner au prodigieux agrandissement de la Prusse, à la perspective de cet empire nouveau qui, par notre faute, allait grouper, à nos portes de l'Est, quarante millions d'hommes sous l'hégémonie des Hohenzollern, pendant que l'unité italienne, — notre œuvre aussi, — en grouperait ving-cinq autres millions devant notre frontière des Alpes?... Non, non! Nous ne pouvions pas tolérer cela. Puisque nous avions manqué l'heure de l'action militaire, nous devions poursuivre notre revanche par l'action diplomatique. Nous avons échoué. Soit! Mais ce que nous avons fait, nous devions le faire; nous n'avions pas le droit d'assister, inertes, à la transformation de l'Europe.

Après une pause haletante, où elle fait un visible effort pour se contenir, elle achève son récit, d'un air épuisé qui lui creuse les orbites :

— Nous n'étions pas au bout de nos peines. Le 7 août, l'Empereur quitta Vichy; vous allez comprendre pourquoi j'ai retenu cette date. En arrivant à Saint-Cloud, il était encore si malade et si déprimé, qu'il dut prendre le lit. Or, le lendemain, nous recevions un télégramme, expédié de Saint-Nazaire. C'est l'impératrice Charlotte qui débarquait inopinément du Mexique!

Nous entrions dans une nouvelle tragédie... Et ce n'était pas la dernière!

Sur ces mots, elle regarde longuement le portrait de l'Empereur, qui est placé près d'elle et dont la physionomie nébuleuse, indéchiffrable, est comme l'illustration éloquente de notre conversation. Puis, en signe de congé, elle me tend sa main, qui tremble.

Je la remercie affectueusement d'avoir évoqué devant moi ces grands souvenirs pathétiques et je lui demande si elle m'autorise à les fixer par écrit :

— Ce serait, dis-je, un précieux document pour l'histoire.

— Oui, je vous y autorise. Mais, en rédigeant vos notes, ne soyez pas trop sévère. N'oubliez jamais que l'Empereur était le plus généreux des hommes et qu'il avait la religion de la grandeur française... N'oubliez pas non plus que la couronne des monarques est presque toujours une couronne d'épines.

Seul chez-moi, ce soir, au coin du feu, j'essaie vainement de lire; car, de minute en minute, je sens se graver dans mon esprit, avec le relief incisif d'une médaille, l'image pitoyable de la pauvre impératrice déchue, qui vient d'épancher son âme sous mes yeux, — cette âme autrefois si radieuse et triomphante, aujourd'hui morne et ravagée, toute remplie de visions funèbres et de commémorations tragiques.

L'IMPÉRATRICE ET LA GUERRE DE 1870

Dimanche, 22 avril 1906.

Ayant appris que je me trouvais de passage sur la Côte d'Azur, l'Impératrice m'a invité à venir déjeuner avec elle dans sa délicieuse villa du Cap Martin, la villa Cyrnos (1).

J'arrive à l'heure fixée, midi et demi. L'Impératrice me reçoit dans le salon :

— Nous ne déjeunerons qu'à une heure, me dit-elle; mais j'ai voulu qu'auparavant nous puissions causer librement de la politique présente qui, vous le pensez bien, me passionne Pendant le déjeuner, nous serons moins à l'aise, car j'ai quelques hôtes chez moi en ce moment. Quant à l'après-midi, nous

(1) Cyrnos est le nom grec de la Corse.

la consacrerons tout entière au passé. J'ai ruminé ces temps-ci beaucoup de vieux et tristes souvenirs dont je tiens à vous parler. Donc, jusqu'à six heures au moins, je ne vous lâcherai pas, et je ne m'en fais aucun scrupule. Si vous avez de belles amies qui vous attendent ailleurs, tant pis pour elles : je vous tiens, je vous garde.

Après un éloquent hommage à Delcassé, « qui, dans le recul de l'histoire, apparaîtra comme un grand serviteur de la France (1) », l'Impératrice me questionne ardemment sur la Conférence d'Algésiras qui vient de terminer ses travaux :

— Que s'est-il passé dans les coulisses de la Conférence?... Notre beau rêve du Maroc est-il réalisable encore?... Croyez-vous à la possibilité d'une réconciliation franco-allemande?... Quels sont au juste nos rapports avec Pétersbourg, Londres, Madrid, Rome, Vienne?... Bref, depuis que M. Rouvier a si honteusement sacrifié M. Delcassé, qu'y a-t-il de changé en Europe?

— Il n'y a rien de changé en Europe. M. Rouvier n'a pas été long à perdre les illusions naïves qu'il s'était faites sur l'Allemagne. Ce vieux financier retors s'imaginait qu'en deux ou trois conversations courtoises, il dissiperait toutes les méfiances de Berlin à notre égard; il était loin de compte! Après un mois de discussions hargneuses, il lançait un formidable coup de poing sur la table, en s'écriant : « Ah çà! Mais ils se f... de moi, ces gens-là!... » Et depuis lors, malgré la trêve d'Algésiras, les relations franco-allemandes ne se sont aucunement détendues... En revanche, notre intimité avec l'Angleterre s'est beaucoup resserrée; le voyage récent du roi Édouard à Paris en est le signe.

— Dans cet ordre d'idées, j'ai une confidence à vous faire. Je sais, de la meilleure source, que le roi d'Espagne s'attend à une crise prochaine entre l'Allemagne et la France. D'après les renseignements qu'il a reçus de Vienne, il affirme que l'empereur Guillaume, poussé par le Kronprinz et le Grand-État-Major, pense à nous attaquer, sous un prétexte ou un

(1) Au mois de juin 1905, une intrigue parlementaire, exploitant l'ém[illegible]on causée dans le public français par les menaces de la presse allemande, [illegible]a M. Delcassé à quitter le ministère des Affaires étrangères. Dans cette crise, [illegible]ésident du Conseil et ministre des Finances, M. Rouvier, fit savoir clandestinement au prince Radolin, ambassadeur d'Allemagne, « qu'il laisserait très volontiers tomber M. Delcassé ».

autre, avant que la Russie n'ait eu le temps de restaurer sa puissance militaire.

— L'information de Votre Majesté est exacte. Le roi Alphonse, qui s'épanche volontiers avec M. Jules Cambon, lui a tenu récemment le même langage. Nous en avons fait part aussitôt à l'empereur Nicolas et au roi Édouard. Ainsi, plus que jamais, nous devons être vigilants, affermir nos alliances et tâcher d'avoir toujours, aux yeux du monde, le bon droit de notre côté...

Sur le coup d'une heure précise, le maître d'hôtel annonce le déjeuner. L'Impératrice passe dans le salon voisin où se trouvent déjà réunis son neveu le duc d'Albe, le comte et la comtesse Walewski, Mlle d'Allonville, Mlle de Lesseps et Franceschini Piétri.

Pendant le repas, dont le service est parfait, on cause de toutes les actualités, avec beaucoup d'entrain, mais superficiellement. L'Impératrice, que j'ai loisir d'observer, me paraît assez vieillie, depuis notre dernière rencontre. Dans quinze jours, elle comptera quatre-vingts ans! La raideur de ses mouvements s'est accentuée; son visage s'est amaigri. Elle n'a cependant rien perdu de sa prestance; sa taille n'a pas fléchi d'une ligne; ses yeux, soulignés de noir, conservent leur éclat dur; sa parole est restée claire, sonore, prompte et martelée.

Après le déjeuner, elle se retire quelques instants, sous le prétexte de nous laisser fumer un cigare, Walewski et moi.

— Dans un quart d'heure, me dit-elle gaîment, je reviens vous prendre et je ne vous laisserai plus aucun répit.

A peine mon cigare consumé, je la vois reparaître dans le salon, coiffée d'un grand chapeau noir, les mains gantées, une ombrelle entre les doigts, un plaid sur les épaules. S'appuyant à mon bras, elle me conduit au jardin qui descend vers la mer.

L'après-midi est radieux et tiède comme une matinée de juin. Sous le ciel, d'un azur laiteux, l'atmosphère a des vibrations exquises. Dans les entours immédiats de la maison, des milliers de fleurs jaunes, bleues, roses, blanches, mauves, éclatantes, frémissent au soleil. Dans le reste du parc, c'est la végétation plus sévère des cyprès, des pins, des chênes, des lauriers, des acanthes, des cistes, des mahonias et des myrtes.

Nous atteignons ainsi, lentement, une terrasse étroite qui

borde le rivage. Des fauteuils y sont installés, dans un hémicycle, à l'abri d'un bosquet.

— Asseyons-nous là, me dit-elle. C'est mon coin préféré; je ne me lasse pas de contempler ce décor.

Devant nous, la côte et ses promontoires se développent jusqu'au delà de Monaco et du cap Ferrat, jusqu'à l'extrême pointe d'Antibes. La pureté de l'air, la profondeur lumineuse des horizons, la respiration tranquille des flots communiquent au paysage une incomparable noblesse.

Immédiatement et sans aucun préliminaire, l'Impératrice commence, d'un ton résolu :

— Voilà déjà longtemps que je voulais m'expliquer avec vous sur la guerre de 1870, particulièrement sur le rôle qu'on m'y attribue. Mais j'attendais l'occasion de vous recevoir ici, dans cette demeure où je me sens tout à fait moi-même, où j'ai tant de fois interrogé ma conscience. Vous vous rappelez la belle pensée de Shakspeare, dans *Hamlet* :

This above all : to thine ownself be true.
And it must follow, as the night the day,
Thou canst not then be false to any man.

« Avant tout, sois véridique envers toi-même. Et, aussi infailliblement que la nuit succède au jour, il s'ensuivra que tu ne pourras mentir à personne... » Ces beaux vers, je les ai pris depuis longtemps pour devise. C'est donc l'absolue vérité que je vais vous dire, la vérité que j'attesterais devant Dieu.

Puis, rejetant le plaid qui lui couvre les épaules comme pour avoir le geste de ses mains plus libres, elle continue :

— Vous m'aviez recommandé, l'an dernier, de lire l'ouvrage de M. de La Gorce sur *le Second Empire*. Les deux volumes, qui ont été récemment publiés, racontent l'incident Hohenzollern, les débuts de la guerre et la révolution du Quatre-Septembre. Mais, avant d'aborder cette lecture, j'ai tenu à savoir ce que l'auteur pensait de ma responsabilité dans nos désastres, s'il m'accusait, lui aussi, d'avoir provoqué cette funeste guerre, d'en avoir fait *ma guerre*. Eh bien! l'on m'a dit que M. de La Gorce avait maintenu l'accusation. Alors, je n'ai pas eu le cœur de lire son ouvrage, malgré le ton respectueux dont je sais qu'il ne s'est jamais départi... C'est à M. Thiers que revient la paternité de l'odieuse légende : il

s'est permis d'affirmer que, le 23 juillet 1870, recevant à Saint-Cloud le premier secrétaire de notre ambassade à Berlin, Lesourd, qui venait de notifier à Bismarck la déclaration de guerre, je lui avais dit : « Cette guerre, c'est moi qui l'ai voulue; *c'est ma guerre!...* » Or, jamais, vous m'entendez, *jamais* cette parole sacrilège ni aucune autre analogue n'est sortie de ma bouche! D'ailleurs, plus tard, j'ai fait interroger Lesourd : il a loyalement reconnu, dans une lettre dont je possède l'original, que je ne me suis jamais vantée à ses yeux d'avoir déchaîné la guerre. Je vous supplie de ne pas oublier ma protestation et de la répandre, lorsque j'aurai quitté ce triste monde.

— Je n'y manquerai certes pas... Oserai-je pourtant vous demander une précision?

— Demandez-moi toutes les précisions que vous voudrez; je n'ai rien à vous cacher... Mais faisons mieux. Vous allez me dire, avec franchise, quels sont les faits qui vous paraissent engager le plus gravement la responsabilité du régime impérial dans la guerre de 1870. Et je m'expliquerai sur chaque point. Ce ne sera pas un plaidoyer; car je n'essaierai pas de vous dissimuler nos erreurs et nos fautes, les miennes surtout : ce sera la vérité entière. Allez! Je vous écoute.

Après une minute de réflexion où je rassemble mes souvenirs, j'énumère les griefs capitaux que l'on est en droit de formuler contre le régime impérial pour sa politique de juillet 1870 : — 1° Les défauts de notre organisation militaire nous interdisaient de régler par les armes notre querelle avec la Prusse. — 2° La situation diplomatique de l'Europe ne nous permettait d'escompter aucune alliance. — 3° La guerre aurait pu être honorablement évitée, si les négociations qui l'ont précédée avaient été conduites avec moins de jactance et plus de sang-froid. — 4° L'Empereur n'aurait pas dû assumer les fonctions de généralissime, parce qu'il était, moralement et physiquement, incapable de les exercer.

Le torse rigide, les mains crispées, les prunelles ardentes, l'Impératrice écoute mon réquisitoire sans m'interrompre une seule fois. Quand j'ai terminé :

— Merci, me dit-elle, de m'avoir parlé aussi franchement. Je vais répondre à tous vos griefs...

Sur le premier point, elle allègue, pour excuse, que les

défauts de notre organisation militaire ne se sont révélés, dans leur effrayante gravité, qu'après l'entrée en scène de l'armée allemande :

— Je vous assure que, jusqu'alors, l'armée française était considérée par tous les Français et même par les adversaires de l'Empire, comme la première armée du monde. Que nous dussions être vainqueurs, cela ne faisait aucun doute et pour personne. On admettait cependant que la lutte serait assez rude. Le Bœuf, Canrobert, Ducrot, Vaillant, Frossart, Bourbaki, Lebrun, Galliffet nous garantissaient la victoire... et quelle victoire! Je crois encore les entendre me dire, à Saint-Cloud : « Jamais notre armée n'a été dans un plus bel état, mieux pourvue, mieux aguerrie!... Sur vingt chances, nous en avons au moins dix-neuf pour nous!... Notre offensive au delà du Rhin sera tellement foudroyante qu'elle coupera l'Allemagne en deux et nous ne ferons qu'une bouchée de la Prusse; nous saurons bien retrouver le chemin d'Iéna!... » Voilà ce qu'on ne cessait de répéter autour de moi, pendant la semaine tragique. Et vous n'admettriez pas que j'en eusse été impressionnée?

Elle s'arrête, une seconde, pour reprendre haleine. J'objecte avec timidité :

— Il y avait pourtant quelqu'un, madame, quelqu'un très haut placé, qui ne partageait pas cet optimisme.

— Et qui donc?

— L'Empereur... Il connaissait mieux que personne l'insuffisance de nos préparatifs militaires. L'appui chaleureux qu'il avait accordé au programme réformateur du maréchal Niel, les conférences d'état-major qu'il tint secrètement à Compiègne dans l'automne de 1869, enfin l'attention minutieuse qu'il prêta aux fameux rapports du colonel Stoffel sur l'entraînement de l'armée prussienne, tout ce travail persistant de son esprit démontre qu'il mesurait, avec une clairvoyance parfaite, l'écrasante supériorité des forces allemandes... Je ne m'explique pas, d'ailleurs, qu'avec une aussi claire vision du péril prochain, il ait laissé le ministère Émile Ollivier offrir au Corps législatif, comme don de joyeux avènement, une réduction de 10 000 hommes sur le contingent annuel.

D'une voix cinglante, elle riposte :

— Cela, c'est la beauté du régime parlementaire! Avant

tout, les intérêts électoraux; même avant l'intérêt national!... Et puis, n'oubliez pas que l'Empereur venait de renoncer au gouvernement personnel et de rétablir l'autorité politique des Chambres : il n'avait donc plus le droit de contrecarrer ses ministres. Du reste, s'il en avait eu le droit, il n'en aurait pas eu la force. Au moment où le Corps législatif commettait l'impardonnable faute de réduire notre contingent (trois mois juste avant la guerre!), mon pauvre mari se débattait dans une crise néphrétique, la crise la plus longue et la plus atroce dont il eût encore souffert; il était comme anéanti.

Quand elle articule ces derniers mots, le timbre de sa voix se fêle un peu; je devine que les larmes ne sont pas loin. Mais, promptement, elle se ressaisit :

— Maintenant, poursuit-elle, passons à votre deuxième reproche. Selon vous, la situation diplomatique de l'Europe aurait dû nous interdire de compter sur aucune alliance... Vous avez raison : nous nous sommes trompés lourdement. Je ne veux pas mettre en cause nos diplomates; l'Empereur ne l'eût pas toléré. Mais j'ai le droit de dire que les séduisantes paroles de Metternich et de Nigra furent pour beaucoup dans notre aveuglement. J'admets, du reste, qu'ils étaient sincères. Quant au point de savoir s'il nous aurait suffi d'abandonner Rome aux Italiens pour obtenir la coopération militaire de l'Autriche et de l'Italie, vous vous rappelez que nous en avons déjà discuté (1). Je n'y reviendrai donc pas... Pour en finir avec cette question des alliances, je voudrais ouvrir une parenthèse. J'ai lu naguère, dans un journal français, que la République a su se créer contre l'Allemagne tout un système d'alliances, tandis qu'au mois de juillet 1870, l'Empire s'est trouvé complètement isolé en Europe. Ne m'en veuillez pas de ce que je vais vous dire. Et puis, n'est-ce pas? il est convenu que nous nous parlons à cœur ouvert. Si, en 1870, les puissances européennes ont refusé de nous secourir, c'est qu'alors notre prestige leur inspirait de la crainte; elles s'imaginaient, toutes, qu'elles gagneraient quelque chose à notre abaissement. Elles n'ont pas tardé à s'apercevoir de leur méprise. Aujourd'hui, la France ne leur paraît plus dangereuse : elle leur paraît inoffensive et nécessaire... Je vais plus loin encore : je prétends que, si l'on

(1) Voir l'entretien du 22 juillet 1903.

ne nous avait pas détrônés le 4 septembre, nous serions certainement parvenus à reconstituer la personnalité collective de l'Europe et à la dresser contre l'Allemagne. Cette honteuse révolution, — je la déclare « honteuse », non parce qu'elle s'est faite contre nous, mais parce qu'elle s'est faite *devant l'ennemi*, — eh bien ! cette révolution criminelle a ruiné, en un jour, l'autorité morale de notre diplomatie. Malgré nos désastres, on aurait dû nous maintenir au pouvoir, nous laisser terminer la guerre. Après, on nous aurait demandé tous les comptes que l'on aurait voulus. Je vous le répète : sans l'aberration du Quatre-Septembre, l'Allemagne aurait bientôt vu l'Europe se dresser devant elle.

Je n'ai pas le cœur d'enlever à l'Impératrice une aussi consolante illusion ; mais son hypothèse n'est pas soutenable. Par le fait seul que Napoléon III était captif et notre dernière armée bloquée dans Metz, la diplomatie impériale avait perdu tout son crédit. L'Autriche et l'Italie se congratulaient d'avoir éludé notre alliance ; Victor-Emmanuel s'écriait, avec son gros rire : « Ah ! nous l'avons échappé belle ! »... L'Angleterre, gouvernée par le puritain Gladstone, n'était pas remise encore de l'indignation qu'elle venait d'éprouver en apprenant que Napoléon III avait sollicité de Bismarck la permission de conquérir la Belgique. Enfin, la Russie, clandestinement alliée à la Prusse, et nous conservant d'ailleurs une tenace rancune pour notre attitude équivoque dans la question polonaise, voyait approcher avec joie l'heure de reviser le traité de Paris. Après Sedan, les ressources militaires de la France n'étaient pas complètement épuisées; mais elle ne gardait plus un seul atout diplomatique.

Cependant, l'Impératrice aborde le troisième de mes reproches : « La guerre aurait pu être honorablement évitée, si les négociations qui l'ont précédée avaient été conduites avec moins de jactance et plus de sang-froid. »

— Exposez-moi vos idées là-dessus, me dit-elle. C'est une question qui est de votre compétence, de votre métier. A ce point de vue, quelles sont vos critiques?

— Tout d'abord, madame, la procédure diplomatique me paraît avoir été mal engagée. Dès la première heure, on prend le ton comminatoire, on enflamme l'opinion publique. La déclaration ministérielle, que le duc de Gramont vient lire, le

6 juillet, devant le Corps législatif, semble sonner la charge : « Nous ne tolérerons pas qu'une puissance étrangère place un de ses princes sur le trône de Charles-Quint. S'il en était ainsi, nous saurions accomplir notre devoir sans hésitation comme sans faiblesse. » Et, dans un sursaut d'enthousiasme, tous les députés se lèvent en criant : « C'est la guerre ! C'est la guerre ! » Émile Ollivier lui-même a constaté, pendant la séance, que la déclaration ministérielle retentissait comme une déclaration de guerre. Par cet ultimatum initial, les ministres de l'Empereur ont coupé les ponts derrière eux : ils se sont mis dans l'impossibilité de reculer ou même de transiger sans se couvrir de honte. Diplomatiquement, c'est une grande faute de manœuvre : on ne commence pas une négociation par un défi.

Elle m'interrompt d'une voix frémissante :

— Reculer, transiger, nous ne le pouvions pas ; nous aurions soulevé contre nous le pays tout entier !... On accusait déjà notre faiblesse ; un mot terrible arrivait jusqu'à nous : « La candidature Hohenzollern, c'est un second Sadowa qui se prépare !... » Oh ! ce nom de Sadowa ! Depuis quatre ans, nos adversaires acharnés, orléanistes, légitimistes, républicains, ne se lassaient pas de nous le lancer à la tête. Chaque jour, ils reprenaient leur odieux refrain ; chaque jour, ils ravivaient notre blessure, comme on retourne le couteau dans une plaie. A force d'agiter le fantôme de Sadowa, ils avaient fini par faire croire à toute la France qu'en 1866, nous lui avions infligé une honte impardonnable, une honte comme elle n'en avait pas connu depuis Rosbach... Voilà ce qu'il faut vous rappeler, quand vous jugez notre politique de juillet 1870. Nous ne pouvions pas exposer l'Empire à un deuxième Sadowa ; il n'y eût pas résisté.

— C'est pourquoi la déclaration ministérielle du 6 juillet me semble si maladroite : elle surexcitait le sentiment national, tandis qu'elle aurait dû ne viser qu'à le contenir.

Mais je n'insiste pas et je poursuis :

— Par une chance inespérée, voici que, le 12 juillet, le prince Antoine de Hohenzollern notifie au maréchal Prim qu'il retire la candidature de son fils au trône d'Espagne. Le prince Antoine a-t-il obéi aux conseils du roi Guillaume ? C'est vraisemblable. Mais peu importe. La candidature provocatrice

est retirée; l'essentiel est obtenu; l'honneur de la France est sauf. C'est donc un succès à notre actif, un bruyant échec pour Bismarck. On assure que l'Empereur en a ressenti une vive joie.

L'Impératrice me le confirme par un signe de tête; j'observe pourtant qu'elle ne me dit pas ce qu'elle a ressenti elle-même. Je continue :

— J'ai eu la curiosité de consulter, aux archives du quai d'Orsay, le dossier de l'incident Hohenzollern; j'ai voulu tenir en main toutes les pièces de la négociation. Eh bien! madame, quand je suis arrivé à la date du 12 juillet; quand j'y ai vu Gramont rouvrir brusquement notre querelle avec la Prusse en déclarant que le retrait de la candidature Hohenzollern ne nous suffisait pas et que nous devions exiger du roi Guillaume l'engagement qu'elle ne serait plus jamais posée; quand j'ai lu, à cette date du 12 juillet, 7 heures du soir, le télégramme qui prescrivait à notre ambassadeur, Benedetti, de faire connaître au Roi notre exigence nouvelle, alors, je n'ai pas compris.

Elle m'arrête, d'un ton sec :

— Qu'est-ce que vous n'avez pas compris?

— Je n'ai pas compris et je ne comprends pas que, lorsqu'on vient d'échapper à un effroyable péril, on s'y rejette, de son plein gré, comme on se jetterait dans un précipice!... D'ailleurs, je sais que je touche là un point d'histoire, où l'on prétend que le rôle personnel de Votre Majesté fut considérable et même décisif. J'écouterai donc avec reconnaissance tout ce qu'Elle voudra bien me dire; je ne me permets plus de La questionner.

Dardant sur moi la flamme subite de ses yeux, elle prononce, avec une courageuse hauteur :

— Oui, j'ai pleinement approuvé Gramont, je l'ai même appuyé de toutes mes forces, quand il est venu nous dire : « Notre différend avec la Prusse ne peut pas se terminer par un simple retrait de la candidature Hohenzollern. C'est une satisfaction dérisoire. L'opinion française ne s'en contenterait pas; elle nous reprocherait, avec raison, de nous être laissé jouer par Bismarck. Du reste, je viens d'apprendre que la droite du Corps législatif va nous interpeller sur les garanties que nous avons exigées du roi Guillaume pour que nous ne soyons plus exposés à voir un prince allemand régner à Madrid. Si nous ne

les obtenons pas, ces garanties indispensables, c'est la France abaissée, bafouée devant l'Europe; c'est, dans tous les cœurs francais, une explosion de colère contre l'Empereur; c'est la fin de l'Empire... » Cela se passait à Saint-Cloud, le 12 juillet, vers cinq heures du soir, dans un conseil tenu par l'Empereur, moi et Gramont. L'Empereur n'a fait aucune objection.

Quand elle prononce le mot de *conseil*, c'est le mot de *conciliabule* que je crois entendre. Et je songe avec stupeur qu'une affaire aussi grave, — puisqu'il n'y allait de rien moins que de l'avenir national, — fut délibérée subrepticement, comme une intrigue de cour, en présence d'un seul ministre, en cachette de tous les autres. Évidemment, la conversion de Napoléon III au parlementarisme laissait encore à désirer; il restait conspirateur jusqu'au fond de l'âme.

Ayant soufflé une minute, l'Impératrice reprend :

— J'étais convaincue depuis longtemps que nous étions engagés dans une voie funeste, que l'Empire libéral nous menait aux abîmes, à la révolution, à la pire des révolutions, celle qui emporta Louis-Philippe, la révolution du mépris.. Non, après Sadowa et le Mexique, nous ne pouvions plus soumettre la fierté nationale à une nouvelle épreuve. Il nous fallait une revanche. Vous m'objecterez peut-être, — car je connais l'objection, — que l'Empire seul était en cause et non la France; mais Dieu m'est témoin que, dans mon esprit, je ne séparais pas la France de l'Empire; je ne concevais pas la grandeur et la prospérité françaises en dehors du régime impérial. Et puisque la santé de mon mari devenait si inquiétante, je devais surtout me préoccuper de transmettre à notre fils une puissance intacte : c'est par lui que se ferait le rajeunissement des institutions napoléoniennes. Voilà pourquoi j'ai appuyé de toutes mes forces la proposition de Gramont.

Je me risque à demander :

— Au cours de cette discussion, a-t-on envisagé que la réouverture de notre polémique avec la Prusse entraînerait presque inévitablement la guerre?

— Non... Nous n'avons délibéré que sur la nécessité de mettre fin aux machinations offensantes de Bismarck. Nous ne souhaitions pas la guerre; nous n'en recherchions ni l'occasion ni le prétexte; mais nous ne la craignions pas non plus; car, je vous le répète, notre armée nous semblait invincible et

nous comptions sur de fortes alliances... Oh! trois jours plus tard, quand Bismarck nous a souffletés au visage avec la dépêche d'Ems; quand il a voulu faire croire à l'Europe que le roi Guillaume avait dédaigneusement éconduit notre ambassadeur, il ne pouvait plus être question de sauver la paix. Nous étions sous le coup d'une insulte directe, brutale, mortifiante. Nous devions relever le gant! Nous n'avions plus le choix qu'entre la guerre et le déshonneur!... Je pense que, sur ce point, vous ne me contredirez pas.

— Hélas! madame, cette fois encore, je ne peux souscrire à l'opinion de Votre Majesté.

Elle tressaille :

— Comment!... Vous estimez que, sous le coup d'un pareil outrage, nous n'étions pas dans l'obligation absolue d'appeler la France aux armes?

— Je crois que, même à cette date, la catastrophe aurait pu être conjurée, si la manœuvre diplomatique avait été conduite moins fébrilement... Que Bismarck, en publiant et falsifiant la dépêche d'Ems, nous ait lancé au visage une insulte grossière; qu'il ait voulu, par cette insulte, nous obliger à tirer l'épée, afin de pouvoir ensuite rejeter sur nous l'initiative et la responsabilité de la rupture, cela ne fait aucun doute. Mais pourquoi s'est-on prêté à son jeu?... Le piège était visible. Pourquoi s'y est-on précipité?... Pourquoi cette hâte à déclarer solennellement la guerre, devant les Chambres, le 15 juillet?

— Et que pouvait-on faire encore?

— Il fallait demander à notre ambassadeur si, réellement, le roi Guillaume lui avait fermé l'accès de sa porte. La réponse de Benedetti aurait aussitôt démontré l'imposture de Bismarck et les véritables desseins de la Prusse. Quel argument pour nous, devant les chancelleries européennes, devant le monde entier!... On aurait ainsi évité la guerre; on l'aurait ajournée, du moins, ce qui nous eût laissé le temps d'accroître nos forces militaires et de nous procurer des alliances.

Elle m'arrête, nerveusement :

— Non, non!... La guerre ne pouvait plus être évitée... Vous ne vous figurez pas l'élan de patriotisme qui soulevait alors toute la France. Paris même, jusque-là si hostile à l'Empire, se montrait admirable d'enthousiasme, de confiance

et de résolution : sur les boulevards, des foules délirantes ne se lassaient pas de crier : « A Berlin !... A Berlin !... » Non ! je vous l'assure : aucune force humaine ne pouvait plus empêcher la guerre.

Elle se tait un instant, absorbée dans une méditation obscure, les yeux mi clos. Puis, s'étant passé la main sur le front, d'un geste rapide, elle reprend :

— Il nous reste un dernier point à traiter. Vous m'avez dit, n'est-ce pas ? que l'Empereur n'aurait pas dû s'attribuer les fonctions de généralissime, parce que, moralement et physiquement, il était incapable de les remplir. Je vous sais gré d'avoir posé la question ; je vais pouvoir ainsi vous mettre en mesure de réfuter, le cas échéant, une des calomnies les plus injurieuses qu'on ait lancées contre moi...

« Donc, voici de quoi je suis incriminée. Le 2 juillet 1870, le professeur Germain Sée fut appelé en consultation à Saint-Cloud. Son rapport, dont moi seule j'aurais eu connaissance, m'aurait révélé que l'Empereur souffrait de la pierre, ce que tout le monde ignorait encore ; j'y aurais appris également que désormais il était incapable de monter à cheval et même de supporter la moindre fatigue physique. J'aurais aussitôt caché ce rapport, sans l'avoir montré à personne. Quelques jours plus tard, la guerre éclatait. Malgré le terrible secret dont j'étais seule dépositaire, j'aurais insisté opiniâtrément auprès de mon mari pour le déterminer à prendre le commandement supérieur des armées. Quel était mon but ?... Mon but, c'était d'abord de me faire nommer régente, dès l'ouverture des hostilités. Mais cela ne pouvait suffire à mon ambition. La régence immédiate n'était pour moi que le préambule d'un dessein plus vaste, un dessein machiavélique et sinistre. Je me serais dit : « L'Empereur ne résistera pas longtemps au surmenage qu'il va s'imposer. Avant peu, ses forces le trahiront. S'il est obligé d'avouer son impotence physique, c'est, d'une manière ou d'une autre, l'abdication. S'il se cramponne à son commandement, c'est la mort. Dans les deux cas, c'est mon règne à moi, jusqu'à la pleine majorité de mon fils. » Tel est le monstrueux dessein que j'aurais conçu, dans les bas-fonds de mon âme. Vraiment, Agrippine et Lady Macbeth n'auraient pas fait mieux !...

« Et maintenant, voici la vérité. Oui, je savais l'Empereur malade. Mais j'ignorais totalement la nature exacte de son

mal. Les médecins eux-mêmes ne la connaissaient pas ; ou, du moins, ils ne réussissaient pas à s'entendre sur le diagnostic. Quant à la consultation du professeur Germain Sée, il l'avait remise, dans une enveloppe cachetée, au premier médecin de l'Empereur, notre vieil ami, le docteur Conneau, qui n'a pas cru devoir me la montrer. A-t-il eu raison, a-t-il eu tort ? C'est une autre affaire. Toujours est-il que l'enveloppe n'a été ouverte qu'après la mort de mon mari, en 1873... Dans cette consultation, tous les symptômes, que je connaissais depuis longtemps, spasmes vésicaux, tenaillements des reins, hématuries fréquentes, etc., sont énumérés avec soin et leur origine est attribuée à un calcul de la vessie. Mais les autres médecins consultants, Nélaton, Ricord, Fauvel, Corvisart et Conneau, n'ont pas ratifié complètement cette opinion : ils ne se sont accordés que sur un point, c'est qu'il fallait s'abstenir de toute intervention locale. Conneau, qui adorait mon mari et qui m'était profondément dévoué, ne m'a parlé que de rhumatisme et de cystite. Bien plus, il ne m'a témoigné aucune inquiétude particulière, quand l'Empereur a pris les fonctions de généralissime.

« Néanmoins, comme j'étais désolée de le voir, par instants, souffrir aussi cruellement, j'avais eu soin de faire mettre dans ses bagages tous les remèdes, tous les calmants, tous les appareils, toutes les ressources, dont la médecine disposait, à cette époque, pour les affections vésicales. Il n'en eut malheureusement que trop besoin ; car, dès son arrivée à Metz, il fut pris de lancinations atroces, qui ne lui laissèrent plus de répit. Bientôt, les tortures morales s'y ajoutèrent. Son existence fut dès lors un martyre... Quelle pitié, mon Dieu !.. N'est-ce pas, vous me promettez qu'un jour, quand je ne serai plus, vous raconterez tout cela ?

Pendant que je réponds à cette douloureuse effusion par quelques phrases compatissantes, une anecdote que je tiens de la princesse Mathilde se rappelle à moi soudain. Quelques jours après la déclaration de guerre, donc vers le 20 juillet, la Princesse était allée voir l'Empereur à Saint-Cloud. Il la reçoit dans son cabinet de travail, la mine terreuse, les paupières boursouflées, le regard éteint, les jambes vacillantes, le buste affaissé. Avec la rude franchise dont elle ne se départait envers n'importe qui, elle lui demande : « Est-ce vrai que tu prends

le commandement de l'armée? — Oui. — Mais tu n'es pas en état de le prendre! Tu ne peux plus monter à cheval! Tu ne peux même pas supporter les trépidations d'une voiture! Comment feras-tu, un jour de bataille?... » Il lui répond d'une voix molle : « Tu exagères, ma chère amie... Tu exagères. — Mais non, je n'exagère pas... Regarde-toi dans une glace! — Oh! c'est vrai. Je ne suis pas beau, je ne suis pas fringant! » Et, comme elle insiste courageusement, il fait, de la main, un geste de fatalisme résigné.

Tandis que j'évoque en moi ce dialogue significatif, l'Impératrice s'absorbe de nouveau dans une méditation obscure. Penchée en avant, les coudes appuyés aux genoux, elle trace machinalement, avec le bout de son ombrelle, des lignes sur le sable. De temps à autre, elle hoche la tête. Me rappelant son âge et craignant que ce pénible entretien ne l'ait épuisée, je lui propose de rentrer à la maison. Elle n'accepte pas.

— Tenez, me dit-elle après un long mutisme et comme si elle poursuivait tout haut son discours intérieur... Tenez, voici encore un souvenir affreux qui me revient. C'est au sujet du Prince impérial. Dès que la guerre a éclaté, je l'ai envoyé se battre. Je vous jure que j'avais fait le sacrifice de sa vie ; je l'ai offerte en holocauste à Dieu, pendant la dernière messe que j'ai entendue à Saint-Cloud, avec mon mari et mon fils, le matin de leur départ pour le Quartier Général, et que notre grand aumônier, l'archevêque de Paris, Mgr Darboy, était venu célébrer... Je ne doutais pas qu'il ne fût brave, le cher petit! Mais enfin, il avait quatorze ans! Je pouvais craindre, je devais craindre qu'il ne s'émût un peu, la première fois qu'il entendrait siffler des balles. J'avais donc recommandé à ses deux officiers d'ordonnance de toujours se tenir près de lui... C'est à Sarrebrück, le 2 août, qu'il a reçu le baptême du feu. Dans la soirée, l'Empereur me télégraphie : *Je suis heureux de t'apprendre que Louis a été d'un sang-froid admirable. Il avait l'air de se promener au Bois de Boulogne. Une fois même, il a tranquillement ramassé une balle qui venait de tomber à ses pieds. Des soldats de la Garde ont pleuré, en le voyant si calme.* Je finissais à peine de lire cette dépêche, quand Émile Ollivier entre : « Il faut publier cela, s'écrie-t-il. L'effet sur l'opinion sera prodigieux !... » Hélas! L'opinion!... Un immense éclat de rire!.... Quelle indignité! Quelle vilenie! Que j'ai souffert

alors !... Et qu'il a souffert, lui aussi, le pauvre enfant, plus tard, quand il a su comme on s'était moqué de lui ! Jusqu'à son dernier jour, ces moqueries l'ont obsédé... En voulez-vous la preuve ? Parmi les papiers qu'on a trouvés dans son porte-feuille, sur sa poitrine, lorsqu'il est tombé là-bas, chez les Zoulous, il y avait un petit imprimé, roulé comme une cigarette. C'était l'article d'un journal parisien, qui le ridiculisait en rappelant « la balle de Sarrebrück » !

Depuis quelques minutes, sa voix tremble. Soudain, les larmes inondent ses yeux. Je lui prends la main, silencieusement.

Le soleil est déjà très bas sur l'horizon ; je n'ai aucun autre indice de l'heure. Devant nous, la côte escarpée se voile de pourpre et d'or ; la mer immobile est irisée comme une opale Dans ce noble décor, l'image de l'Impératrice octogénaire, courbée sous le poids de ses afflictions, m'apparaît d'une grandeur symbolique. Je songe aux princesses fatales de la tragédie grecque, les Hécube, les Atossa ; je me figure le chœur, dissimulé derrière notre hémicycle, sous les cyprès et les pins, déclamant quelque aphorisme eschylien, tel que celui-ci . « Toute faveur humaine provoque la jalousie et la vengeance des dieux. »

Quand elle a repris son calme, je lui propose, à nouveau, de regagner la maison, tout en m'excusant de violer ainsi les règles sacro-saintes de l'étiquette.

— Non, me dit-elle. Accordez-moi quelques minutes encore. Je ne veux pas qu'on me voie rentrer avec des yeux rouges.

Mais nous entendons un pas sur le gravier. Piétri s'approche respectueusement :

— L'Impératrice sait-elle que le thé est servi ?

— Comment, le thé est servi ? Mais quelle heure est-il donc ?

— Six heures moins le quart.

Ainsi notre conversation a duré quatre heures !

Pendant que Piétri s'éloigne, l'Impératrice, appuyée sur mon bras, me ramène avec lenteur vers la maison. Par instants, nous nous arrêtons pour admirer le paysage qui se décolore et s'évanouit mélancoliquement.

Au pied d'un talus, elle abandonne mon bras et se penche,

non sans peine, sur une bordure de myosotis. Ayant cueilli quelques brindilles, elle me les offre :

— Acceptez ces fleurs en souvenir de moi, en souvenir aussi du bien que vous m'avez fait et de tout ce que vous m'avez promis... Ne m'oubliez pas !

Quand je quitte le Cap Martin pour rentrer à Nice, la nuit est venue. Çà et là, des voiles de brume traînent sur la mer, comme de grandes écharpes dénouées. Lentement, l'une après l'autre, les constellations s'allument. Et, dans un ciel d'améthyste, la Voie lactée dessine ses méandres pâles.

Seul, en automobile, je réfléchis à la courageuse et navrante confession que je viens d'entendre. « Ce ne sera pas un plaidoyer, m'avait dit l'Impératrice au début de l'entretien; je n'essaierai pas de vous dissimuler nos erreurs et nos fautes, surtout les miennes; ce sera l'entière vérité, la vérité que j'attesterais devant Dieu... » Elle s'est tenu parole, avec une franchise intrépide, sans la moindre équivoque, sans le moindre subterfuge, sans récriminer contre personne. De tels aveux supposent, dans l'âme, une noblesse et une fierté peu communes. J'imagine que, même aux plus belles heures de l'Empire, même dans les cérémonies étincelantes où elle avait le diadème au front, l'Impératrice n'était pas si majestueuse.

MAURICE PALÉOLOGUE.

(*A suivre.*)

L'EXTENSION PROGRESSIVE DE PARIS

Paris souffre de pléthore. L'entassement de la population dans un espace restreint soulève des problèmes ardus; l'air et la lumière font défaut aux Parisiens, et la santé publique s'en ressent; la circulation est engorgée : c'est une gêne et un danger. Si l'on n'y prend garde, les mêmes maux atteindront la banlieue; en attendant qu'on étudie de plus près la question, il importe de secouer notre inertie, car l'imprévoyance ménagerait des surprises et des regrets impuissants.

Je me propose dans les pages qui vont suivre, après un rapide regard sur le Paris de Louis XIV, d'indiquer les transformations que la ville a subies depuis le Second Empire et de rechercher ce qu'il adviendra de l'agglomération parisienne dans quelques dizaines d'années.

VIEUX PARIS

A la fin de la Fronde, l'édilité était en souffrance depuis des siècles. Pour donner une idée de cette ville de 500 000 âmes, j'emprunte ces quelques traits à un vieil auteur. Le pittoresque y abonde.

« C'était un millier de rues ou ruelles aux noms baroques, sombres, étroites, qui serpentent entre des murs déjetés. C'est un écheveau embrouillé de culs-de-sac, de boyaux, de degrés en casse-cou. Posées de guingois, maintes bâtisses ventrues, coiffées de leurs pignons gothiques risquaient d'écraser de leur

poids les arcades surbaissées des boutiques. Les eaux de cuisine croupissaient avec les ordures dans le milieu de la chaussée. Pas de trottoirs. Il fallait se garer sous les portes cochères, derrière les bornes plantées çà et là. Les jours de pluie, l'égout des toits rejaillissait en cascade sur le dos des passants. Comme pavés, des blocs de grès, inégaux et glissants où rebondissaient lourdement les roues des carrosses; des bœufs affolés beuglant, poussés dans les tueries, répandaient leur sang et leurs entrailles dans la boue de la rue. » On comprend que Louis XIV ait préféré le séjour de Versailles.

Le centre de Paris, c'était le Pont-Neuf avec ses bateleurs, ses chanteurs, ses singes savants. A cheval sur le petit bras de la Seine, en face de Notre-Dame se dressait le hideux Hôtel-Dieu dont j'ai vu encore, il y a soixante-dix ans, les ruines lépreuses.

L'Université, avec sa population turbulente, les abbayes du Temple, de Saint-Martin et de Saint-Germain et leurs vastes territoires, étaient des lieux d'asile pour les malandrins qui s'y donnaient rendez-vous : car elles étaient placées sous la juridiction jalouse du recteur ou de l'abbé. Enfin le pourtour de la fontaine des Saints Innocents, n'était rien d'autre qu'un charnier à ciel ouvert. On dit pourtant qu'en dépit de la pestilence, c'était là que modistes et écrivains publics rédigeaient les billets galants.

Il fallait un Hercule pour nettoyer ces étables. Louis XIV eut la main heureuse. Il prit parmi ses maîtres de requêtes un homme de talent, La Reynie, qui se mit courageusement à la tâche et s'attaqua tout d'abord au repaire de la Truanderie, le pays de Bohème où jamais chevalier du guet ne s'était aventuré

La Cour des Miracles, ainsi nommée parce que les aveugles y recouvraient la vue, les boiteux y retrouvaient leurs jambes et les infirmes y déposaient le soir leurs pustules postiches et leurs emplâtres, était un vaste enclos au cœur de Paris, où, à l'abri de solides murailles, mendiants, escarpes et autres gueux, aussi fiers de leurs haillons que de leurs privilèges, bravaient les lois et les rois.

Après trois assauts infructueux, La Reynie fit ouvrir la brèche; puis un hérault signifia aux rebelles qu'ils avaient deux heures pour vider les lieux, passé quoi, les douze derniers seraient infailliblement pendus. L'avis était clair et sans

réplique. L'armée loqueteuse plia bagage et comme les petits de l'alouette,

> Voletant, se culebutant,
> Délogèrent tous sans trompette.

Derrière eux, vinrent les démolisseurs qui aplanirent le sol et assainirent le cloaque. C'est là que passent aujourd'hui la rue du Caire et la rue du Nil.

Longtemps après La Reynie, Lenoir fit comme lui de bonne besogne. Il assainit les hôpitaux, les prisons et les geôles dont l'air était empoisonné. Il créa le Mont de Piété et la Halle aux Blés. Par ses soins, l'éclairage fut moins parcimonieusement mesuré. Jusque-là, les jours de lune, sur la foi du calendrier, on n'allumait pas les lanternes. Ce qui faisait dire que les lanternes comptaient sur la lune, la lune sur les lanternes et que le plus clair, c'est qu'on n'y voyait rien. Lenoir survit encore dans la mémoire du peuple.

Enfin de Crosnes combla le Charnier des Innocents. C'était le quinzième lieutenant de police depuis La Reynie; il en clôt la liste. Il monta sur l'échafaud au bras de son ami d'Estaing, notre glorieux chef d'escadre, et comme celui-ci le précédait sous la lunette : « Nous allons nous retrouver bientôt », dit-il simplement.

LE PARIS DE M. HAUSSMANN

Arrivons au Second Empire.

Je n'ai pas à décrire ici, je l'ai fait ailleurs, cette brillante société, enrichie par les traités de commerce, ces gros bourgeois, fiers de leurs équipages comme leurs femmes l'étaient de leurs toilettes. A une société nouvelle, il fallait un cadre nouveau. La baguette d'un magicien allait faire, « d'une ville de briques, une cité de marbre ». Haussmann donna l'impression qu'il préparait l'hégémonie de Paris pour des siècles.

Ce n'est pas que, sous le premier Empire et sous Louis-Philippe, on n'ait amorcé quelques grandes voies, comblé quelques cloaques, rasé des masures par centaines et commencé la toilette de la grande ville. Mais le démolisseur était resté la pioche en l'air, l'argent et l'esprit de suite avaient fait défaut.

C'est Haussmann qui eut le mérite de « transfigurer Paris ».

Le mot est de lui, comme la chose. Je crois le voir, penché sur un plan de la Ville, une règle à la main, et, au gré de son inspiration, tirant des lignes droites en tous sens, le tracé des voies qu'il voulait ouvrir. Eugène Pelletan prétendait que Napoléon III avait peur des émeutes et qu'il avait demandé à son préfet de donner du champ au tir du canon.

J'en aperçois d'autres raisons.

Paris, qui s'est bâti au jour le jour sans plan ni méthode, a été de tout temps une ville mal percée. Elle l'est encore. Pour aller de l'Arsenal aux Enfants-Rouges, il faut faire deux fois le chemin qu'on ferait en ligne droite. Eh bien! il fallait raccourcir la route d'un point à un autre. Il fallait balayer des taudis, éventrer des quartiers malsains, donner du jour et de l'air.

Il fallait aussi de belles bâtisses pour les bourgeois opulents, et sur ce sol, piétiné par les générations, empoisonné par les immondices que les siècles ont accumulées, faire surgir des quartiers salubres, ménager d'élégants îlots, planter des parcs et des promenades, pour le plaisir des yeux et le libre jeu des poumons.

C'était, il est vrai, condamner à disparaître bien des trésors d'architecture et d'art, sacrifier bien des témoins du passé : à chaque pas qu'on fait sur ce sol, on en trouve. Il fallait amputer d'antiques demeures, bouleverser l'histoire écrite dans le granit, de vieilles pierres imprégnées de pieux souvenirs. Il en est beaucoup qu'on regrette. Mais, hélas! à moins de transplanter une ville en pleins champs, on n'en fonde une nouvelle que sur les ruines de l'ancienne.

Les maçons étaient à pied d'œuvre : voici ce qu'ils ont fait en quinze ans.

On ne doit à Haussmann ni Notre-Dame, qu'il a pourtant restaurée, ni l'Arc de l'Étoile, ni la place de la Concorde, ni les Invalides, ce joyau, la plus belle coupole qui existe en France, qui, par l'harmonie des proportions et la pureté de la ligne, égale, s'il ne surpasse tous les monuments similaires de l'étranger, Saint-Paul de Londres, Sainte-Sophie, le dôme de Milan, Saint-Pierre de Rome.

Mais l'œuvre du grand préfet était faite de main d'ouvrier et elle reste assez belle.

17 boulevards ou avenues ; 6 grandes voies.

Des quartiers sortis de terre tels que la plaine Monceau, les Bassins et Marbeuf.

Les bois de Boulogne et de Vincennes; les parcs des Buttes Chaumont, Montsouris, Monceau, des squares et des promenades, des jardins, des plantations; 18 monuments tels que l'Opéra, l'Hôtel-Dieu, les grandes gares; 4 théâtres; 2 casernes; 5 ponts; 4 églises; des écoles, des lycées, enfin le Paris qu'on ne voit pas, les égouts, les canalisations d'eau, de gaz, et leurs multiples ramifications, tout un réseau souterrain et le raccordement du vieux Paris avec le Paris nouveau (1).

Voilà ce qui émergeait du sol, mais la réfection du Paris souterrain marchait de pair avec celle de la surface. Les eaux de la Vanne et de la Dhuys étaient amenées à Paris et le canal Saint-Martin était couvert.

Et maintenant une question.

Qu'est-ce que cela a coûté?

Cinq milliards et quelques centaines de millions. C'est un chiffre pour un temps où on ne jonglait pas avec les billets de banque. Et où Haussmann les a-t-il trouvés? Si on voulait le rechercher dans le virulent pamphlet qui a fait la fortune politique de J. Ferry, son auteur, on ne verrait que gabegie dans ces « Comptes fantastiques » d'Haussmann. Si l'on interroge le préfet, il répond que l'État en a pris sa part (toutes les rues de Paris sont classées routes nationales), que la Ville a fait beaucoup, que les compagnies de chemins de fer ne sont pas restées en arrière, enfin, que la liste civile a pris à sa charge l'achèvement du Louvre et de l'Élysée. Et le reste? Haussmann, aiguillonné par la nécessité, eut l'esprit fertile en combinaisons finan-

(1) Voici, pour ceux que cela peut intéresser, un résumé sommaire de ce travail gigantesque. Je renvoie pour le détail au plan historique de 1870 déposé à la Bibliothèque de la Ville.

Voies publiques : le boulevard Hausmann jusqu'à la rue Taitbout, la rue Lafayette jusqu'au square Montholon, le boulevard Saint-Germain du boulevard Saint-Michel au pont Sully, le boulevard Saint-Michel à partir de l'Observatoire, le boulevard de Sébastopol, les boulevards Arago et Saint-Marcel, les boulevards Pereire, cardinal Fesch (rue de Châteaudun), Malesherbes, Richard-Lenoir, Prince Eugène, Voltaire, de Magenta, du Palais, avenue du l'Empereur (Henri-Martin), de l'Impératrice (avenue du Bois-de-Boulogne), avenue Bosquet, avenue des Gobelins; les rues des Écoles, Monge, Saint-Antoine, de Rennes, Michel-Bizot, de Puebla (des Pyrénées), amorce de la rue Soufflot et sur quelques points, le boulevard des Maréchaux, le quartier Marbœuf, les abords du Trocadéro, le quartier des Bassins (anciens Chaillot); le bois de Boulogne après l'annexion de la plaine de Longchamp (ancienne forêt de Rouvray), le bois de

cières. Des banques ont avancé de l'argent liquide. Des compagnies concessionnaires se sont chargées de grandes opérations de voirie, des emprunts ont été contractés dont nous payons encore les arrérages. Est-ce tout? Oui, tout ce que l'on connaît et dont la trace n'a pas disparu avec les cendres de l'Hôtel de ville.

Ce qu'il importe de savoir, c'est qu'on n'a pas constaté de dilapidations, de gaspillage. Le grand préfet a été soupçonné, dénoncé, calomnié comme tant d'autres hommes publics, mais il ne s'était pas enrichi à l'Hôtel de ville. Il en est sorti les mains vides. Et quand, à l'avènement de l'Empire libéral, il crut devoir se retirer, il refusa présents impériaux, dotations municipales, toutes les compensations et rentra modestement chez lui, peut-être aigri, mais avec la satisfaction de n'avoir pas perdu ces quinze années de sa vie.

Il y a des ombres à tous les tableaux. Cette œuvre grandiose n'est pas à l'abri des critiques. Il est pénible d'avouer, quand il s'agit de Paris, que ces monuments, ces édifices publics ou privés, pour la plupart, pèchent contre le goût. Le style Napoléon III fait triste figure comparé à celui de Louis XIV et de ses successeurs. Il faut constater pourtant que le nôtre n'est pas plus esthétique.

Haussmann, qui se qualifiait artiste démolisseur, était plus démolisseur qu'artiste. Pourtant, c'était moins sa faute que celle de son temps. Ces grands bourgeois, ces nouveaux riches, appréciaient le solide. En fait d'architecture et d'art, ils donnaient leurs suffrages à ce qui frappait l'œil, plus qu'à ce qui peut le satisfaire.

Vincennes, les Buttes Chaumont, Montsouris, le parc Monceau, le Marché aux fleurs, les jardins des Champs-Élysées.

Comme monuments, l'Opéra, l'Hôtel Dieu, le Tribunal de commerce, les Halles centrales, les casernes du Château d'Eau et de la Cité, les deux théâtres du Châtelet, le Vaudeville, le Palais de l'Industrie aujourd'hui disparu, les ponts des Invalides, de l'Alma, d'Austerlitz, le pont Napoléon (national), le pont de Solférino, l'agrandissement de la Banque et de la Bibliothèque nationale, l'achèvement du Louvre et de l'Élysée, du Palais de Justice (sans les bâtiments récents de la police correctionnelle), la reconstitution des grandes gares. Je ne parle pas des statues. On en a érigé beaucoup et malheureusement cela continue.

Des lycées tels qu'Henri IV, des prisons telles que la Santé, les églises de la Trinité, Saint-Augustin, Saint-François Xavier, Notre-Dame des Champs, des écoles; et ce qu'il est bon de noter, c'est qu'à côté de l'école laïque, on bâtissait une école congréganiste.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Ce que je reproche à Haussmann, c'est de n'avoir pas assez pensé à ce qui adviendrait après lui. Il n'avait pas pris garde que la population avait doublé dans les quarante dernières années, et qu'un jour prochain elle étoufferait dans les fortifications. Avertis comme nous le sommes, allons-nous commettre la même faute? Qu'avons-nous fait pour préparer les destinées de Paris? Réfléchissons.

La ville de Paris comptait : 120 000 habitants sous Philippe-Auguste; 500 000 sous Louis XIV; 600 000 sous le premier Empire; 790 000 sous Louis- Philippe; 1 053 000 au début du second Empire; 1 696 000 après l'annexion de 1860.

Et au recensement de 1926 : 2 871 000 habitants. A cette date, la banlieue passait de 257 520 (en 1861) à 1 757 637. Vous voyez comme la cadence s'accélère. On pourrait presque parler de progression géométrique. Le département, qui comptait 1 953 000 en 1861, passe en 1926 à 4 628 000, soit 2 675 000 d'augmentation en soixante-cinq ans. Or, la population de la Seine n'est pas la quatre-vingt-neuvième partie de celle de la France, mais la huitième. Où allons-nous? La statistique nous promet 8 millions d'habitants dans quarante ans. Je ne garantis pas la rigueur de ses calculs et les bases nous manquent pour pousser les nôtres aussi loin.

Mais cette croissance prodigieuse d'une ville, comment l'expliquer? Ce n'est pas un fait isolé, puisque, en France, la population urbaine compte pour 70 pour 100 dans le total. C'est une loi qui se vérifie partout, mais à Paris pour des raisons qui lui sont propres. Le premier de nos ancêtres, qui, sortant de ses marécages, s'est avisé de bâtir sa hutte dans l'île qu'on appelle aujourd'hui la Cité, celui-là, sans s'en douter, a marqué du pied l'intersection de quatre régions distinctes qui affleurent à l'enceinte de Paris, mais s'étendent et se prolongent au loin en gardant leur aspect propre.

Sortez par la porte de la Chapelle, c'est l'Ile de France : plaines ondulées, dépressions sinueuses, sous un ciel bas voilé par la brume.

Poissy est une porte ouverte sur la Normandie : le paysage est riant, on croit y respirer les effluves de la Manche.

Dès la barrière de Fontainebleau, c'est la Brie et la Beauce. La terre plus profonde est plus chaude de ton. C'est là que Rosa Bonheur a dû prendre ses bœufs au labour.

Quant à l'Est, il commence à Vincennes et pareil à lui-même s'étend jusqu'à Châlons, mélancolique et verdoyant.

Que d'une circonférence d'abord restreinte, les populations voisines aient gagné le centre, cela s'explique ; que ce noyau en grossissant ait étendu toujours plus loin son pouvoir d'attraction, c'est la loi physique. Le confluent de deux rivières, un climat tempéré, le rôle de capitale échu à Paris, son prestige ont fait le reste. C'est ainsi que, de jour en jour, depuis la Gaule jusqu'à nous, Paris a pompé la sève des régions voisines et a fait un amalgame homogène de ces sucs différents. C'est la genèse de Paris.

Oui, mais ne perdons pas de vue la question de tout à l'heure : depuis soixante ans que l'œuvre d'Haussmann est terminée ou suspendue, qu'avons-nous fait pour la poursuivre et pour préparer l'avenir?

De 1871 à ce jour, la Ville a consacré à des opérations de voirie des sommes considérables; le pavage, l'éclairage, les canalisations, sans parler des dettes à éteindre, ont absorbé la plus grande partie de ces ressources. Le reste a servi à percer de grandes voies, la rue Réaumur, la rue Beaubourg et le boulevard Raspail, l'avenue de l'Opéra, la rue Étienne-Marcel, la rue des Archives, le boulevard Henri IV, l'avenue Parmentier, les avenues de la République et Ledru-Rollin, la rue Bobillot, la rue Nationale, les rues d'Alésia et de Tolbiac, les avenues Émile-Zola et Félix-Faure, la rue Mozart, les rues Caulaincourt, Championnet et Ordener, la rue Damrémont, l'avenue Gambetta.

Comme monuments, l'Hôtel des postes et la Bourse du commerce, la Cour des comptes, la Sorbonne et l'École de droit, le ministère de la Guerre, le Grand et le Petit Palais, la Bourse du Travail, le Conservatoire, l'École des Arts et Métiers, quelques lycées et collèges, des mairies, des casernes et j'ajoute, car ce pourrait être intéressant, beaucoup de squares. Malheureusement, ils ne donnent pas beaucoup d'air, car ils sont étriqués.

Mais, pour décongestionner le centre de Paris, pour dégager la circulation, pour donner de l'air et de la lumière aux quartiers surpeuplés, aux îlots malsains, peu de chose relativement a été réalisé. Aussi, je serais tenté de dire que la situation a

plutôt empiré. J'ai connu le temps où, dans tout l'espace compris d'une rue à l'autre, s'étendaient des enclos ensoleillés, des jardins verdoyants. Je me rappelle des terrains vagues, dans le XIXe, dans le XXe; des cultures maraîchères dans le XIIIe; j'ai vu dans le XVe, des horizons de cloches à melons. Mais, à mesure que la population affluait, que le terrain prenait de la valeur, que les parcs étaient frappés de lourdes impositions, les espaces libres, les jardins faisaient place à des immeubles de cinq étages, aux dépens de la santé des habitants.

Est-ce maintenant que l'on va entreprendre les travaux nécessaires? J'ai peur qu'on en ait laissé passer le moment. Le prix actuel du terrain rendrait l'opération ruineuse. L'achèvement du boulevard Haussmann était prévu il y a soixante ans pour une dépense de 6 millions : il en a coûté 100 hier. La chaussée est revenue à la Ville à 6000 francs le mètre; le terrain contigu a été payé par la société concessionnaire 8 000 francs; elle a trouvé à le revendre 13 à 14 000 francs. Dans le XIXe, on vend 2 500 francs le mètre ce qui coûtait naguère 70 francs.

De quoi est-il question aujourd'hui? On parle de rectifier un grand nombre d'alignements: 9 375 immeubles seraient rescindés, dont 4 600 sont passibles de la servitude de reculement. Mais la surface des terrains récupérés et réunis à la voie publique ne représentera que 29 hectares seulement sur les 8 000 de Paris, parce qu'ils sont placés dans le centre où le terrain est le plus cher. On évalue la dépense à 15 millions par an, pendant cinquante ans. Tout cela ne donnera pas du jour et de l'air en quantité suffisante.

Quant à la circulation, dans le quadrilatère Châtelet, Concorde, Saint-Augustin, square Montholon, elle est devenue un problème. C'est une grande gêne pour les affaires, un danger permanent pour les piétons. Qu'y faire? Peut-on élargir les rues, qui n'ont pas été faites pour 3 millions de passants?

On parle de nouvelles ramifications du métropolitain et du Nord-Sud, de la création de nouvelles lignes d'autobus. Palliatifs insuffisants! Notre malheur, c'est que Paris s'est bâti autour d'un noyau central vers lequel tout converge, et qu'on n'a rien fait pour dégager le centre.

Je sais bien que Paris n'augmente plus. On pourrait même dire qu'il se dépeuple, dans le centre du moins, parce que les gens qui y travaillent le jour, vont le soir coucher en ban-

lieue. (De même on sait que la cité de Londres, sur un million d'employés, n'en retient que 10 000 la nuit.) Mais si la population résidant à Paris reste stationnaire ou décroît, c'est fiévreusement que la banlieue augmente. Elle compte 1 700 000 habitants. C'est elle qui absorbera les 3 millions de plus que l'on nous promet, d'ici quarante ans.

On ne saurait trop à ce sujet déplorer notre imprévoyance. On a laissé grandir des satellites dont quelques-uns ont des quartiers aussi denses, aussi surpeuplés que Paris, par exemple Clichy (50 000 habitants), Saint Ouen (52 000), Montreuil-sous-Bois (60 000), Levallois (75 000), Saint-Denis (80 000), et l'on n'a pas pris les précautions nécessaires contre l'insalubrité de l'air et de l'eau et la nocivité des usines; on ne leur a pas imposé des squares, des jardins et de larges voies. Pourquoi ne l'a-t-on pas fait? C'est tout simplement parce que, jusqu'ici, l'administration était désarmée. On n'avait pas songé à lui donner un droit d'intervention, elle ne l'a trouvé que dans une loi qui date d'hier, celle du 19 juillet 1924. Que dit cette loi? « Les communes de la Seine sont tenues de dresser un projet d'aménagement et d'extension, comprenant un plan de la direction et de la largeur des voies à créer ou à modifier, déterminant l'étendue et la disposition des squares, jardins publics, terrains de jeux, etc., et un programme des servitudes hygiéniques et esthétiques. » C'est parfait, mais la précaution est tardive; j'espère qu'elle ne sera pas pour cela inutile, quoiqu'elle arrive à un moment critique où les facultés financières du département et des communes sont bien affaiblies. Le département est imposé de 368 centimes additionnels au principal des contributions directes. Il y a des communes qui sont grevées de centaines de centimes. Villejuif, 1 036 centimes; Drancy, 1 060; Bobigny 906; les autres de 300 à 700 centimes. En tout cas, les plans dont je viens de parler sont déjà dressés pour les 79 communes: c'est le très distingué directeur de l'Extension, à la préfecture de la Seine, qui le dit.

Quand seront-ils exécutés? Pour se faire une opinion à ce sujet, il faut calculer ce que coûtera leur réalisation. Je ne peux donner que des exemples. Rien que les égouts coûteront 2 milliards 500 millions. Mais, en plus, il y a les canalisations d'eau potable, d'électricité, de gaz. On parle au jugé de 10 milliards. Il faut prévoir en plus l'exécution du plan d'ex-

tension, la viabilité et les moyens de communication. Il faut un métro et un Nord-Sud raccordés au système parisien, ramifiés dans toutes les directions, en correspondance avec des tramways et des autobus, électrifiés à 4 voies pour en réserver 2 aux express. Vous apercevez la dépense.

Que la banlieue ne compte pas sur l'eau de Paris pour s'alimenter. Après la Dhuys, la Vanne, le Loing et le Lunain, nous faisons venir la Voulzie. Il faudra d'autres sources et d'autres rivières pour nos seuls besoins. Le département ira chercher son eau au Val de Loire, peut-être au lac de Genève; il pourra aussi utiliser l'eau de Seine avec les usines élévatoires d'Ivry et Saint-Maur; peut-être recourra-t-il à la seconde couche du sous-sol, parce que la première n'est pas potable. Reste la question des usines de Paris : je n'autorisais déjà plus d'établissement de première classe. En banlieue, il faudra parquer les usines dans des îlots isolés et protéger les habitations par des servitudes.

Ce serait le cas de parler ici de l'organisation administrative dans laquelle est appelée à s'encadrer cette énorme population. Mais ce serait prématuré. Plusieurs systèmes sont envisagés, et on ne peut prévoir encore celui qui prévaudra.

Le plus simple, celui auquel on a songé tout d'abord, est celui des annexions progressives à l'exemple de celle de 1861. Mais, pour des raisons techniques qui frappent les yeux, l'organisation municipale de Paris ne se prêterait pas en ce moment à une extension indéfinie. Le plan se heurterait, d'ailleurs, à l'opposition des communes jalouses de leur autonomie municipale.

Peut-on songer à couper en deux l'agglomération parisienne, avec deux préfets, l'un pour Paris, l'autre pour le département? Mais la banlieue dépend financièrement de Paris, qui acquitte 85 pour 100 des contributions du département. Elle en dépend économiquement, puisqu'il y a entre eux échange perpétuel de capital et de main d'œuvre ; techniquement, puisque, pour plusieurs services généraux, c'est à Paris qu'est la commande. Peut-on rompre brutalement ces liens? J'ajoute qu'au point de vue politique les 80 conseillers municipaux de Paris sont conseillers généraux et c'est à cette circonstance que nous devons une tranquillité relative. Ce serait la lutte ouverte, si le département recouvrait sa pleine indépendance, l'hostilité déclarée au nom des intérêts opposés.

Cependant l'on peut concevoir un régime transitoire qui, en laissant subsister les administrations locales, les déchargerait de la mission d'assurer les grands services dont la gestion dépasse leurs moyens et en fait échappe de plus en plus à leur action. Dès à présent, la « départementalisation » de ces services est en voie de réalisation.

L'unification des transports est chose faite. La Société des Transports en commun a été substituée à la Compagnie des Omnibus et aux nombreuses Compagnies de Tramways qui existaient avant la guerre. Elle étend ses lignes sur la totalité du territoire de la Seine. En ce qui concerne la distribution de l'eau, du gaz et de l'électricité, la « départementalisation » est moins avancée; cependant, au cours de ces dernières années, de rapides progrès ont été faits dans ce sens, grâce à la constitution de syndicats internationaux. Chacun de ces services se trouve maintenant assuré par un concessionnaire unique. C'est ainsi que la Compagnie générale des Eaux dessert dans la Seine 64 communes sur 79; la Société Éclairage, Chauffage, Force motrice fournit, dans les mêmes conditions, le gaz aux habitants de 75 communes; le Groupement des Secteurs électriques distribue le courant dans toute la banlieue, une dizaine de communes exceptées. Ces mêmes services sont assurés à Paris, soit directement par l'Administration municipale (eaux), soit par des régisseurs (gaz et électricité).

Pour les eaux, pour le gaz, pour l'électricité, il n'y a donc plus pratiquement que deux régimes : celui de Paris, celui de la banlieue. Leur unification paraît pouvoir être envisagée dans un avenir plus ou moins rapproché.

Dès aujourd'hui, on peut donc entrevoir une refonte de l'organisation administrative de la Ville de Paris et du département qui serait la consécration ou le perfectionnement de méthodes déjà acquises, la reconnaissance légale d'une évolution dont le terme paraît devoir être la réunion complète, dans le cadre du département, sous l'autorité du préfet de la Seine et sous le contrôle du Conseil général, de tous les grands services publics, auxquels pourraient être ajoutés les services de voirie préalablement fusionnés. Le rôle des municipalités élues serait restreint aux affaires d'intérêt purement local, telles que le fonctionnement de l'État civil, des Services scolaires, des Services d'assistance, la construction et l'entretien des immeu-

bles communaux, — la police étant par ailleurs exercée par le Préfet de police, sans grands changements, car les cadres existent et fonctionnent bien. Il n'y aura à prévoir qu'un renforcement des effectifs, au fur et à mesure des besoins nouveaux.

Cela paraît simple et cela ne l'est pas, pour une raison qui frappera tous ceux qui ont participé au maniement des affaires.

Pourquoi demande-t-on à grands cris une réforme de l'administration? Comment un mal déjà ancien a-t-il pris de nos jours une acuité intolérable? Il y en a bien des raisons : le déplacement de l'autorité, dont l'axe a passé du pouvoir exécutif au pouvoir électif; l'ingérence parlementaire qui en a été la suite naturelle, la crainte des responsabilités qui a engendré le relâchement de la discipline, le favoritisme qui a justifié les revendications des fonctionnaires, et bien d'autres qu'il n'y a pas lieu de détailler ici; mais il y en a une qui est nouvelle, puisqu'elle ne date que de la guerre et de l'après-guerre, l'Étatisme, qui a servi de prétexte au foisonnement des affaires, à la multiplication des services, des directions, des divisions, etc., et à la végétation parasite de tous ces comites officiels, de tous ces offices nationaux qui gravitent autour des ministères, s'attachent à eux et compliquent tout. Je mets en fait qu'un administrateur, si actif et bien intentionné qu'on le suppose, ne peut plus embrasser de l'œil l'ensemble de ses services, encore moins les diriger efficacement, entrer dans les détails, tarir la source des dépenses improductives. L'autorité lui échappe, parce qu'il ne peut l'exercer du haut en bas de l'échelle administrative. Ce n'est pas tant la compétence qui lui fait défaut, c'est le temps. Aussi administre qui veut, qui peut!

Voilà mon objection. Un seul homme pourra-t-il effectivement gérer les intérêts de huit millions d'hommes, plus du cinquième de la population de la France?

Je ne me suis occupé jusqu'ici que des conditions matérielles auxquelles est subordonnée la vie végétative de l'agglomération parisienne. Mais Paris n'est pas une ville comme les autres. On n'y vit pas seulement de pain. Son attrait réside dans ces impondérables dont son atmosphère est imprégnée. Cité de l'art, arbitre du goût, foyer des lettres et des sciences, il offre aux étrangers, à côté des plaisirs faciles, les jouissances de l'esprit. Ils y affluent et ne le quittent qu'avec l'esprit de

retour. C'est un privilège enviable dont Paris jouit depuis des siècles.

Métropole intellectuelle, qu'a-t-il à gagner ou à perdre, à grossir et à s'étendre ? Tant que la France gardera son rang de grande puissance, je n'aperçois pas de raisons pour que Paris perde le sien. On peut même attendre d'un accroissement de population un renforcement de l'élite.

L'un et l'autre doivent marcher de pair comme fonction l'un de l'autre. Plus la base est large, plus haut la pyramide s'élève. Mais Paris, c'est la France. Que serait l'un sans l'autre ? C'est dans la sève du pays qu'il puise la sienne. Ne faisons donc pas de pronostics sur ce que sera Paris dans l'avenir, avant de savoir ce qu'il adviendra de la France.

Au cas où notre prestige à l'étranger subirait en ce moment une éclipse, il n'y aurait pas lieu de s'en alarmer parce que nous en connaissons la cause et qu'elle n'est pas sans remède. La cause, c'est la guerre, c'est nos quinze cent mille morts. C'est l'appauvrissement qui s'en est suivi, c'est l'ébranlement de nos finances dont notre armée, notre marine et notre outillage économique subissent le contre-coup. Mais notre relèvement ne sera qu'une affaire de temps, à la condition pourtant, condition essentielle, que notre natalité remonte la pente où elle a glissé. Voilà le vrai danger, lui seul est angoissant.

Cette esquisse que je viens de tracer de ce que sera peut-être dans quarante ou cinquante ans l'agglomération parisienne, a-t-elle chance de prendre forme ? L'avenir seul le dira.

Si je me suis haussé à ce rôle de prophète pour lequel je ne me sens pas qualifié, j'ai pourtant une excuse. J'ai donné à Paris vingt-cinq années de ma vie. Je puis dire sans emphase qu'en un quart de siècle je n'ai guère eu de préoccupations qui n'eussent ses intérêts pour objet. J'ai subi son charme prenant, la séduction de son génie ; comprendrait-on que du jour où cette communauté de vie a cessé, je puisse me désintéresser du sort qui lui est réservé ?

LOUIS LÉPINE.

LA NOUVELLE ÉDUCATION SENTIMENTALE

DERNIÈRE PARTIE (1)

L'ANNÉE DE PHILOSOPHIE

DANS LES MORNES PLAINES DU KANTISME

Dans toute ma vie d'écolier, je n'ai jamais eu de rentrée plus joyeuse que celle de l'année 83 : j'entrais en philosophie.

Cette année d'études si austères, je l'abordai avec une allégresse, qui, à distance, peut me paraître surprenante, mais dont il m'est facile de retrouver les raisons. J'étais alors dans des dispositions optimistes tout à fait contraires à mon état habituel. L'inquiétude, la propension à voir tout en noir, à juger les choses et les êtres, y compris moi-même, comme désespérément inférieurs à mon rêve ou à mon attente, telle est ma pente instinctive, mon premier mouvement que je n'arrive guère à redresser qu'à force de réflexion et de volonté. En ce sordide automne de Lorraine, cette année-là, il fallait que mon soleil intérieur fût bien chaud et bien éclatant pour me faire oublier les tristesses coutumières de l'internat, résister aux influences déprimantes du milieu, du ciel et de la saison.

Comme toujours, il pleuvait. La cour des grands se transformait en un lac de boue. Nous devions nous réfugier sous les arcades du préau, dont le pavé de briques, sali par la crotte de

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1927, 1er et 15 janvier, 1er février et 1er mars 1928.

nos souliers, était presque aussi fangeux et humide que la cour elle-même. Pour comble de disgrâce, je fus obligé de me rapatrier encore une fois avec Legay, mes camarades de l'année précédente ayant quitté le lycée. Lui-même venait de perdre son ami Baudot ; ce pochard en herbe avait fini par décrocher son baccalauréat. Une fatalité nous ramenait périodiquement l'un vers l'autre. Je m'y résignai assez facilement, parce qu'en somme Legay se rapprochait de moi par certaines affinités d'esprit et de caractère, que j'ai dites ailleurs. Néanmoins, je ne pouvais m'empêcher de constater ma perpétuelle solitude d'âme, et, cette fois encore, je la constatai, non sans une petite pointe d'amertume.

Et pourtant, malgré cela, malgré la boue et la pluie, la désolation et la saleté qui m'environnaient, j'étais joyeux. Et d'abord tout ravi d'éblouir Legay par le récit de mon beau voyage « aux bords du Rhin ». J'avais bien vite enseveli au fond de ma mémoire les impressions pénibles que j'ai rapportées. Je ne voyais plus que les splendeurs de Strasbourg, l'activité, la vie intense des villes rhénanes, enfin tout ce qui me paraissait contraster si fort avec la médiocrité et la stagnation françaises.

Tout ce lyrisme échauffé laissait Legay fort sceptique. Il fallait être bien malin pour lui jeter de la poudre aux yeux. D'un mot gouailleur, il dégonflait mes enthousiasmes rétrospectifs. Toutefois, il y avait, dans son ton, dans toutes ses relations avec moi, une nuance de considération, pour ne pas dire de déférence, qui était une chose bien nouvelle et que je remarquai tout de suite avec une certaine satisfaction vaniteuse : mes succès scolaires de l'année précédente, la place que j'avais conquise dans la classe, cela lui imposait réellement, bridait même ses coups de langue. Cela, c'était quelque chose de sérieux, de positif, qui s'évaluait par les résultats. Tout ce que je pouvais raconter sur mon voyage aux bords du Rhin n'était que de la littérature : Legay s'en gaussait. Mais on ne se moque pas d'un parchemin délivré par l'État. Or, j'étais bachelier, ou plus exactement demi-bachelier, tandis que Legay avait été, comme nous disions en notre argot, « séché » à son examen. De là, sa considération pour moi, une considération chagrine et en quelque sorte forcée, mais d'autant plus flatteuse à mes yeux. La conscience de cet heureux changement, de cette supériorité subie avec douleur par certains de mes camarades, mais incon-

testée, me donnait une assurance inaccoutumée. Je ne désespérais plus de l'avenir. Pour une fois, j'avais confiance. Un peu de la certitude immanente qui ne m'a jamais abandonné, mais qui ne se révèle à moi que dans les moments de crise, remontait à la surface. Il est vrai que, comme toujours, ce contentement et cette euphorie ne devaient pas être de longue durée.

Et puis surtout j'entrais en philosophie avec un grand frémissement d'attente, une curiosité et une avidité extrêmes de choses inconnues et merveilleuses. Pour en avoir abusé, j'étais las de la littérature et, en particulier, de la poésie. L'échec de mes essais poétiques, le sentiment que je ne serais jamais qu'un fort médiocre poète et aussi que le vers était pour moi un instrument rebelle, un moyen d'expression toujours incomplet, cela m'avait laissé une sorte de rancune contre la poésie. Cette rancune tendait à devenir de la défiance à l'égard de toute la littérature, pour ne pas dire du dédain. Au fond, c'était la rhétorique, — et la rhétorique seule, — qui m'avait déçu. Des humanités je ne connaissais encore que l'écorce : le fond, la moelle m'échappaient. Il me restait à découvrir, dans les livres, l'homme et le monde, jusqu'à ce que je fusse en état de les découvrir, dans la vie. Jusque-là, je n'avais guère été attentif qu'au chatoiement des phrases et au cliquetis des mots. J'étais donc très affamé de nourritures substantielles. J'ajoute que la perte de la croyance avait laissé en moi un grand vide, — le vide des hautes émotions religieuses que nul lyrisme profane ne saurait remplacer. Dirai-je que j'avais besoin de certitudes nouvelles ? Au fond, ce que je cherchais, c'était un nouveau credo qui me distinguât du commun, qui fût plus difficile à acquérir que les banales généralités de la rhétorique. La philosophie m'apparaissait comme une sorte d'hermétisme qui honorait infiniment ses initiés.

Et ce qui me renforçait dans ce sentiment, c'était le prestige qui environnait, aux yeux de mes camarades, comme aux miens propres, le professeur de philosophie. Récemment sorti de Normale et muni de tous les diplômes et de tous les titres les plus recherchés, M. Bourdillat avait, pour nous, la triple séduction de la jeunesse, de la science et même des élégances mondaines. Quand il traversait la cour des grands, la badine à la main, d'un pas alerte, toujours pressé comme s'il se hâtait vers d'importants et mystérieux conciliabules, drapé dans un

somptueux pardessus à col de fourrure, avec son tube tout luisant de reflets et rejeté un peu en arrière, les cheveux longs comme un artiste ou un jeune clerc coiffé à la gallicane, nous nous reculions, pleins d'une admiration respectueuse. C'était un type de professeur encore inconnu de nous : le professeur-mage, le révélateur de mystères, ayant dans ses manières et dans toute sa personne quelque chose de sacerdotal. Sous sa conduite, je m'apprêtais à entrer en philosophie comme on entre dans un sanctuaire.

* * *

J'eus d'abord un gros chagrin, en arrivant au lycée : j'appris avec désolation que M. Bourdillat nous avait quittés. Tant de distinction et de talents méritaient une consécration plus haute que la modeste chaire de Bar-le-Duc. On l'avait nommé dans une grande ville du Midi. Aussi étais-je à demi désenchanté et en proie à toute espèce d'inquiétudes lorsque le premier jour, je franchis le seuil de la classe : quel successeur avait-on bien pu donner à ce grand homme ? A force de l'admirer, j'étais arrivé à me persuader que, seul, M. Bourdillat pouvait m'initier à la philosophie.

Mes craintes furent immédiatement dissipées. Certes, M. Guignaut, le nouveau professeur, n'avait pas l'élégance de M. Bourdillat, ni son air sacerdotal. Mais il nous conquit tout de suite, comme autrefois M. Brun nous avait conquis : par ses allures de grand camarade, un regard bienveillant, un bon rire toujours prêt à jaillir et aussi et surtout par l'autorité, tout de suite indiscutable, de sa parole. Nous n'eûmes pas un instant d'hésitation : dès les premiers mots qu'il prononça, nous fûmes certains que M. Guignaut était un homme très savant et de la plus haute valeur. Sa facilité d'élocution, son physique surtout contribuaient encore à cette impression favorable. C'est à croire que tous les professeurs de philosophie de ce temps-là étaient taillés sur le même patron. Quand je recueille mes souvenirs, je trouve que M. Guignaut ressemblait étrangement au professeur Bouteiller, tel que Barrès nous l'a peint dans *les Déracinés* : une belle figure pâle, encadrée d'une barbe noire, une main très fine et très blanche qui semblait modeler les phrases, une austère redingote de pasteur protestant, mais sans rien de pontifical. Au contraire, un air de bongarçonnisme et de familia-

rité qui vous mettait aussitôt à l'aise. Malgré ces façons débonnaires, jamais l'idée ne nous serait venue de le plaisanter, de le tourner en ridicule et surtout de lui faire du bruit, bien que sa tolérance disciplinaire fût extrême.

Dès le premier contact, il avait créé entre nous une atmosphère amicale. Il nous appelait « messieurs » et nous traitait absolument en grands garçons, faisant appel à notre sentiment du devoir et nous engageant à prendre nos responsabilités. Nous nous moquions bien de tout cela! Ce que nous considérions uniquement, c'est qu'avec un tel professeur, tout était permis. Liberté absolue pour nos lectures, nos idées, nos allées et venues, enfin pour tout! Et, bien entendu, plus de punitions! Le coupable serait livré aux seuls remords de sa conscience. Dans l'Université, la morale sans obligation ni sanction était plus que jamais à l'ordre du jour. Cette complaisante pédagogie nous enchantait. C'était plus que la liberté : une licence légèrement révolutionnaire. M. Guignaut ne se cachait pas de fronder l'autorité. Et, quand ces messieurs de l'administration entraient chez nous pour la lecture des notes, il les recevait avec un dédain mal dissimulé. Un jour, M. le censeur Falk, pour étaler ses connaissances, ayant prononcé malencontreusement, en classe, le nom de Claude Bernard, il en fit avec nous des gorges chaudes.

Ces façons démagogiques le rendaient extrêmement populaire. Et cet excellent homme portait sur sa figure un tel air de joie, de bonté et de naïve certitude que, spontanément, nous lui accordâmes toute notre confiance. Pour moi, je me livrai complètement à sa direction. Il m'avait suffi de le voir s'accouder sur sa chaire, se prendre le front dans la main, un front lourd de pensées, et de l'entendre nous dire, d'un ton modeste, pénétré, la mine souriante :

— Messieurs, voilà : je ne vous promets rien! Mais nous allons essayer de voir clair dans nos idées. Nous chercherons ensemble un peu de vérité...

Qui n'eût suivi tout de suite un si aimable guide? J'en brûlais d'impatience et, malgré la modestie de son langage, j'étais bien convaincu que si quelqu'un devait me conduire à la vérité, c'était M. Guignaut, mon professeur de philosophie.

* * *

Vivre uniquement pour les idées, en moine intellectuel, cloîtré dans une solitude dédaigneuse et plein d'un beau mépris pour le commun des humains : cette illusion naïvement pédantesque commençait à me fasciner. Je concevais très bien que mon année de philosophie fût consacrée uniquement à la culture désintéressée de mon intelligence. Mais il y avait un fâcheux revers de médaille. Très peu rassuré sur mon avenir, j'étais bien forcé de songer à mon casuel et, pour commencer, à mon baccalauréat. Or, cet examen me mettait dans des transes, rien que d'y penser. La partie scientifique du programme était considérable, et ma faiblesse en sciences semblait me vouer à un échec. Dès que j'envisageai froidement la situation, je fus pris d'une véritable terreur. Le sol se serait dérobé sous moi que ce n'eût pas été pis. Je me voyais perdu encore une fois, obligé de gagner ma vie honteusement, mourant de faim peut-être, car mon imagination affolée ne s'arrêtait plus...

Alors, en un grand sursaut de volonté, je pris la résolution de me précipiter corps et âme dans mes cours de sciences. Comme ces matières me répugnaient profondément, je dus fournir un effort des plus pénibles. Encore une fois, je tournais la meule. Tant de labeur et de bonne volonté ne pouvaient pas rester absolument sans résultat. Je finis par me relever, et même par obtenir de bonnes places en physique, en chimie, en histoire naturelle. Mais les mathématiques me demeuraient toujours réfractaires. La poésie des nombres m'échappait totalement. Cette mécanique abstraite était pour mon esprit le plus cruel des supplices. Mon intelligence ne s'éveillait qu'avec les premières manifestations de la vie, ou, tout au moins, il lui fallait s'appuyer sur le terrain solide de l'expérience. Souvent, je désespérais, et je me rappelle qu'un jour, en étude, tandis que je trimais sur un problème d'algèbre, M. le censeur Falk, qui s'était approché de moi en tapinois, me considérait narquoisement dans sa vaste redingote. Cet homme puissant se moqua de ma détresse. Je lui dis, les larmes aux yeux :

— Monsieur le censeur, j'aimerais mieux préparer cent fois l'examen de Normale supérieure que ce maudit baccalauréat scientifique !

M. Falk, qui n'avait jamais osé élever ses ambitions jusqu'à

Normale supérieure, pensa déchirer sa belle redingote en oyant un tel blasphème. Il me répondit avec un ricanement sarcastique :

— Petit malheureux ! vous ne savez pas ce que vous dites ! Tâchez seulement d'être reçu à votre baccalauréat !...

Hélas ! j'y tâchais tant que je pouvais. La seule perspective rassurante qui me restât, c'était de me dire : « Si, au lieu d'un problème de mathématiques, à l'écrit, nous avons une question de physique ou de chimie, je suis sauvé ! » Mais quel ennui de remuer toutes ces matières indigestes, inassimilables pour moi ! Quel inutile fardeau pour mon esprit ! Quel gaspillage de mes forces et quelle perte de temps !...

Comme autrefois la poésie, — à laquelle je ne croyais plus guère, — la philosophie devint ma grande consolatrice. Notre professeur, M. Guignaut, n'eut pas d'élève plus docile ni plus admirant que moi. Il nous avait conviés à chercher avec lui « un peu de vérité ». Je le pris au mot. Ce n'était pas un peu de vérité, c'était la vérité tout entière qu'il me fallait. J'étais arrivé à un tournant critique, où j'éprouvais le besoin, comme on dit aujourd'hui, de « reviser toutes mes valeurs ». Celles qui avaient obtenu mon crédit, jusque-là, baissaient de plus en plus dans mon estimation. J'en voulais à la poésie d'y réussir si médiocrement et, pour cette raison, je m'en défiais. La rhétorique me semblait maintenant pleine de vent. Mes croyances religieuses s'en étaient allées, avaient disparu peu à peu, comme un ruisseau tari. La vérité à laquelle j'aspirais, c'était un ensemble de réalités palpables et contrôlables, et qui me missent dans un état lyrique supérieur à celui que m'avait fait goûter la poésie. La vérité, pour moi, ce n'était pas la constatation raisonnée et l'aveu de mon ignorance. Foin de l'agnosticisme ! Je voulais savoir... Au lieu de cela, on me jeta dans la critique de la raison pure, ou plus exactement dans un kantisme revu et corrigé par un mathématicien, le criticisme de M. Renouvier. Sous une nouvelle forme, la critique se dressait devant moi, agressive, impérieuse et omnipotente, embellie à mes yeux du prestige qui couronnait les plus grands écrivains d'alors, les Taine et les Renan. Sans cesse, j'allais la retrouver sur ma route, me barrant toutes les avenues qui conduisent aux grandes sources de l'émotion et de la pensée. On commença par nous faire faire la critique des données de l'expérience et

l'étude des catégories de l'entendement, le tout pour aboutir ou à des négations sur toute la ligne ou, ce qui revient à peu près au même, à l'affirmation de l'inconnaissable.

Je ne puis pas dire que, sur le moment, cette dure scolastique m'ait déçu. C'est seulement plus tard que je me rendis compte de la duperie. Telle était ma foi dans mon maître de philosophie, que je me laissai mener par lui jusqu'au bout, sinon toujours dans le ravissement, du moins avec une soumission et une candeur facilement émerveillées. Je fus tout ébloui et tout orgueilleux d'apprendre que le monde extérieur est une illusion. En cour, pendant la récréation, j'en rabattais les oreilles à tout venant. Je révélai cette belle découverte à mon camarade Legay, qui redoublait alors sa rhétorique et qui ouvrit de grands yeux à de tels discours. En même temps, la manie de l'éristique se développait en moi. La phraséologie des cours et des bouquins de philosophie m'enivrait. Jaboter à perdre haleine en style abstrait, quelle nouveauté délicieuse! Je discutais interminablement avec certains de mes camarades, ou avec le petit pion qui ressemblait à François Ier et qui suivait nos cours, plus fréquemment avec une nouvelle recrue de notre classe, un Bisontin, que j'avais surnommé « la sage Minerve », à cause de sa prudence et de son esprit philosophique. Nous ne tarissions pas sur la relativité du monde phénoménal.

L'acquisition de cette notion critique fut le résultat de six mois de cours. Notre professeur s'étant attardé à la théorie de la connaissance, il dut expédier, en quelques leçons, la métaphysique, la morale et la théodicée. De cette dernière il fut à peine question : c'était un ramassis de préjugés qui appartenaient au passé et qu'il n'y avait aucune utilité de prendre en considération. Pour ce qui est de la logique, elle fut, à ma grande satisfaction, sautée à pieds joints. Mais j'étais bien content tout de même d'avoir appris que l'existence de Dieu est indémontrable et que le déterminisme le plus absolu règne sur l'univers. A cette époque-là, tout le monde était furieusement déterministe. Par une sorte de sadisme intellectuel, nous nous appliquions voluptueusement ce cilice aux mailles de fer. Nous foulions aux pieds notre libre arbitre avec une joie sauvage. Je ne sais plus très bien dans quelle mesure le livre de Boutroux sur la contingence des lois de la nature s'opposait à cette déso-

lante et sommaire conception des choses. S'il existait, de notre temps, il eut, en tout cas, peu d'effet sur l'opinion commune... Sans doute, M. Guignaut n'omettait point de nous avertir que, pour Kant, Dieu et la liberté morale se justifiaient par les postulats de la raison pratique. Mais il nous laissait entrevoir que ce n'étaient là que des entorses regrettables données à un système bien construit, peut-être, des concessions trop complaisantes à des idées arriérées. Par acquit de conscience, il nous renvoyait à des livres qui essayaient de sauvegarder la croyance traditionnelle à une Cause première, ou à la possibilité de la métaphysique. Nous lisions *le Fondement de l'induction* de M. Lachelier, ou *la Science positive* de M. Liard, qui s'évertuait à plaider, pour la pauvre métaphysique reniée et honnie de tous, l'humble droit à l'existence.

Quand je brandissais les arguments de M. Lachelier, mon professeur ne manquait jamais de me rétorquer que cet ancien professeur de philosophie était un catholique, — et un catholique pratiquant : ce qui semblait le dispenser de toute réfutation. Faire profession de catholicisme était une faiblesse assurément déplorable, mais, après tout, pardonnable chez un si grand homme. Inconséquences déconcertantes du génie!... Ainsi, il y avait un M. Boussinesq, homme très fort en mathématiques qui, comme M. Lachelier, passait pour user du confessionnal. Que voulez-vous? Ces mathématiciens sont des cerveaux si fantasques! Ce qui n'empêchait pas, d'ailleurs, que ce M. Boussinesq ne fût effectivement très fort en mathématiques : M. Guignaut s'empressait de le reconnaître. Car il était plein de révérence pour les mathématiques et les mathématiciens. Lui-même se piquait d'être de la partie et il avait de fréquents et ostensibles colloques avec son collègue, le professeur de mathématiques spéciales. Au fond, cet apôtre officiel du criticisme kantien était un pur matérialiste, ou, comme on disait alors, par je ne sais quelle pudeur, un moniste.

Il nous recommandait la lecture de *l'Intelligence* de Taine, les gros bouquins de Spencer et de Darwin, enfin toute la bibliothèque philosophico-scientifique de ce temps-là : les pontifes de l'anthropologie et de la paléontologie, les Georges Evans, les sir John Lubbock, les Gabriel de Mortillet et tout le troupeau des matérialistes allemands, de Büchner à Hœckel. Je me vois encore piochant avec une sombre fureur ces imposants

volumes, — en somme, perdu et pataugeant dans ces marécages, plein d'une admiration tremblante devant ces capharnaüms d'érudition scientifique, mais tout de même un peu perplexe et ahuri devant l'invraisemblance ou la fantaisie de certaines affirmations. Tout nous manquait, — à moi surtout, — pour nous lancer dans des lectures pareilles. C'était de la folie toute pure que de nous y jeter. Nous n'avions ni les connaissances, ni l'éducation préalable, ni la maturité d'esprit qui eussent été nécessaires, je ne dis pas pour dominer cet amas colossal de notions plus ou moins confuses, mais seulement pour nous y débrouiller. Ou bien s'en tenir à quelques affirmations dûment vérifiées ou jugées probables, — ou bien nous épargner ces inutiles et harassants vagabondages à travers l'inconnu ou l'inconsistant...

Il m'en est resté une défiance invincible à l'égard de l'anthropologie, de la paléontologie, de toutes ces sciences hypothétiques qui prétendent expliquer le mystère des origines par des réactions mécaniques et physico-chimiques, ou par l'évolution et la différenciation progressive d'un germe initial. En somme, ces grands novateurs en sont toujours à la vieille physique matérialiste de Lucrèce : l'univers et l'homme se développant par époques ou par âges successifs, lesquels finissent par marquer un progrès sur la période précédente. Je l'avoue, je n'ai jamais pu lire sans inquiétude, dans l'*Essai sur l'inégalité des races humaines* de Gobineau, les lignes que voici, à propos des théories aventureuses de certains anthropologues ou paléontologues : « Alors, dit Gobineau, on dispose tout à son gré et, au moyen d'une phraséologie spéciale, en supputant les temps par âges de pierre, de bronze, de fer, en substituant le vague géologique à des approximations de chronologie qui ne seraient pas assez surprenantes, on parvient à se mettre l'esprit dans un état de surexcitation aiguë, qui permet de tout imaginer et de tout trouver admissible. Alors, au milieu des incohérences les plus fantasques, on ouvre, tout à coup, dans tous les coins du globe terrestre, des trous, des caves, des cavernes de l'aspect le plus sauvage et on en fait sortir des amoncellements épouvantables de crânes et de tibias fossiles, de détritus comestibles, d'écailles d'huîtres et d'ossements de tous les animaux possibles et impossibles, taillés, gravés, éraflés, polis et non polis, de haches, de têtes de flèches, d'outils sans noms; et le tout s'écroulant sur

des imaginations troublées, aux fanfares retentissantes d'une pédanterie sans pareille, les ahurit d'une manière si irrésistible que les adeptes peuvent sans scrupule, avec sir John Lubbock et M. Evans, héros de ces rudes labeurs, assigner à toutes ces belles choses une antiquité, tantôt de cent mille années, tantôt une autre de cinq cent mille, — et ce sont des différences d'avis dont on ne s'explique pas le moins du monde le motif... »

Pour moi, ce que je ne m'explique pas, c'est le régime de « la caverne » imposé, depuis Lucrèce, à toute l'humanité commençante. La caverne pour tous, — préfiguration drôlatique de la caserne pour tous, la caserne égalitaire et démocratique, — l'homme des cavernes, l'âge des cavernes, je n'ai jamais pu réaliser ces imaginations « scientifiques », ni surtout croire que tout le monde, à la même époque, fût logé dans des cavernes. Je ne conçois pas mieux l'âge du renne, l'âge du fer, ou l'âge du bronze, universel et obligatoire. Il nous faudrait un nouveau *Gargantua*, ou un nouveau *Bouvard et Pécuchet*, pour secouer toutes ces erreurs infatuées et ridicules. Mais qui d'entre nous aura le courage, la science et le génie nécessaires pour pénétrer en iconoclaste dans l'antre de la Superstition scientifique et nous en faire l'hilarant portrait?...

Le pire, c'est que cette phraséologie évolutionniste s'est imposée à des générations entières, — et cela dans tous les domaines, aussi bien en littérature et en art qu'en politique. Nous n'en sommes pas encore revenus. Il n'est lecteur de journal, cerveau façonné par l'école primaire qui ne croie à l'évolution nécessaire, progressive et indéfinie de l'espèce humaine, — qui ne croie enfin que toute évolution est synonyme de progrès. L'idéologie maçonnique a contribué surtout à répandre cette funeste erreur du Progrès divinisé. Pour admettre une pareille chimère, il faut oublier les leçons de l'histoire qui n'est guère que le témoignage des chutes et rechutes perpétuelles de l'humanité, et il faut n'avoir jamais vu de ses yeux les êtres dégradés qui, en immense majorité, composent la population de la planète. Il y a des peuples ou des races, qui n'évolueront jamais (dans le sens d'un progrès moral ou intellectuel), qui n'en ont, d'ailleurs, aucune envie, ou qui, sous les apparences d'une civilisation toute matérielle et tout extérieure, resteront à jamais des barbares. L'inégalité foncière et irréductible des races humaines me paraît, comme

à Gobineau, un fait incontestable, je dirai même : un fait primordial et sacré. L'égalité, à supposer qu'elle soit possible, serait la stagnation, l'immobilité, la mort de tout, à commencer par la mort de l'esprit. L'inégalité est sacrée : elle est la cause du mouvement, du progrès véritable, du peu de bien qui se fait dans le monde. Je hais les égalitaires et les niveleurs comme les pires ennemis de l'humanité.

* * *

Ainsi, après un assez long détour à travers les mornes plaines du kantisme et du criticisme, c'est surtout vers les sciences que nous orientait notre professeur. En somme, c'était la faillite de la philosophie proprement dite. Du moment que le noumène, simple postulat de la raison pratique, était inaccessible, on se rejetait sur le monde des phénomènes. On n'était plus philosophe que de nom. Aussi voyions-nous la plupart des professeurs de philosophie se tourner vers la sociologie, la pédagogie, la morale, la politique, ou même, par élégance, vers l'esthétique. Le nôtre était tout englouti dans les mathématiques. Les mathématiques n'ont jamais fait de mal à personne : elles sont en dehors du réel. De sorte que les occupations de M. Guignaut pouvaient passer pour à peu près inoffensives. Il n'en est pas de même pour toutes ces sciences conjecturales qui travaillent sur le concret, qui visent à diriger la pratique : là, les utopies se paient cher. Et Dieu sait ce que, dans tous ces domaines, des esprits livresques, des cerveaux de pédants, inaptes à observer et à percevoir le réel, ont pu enfanter de sottises funestes. Encore une fois, il faudrait le rire vigoureux et sain d'un grand satirique pour venger le bon sens et bousculer tout ce fatras.

Si orgueilleux qu'ils fussent de leur science, ou de la supériorité de leur critique (et je ne dis pas cela pour M. Guignaut, qui était un homme modeste et charmant), les plus intelligents de nos maîtres sentaient bien la fragilité des systèmes comme des hypothèses philosophico-scientifiques. Alors on glissait à un scepticisme de dilettantes. La religion était réduite à un vague sentiment sans objet défini. La morale, sans obligation ni sanction, n'était plus que l'aspiration distinguée d'une belle âme, ou plus simplement une description et une critique empirique des mœurs. On louait le geste indépendamment de l'action, le

jaillissement lyrique, indépendamment du style ou des idées. Un grand poète était une belle force de la nature. C'est ce qu'on disait de Victor Hugo. On lui appliquait les épithètes de « colossal », et d' « élémental », en ajoutant tout bas : « ... et bête comme l'Himalaya! » Avec les Parnassiens, on revenait aux puérilités grammaticales, à la mise en vers de toutes choses, comme au temps de l'abbé Delille. On mettait en sonnets Darwin et les découvertes de la science. Notre poète le plus admiré était Sully Prudhomme. La politique qu'on nous proposait, prenait la figure amène et rassurante d'une république athénienne. La conception de l'État se vidait de tout contenu positif et pratique. Ce n'était plus que l'organisation de notre dilettantisme : la vie en parade et en fêtes, les savants, les philosophes et les rhéteurs au premier plan, des discussions académiques, des conversations sous la rose, avec des danseuses et des joueuses de flûte à l'horizon. C'était charmant.

Ce dilettantisme encourageait la légèreté et aussi tous les relâchements. Beaucoup de nos maîtres, ou de nos aînés se laissaient aller à l'esprit vaudevillesque, à une sorte de débraillé intellectuel. Ils se noyaient dans le bas naturalisme et dans la littérature dite amusante. Souvent, pour nous reposer de Kant ou de M. Renouvier, notre professeur nous lisait une comédie de Labiche. C'est ainsi que j'ai connu *le Voyage de M. Perrichon* et *le Chapeau de paille d'Italie*. On riait à s'en décrocher la mâchoire... Je ne suis jamais revenu à Labiche et je n'y reviendrai sans doute jamais. J'ai trop peur de n'y plus retrouver le rire de mes seize ans.

***

Cette légèreté, ce relâchement de la pensée et des mœurs cachaient un conflit des plus sérieux. Au fond, la grande affaire, en ce temps-là, c'était la lutte contre le cléricalisme et, par une conséquence difficilement évitable, contre le catholicisme. La franc-maçonnerie mobilisait toutes ses forces pour un assaut décisif. Homais se dressait avec fureur contre Bournisien. Toutes les armes lui étaient bonnes : articles de journaux, tracts diffamatoires, conférences et chansons. Ces chansons parvenaient jusqu'à nous. Il y en avait de grossières et d'obscènes, d'ignoblement impies, d'autres simplement frondeuses. Comment cette sale propagande franchissait-elle les grilles du lycée? Le

fait est que nous en étions contaminés. L'enseignement que nous recevions nous prédisposait à accueillir joyeusement toutes ces basses attaques contre les prêtres et même la religion traditionnelle. La grossièreté naturaliste et démocratique nous envahissait. D'un cœur léger, nous roulions en cloaque.

Au fond, qu'y avait il derrière ces vociférations frondeuses ou blasphématoires, et toute cette poussière de bataille? Non pas seulement la vieille lutte de la France chrétienne et gallicane contre les empiètements de l'ultramontanisme, mais le dessein bien arrêté d'en finir avec le catholicisme. Le sentiment religieux, les richesses spirituelles de la nation étaient l'enjeu du conflit. De ces querelles déplorables, quand ce ne sont pas des guerres d'extermination, l'âme du pays ne peut sortir que profondément atteinte.

En ces années Quatre-vingt, lorsque j'étais, au lycée de Bar, sur les bancs de la classe de philosophie, le catholicisme subissait une ruée formidable de toutes les forces de décomposition. Comme je l'ai déjà noté, il réagissait assez faiblement. Quels apologistes de génie, ou même de talent, pouvait-il opposer à ceux qui, dans l'autre camp, fascinaient et entraînaient l'opinion? Le clergé lui-même, comme étourdi par le coup, ne savait pas toujours sauver au moins la face... Vers la mi-juin, nous reçûmes, pour la confirmation, la visite de l'évêque de Verdun. En ma qualité de brillant rhétoricien, je fus chargé du compliment à Monseigneur. Une tradition ancienne voulait qu'il fût en vers latins. A coups de *Thesaurus* et en faisant appel à toutes mes réminiscences classiques, j'alignai donc, à grand peine, un quarteron d'hexamètres, d'une platitude soutenue, et dont le début était tel :

Siste gradum, nosque exaudi, venerande sacerdos!

Il paraît que « sacerdos » fut peu goûté, au moins dans l'entourage du prélat : c'est « antistes » ou quelque chose d'approchant, qu'il aurait fallu. Mais, hélas! la mesure s'y opposait. Et aussi mon inexpérience de versificateur me rendait malhabile dans le choix des épithètes et des titres protocolaires. Monseigneur vit-il lui-même une intention dénigrante dans ce mot malencontreux de « sacerdos »? Toujours est-il que la froideur et l'insignifiance de sa harangue produisirent un fâcheux effet. Ce fut tout à fait blafard. A la sortie de la céré-

monie, le petit pion qui ressemblait à François Ier, — et qui s'amusait à surexciter ma vanité, — me glissa dans le tuyau de l'oreille :

— Vous avez été admirable, comme toujours! Mais il faut avouer que M. de Verdun ne s'est pas foulé!

A la chapelle, devant tout le corps enseignant, convoqué pour la circonstance, il y avait eu un sermon d'apparat prononcé par un des vicaires généraux du diocèse, un grand et fort gaillard, à la face apoplectique, dont le violet faisait pâlir celui de son camail. C'était, nous le sûmes plus tard, un ancien professeur de théologie au grand séminaire et l'ennemi mortel de l'abbé Hubin, notre aumônier. Tout le sermon roula sur saint Thomas, la philosophie de saint Thomas. Et il n'y eut de doute pour personne que ce panégyrique d'un des plus grands docteurs de l'Église, le maître, en somme, de la pensée catholique, ne fût dirigé contre l'enseignement de notre professeur, M. Guignaut, dont le criticisme kantien causait en ville quelque scandale.

Était-ce la faute de l'orateur, que son physique et, sans doute aussi, son habit desservaient à nos yeux? Ou plutôt étions-nous aussi peu préparés que possible pour comprendre cette forte doctrine? En tout cas, l'homélie du vicaire général eut peu de succès. Pour ma part, je n'y vis qu'un tissu de banalités, de grosses vérités de sens commun!... Et puis, oser rapprocher saint Thomas de Kant! Je n'en revenais pas d'une telle naïveté! Quel rapport entre cet obscur scolastique et l'immortel penseur de Kœnigsberg! Notre professeur, consulté par nous, évita de se prononcer sur le sermon lui-même. Mais son sourire nous en disait long. Et il ne nous cacha pas son dédain pour la scolastique et, en particulier, pour saint Thomas : tout cela était balayé, fini, *périmé!...*

***

Ainsi, avec l'encouragement plus ou moins tacite de mes maîtres, je jugeais de haut le catholicisme et tout ce qui n'était pas le kantisme et le criticisme ou quelque chose d'approchant. Notre grand critérium, notre règle d'or, en ce temps-là, c'était le kantisme. Pendant mon année de philosophie, je lus une étude de Foucher de Careil sur Schopenhauer et *la Philosophie de l'inconscient* de M. de Hartmann. Quoique toute pénétrée de

kantisme, la métaphysique concrète de Schopenhauer, qui justement aurait dû me plaire par ce qu'elle a de concret, de solidement appuyé sur le « donné », cette métaphysique ne s'imposa point à mes réflexions, comme elle fit plus tard. Ces théories et celles de Hartmann me séduisaient bien par leur étrangeté : cet ascétisme philosophique renouvelé du boudhisme, cette exhortation discrète au suicide universel, cela me paraissait d'une extrême élégance intellectuelle, mais, somme toute, des paradoxes bons à étonner les philistins, de simples fantaisies, des variations brillantes et inconsistantes exécutées sur le thème fondamental du kantisme. Kant, pour nous, était la Loi et les Prophètes. On nous faisait alors un vague cours d'histoire de la philosophie : tout y aboutissait à Kant, comme, dans nos cours d'histoire de France, tout aboutissait à la Révolution.

Du moment que la vérité absolue n'était qu'un mirage intellectuel, je me jugeais, après tout, fort bien partagé. On nous avait mis en possession de la seule méthode qui, dans l'ordre relatif, le seul accessible, nous permît la discrimination du vrai et du faux. Nous nous disions, ou, du moins, je me disais qu'on ne ferait jamais mieux : c'était le *summum* de la philosophie. J'avais atteint, sinon à la sagesse, du moins à une méthode critique infaillible, qui me protégerait contre le trompe-l'œil des faux systèmes et des vérités prétendues révélées.

Dorénavant, j'étais amputé de toute préoccupation métaphysique. Avec le sens de l'Un, j'avais perdu celui des réalités transcendantes. Je sombrais dans la poussière des phénomènes. Je ne savais plus ce que c'était que l'âme, l'individu, la liberté, le bien et le mal. Je m'enfonçais dans la matière.

*
* *

Heureusement que tout cela se passait dans ma tête, que les conséquences déplorables de toute cette idéologie n'en sortaient guère, — et qu'enfin j'étais un jeune gars de Lorraine, qui avait été bien élevé par quelques bonnes femmes et quelques braves gens ! Sous la férule aimable de M. Guignaut, je ne pouvais prévoir aucune servitude gênante, ni appréhender aucune catastrophe. J'étais tout à la joie de manipuler la phraséologie pédante des cahiers de cours et des manuels de philosophie. Je m'abreuvais d'abstractions creuses. Pourtant, une invincible tristesse s'exhalait pour moi de toutes ces formules et de toutes

ces dissertations scolastiques. Je ne pouvais pas me dissimuler qu'au fond tout cela répugnait à ma vraie nature, comme à mes aspirations et à mes capacités réelles. Et je ne pouvais pas non plus m'illusionner sur mon infériorité en philosophie Un moment, dans la première ivresse de la débauche intellectuelle, je m'étais cru philosophe, comme auparavant, je m'étais cru poète. Malgré mes succès scolaires, j'étais bien forcé de reconnaître que je m'abusais, que je ne serais jamais un professeur de philosophie selon le cœur et l'idéal de l'Université, — ni même selon le rêve de M. Guignaut. Cela me chagrinait d'avoir déçu ses espérances et de n'obtenir qu'une partie de son estime.

Et, avec ces préoccupations, de réels tourments m'assaillaient. Je songeais à toutes mes faiblesses en sciences, à toutes les obscurités angoissantes de mon avenir. Et, plus que jamais, j'avais une peur affreuse d'être refusé au baccalauréat.

L'HISTOIRE COMME ON L'ENSEIGNAIT ALORS

Aiguillonné par la crainte, je me rejetai vers les mathématiques. Je leur sacrifiai un peu de mon grand amour pour la philosophie. Et cela m'incita à revoir le programme de l'examen, afin de me rendre compte de mes points faibles. Je le lus, relus et méditai, et voici que, tout à coup, je découvris l'importance d'une matière à quoi je n'avais pas songé d'abord : l'histoire. On citait même l'exemple d'un de nos camarades qui, à la dernière session, s'était vu refuser pour sa nullité en histoire. Cela me donna à réfléchir. Du moment que l'histoire pouvait vous jouer de tels tours, je m'y précipitai.

Celle qui figurait à notre programme, c'était l'histoire contemporaine, depuis la Révolution jusqu'à la Constitution de 1875. Tout de suite, cela me parut bien plus vivant, bien plus intéressant que les autres périodes historiques qu'on m'avait fait étudier jusque-là. Cela me touchait directement par de perpétuelles allusions à des questions qu'on agitait au dehors, ou à des personnages ou à des faits dont j'avais entendu parler par des témoins, et dont le souvenir n'était pas encore refroidi. Le manuel qu'on nous avait mis entre les mains, et qui était rédigé avec un parti pris évident de propagande républicaine et anticléricale, attisait mes amours et mes haines de jeune affranchi

intellectuel et stimulait mes curiosités. Ah! c'était autre chose que les honnêtes manuels du père Victor Duruy! Avec celui-ci, j'éprouvai une secousse analogue à celle que m'avait donnée l'édition des *Provinciales* de Paul Bert. La politique militante me saisissait. Je percevais l'écho des polémiques qui, alors, divisaient l'opinion en deux camps irréductibles. Pour moi qui, jusque-là, n'avais donné aucune attention aux choses du gouvernement, à la politique et aux politiciens, c'était une séduction toute nouvelle. Je m'intéressai vivement à l'histoire ainsi comprise, et, en homme qui ne fait jamais les choses à moitié, je ne tardai pas à m'y donner avec passion, risquant même, par cet engouement subit, de diminuer mes chances en philosophie, et de me relâcher déplorablement sur les redoutables mathématiques.

Cette passion neuve avait pourtant bien de la peine à se satisfaire, si grande était la pénurie de notre bibliothèque. En dehors des manuels et des cahiers de cours, je ne disposais pour la période révolutionnaire, que de l'emphatique et tendancieuse histoire de Louis Blanc et, pour la période du Second Empire, que d'un médiocre bouquin en style de journal et aux allures de pamphlet, par un certain Taxile Delord. Encore une fois, j'étais livré à toutes les suggestions de l'esprit sectaire, sans nulle défense contre elles. Je n'avais pas la moindre idée de ce que c'est que la méthode historique et, alors que nos professeurs n'avaient à la bouche que les mots de critique et de criticisme, je ne songeais pas un seul instant à appliquer à l'histoire ces belles méthodes critiques. Ce qui s'offrait à moi, c'était l'histoire populaire, scolaire et officielle. C'était ce que nous *devions* penser sur le passé de notre pays, enfin, de l'histoire manipulée et triturée pour l'enseignement d'État.

Je l'avoue : je prêtais l'oreille, avec une certaine complaisance, à cet enseignement si partial. Je n'avais pas besoin que l'on me prêchât le culte de la Révolution. Je l'aimais d'instinct, sans la connaître, parce que son nom seul flattait toutes mes rébellions secrètes. Je n'avais nullement conscience de la contradiction qu'il y avait entre ces tendances et celles du milieu, en somme, conservateur, où j'avais été formé et d'où je venais. Du côté paternel comme du côté maternel, j'appartenais à une famille qui ne devait rien à la Révolution : petits propriétaires ruraux, naguère simples paysans, petits industriels ou petits

négociants, petits notables de bailliage, robins ou militaires, ils avaient plutôt perdu au changement de régime. Mes deux bisaïeuls maternels, l'un brasseur à Briey, l'autre ancien officier des armées royales, faillirent être victimes de la Terreur. Il leur fallut se cacher pour ne pas être guillotinés. Mon grand père paternel, à peine âgé de dix-huit ans, dut s'engager en 92, pour échapper, lui aussi, au couperet égalitaire. Et, je me suis laissé conter qu'à la même époque, un de ses oncles, chanoine régulier de Mars-la-Tour, mourut déporté en Guyane, ou noyé dans la Loire par un des bateaux à soupape de Carrier..

Malgré ces tragiques souvenirs, — il est vrai, bien affaiblis au temps de mon enfance, — je suis obligé de reconnaître qu'aucun des miens ne regrettait la monarchie. D'ailleurs, on n'a jamais été très monarchiste en Lorraine. Si nous avons pu regretter quelque chose du passé, c'est le temps de nos ducs. On payait alors moins d'impôts que sous les rois de France. Rien ne touche davantage le paysan. Payer le moins possible, ou plutôt, ne rien payer du tout, c'est le fondement d'une fidélité et d'un amour solides. Non, vraiment, on ne regrettait rien, chez nous, de l'ancien régime. Et même, je me rappelle qu'on y détestait encore « les hobereaux ». J'ai entendu maints sarcasmes contre les gens des châteaux. Entre petits nobles et petits bourgeois, les questions de rang et de vanité dominaient tout. Nul doute qu'une foule d'amours-propres froissés par de mesquines prétentions nobiliaires, n'aient puissamment aidé la Révolution. Les anciens privilèges, très souvent fictifs ou réduits à presque rien, excitaient les sourdes colères des paysans, leur haine ou leur envie contre des gens qui étaient à part, qui appartenaient à une autre caste que la leur, caste pourtant ouverte à tous. Car, tout le monde était noble sous l'ancien régime ; comme, aujourd'hui, tout le monde est décoré. Quoi qu'il en soit, la haine des hobereaux était à la base des sentiments démocratiques de la France rurale dans la première moitié du XIXe siècle. Mon père répétait souvent devant moi qu'il avait dû tancer certains curés de ses amis, qui, en conversation ou en chaire, se laissaient aller à des diatribes contre la Révolution. Haussant les épaules, il ne manquait point de leur dire :

— Si votre grand père vous entendait, il vous tirerait les oreilles !...

Ces propos contribuaient à me faire accepter, les yeux

fermés, le dogme révolutionnaire. Je m'associais en toute candeur aux dithyrambes de mes manuels sur la prise de la Bastille, ou le serment du jeu de Paume, comme aux déclamations passionnées d'un Louis Blanc et à ses arguties pour innocenter les pires excès démagogiques. Et cependant, en dépit de mes livres et des prédications de mes professeurs, je n'arrivais pas à calmer complètement d'invincibles protestations, ou à prendre mon parti de certains froissements d'âme et de sensibilité, quand je lisais le récit des « horreurs » de la Révolution. Telle manifestation royaliste produisait en moi des sentiments tout à fait contraires à ceux qu'on voulait m'inculquer : ainsi ce fameux banquet des gardes du corps, qui eut lieu à l'Opéra de Versailles, le 1er octobre 1789, à la veille de la catastrophe, — ce banquet, où, paraît-il la cocarde tricolore fut foulée aux pieds, tandis que la musique jouait l'air de Grétry : « O Richard, ô mon Roi, l'univers t'abandonne !... » — et que le Roi et la Reine, émus jusqu'aux larmes, saluaient cette jeunesse enthousiaste. J'étais de cœur avec ces jeunes officiers, amoureux de la Reine, j'aurais voulu mourir avec eux pour sauver Marie-Antoinette. Alors que les pires abjections françaises étaient imminentes, cet élan d'amour et de fidélité des gardes du corps m'apparaissait comme le dernier geste chevaleresque de mon pays...

Et, d'autre part, les scènes ignominieuses ou sanglantes de ce répugnant drame me jetaient dans des colères folles. J'aurais voulu faire le coup de feu contre la canaille parisienne, contre les trognes hideuses coiffées du bonnet rouge. Je ne me sentais pas d'indignation, quand je lisais le récit des émeutes ou des exécutions : Marie-Antoinette arrachée de son lit par les poissardes de la halle, — le boulanger, la boulangère et le petit mitron ramenés à Paris par une populace avinée, ou bien les journées d'août, les massacres de septembre. La fuite de la famille royale, l'arrestation à Varennes me passionnaient comme le plus émouvant des romans-feuilletons. Je haletais d'impatience, tandis que la lourde berline roulait vers la frontière avec une déplorable lenteur. J'aurais voulu fouailler les chevaux, secouer le cocher. Et j'aurais volontiers étranglé Drouet et l'épicier Sausse qui livrèrent les fugitifs. Le supplice du Roi, celui de la Reine me soulevaient le cœur de dégoût, déchaînaient en moi de véritables fureurs. L'interrogatoire d'André

Chénier, monument de honte, m'inspirait une haine et un mépris sans borne pour la Révolution, ses suppôts et ses hideux grands hommes. Je retrouvais les sursauts de révolte qui, autrefois, me bouleversaient quand je lisais les persécutions contre les protestants, les tortures et les bûchers de l'Inquisition. L'ignoble cruauté, — la cruauté cynique et triomphante, — s'étalait encore une fois devant moi. Certes, j'exécrais de toute mon âme la cruauté hypocrite des inquisiteurs, mais celle des révolutionnaires, avec son accompagnement de brutalité, de barbarie et de bêtise, m'apparaissait comme la dégradation suprême. Je n'ai jamais pu pardonner à la cruauté, même lorsqu'elle s'environne d'un appareil légal, lorsqu'elle s'insère dans un cadre d'ordre et de civilisation : à plus forte raison, lorsqu'elle est anarchique et barbare, lorsqu'elle n'est que l'assouvissement de la brute sadique et stupide, ou le caprice hystérique de fous sanguinaires...

Toute cette ignominie démagogique m'écœurait autant qu'elle me révoltait. Et pourtant, je ne connaissais alors qu'une faible partie des atrocités révolutionnaires, — de ces égorgements et de ces déportations en masse. G. Lenôtre n'avait pas encore levé un coin du voile sur l'immonde abattoir de la Place du Trône. Tous ces meurtres lâches et inutiles, ces crimes sans excuse, ces assassinats en série, ces centaines et ces milliers d'innocents, de jeunes gens et de jeunes femmes, d'enfants et de vieillards jetés au couperet communiste et égalitaire, tout cela était laissé par nos manuels, comme par la plupart des historiens d'alors, dans une ombre prudente...

Comment ai-je pu, alors, en dépit de toutes mes révoltes et de toutes mes indignations, admettre le dogme de la Révolution, m'incliner, moi aussi, devant le monstre? Il fallait que l'entraînement fût bien fort, bien forte la suggestion de l'idéologie ambiante.

Aujourd'hui, je hais et je condamne toutes les révolutions. Elles ont beau prendre le masque de la justice et de la raison, elles ne sont jamais que l'assouvissement de bas appétits et de ce besoin de violence et d'oppression qui travaille les masses. Elles ne laissent jamais derrière elles que des ruines, qu'il faut ensuite réparer à grands frais, quand elles sont réparables. Et, à ce propos, je m'émerveille de la faiblesse et de l'aberration, non seulement de certains historiens, mais de la majorité des

Français qui sont toujours prêts à absoudre les excès de tous les révolutionnaires, quels qu'ils soient, aussi bien les Albigeois du moyen-âge que les bolchévistes d'aujourd'hui. Il suffit que des criminels de droit commun s'abritent derrière une idéologie pour qu'ils aient droit à l'indulgence et même à la sympathie.

Le spectacle ou la pensée des atrocités qui s'accomplissent, ou qui se préparent, en ce moment même, dans les cinq parties du monde, que dis-je? tout près de nous, — beaucoup plus près que nous ne le pensons, — cela me remplit d'une telle horreur et d'un tel dégoût que je ne puis plus admettre l'homme que racheté par Jésus-Christ... oui, l'homme religieux, l'homme en oraison, à l'église, dans les quatre branches de la Croix, devenu, en esprit et en vérité, le corps du Christ. C'est le visage du Christ qui cache à l'humanité dégradée sa propre figure. Le jour où elle se verra face à face, elle en mourra d'épouvante.

***

Que j'étais loin de telles pensées, en cette fin d'année 1883! Tout heureux et tout aise de philosophailler sous la direction de mon maître Guignaut, je ne voyais de la philosophie qu'une face amène et souriante. Mon professeur m'entretenait dans une sorte de mirage édénique : paradis de l'intelligence où j'étais tout fier de pénétrer et où je m'aveuglais vaniteusement sur mon indignité. Mais mon professeur, tout fervent intellectuel qu'il était, ne pouvait omettre absolument le souci de sa carrière. Il m'entraînait, assez maladroitement d'ailleurs, pour le concours général. Et, comme les entretiens de la classe ne lui paraissaient pas suffisants, il avait demandé au proviseur l'autorisation de me donner chez lui une préparation supplémentaire. Je sortais donc deux ou trois jours par semaine.

Quelquefois, par les beaux soirs de juin, avant de me reconduire au lycée, il m'emmenait faire une promenade au bord du canal. Nous suivions le chemin de halage, tout en devisant des doctrines étranges de M. de Hartmann ou du dernier article de M. Penjon dans *la Revue philosophique* (le nom de ce M. Penjon était alors proféré avec une nuance déférente). La plupart du temps, nous étions rejoints, à la hauteur de l'écluse, par un collègue de M. Guignaut : M. Fesquet, professeur de troisième.

M. Fesquet m'éblouissait. Ce brillant normalien à peine

sorti de l'École, m'offrait le type accompli de l'homme de science, parfait chef-d'œuvre de la culture universitaire. Lui, il était philologue, — philologue à la manière allemande, — très occupé de monographies sur des curiosités grammaticales. Et, néanmoins, très féru de littérature, avec une pointe de prétention trop excusable chez un si jeune scolar, — et la plus inoffensive de ses prétentions était de se croire très au courant des nouveautés (on ne disait pas encore : être dans le train), — et enfin d'être on ne peut plus « parisien » : parlant avec assurance et supériorité de la dernière pièce du Français ou du dernier roman à la mode, des « clous » sensationnels du dernier Salon. J'ouvrais de grands yeux à la révélation de ces fraîches merveilles. Et je m'enchantais des discours de M. Fesquet. Je ne me lassais pas de l'entendre pérorer d'une façon à la fois si docte et si élégante. Au fond, la grande affaire, pour lui, comme pour M. Guignaut, était, disait-il, de « penser juste » : le reste viendrait par surcroît. Ensuite, il s'agissait d'égaler, puis d'enfoncer l'Allemagne sur le terrain de la science et de l'érudition. Certes, notre Institut de France était bien en retard et, à parler franc, plein de ganaches, dont il eût été expédient de se désencombrer au plus vite. Il faisait beau voir M. Fesquet secouer, d'un bras juvénile et vigoureux, les vieux membres, qui, à l'Académie des Inscriptions, pour ne pas parler des autres, déshonoraient la science et les lettres françaises. Sans doute, il portait aux nues un Fustel de Coulanges, un Weil, voire un Boissier, — quoique suspect d'orléanisme : — hélas ! ce n'étaient là que des exceptions. En somme, tous de médiocres sires !

Mais on pouvait compter sur l'École normale pour réparer ces déficiences ! Les jeunes recrues étaient pleines d'ardeur, autant que de savoir ! De quel ton respectueux et enthousiaste M. Fesquet me parlait de ses camarades ! Il n'était pas loin de penser que certains avaient du génie. Et qui l'eût cru ? Ces jeunes savants, adonnés aux études les plus austères, étaient non seulement pleins d'esprit (il en citait des mots), mais doués d'une fantaisie charmante. Il y avait même, parmi eux, des poètes. Comme les grands philologues de la Renaissance, ils écrivaient des vers, qui pouvaient bien être admirables et qui, en tout cas, soutenaient aisément la comparaison avec ceux des Parnassiens les plus réputés...

Et je me rappelle qu'un soir, comme saisi, lui aussi, par

l'inspiration, il nous récita, d'une haleine, un sonnet extraordinaire, tout en rimes féminines, qui, l'année d'avant, avait bouleversé d'admiration l'École normale. Ce sonnet, qui s'intitulait *les Canéphores*, me transporta tellement que je suppliai M. Fesquet de me le recopier : ce qu'il fit avec beaucoup de bonne grâce. J'ai perdu la copie. Si l'auteur de cette jolie réussite existe encore, il me pardonnera de le citer de mémoire. Autant que je me souvienne, cela chantait à peu près ainsi :

C'est fête dans Athène, — et les vierges voilées
Défilent lentement, et, portant une branche
De myrte parfumée, en longue file blanche,
Longuement, deux à deux, montent aux Propylées.

Leurs cheveux sont tressés, leurs sandales bouclées.
Elles montent tout droit et nulle ne se penche.
De la hanche aux talons et du front à la hanche
Leur beau corps se dessine en lignes ondulées.

Tranquilles et profonds, les feux de leur prunelle
Regardent fixement la montagne éternelle.
L'air pur détache net leurs profils de camées.

Elles montent, portant les rugueuses amphores,
Et l'on dirait, à voir leurs démarches rythmées,
Qu'elles montent au ciel, les blanches Canéphores...

Ce fut, pour moi, un soir d'exaltation et, je puis le dire, de parfait bonheur, que celui où M. Fesquet nous récita ces vers, composés selon les meilleures formules alors en vogue. M. Guignaut, qui ne sortait pas de l'École, était, lui aussi, bouche bée, en écoutant ce précieux sonnet. Après que le récitateur eut prononcé les derniers mots, il me sembla que la mélodie se prolongeait dans l'air tout chargé de vibrations musicales. Un silence délicieux régna quelques instants, et c'est ainsi que nous arrivâmes au terme de notre promenade, — au port du canal, vaste coupe miroitante qui reflétait, en cette minute, toute la douceur du couchant. Entre ses deux files rectilignes de platanes, la longue allée d'eau s'enfonçait immensément vers les lointains crépusculaires. Et, tandis que l'entretien se renouait entre mes doctes compagnons, je songeais toujours aux vierges athéniennes, en contemplant, à la poupe d'un lourd bateau, une silhouette de femme appuyée contre la barre

et dont la chevelure se découpait avec une netteté singulière sur le ciel rembruni.

Rentré au lycée, je ne pus me tenir de conter à mes camarades la glorieuse promenade que je venais de faire, au bord du canal, entre MM. Guignaut et Fesquet. Il m'en resta un vif souvenir, avec un renouveau de considération pour l'École normale. Cela ragaillardit ma vocation d'universitaire et m'enflamma d'un véritable amour pour cette grande École, qui produisait des nourrissons tels que M. Fesquet. Heureux Fesquet! Il y était entré et il en était sorti, avec quel éclat! Tandis que moi, misérable!...

En attendant, il fallait penser à cette formalité ridicule, et pourtant si redoutable, du « bachot ». La date fatale se rapprochait. Bientôt je reçus une lettre de convocation. C'était pour la quinzaine suivante. Dans un grand tremblement, je me préparai à aller affronter les monstres de Sorbonne.

PARIS

Car il était décidé que je passerais mon baccalauréat à Paris. Mon ami Hette et moi avions pris ensemble cette grande résolution et nous avions fini par y convertir nos parents. Notre principal argument c'est qu'à Nancy il y avait un examinateur féroce pour les mathématiques et que, vu notre faiblesse en cette partie, nous nous exposions à un échec. Je crois bien que c'était le fond de notre pensée et que notre crainte était sincère. Mais il y avait autre chose encore : c'était un beau prétexte pour voir Paris que nous ne connaissions pas. Et puis il y avait le Quartier latin, ses plaisirs et ses mystères, que nous entendions célébrer par nos aînés. Le « Quartier » nous éblouissait de loin, tout en excitant chez nous une foule de curiosités. Nous nous apprêtions à y pénétrer comme dans un pays d'enchantement, mais plein de périls et d'embuscades.

Nous partîmes dans la joie, tout à l'ivresse de ce premier grand voyage. En ce temps-là, il fallait six ou sept heures pour aller de Bar-le-Duc à Paris, par les trains semi-directs. On partait à neuf heures du matin pour arriver vers quatre heures de l'après-midi. Ni la longueur du chemin, ni l'incommodité de nos dures banquettes de troisième classe, ni la chaleur insolite (on était en plein mois de juillet) ne rabattirent notre allégresse.

Nous étions seuls dans notre compartiment. Heureux temps, où l'on pouvait voyager, même en troisième, sans être empilés! Il nous sembla que le monde était à nous, le vaste monde que nous découvrions par les portières de notre wagon. Toutefois, après avoir déballé nos provisions de bouche et fait une collation frugale, nous éprouvâmes, dans la béatitude de la digestion, un remords soudain, à la pensée que nous nous abandonnions avec une telle insouciance aux plaisirs du voyage et de la bonne chère, alors que, le lendemain, nous allions comparaître devant nos juges. Le Bachot, avec sa face énigmatique, se dressait devant nous. Alors, pris d'un beau zèle, nous débouclâmes nos valises et, en ayant extrait nos cahiers de cours et nos manuels, nous nous mîmes à repasser avec ferveur les matières de notre examen.

Nous y étions plongés, lorsqu'à je ne sais plus quelle station, Dormans ou Port-à-Binson, la porte de notre compartiment fut tirée avec fracas et nous vîmes surgir sur le marchepied, la face épanouie et respirant le bonheur de vivre, une volumineuse personne qui, ayant repoussé nos livres pour se faire de la place, nous demanda pardon d'un air tout cordial et s'assit à côté de nous dans le ballonnement de ses jupes, qui occupaient une bonne moitié de la banquette. Sa mise était modeste. Un ruban violet tremblait à la pointe de son corsage. A ce signe, nous augurâmes qu'elle devait être institutrice et, même sans cela, nous en eussions été convaincus, rien que par ses allures et l'assurance de sa parole A la vue de nos livres étalés, elle voulut nous prouver qu'elle aussi était une intellectuelle et, tout de suite, d'un air maternel et protecteur, elle engagea la conversation :

— Ces messieurs sont étudiants sans doute?

Par pudeur, nous n'osâmes pas avouer que nous n'étions que lycéens. Mais, d'un ton superbe, nous déclarâmes que nous allions à Paris passer notre baccalauréat.

— Moi aussi, dit-elle, je vais à Paris, faire mes courses.

Et, là-dessus, elle nous demanda si nous en étions à notre premier voyage. Nous dûmes confesser que oui. Alors, la grosse dame, la bouche en cœur, à la fois débonnaire et doctorale :

— Ah! messieurs, que vous devez être contents, que vous devez être fiers de voir Paris!...

A ces mots, Hette et moi nous commençâmes à échanger

des sourires ironiques. Intrépide, l'institutrice poursuivait :

— Mais oui, messieurs, mais oui! Vous allez voir Paris!... Paris, la capitale de la France!... La France, messieurs! Il me semble que vous ne vous rendez pas compte...

Pour le coup, nous lui rîmes au nez, petits imbéciles que nous étions. Eûmes-nous la sottise de lui dire, ou lui fîmes-nous comprendre que nous nous fichions autant de la France que de sa capitale? Certainement elle le comprit ainsi et l'excellente créature, à voir nos mines supérieures de jeunes cuistres, en fut toute mortifiée et peinée. Nous autres, après notre année de philosophie, nous jugions du dernier commun de nous émouvoir sur de vulgaires idées patriotiques. Qu'est-ce que c'était que Paris aux yeux de petit lycéens qui, pendant des mois, ont entendu parler de *la Critique de la raison pure*?... Et pourtant ce Paris, que nous affections de dédaigner, nous grillions d'envie de nous y voir!

J'ai rapporté ce trait, sans doute bien terre à terre et bien ridicule, d'abord parce que je ne me suis jamais pardonné cette inhumaine pédanterie, ce chagrin causé à une brave femme comme il n'y en a plus guère, aujourd'hui, et ensuite parce qu'il est vraiment caractéristique d'un état d'esprit qui ne faisait alors que s'ébaucher et qui est devenu ce que l'on sait.

*
* *

En arrivant à la gare de l'Est, notre ahurissement dépassa tout ce que nous avions pu prévoir. Pour moi, il me sembla que j'étais submergé par cette foule. Trouver un fiacre fut toute une affaire. Tandis que Hette s'était lancé à la recherche d'un véhicule, je me morfondais sous le péristyle, couvant nos colis d'un œil inquiet et, parfois, lançant à la dérobée un regard éperdu vers les profondeurs du boulevard de Strasbourg, où j'entrevoyais comme une mer humaine, un gouffre où il allait falloir se débattre.

Près de moi, une vieille demoiselle de province, qui me parut tout de suite très bien élevée et pleine d'une candeur angélique, discutait avec son porteur. Celui-ci lui disait assez rudement :

— Allez retirer vot'malle! Pendant ce temps-là, je reste ici avec vot' baluchon, à guetter une voiture!...

— Comment ! fit la vieille demoiselle atterrée : quitter mes bagages ! mais, mais...

Et, d'un air désespéré, elle implora :

— Serez-vous fidèle, au moins ?...

L'homme haussa les épaules :

— J' vas pas vous voler, ben sûr ! Regardez ma plaque !...

Alors, la vieille demoiselle, n'osant pas se retourner, par politesse, s'en fut, toute tremblante, vers la salle des bagages.

J'avais épié la scène : « Serez-vous fidèle, au moins ? » Ces mots de l'ancienne France, prononcés au seuil de ce Paris, qui me semblait si terriblement moderne, me firent un drôle d'effet. Avant de me lancer dans le gouffre, j'eus comme l'impression que c'était moi-même qui les prononçais, ces mots hésitants et timides. Ah ! si la grande ville me trompait !... Oui ! Paris serait-il fidèle ? Je m'épouvantais à la pensée de toute sorte de duperies et de traîtrises !...

Mais Hette, la mine triomphante, ramenait un fiacre. Dès que j'y fus installé et que nous roulâmes sur le pavé parisien, instantanément mes dispositions changèrent, mes craintes et mes timidités disparurent. On était à la veille du 14 juillet. Déjà, un certain nombre de maisons étaient pavoisées. A l'angle de la rue de Strasbourg et du boulevard de Magenta, nous frôlâmes un grand bazar, dont la devanture était tout enguirlandée de lanternes vénitiennes et dont l'étalage de drapeaux, envahissant le trottoir, y fleurissait comme un parterre tricolore. Les terrasses des cafés regorgeaient de buveurs. Il faisait chaud. Il y avait de la liesse dans l'air. Toutes ces molles influences contribuèrent à rasséréner mon humeur. Et puis, nous nous étions engagés dans une série de petites rues d'aspect bourgeois ou sordide, des rues à petites boutiques, tout à fait sans gloire, vraiment. Je ne m'avouais pas encore une déception. Mais cela m'apprivoisait avec Paris. Ces vieux quartiers m'étaient familiers, me semblaient à ma mesure. Je n'y éprouvais plus la détresse qui s'était emparée de moi devant le terre-plein de la gare et la foule houleuse s'engouffrant dans les perspectives sans fin du boulevard de Sébastopol. Paris ne me faisait plus peur... Nous traversâmes à l'improviste les Champs-Élysées, qui me parurent une avenue quelconque. Je n'eus pas le temps d'entrevoir, aux deux extrémités, l'Obélisque et l'Arc de triomphe. Encore une avenue, puis la Seine, les quais, une autre avenue

bordée de terrains vagues et de maisons en constructions : l'avenue Bosquet. Nous étions arrivés ! Comment? Déjà !... Je descendis à regret du fiacre, trouvant que la promenade avait été courte. Décidément, Paris n'était pas si grand que je me l'étais imaginé ! Le monstre devenait de moins en moins terrifiant !

Nous descendîmes chez un de mes cousins, qui était élève à l'École de guerre et qui, se trouvant alors en voyage d'étude, avait mis obligeamment à notre disposition son petit appartement d'officier. C'était, en effet, très petit et même microscopique. Mais, de ce quatrième étage, quelle vue splendide ! Dès que j'eus pénétré sur le balcon, tout de suite je fus conquis. Je ne pouvais plus m'arracher au spectacle. A cette époque-là, l'horrible tour Eiffel n'existait pas encore, le Champ de Mars était une plaine sablonneuse. Pas de maisons à six ou sept étages dans cet antique quartier de la Grenouillère, qui avait conservé quelque chose de provincial. La vue s'étendait librement jusqu'aux tours mauresques du Trocadéro et, par delà Grenelle, jusqu'aux collines boisées de Sèvres et de Saint-Cloud. Tout près de notre avenue, au-dessus des toits modestes de la rue de l'Université et de la rue Saint-Dominique, surgissait un étrange campanile, surmonté d'une lanterne dorée et d'une girouette également dorée, dont je saisissais mal la forme : j'y vis tout de suite le clocher d'une église russe. Et cela fit que je trouvai à ce quartier, encadré entre les briques roses du Trocadéro et les dorures de l'énigmatique campanile, un petit air exotique et vaguement oriental. Je ne sus que beaucoup plus tard que cette tour dorée et cette girouette bizarre, c'était tout bonnement l'horloge surmontant l'annexe des grands magasins du Louvre !

Fasciné par cet immense espace et par une beauté toute neuve pour moi, je m'attardais indéfiniment sur le balcon. Mais mon ami Hette, esprit pratique, me représenta avec force que nous n'avions pas le temps de muser et qu'il fallait penser à nos affaires. Et tout d'abord, trouver le chemin de la Sorbonne, où nous étions convoqués pour le lendemain matin, à huit heures et demie. Nos moyens ne nous permettant pas de nous y rendre en fiacre, il faudrait y aller à pied, ou en omnibus, ou en tramway. Mais quel omnibus, quel tramway? Nous consultâmes un guide de Paris, trouvé sur le bureau de mon cousin. Il datait de l'Exposition de 1855. Les récentes lignes de tramways

n'y figuraient point. Bref, il était à peu près inutilisable pour nous. Alors, nous décidâmes de nous rendre à pied à la Sorbonne. Mais par quel chemin ? Le plan inséré dans notre guide ne mentionnait pas le boulevard Saint-Germain. A la place de cette grande avenue relativement récente, c'était un fouillis de petites rues, qui nous semblèrent un labyrinthe inextricable. Plutôt que de nous y perdre, nous jugeâmes prudent de suivre les quais jusqu'au boulevard Saint-Michel et, par ce boulevard, de remonter jusqu'à la Sorbonne..

Mais ce n'était pas tout que de nous orienter pour le lendemain : il était six heures du soir. Nous mourions de faim. Il s'agissait de trouver un restaurant, grand embarras pour deux petits provinciaux qui ont peur d'être refaits, ou de tomber sur des gargotes par trop inférieures. Bravement, nous prîmes, comme on dit, notre courage à deux mains et nous nous lançâmes à l'aventure dans la jungle parisienne, en quête de notre souper et du lieu de notre supplice.

***

Qu'il faisait donc chaud ce soir de juillet, sous les feux d'un couchant caniculaire ! Je traînais mes pieds sur l'asphalte brûlant, sentant de plus en plus la fatigue du voyage, et la langue pelée par la soif. Je cherchais un café, un cabaret quelconque où vider un bock glacé. Le long de ce cérémonieux quai d'Orsay, les estaminets sont aussi rares que les restaurants. De sorte que notre première promenade dans Paris me fut une vraie torture. Nous remontâmes les quais d'un bout à l'autre, jusqu'au pont Saint-Michel. Cela nous prit plus d'une heure. A tout instant, nous nous arrêtions sous un platane ou contre le parapet de la Seine et nous consultions notre guide. Où étions-nous ?... Ah ! grands dieux, seulement à la Cour des comptes ! Et nous jetions un regard désolé sur cette ruine colossale, vestige des horreurs de la Commune, cet amoncellement de décombres envahis par toute une folle végétation, et dont les pierres rougies me semblaient brûlées par les feux de l'enfer. Vaguement épouvanté, je détournai la tête et me remis en marche derrière mon compagnon, plus vaillant que moi !

Nous étions passés devant les Invalides, la Concorde, le Palais Bourbon, et voici que nous atteignions le quai Voltaire Rien de tout cela ne m'avait ému ! Ce spectacle unique des

bords du fleuve, entre sa double rangée d'édifices anciens, de palais, de jardins royaux, me laissait à peu près indifférent. Je défaillais de soif, de chaleur, de lassitude. Quand nous arrivâmes au pont des Arts, ce ne fut plus du désenchantement, mais de la détresse. Que c'était loin, mon Dieu! Que cette Sorbonne me paraissait donc inaccessible! Cela m'inspirait de sombres pressentiments. Sûrement, cela voulait dire que je n'arriverais jamais au baccalauréat!...

Et puis, tout ce quartier fluvial, avec ses vieux hôtels à l'architecture un peu froide et compassée, me paraissait d'une morne tristesse. Je n'ai compris que très tard la beauté française, surtout le charme si discret, si fin d'un paysage parisien. En ce temps-là, j'étais un petit barbare, absolument fermé à toutes les choses d'art. On ne m'avait rien appris de ces choses. Instinctivement, d'ailleurs, je vais aux grandes visions de nature plus qu'aux visions d'art. La vérité est que je trouvais ces quais lugubres. Que c'était vieux, que c'était noir! Voilà le sentiment populaire dans toute sa terrible candeur. Je n'eusse pas trouvé mauvais qu'on jetât par terre toutes ces bâtisses surannées. Quand nous convions le peuple à sauver, avec la civilisation, l'héritage du passé, nous lui parlons un langage inintelligible. Cette civilisation, il n'en jouit pas, ou il n'en sent point les bienfaits, et cette beauté lui est absolument fermée. De sorte que toute cette culture, ces choses exquises, dont nous sommes si vains, sont complètement en l'air. Elles n'ont pas de racines profondes dans l'âme des foules. Un rien peut les abattre et les réduire à néant...

La mine défaite, le visage ruisselant de sueur, je regardais avec dégoût, tout le long des parapets, ces files interminables de vieilles reliures moisies aux étalages des bouquinistes. Je tirai ma montre : sept heures du soir! Déjà!... La grande affaire, pour nous, était de trouver un restaurant. Rien que des bouquins, ou de vieux meubles, des marchands d'antiquités, des libraires, des photographes, des charbonniers, mais pas ombre de restaurant!... Enfin, après avoir reconnu le Pont-Neuf, sans nul enthousiasme, au coin d'une petite rue et du quai des Grands-Augustins, j'avisai un établissement de modeste apparence, l'air d'une boutique de marchand de vins, avec de gros barreaux de fer contre les fenêtres. Toutefois, la bonne mine du garçon qui, la serviette sous le bras,

stationnait devant la porte, me rassura, et aussi la vue des banquettes de velours rouge qui garnissaient le fond de la salle. Je succombais à l'accablement de cette longue course sous la chaleur, et la faim me tiraillait l'estomac :

— Entrons là! dis-je, en désespoir de cause, à mon ami Hette.

Devant l'habit noir d'un maître d'hôtel subitement accouru à notre rencontre, mon camarade me tira par ma veste :

— Mais non, mon vieux! Tu te trompes! C'est un endroit cher!...

J'avais fait le premier pas. Il était trop tard pour reculer. La vanité aussi s'en mêlait. Toutefois, la majesté du maître d'hôtel m'imposa tellement, que je n'osai pas dépasser la petite salle du rez-de-chaussée. Nous nous assîmes à une table exiguë, sur les belles banquettes de velours rouge, et nous voilà devant le menu. Les prix nous bouleversèrent. Nous n'osions pas faire un choix, pressentant une addition désastreuse pour nos pauvres bourses. Le maître d'hôtel, qui nous observait, eut pitié de nous. Il finit par nous dire :

— Ces messieurs ont dû se tromper! Il y a d'autres restaurants dans le quartier...

Cette insolence me piqua au vif Malgré ma terreur de l'addition, malgré les coups de pied que Hette m'allongeait sous la table, en me chuchotant : « filons! filons! » je restai quand même et je retins mon camarade Nous réduisîmes notre menu à sa plus simple expression : une omelette et un châteaubriant aux pommes soufflées. Mais quoi! le châteaubriant atteignait la somme fantastique de quinze francs. Nous y renonçâmes Nous nous en tînmes aux pommes de terre!...

— Et comme boisson? fit le maître d'hôtel avec austérité.

Une sueur froide m'inonda en parcourant la carte des vins. J'aurais bien voulu ne boire que de l'eau de Seine. Enfin, par égard pour le maître d'hôtel, nous jetâmes notre dévolu sur un petit beaujolais à trois francs la bouteille... Ah! quel dîner! Avec ce maigre menu, j'eus beau me bourrer de pain, je n'arrivai pas à me rassasier. D'ailleurs, nous avions hâte d'en finir, tellement les clins d'yeux narquois de la valetaille nous humiliaient. Notre pourboire fut considéré avec dégoût par le garçon. J'étais furieux, autant qu'affamé. Hette ne l'était pas moins. Quand nous eûmes déguerpi, il me jeta au nez :

— Tu es un imbécile! Désormais, c'est moi qui prends la direction de la caravane!...

Nous ne sûmes que beaucoup plus tard, que, ce soir-là, pour notre début à Paris, nous avions eu l'honneur de dîner au célèbre restaurant Lapérouse.

***

Le lendemain, dès les premières lueurs de l'aube, nous fûmes debout. Nous arrivâmes à la Sorbonne au moins une heure avant l'ouverture des portes. Enfin, ayant pris un café-crème, avec un petit croissant, sur la terrasse du d'Harcourt, nous pénétrâmes, le cœur battant, dans la salle d'examen.

Par une chance inespérée, j'eus, à l'écrit, outre une dissertation philosophique sur un sujet facile, une question de cours, et non un problème, à traiter pour les sciences, une question sur laquelle j'étais ferré. Déclaré admissible, je faillis échouer à l'oral et justement pour l'histoire, cette histoire qui m'avait tardivement préoccupé, que j'avais « potassée » tout spécialement. Par malheur, je n'avais guère dépassé la période de la Révolution et du Premier Empire. Comme nous disions, je « pompai » tristement sur les ministères de Charles X, et, par surcroît de malchance, en histoire naturelle, où, pourtant, j'étais d'une assez jolie force, je lâchai je ne sais plus quelle sottise qui mit mon examinateur de très méchante humeur. Enfin, malgré mes transes, je fus reçu, — et même reçu avec la mention : « assez bien ». Je n'étais pas très fier. M. Guignaut, mon maître, avait escompté un succès beaucoup plus éclatant. Après tout, l'essentiel n'était-il pas d'en avoir fini avec ce malencontreux baccalauréat ! Comme me le répétait mon ami Hette, « c'était une bonne épine hors du pied » ! Lui, hélas! il n'avait pas pu expulser cette maudite épine. Il avait été « séché » à l'écrit. Malgré son chagrin, il tint à assister à mes examens oraux. J'y vis une preuve d'amitié. Il y avait bien de cela sans doute, mais peut-être aussi le secret espoir qu'un échec final me réunirait à lui dans une commune infortune. Je fus reçu. Je constatai bientôt que ma réussite lui devenait tout à fait intolérable et que son humeur s'assombrissait. Mon camarade était pressé d'aller cacher sa déconfiture au sein de sa famille. Je le suppliai en vain de différer son départ. Je fus à deux doigts de lui dire :

Dans Bar-le-Duc désert, quel sera ton ennui !

Je m'abstins. Je vis que je l'aurais fait pleurer. Magnanimement je le raccompagnai jusqu'à la gare de l'Est. Je le mis dans le train, en l'assurant du succès pour la prochaine fois.

***

Me voilà donc seul, perdu dans Paris, avec mon bachot en poche. Je m'étonnais du peu de place que tenait un bachelier. Il me semblait que ce beau titre aurait dû se voir de loin, comme une décoration. Et aussi qu'on aurait dû me témoigner un peu plus de considération. C'était bien la peine de m'être donné tant de mal ! Je me sentais le cœur gros...

Je regagnai l'avenue Bosquet, où mon cousin, rentré de son voyage d'études, m'accueillit avec les félicitations d'usage, mais assez froidement. J'estimais non sans amertume que je n'avais pas mon compte. Lui prenait cela de très haut ! Il avait passé des examens sans nombre et s'apprêtait à en passer de nouveaux. Il me dit, d'un ton qui me glaça :

— Tu n'es pas au bout !... N'empêche ! c'est une bonne épine hors du pied ! Et maintenant, en route pour Normale !...

Alors, quoi? Tout était donc à recommencer?... Certes, je le savais bien ! Mais je n'aurais pas voulu qu'on me le dît comme cela, tout de suite au sortir de la dure corvée ! De grâce, qu'on me laissât souffler un peu ! Mais non ! Il allait falloir reprendre le collier, sans avoir même le temps de respirer, se remettre en route encore une fois, et pour quelle longue étape ! Et cette étape ne serait pas la dernière ! Cela ne finirait jamais !... J'étais comme le manœuvre qui voit s'allonger devant lui d'interminables jours de pioche, sans espoir d'en sortir, jusqu'au jour dernier où l'on piochera pour lui et où on l'emportera, les pieds devant.

Assez tristement, je me laissai emmener par mon hôte au mess des élèves de l'École de guerre, tous officiers à plusieurs galons. On me taquina, on me plaisanta, à cause de mes airs coquebins, et, sans doute aussi, passablement prétentieux. Ces messieurs n'avaient aucune déférence pour mon baccalauréat. Alors, dans l'espoir de prendre ma revanche, je sortis ma philosophie : j'étalai Kant, Schopenhauer, M. de Hartmann... Je parlais de l'ascétisme boudhique, du suicide universel, consi-

déré comme la suprême sagesse : il s'agissait, selon le philosophe allemand, — ce M. de Hartmann qui était pourtant, disais-je à ces messieurs, officier d'artillerie, lui aussi, — il s'agissait, proclamai-je le plus sérieusement du monde, « d'arrêter la propagation de l'espèce... »

— Et voilà ce qu'on leur apprend! fit un gros capitaine lorrain, à tournure de reître.

On affecta de rire de mes propos. Mais je vis que j'avais déplu. Le déjeuner s'acheva sans qu'on m'adressât de nouveau la parole. Et je me souviens qu'au dessert quelqu'un annonça la guerre avec les Allemands pour le printemps prochain.

En sortant, nous allâmes faire un tour jusqu'aux Champs-Élysées. Sur le pont de l'Alma, nous croisâmes un militaire avec sa payse. Le gros capitaine à tournure de reître me poussa du coude :

— Tenez! me dit-il avec un rire opaque, en voilà deux qui n'ont pas envie d'arrêter la propagation de l'espèce!...

Cette plaisanterie sonna désagréablement à mes oreilles. Je boudai ces soudards et restai silencieux jusqu'au moment où, par l'avenue de la Reine Hortense, — ainsi s'appelait encore l'avenue Marceau, — nous débouchâmes sur les Champs-Élysées... A la vue de cette voie royale, de l'Arc de triomphe et de l'Obélisque dans le lointain, j'éprouvai mon premier sursaut d'émotion et d'admiration. Depuis l'embouteillage de la rue parisienne par les autos, on ne sait plus ce qu'étaient autrefois les Champs-Élysées, — l'élégance et la distinction de cette immense avenue, sans doute unique au monde, avec sa figuration de luxe, ses toilettes et ses équipages. Encore une fois, les choses d'art m'échappèrent, la finesse de ce paysage parisien, la coloration particulière des verdures et du ciel, la beauté des massifs qui, en ce temps-là, encadraient l'antique Palais de l'Industrie surmonté de son groupe monumental : la Gloire distribuant des couronnes. Je ne fus sensible qu'à la beauté des attelages : les chevaux de Paris m'éblouirent, toutes ces bêtes de luxe ou de prix, depuis les pur sang et les piaffeurs des coupés aristocratiques jusqu'aux massifs percherons qui traînaient les lourds fardiers. Ce foisonnement de véhicules, qui circulaient pourtant sans encombre, toute cette carrosserie aux vernis et aux harnais éblouissants, toute cette cavalerie paradante et sonnante, cette vie, ce mouvement, ce grouillement

animal et humain, me rappelaient ce qui m'avait émerveillé, l'année d'avant, en Allemagne, dans ces villes industrielles, à l'activité si intense de la région rhénane...

Et puis, tout à coup, devant cette foule brillante, et plus loin, devant ces lourds chariots qui ébranlaient les pavés, j'eus le sentiment de ma faiblesse et de ma misère, du peu de place que je tenais au milieu de tout cela, de ma solitude surtout. Qu'y avait-il de commun entre moi et cette multitude? Comment me garer de cette énorme ville en perpétuelle agitation? Si je ne voulais pas être écrasé par elle, quel labeur! Quel avenir en perspective!... Alors, dans ma détresse, je repensai à Normale, mon unique chance de salut peut-être. Du moment qu'elle pouvait me sauver, elle me parut digne de mon admiration et de mon amour. Elle grandit soudain à mes yeux. Elle prit des proportions démesurées. Je me souvins des discours enthousiastes de M. Fesquet, de tout ce qu'il nous avait conté à la louange du génie normalien. Sans en rien dire à personne, je pris une décision. Je consultai mon guide, et, comme un fiancé qui rôde autour du logis de sa bien-aimée et qui timidement s'en approche, je m'en allai, rue d'Ulm, contempler l'École normale.

Je me sentis d'abord pénétré de respect à la vue du paysage environnant : ce Panthéon et son portique, cette dédicace « aux grands hommes », les chapiteaux corinthiens des colonnes de Soufflot vues de profil et les belles surfaces nues des murs où sont sculptées de robustes couronnes. Tous ces symboles de gloire m'exaltaient. Mais, aussitôt après, cette rue provinciale aux pauvres logis bourgeois, ces glaciales façades de couvents, ces portes closes et ces fenêtres grillées me remirent dans la note juste. En face de l'École, il y avait un grand bâtiment qui, de loin, s'annonçait par ses odeurs : c'étaient les écuries de la Compagnie des omnibus. Sur le seuil de la porte cochère, des palefreniers en sabots, appuyés sur une fourche ou sur un balai, la pipe à la bouche, vous dévisageaient d'un air gouailleur.

Affligé par ces vulgarités, je détournai la tête. Je ne voulus voir que l'École. Je n'osais pas trop stationner sur le trottoir. J'avais peur qu'on ne devinât ma qualité de candidat honteux. Me donnant des airs de simple passant, je jetai un regard furtif et respectueux à travers les barreaux de la grille. J'aperçus un

bâtiment assez lourd et tassé, d'apparence plutôt modeste. Je fus navré du peu d'embarras que faisait l'École. Je l'aurais voulue haute comme le Panthéon!... Et quelle tristesse, quelle sévérité! Pas un ornement, sauf peut-être, au-dessus de la porte, cette inscription en lettres dorées, qui commémorait la fondation de l'établissement par la Convention nationale... Décret de la Convention! Ces mots me firent froid dans le dos. J'entrevis le couperet de la guillotine... Ah! certes, je ne songeai plus aux « blanches Canéphores », ni aux dithyrambes de M. Fesquet, ni à ces jeunes poètes, ni à ces jeunes savants qui élucubraient, derrière ces tristes murailles, des œuvres admirables et définitives. Je supputais, seulement, en considérant cette porte basse, cette porte étroite, combien il me faudrait de temps, de peine, d'adresse et aussi de chance pour la franchir! Cela m'emplit d'une telle angoisse, que Paris en fut décidément obscurci à mes yeux. Le soir même, je reprenais le train pour la Lorraine.

Dans le train nocturne qui m'emportait, je me mis à réfléchir sur cette nouvelle étape de ma vie qui allait commencer... Brusquement, tout le tragique de la situation m'apparut. La vérité, c'est que j'étais sans ressources. Étant donné l'état désespéré des affaires paternelles, que je devinais, je ne pouvais plus continuer mes études. L'unique moyen qui me restât, — mais combien problématique! — c'était d'obtenir une bourse dans un lycée de Paris. Pour cela, que de démarches, que de gens à solliciter! Et surtout quelle urgence! J'avais deux mois bien juste pour me débrouiller! Et même en admettant que j'obtinsse cette bourse, je n'étais sûr de rien. Tout l'essentiel serait à faire. Après cela, il faudrait être reçu à Normale! A la pensée de l'avenir qui m'attendait, je me sentais comme écrasé.

Cet avenir, je n'en voyais que le plus immédiat, les nécessités les plus directement menaçantes. Le reste échappait à ma conscience, mais j'en pressentais toute l'horreur et c'est pourquoi j'étais si désolé. Le pire pour moi, ce n'étaient pas ces formalités de bourse et d'examen, c'était d'être obligé de prendre une direction contraire à ma nature comme à mes aspirations. Moi si avide de liberté, de rêve, de loisir, j'allais être condamné indéfiniment à tourner la meule. Et il y avait autre chose qui était encore pire que tout cela : l'éducation que j'avais reçue et que j'allais subir de plus en plus, qui allait façonner et plier mon esprit pour de longues années. J'étais prisonnier du monde

des sens et du monde matériel. On nous avait appris qu'il n'y a rien au delà des apparences. Les régions profondes et mouvantes du sentiment, l'envers des choses et des âmes, la haute spiritualité, tout cela m'était interdit. Pendant longtemps, je n'aurais nul souci du vivant mystère qui gît en chacun de nous et que j'ignorais en moi, pas même de cet épouvantable océan de ténèbres qui nous presse et où nous flottons sans le savoir, comme une pauvre petite barque sans cesse sur le point de couler. L'Éden, dont j'avais eu la révélation confuse, mais éblouissante, dès ma première enfance, s'était clos pour l'adolescent sceptique que j'étais devenu. Je ne voyais même plus le glaive lumineux de l'archange qui en garde le seuil...

Oui, c'était le pressentiment de tout cela qui me rendait si triste, tandis que nous roulions dans la nuit, à travers les plaines invisibles de la sablonneuse Champagne. Et aussi la détresse d'être arrivé à une fin, à un tournant décisif de ma vie, à une sorte de mort partielle. Un être nouveau allait naître en moi. Combien cette éclosion serait douloureuse! L'appréhension que j'en avais allait-elle briser tout mon courage? Je n'avais pour me soutenir que la force de cet instinct vital, si résistant en moi et dont la protestation opiniâtre finit par couvrir tous les tumultes de mes désespoirs. Hélas! je n'étais pas encore arrivé à la conscience d'une certitude qui, plus tard, m'a toujours sauvé, certitude qui triomphe des pires abattements et des pires défaites, qui peut être absurde et paradoxale, mais qui est invincible : malgré toutes les mises au tombeau, je suis sûr que je me relèverai, au moins le troisième jour...

LOUIS BERTRAND.

LA DERNIÈRE ANNÉE
DE LA
MONARCHIE TRADITIONNELLE

I

LE MINISTÈRE POLIGNAC

En 1829, Charles X régnait depuis cinq années. Jamais la France, puissante et respectée au dehors, peu chargée d'impôts, dotée de finances admirables, servie par des fonctionnaires intègres, ne jouit d'un sort plus heureux. Mais jamais aussi plus de mesures inopportunes ne gâtèrent plus de sagesse. Chaque année avait été marquée par une maladresse mémorable : en 1825, la loi du sacrilège; en 1826, le droit d'aînesse; puis, à l'égard du clergé, des faveurs très voyantes qui donnaient créance à qui dénonçait la domination des prêtres. Par intervalles, des réminiscences, plus ou moins conscientes, d'ancien régime dressaient contre le gouvernement la coalition des amours-propres, beaucoup plus susceptibles que les intérêts eux-mêmes. Que Charles X se montrât, et il était acclamé, tant il était bon, cordial, fertile en mots heureux; mais ce regain de faveur était aussi peu durable que le bruit des applaudissements que son passage soulevait. Une presse perfide, inscrupuleuse, assez contenue pour clamer sa servitude, assez libre pour ne perdre aucune occasion de nuire, s'était de longue main, avec une prodigieuse dextérité, disciplinée pour la lutte; et elle avait atteint un tel degré de puissance qu'elle submergerait la royauté, si la royauté elle-même ne la maîtrisait.

Après six années de ministère, Villèle avait succombé sous une impopularité plus forte que ses services. Malgré sa parfaite droiture, son libéralisme sincère, son prestige de charmeur incomparable, Martignac n'avait pas rencontré un destin plus heureux; et il venait de s'effondrer sous les efforts combinés de l'extrême droite, de la gauche, et aussi, hélas! du centre gauche qui ajouta, ce jour-là, un curieux chapitre à l'histoire des duperies qui se croient habiletés.

Même en se séparant de Martignac, un prince d'esprit ferme et persévérant eût peut-être accentué et poussé à fond, au lieu de le clore, l'essai du gouvernement libéral. Aux lisières du centre gauche et de la gauche, les hommes de talent ne manquaient point, monarchistes, quoique dans l'opposition, et que l'appel du Roi eût flattés, au point de transformer leur correct loyalisme en vrai dévouement : tels Casimir-Perier, M. Humann, le duc de Broglie, le général Sebastiani. Se confier à eux, c'eût été opérer pacifiquement, avec l'estampille royale et en gardant tout l'honneur de l'initiative, l'évolution qui, un an plus tard, s'accomplira par violence. Que si décidément l'expérience était vaine, Villèle demeurait à portée, homme de ressources, capable, s'il le fallait, de resserrer une seconde fois les liens de l'autorité. Le Roi s'embarrassa-t-il de ces calculs? Si ces pensées s'offrirent à son esprit, elles l'effleurèrent sans s'y graver. Brusquement, avec toute la précipitation d'un coup de tête qui se croit coup d'énergie ou réponse à un défi, il se jeta dans l'aventure où sombrerait la monarchie.

LES NOUVEAUX MINISTRES

Le 9 août, le *Moniteur* publia les noms des nouveaux ministres. Les Affaires étrangères étaient confiées au prince Jules de Polignac qui, bien qu'il n'y eût pas de président du Conseil, parut aussitôt, au double titre de sa haute naissance et de la faveur du Roi, l'homme le plus important du cabinet. Le portefeuille de l'Intérieur fut remis à M. de la Bourdonnaye, personnage d'humeur violente, de commerce difficile, qui, après 1815, avait scandalisé le gouvernement et la Chambre introuvable elle-même par sa soif de réaction. Pour la Guerre, on avait choisi le général de Bourmont, militaire capable, énergique, d'esprit délié, mais sur qui pesait le plus fâcheux sou-

venir, car il avait abandonné l'armée à la veille de Waterloo M. de Chabrol, seul conservé du ministère Martignac, reçut le portefeuille des Finances. Un procureur général, M. Courvoisier, fut préposé à la Justice, et un ami de Villèle, M. de Montbel, à l'Instruction publique. Pour la Marine, on avait désigné l'amiral de Rigny; sur son refus, on se rabattit, un peu au hasard, sur le préfet de la Gironde, M. d'Haussez, qui reçut par estafette l'ordre de se rendre incontinent à Paris pour y être ministre.

A la lecture du *Moniteur*, les esprits les plus sensés ne comprirent pas ou craignirent de comprendre trop bien. « Je n'aurais jamais cru Jules si audacieux », écrivait M. de Barante — « Je m'attends aux pires aventures », mandait de son côté le duc de Broglie. Le *Journal des Débats* fulmina. « Malheureuse France, malheureux roi! » écrivait-il dès le 10 août. Il n'y eut de satisfaits que les hommes des partis extrêmes, les uns se flattant que la Charte serait réformée, les autres espérant que la monarchie, par ses provocations, aiderait à son propre renversement.

Les jours suivants se consumèrent dans l'attente, mais une attente vaine autant qu'enfiévrée. Jamais le *Moniteur* ne fut plus banal. Le gouvernement reçut un assez grand nombre de démissions, mais, aussi débonnaire par sa conduite que provocant par son étiquette, n'infligea guère de disgrâces : nulle ordonnance se substituant aux lois, quelques destitutions de préfets, et ce fut à peu près tout. Dans la stupeur des premiers moments, le ministère eût pu tout tenter. Mais, décidément, « Jules n'était pas audacieux du tout », en sorte qu'à la surprise de tant de témérité s'ajouta la surprise de tant d'inertie. Cependant, même dans l'immobilité des choses, on refusa de se rassurer : ce fut, suivant l'expression d'un contemporain, un *trouble plat*.

L'inquiétude s'expliquait; car les nouveaux conseillers du Roi n'avaient de raison d'être que s'ils nourrissaient l'arrière-pensée d'usurper. Pourtant, si illogique que fût cet état d'esprit, ni Charles X, ni Polignac n'entretenaient à cette heure aucun dessein arrêté de révoquer la Charte ou d'y porter atteinte.

Qu'on descende dans l'âme du Roi. Il n'a réussi, ni en renforçant l'autorité avec Villèle, ni en la relâchant avec Martignac. Le double échec le libère vis-à-vis des Chambres représentatives que décidément rien ne peut satisfaire, et vis-à-vis

de la presse, de cette presse diaboliquement hostile, que rien ne peut apaiser. En ce désabusement, une image un peu effacée, non oubliée, celle de Versailles, a repris consistance et s'est dressée devant lui. N'était-ce pas le bon temps? On ne gouvernait pas toujours bien, pas toujours mal non plus, et sans subir le contact d'aucun dogmatisme ennuyeux. Or, tout près de lui, le Roi a depuis longtemps discerné Polignac, l'homme qui, par son nom, représente le mieux l'ancienne Cour. Polignac, c'est pour lui l'ami de jeunesse, celui qu'il tutoie, qu'il appelle Jules, celui dont il a éprouvé le dévouement sans limites. Polignac est constitué en dignité; par surcroît, on le dit studieux, ce que le Roi constate avec un agréable étonnement. Pourquoi ne ferait-il pas, aussi bien qu'un autre, un ministre, et même un premier ministre? Le pire, ce serait qu'il échouât; en quoi il aurait le sort des autres. Puis cet acte hardi serait une plaisante réponse à qui veut tenir la monarchie en lisière; et de cette petite représaille Charles X s'est réjoui, comme d'une malice bien trouvée. Plus l'excellent prince a réfléchi, — autant du moins qu'il peut réfléchir, — plus il s'est affermi dans le dessein d'élever jusqu'à lui un ministre, non plus gourmé, exigeant, susceptible comme les parlementaires ou les doctrinaires, mais de la dernière commodité; un ministre à allure de favori, quoique de favori vertueux et intègre; un ministre en présence de qui il pourra se détendre comme en famille et railler librement toutes choses, même la Charte.

Cette évolution cache-t-elle un arrière-projet de violence? En introduisant M. Courvoisier dans le conseil, Charles X lui dit : « Un coup d'État est à mille lieues de ma pensée. » En s'exprimant de la sorte, le prince est très sincère, quoique d'une sincérité qui exige une mise au point. Quand il affirme sa fidélité aux institutions établies, Charles X tient loyalement le langage que lui dicte sa conscience, mais une conscience qui ne rend qu'un son incomplet, parce qu'elle ne se connaît point tout à fait elle-même et ne s'est interrogée qu'en un superficiel examen. Si, avec une pénétration plus affinée, le Roi scrutait jusqu'aux plus intimes replis de sa nature, il y retrouverait, engourdis, mais non morts, les instincts de pouvoir absolu qu'ont accumulés toutes les influences ancestrales. Ces tendances originelles, Louis XVIII, à force de raison, les a maîtrisées. Contre elles, Charles X est moins armé, parce

qu'avec sa pénétration médiocre, il les porte en lui à son insu, sans les deviner; ce qui lui permet de s'en défendre de très bonne foi.

Là est le danger, mais danger d'avenir; car, pour l'heure présente, les intentions du Roi sont assez peu combatives, et pareillement celles de Polignac.

En ce personnage se rassemblent tant de contradictions troublantes qu'il déconcerte quiconque essaierait de le peindre. Il était le fils de cette belle comtesse de Polignac que Marie-Antoinette avait aimée, et son visage, d'une distinction accomplie, gardait le reflet de la grâce et de la séduction maternelles. Il avait grandi dans le culte de la royauté, et au point de frôler le rôle de conspirateur, car il avait été compromis dans le complot de Cadoudal, et avait subi un emprisonnement de neuf années. En 1814, il était devenu pair de France, mais sans participer au maniement direct des affaires; car il était de ceux que Louis XVIII évitait pour les grands emplois publics autant qu'il les jugeait flatteurs pour la décoration de sa Cour. L'intime amitié du Comte d'Artois l'avait classé parmi les familiers du pavillon de Marsan. Pourtant on se serait fort mépris si on l'eût confondu avec le commun des émigrés. Les émigrés étaient frivoles : il était austère. Les émigrés étaient paresseux : il aimait le travail. Sur l'esprit des émigrés la philosophie du XVIIIe siècle avait étendu une couche légère, mais tenace, de scepticisme : lui, il était dévot, et à tel point qu'il avait hésité à prêter serment à la Charte, de crainte qu'elle ne rendît pas un hommage assez explicite à la religion catholique. En 1823, comme les influences d'extrême droite commençaient à prévaloir, il était devenu, sur la proposition de Chateaubriand et malgré Villèle qui se défiait, ambassadeur à Londres. Là-bas, il avait réussi ; car il arrivait souvent que ces grands seigneurs portaient en eux, comme par vocation, un sens très affiné de l'intérêt national : au dedans, ils comprenaient mal leur pays; au dehors, ils le servaient bien.

Dans les loisirs que lui laissaient ses fonctions, Polignac mûrit en lui le programme qu'il avait jadis ébauché pendant sa captivité. Au sommet de la hiérarchie était le Roi, non le Roi absolu, mais le Roi assisté d'un Parlement, et d'un Parlement très libre, investi d'attributions très larges. Seulement, le pouvoir royal étant le plus ancien, celui qui avait fait la

France, il était entendu, de par un droit supérieur qui n'avait pas besoin d'être écrit, que le prince, en cas de suprême péril, pourrait en toute sécurité de conscience et après avoir invoqué Dieu, saisir et manier l'épée de justice. Au-dessous de la royauté, Polignac aspirait à créer une aristocratie, nullement semblable à la frivole noblesse de jadis, mais faite pour conseiller le pouvoir avec indépendance et, suivant l'occasion, le consolider ou le contenir. Cette aristocratie, à forme terrienne, serait un contrepoids à la féodalité industrielle que l'on voyait déjà poindre. Les familles, fortifiées par des lois protectrices de la stabilité des foyers, seraient comme les cellules génératrices de cette aristocratie.

Entre temps, Polignac s'affermissait dans ses idées par l'étude de l'Angleterre. Par intervalles, il lui arrivait, comme peut faire un ambassadeur à un ministre, de communiquer à Villèle ses vues favorites. Celui-ci remettait doucement au point les pensées de son noble correspondant, et lui montrait, avec son réalisme pratique, la fragilité des cadres où pourrait se développer en France une aristocratie. Cependant Polignac, qui était entêté, ne se laissait pas démonter du tout. Cette œuvre de reconstitution sociale qui, au moment de la loi du *double vote*, avait torturé jusqu'à l'angoisse la grande âme de de Serre, lui paraissait, à lui, presque facile et tout à fait à sa portée. Avec une belle sérénité, il poursuivait ses recherches de législation comparée, discutait sur les juges de paix anglais, les comtés anglais, les coutumes héréditaires de la Grande-Bretagne, le tout en cette confusion qui est incorrigible parce qu'elle se croit science et profondeur. C'est qu'il y a quelque chose de pis que d'ignorer les institutions anglaises, c'est de les étudier sans les comprendre, et surtout sans les adapter.

Je touche ici aux faiblesses qui pourraient, si le malheur le voulait, faire de cet honnête homme le plus funeste des conseillers. Il méditait trop pour son intelligence. Il était instruit, mais de cette instruction qui donne envie d'élever des autels à l'ignorance. On eût dit que son cerveau se divisait en deux cases : l'une où s'élaboraient des idées sages, l'autre qui, en recueillant ces mêmes idées, les altérait par subtilité, surchauffement ou complications, et ne les livrait que stériles ou faussées. Par surcroît de mauvaise chance, si quelque notion s'échappait que n'eût point viciée cette anormale gestation, il

arrivait souvent que ces notions elles-mêmes se discréditaient par leurs formes désuètes ou archaïques, en sorte que le public lisait privilège, là où il eût convenu de lire tradition ou même liberté. Ce qui ajoutait aux lacunes de cet homme de bonne volonté, c'était son ignorance de la France. Il l'avait vue de Versailles en sa jeunesse, et plus tard de l'exil ; plus tard encore, en sa captivité, il n'en avait observé que ce qu'on pouvait contempler du donjon de Vincennes ou du château de Saumur. Maintenant il s'applique fort à la bien connaître : dans les réunions mondaines, on le voit écoutant avec attention et emmagasinant tout ce qu'il peut, mais un peu à la manière d'un voyageur qui poursuit une enquête sur un pays étranger. Telle est la condition de Polignac, bien qu'il appartienne à la plus pure race de France. Et le même sort est celui de beaucoup de hauts gentilhommes, que le malheur des temps a trop éloignés de leur pays pour qu'ils n'éprouvent pas un certain besoin de s'y naturaliser de nouveau.

Je ne m'excuse qu'à demi d'insister sur cet homme singulier. C'est qu'en lui se personnifie, comme en un exemplaire presque unique, le terrible malentendu qui sépare le monde ancien et le monde nouveau. Ce personnage, qui est déjà impopulaire et va le devenir plus encore, se recommande d'ailleurs par les plus estimables qualités personnelles. Quoique très pieux, il est tolérant. Il écoute la contradiction avec une aménité parfaite, bien que parfois avec un sourire de présomptueuse confiance où se révèle son entêtement. Il est désintéressé, large, hospitalier, accueillant pour tous et en particulier pour ses adversaires. Comme diplomate, il a recueilli les plus flatteurs témoignages ; tel celui de son chef La Ferronnays qui le considérait comme l'un des meilleurs agents du Roi. Seulement, les plus sages bornent là l'éloge et jugent que la plus haute imprudence a été de transplanter Polignac, de l'Angleterre où il sert bien, dans la politique intérieure où peut-être il se fourvoiera. Ils redoutent en ce personnage qui n'est pas de nature vulgaire, mais pas non plus de nature tout à fait saine, toutes les témérités de l'inexpérience, tous les entraînements d'une infatuation à la fois candide et obstinée. Ce qui accentue leurs craintes, c'est le crédit dont le nouveau ministre jouit auprès du Roi. Et alors ils se sentent glacés de terreur en songeant aux

prodiges d'inhabileté qui pourront sortir de la collaboration du monarque et de son favori.

On ne saurait trop le répéter, le péril, quoique réel, n'est point immédiat. Ce qui peut aussi rassurer, c'est l'aspect qu'offre le Conseil du Roi. L'apparence est celle d'hommes plus embarrassés de leur rôle qu'en gestation de violences. Un seul, Chabrol, personnage très pondéré, a déjà été ministre, et c'est lui qui enseigne les usages. Point de président. Courvoisier, un ancien membre du centre gauche, est appelé au fauteuil en sa qualité de garde des Sceaux. Les autres se groupent autour de la table : Montbel, modéré de nature et qui ne cessera de l'être qu'avec désolation et sur l'ordre impératif de son Roi : d'Haussez qui a les opinions que doit avoir un préfet capable, dévoué et jaloux de faire son chemin sans trop se compromettre : Bourmont! celui-là est homme d'action ; mais justement il ne sera pas là le jour où il pourrait servir. Restent les deux hommes les plus importants du cabinet : Polignac, La Bourdonnaye, mais tellement différents l'un de l'autre que le désaccord de leur caractère est un gage de leur commune impuissance. Les ministres délibèrent le mardi et le samedi entre eux, le mercredi et le dimanche en présence du Roi. Celui-ci se montre presque toujours bon, bienveillant et d'humeur assez débonnaire. A ces réunions assiste en général le Dauphin, réservé, gauche, presque timide. « Je vais peut-être avancer une bêtise », dit-il souvent en commençant. Et en parlant de la sorte, il ne se calomnie pas toujours. Qu'on ne se fie pas trop aux apparences, car par intervalles il s'emporte, devient cassant, discourtois ; puis, tout à coup, il s'apaise et au point de descendre aux excuses, car, chez lui, l'humilité du chrétien tempère presque aussitôt les incartades du prince.

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE : LA GUERRE TURCO-RUSSE

Ce qui tient la première place dans les sollicitudes du gouvernement, c'est la politique extérieure. Tandis que le public et les journaux s'appliquent à découvrir et à dénoncer les indices d'un coup de force, l'attention de Charles X et de Polignac se concentre sur deux objets : la guerre turco-russe, l'affaire d'Alger.

La guerre turco-russe d'abord. Elle a éclaté l'année précé-

dente, et la première campagne a été mêlée pour le Tsar de succès et de revers. Maintenant, les armées moscovites, reprenant l'offensive, débordent de toutes parts. Elles ont, en Europe, franchi les Balkans et en Asie conquis Erzeroum. Elles occupent Bourgas; elles menacent Andrinople qui bientôt leur sera livrée. « Les Turcs découragés ne tiennent plus nulle part », écrit de Saint-Pétersbourg notre ambassadeur, le duc de Mortemart. Et il ajoute quelques jours plus tard : « Rien n'empêche le général Diebitsch, qui a reçu des renforts, de marcher sur Constantinople. »

En transmettant ces nouvelles, le duc de Mortemart en pressent toute la portée. Il écrit, dès le 10 août 1829 : « Je ne demande pas des instructions spéciales pour chaque cas, mais je voudrais connaître au juste ce que le Roi veut obtenir à la suite de tous ces événements qui s'accomplissent. » M. de Mortemart compte d'ailleurs sur toute la bonne volonté de Nicolas. Celui-ci ne lui a-t-il pas dit la veille : « Tout m'attache à la France. » Aussi les lignes qui suivent sont comme une invite à l'ambition française: « La volonté du Roi, écrit l'ambassadeur, ne pouvant être que la justice, nous sommes en mesure de l'obtenir, dès que Sa Majesté nous la fera connaître (1). »

On devine combien ce langage dut exciter le cerveau de Polignac. Il avait en excès de confiance tout ce que Villèle avait en excès de réserve. Au Congrès de Vienne, le gouvernement français avait agi suivant la prudence en paraissant ne pas entendre les suggestions russes et prussiennes, et en se liant à l'Angleterre et à l'Autriche qui représentaient le respect de la légitimité et la politique conservatrice. Les Bourbons n'ayant alors d'autre force que celle de leur droit, la sagesse était de se ranger aux côtés de ceux qui, précisément, proclamaient le droit. Mais quinze ans de conduite avisée avaient rendu à la France une place si haute qu'elle avait reconquis toute liberté pour ses alliances et pouvait caresser l'espoir de reviser par d'opportunes retouches ce qui, en 1815, avait été combiné pour l'enserrer.

Cette évolution de notre politique s'était affirmée, dès le 30 novembre 1828, en un mémoire adressé de Rome par Chateaubriand à M. de La Ferronnays, alors ministre des Affaires

(1) *Affaires étrangères*, *Russie*, vol. 178, f° 66.

étrangères. Tout préoccupé des complications nées des affaires grecques, Chateaubriand prévoyait la ruine entière de la Turquie. Dans cette attente, il appelait la sollicitude du ministre sur les éventualités d'un avenir peut-être prochain. Il jugeait que l'alliance avec l'Angleterre et l'Autriche avait fait son temps, la France ne pouvant obtenir ni de l'une ni de l'autre la seule chose qui lui manquât, c'est-à-dire une bonne frontière au nord. Au contraire, la Russie, désintéressée en Occident, pourrait, moyennant d'équivalents avantages, assurer à la France ce complément de sécurité et de grandeur. Polignac s'inspira-t-il de ce document tout récent ? Ce qui est certain, c'est qu'il le reproduisit, mais non sans y ajouter des précisions inattendues, et en élargissant encore le cadre que Chateaubriand avait tracé. Le duc de Mortemart avait sollicité des instructions : elles lui arrivèrent, datées du 4 septembre (1), mais si vastes, si étendues, qu'après avoir éprouvé l'embarras d'être sans directions, il dut éprouver un embarras plus grand encore de ce qu'on lui expédiait.

Le gouvernement français commençait par exprimer le vœu que la Turquie pût être sauvée. Mais il n'était pas invraisemblable que, le sultan se refusant à toute concession, les Russes entrassent à Constantinople. L'Empire ottoman une fois détruit, il serait vain de le reconstituer : de là un ample partage de dépouilles, et par accord avec la Russie. On doutait d'autant moins du succès que les suggestions d'Alexandre en 1821, celles plus récentes de Nicolas, attestaient à Saint-Pétersbourg le désir d'une entente de plus en plus intime avec la cour des Tuileries. Cependant la négociation était délicate, et pourrait, si elle n'était prudemment conduite, tourner à la confusion de celui qui l'engagerait. Aussi était-il recommandé au duc de Mortemart de garder le plus absolu silence, à moins que la Turquie ne fût irrévocablement condamnée. Même dans ce cas, il s'abstiendrait de prendre l'initiative, mais s'appliquerait à provoquer adroitement, en des entretiens intimes, les ouvertures du Tsar, de façon que notre langage ne parût que réponse aux confidences impériales.

Dans l'éventualité de remaniements territoriaux, l'ambassadeur aurait soin de marquer bien nettement, dès l'abord, le

(1) *Affaires étrangères, Russie*, vol. 178, f° 276 et suiv.

seul péril que la France pût courir, le seul accroissement qu'elle pût souhaiter. « Lorsque la guerre, disait le ministre en sa dépêche, se faisait par de lentes combinaisons et que la rigueur des saisons en suspendait chaque année la poursuite, le Roi pouvait voir sans inquiétude, entre les mains d'une puissance étrangère, une province telle que la Belgique, aussi rapprochée de notre capitale, mais qui était alors ouverte, sans défense, séparée par de longs intervalles du centre de l'Empire dont elle dépendait. Aujourd'hui tout est changé. La guerre se fait par des invasions subites, dirigées contre les capitales. A la place d'une province détachée de l'Autriche, se trouve un royaume compact, guerrier, défendu par tous les travaux de l'art militaire. La Belgique et l'Allemagne se sont couvertes de forteresses qui augmentent la confiance d'une armée envahissante, en lui offrant un refuge en cas de revers. Une armée prussienne campe à soixante-dix lieues de Paris; une armée belge, qui peut, en quelques instants, devenir une armée anglaise, et être soutenue de toutes les forces de l'Angleterre, n'en est qu'à soixante lieues. En cet état de choses, le Roi ne peut penser à des conquêtes éloignées. Sa Majesté ne peut que vouloir sortir de la condition très défavorable où le Congrès de Vienne l'a placée. »

Dans l'intérêt de sa sécurité, la France serait mise en possession de la Belgique et du Luxembourg, ce qui nous assurerait le cours de l'Escaut et la vallée de la Meuse. Il restait à se garder du côté du Rhin, là où dominait, au lieu des paisibles électeurs de jadis, la belliqueuse Prusse. Pour se prémunir contre ce dangereux contact, on n'imaginait rien de mieux que de reprendre une combinaison déjà débattue au Congrès de Vienne et de faire glisser de Dresde dans les provinces rhénanes le roi de Saxe, allié à la maison de Bourbon et qui deviendrait le chef d'une sorte d'État tampon entre la Prusse et la France; quelques parties de ces territoires seraient d'ailleurs attribuées à la Bavière qu'il importait de se concilier. Cependant il fallait satisfaire la Prusse, et la satisfaire largement, de peur que, mécontente, elles ne se portât du côté de Vienne ou de Londres, au lieu de se rallier aux combinaisons de Saint-Pétersbourg. On la dédommagerait avec la Saxe, conception assez naturelle, et en outre avec la Hollande, ce qui commençait à imprimer au plan d'ensemble un aspect tout à fait surprenant. Que faire

du roi Guillaume d'Orange? Polignac, qui ne doutait de rien, l'envoyait sans plus de façon régner à Constantinople. La Russie aurait la Valachie, la Moldavie, et en outre ce qu'elle voudrait de territoires en Asie Mineure. Restait l'Angleterre et l'Autriche. L'Angleterre, depuis 1815, s'était montrée, vis-à-vis de nous, disgracieuse dans l'affaire d'Espagne, défiante dans l'affaire de Grèce : aussi se contentait-on de lui attribuer en tout ou en partie les colonies néerlandaises. Quant à l'Autriche, on lui concédait la Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine où elle se débrouillerait comme elle le pourrait avec les sujets qu'on ajoutait à son empire.

La dépêche était accompagnée d'un *mémoire* qui en offrait le commentaire. Il semble que l'un et l'autre documents aient été débattus à plusieurs reprises en conseil et aient subi en particulier quelques critiques de la part du dauphin qui eût voulu pour la France, non la Belgique, mais la souveraineté directe des provinces rhénanes.

Ce plan recélait tant de chimères qu'on ose à peine louer ce qu'il marquait de clairvoyance. Des vues très judicieuses, des réalisations déconcertantes à force d'être extraordinaires, tout Polignac tient en ce contraste. Peut-on se figurer sans stupeur le chef de la vieille maison d'Orange attaché depuis tant de générations à la Hollande, transféré, en vertu d'un simple protocole, des bords du Zuyderzée à ceux du Bosphore? A côté de ce qui stupéfie, voici ce qui provoque l'inquiétude : pour se concilier la Prusse, on l'accroit jusqu'à la rendre la véritable bénéficiaire de la combinaison ; on l'éloigne de la France, mais on l'arrondit par la Saxe, on la prolonge par la Hollande ; elle devient ainsi puissance maritime, mais puissance maritime sans colonie ; ce qui lui communiquera toutes les avidités de ceux qui ne possèdent pas et ont besoin d'acquérir. La Hollande, toute chargée de sa glorieuse histoire, se résignera-t-elle à devenir simple province prussienne? Ce plan pourra-t-il se poursuivre sans déchaîner la guerre? L'Autriche se prêtera-t-elle à ce que la Prusse, maîtresse de la Saxe, tienne les défilés de l'Elbe? Et l'Angleterre pourra-t-elle supporter que la France domine aux bouches de l'Escaut, la Prusse sur la mer du Nord?

Le rédacteur de la dépêche semble avoir eu le sentiment des surabondantes critiques que sa combinaison soulèverait. Comme effrayé de son gigantesque programme, il s'appliquait lui-même

à le restreindre. Ce n'était, disait-il, qu'une ébauche, un canevas ; mais, ajoutait-il, le Roi verrait avec plaisir qu'on s'en rapprochât. On prévoyait le cas où la Russie tiendrait à ce que les nouveaux arrangements fussent soumis à une Conférence. Le gouvernement français n'y mettrait pas un obstacle absolu, mais à la condition qu'une entente préalable entre Paris et Saint-Pétersbourg assurât, en tout état de cause, la Belgique à la France. Ce qui, aux yeux de Polignac, était de beaucoup préférable à un Congrès, c'était que les deux cours s'entendissent secrètement et entraînassent dans leur accord la Prusse et la Bavière. Alors, en présence d'une *alliance compacte*, l'Autriche, pressée entre la Russie, la France et l'Allemagne, serait heureuse d'accepter ce qu'on lui offrirait, et l'Angleterre toute seule n'entrerait pas sans alliés dans la guerre. La Prusse était le pivot nécessaire, et à tel point que, sans son concours formel, rien ne se devait entreprendre. Il semblait qu'on prévît à Paris une exécution peut-être prompte, car on annonçait que la France pourrait, en trois mois, mettre sur pied deux cent mille hommes. En finissant, le ministre insistait sur le caractère essentiellement confidentiel de la communication. « L'ambassadeur du Roi devrait s'en réserver pour lui seul la connaissance » ; et la dépêche elle-même « ne devrait pas être classée dans les archives, afin qu'il n'en restât point de trace en Russie ». Une dernière crainte était que le Tsar ne jugeât bien considérables les demandes de la France. Mais Polignac désavouait, au nom de son souverain, toute pensée d'ambition. Avec une anxiété qui n'était pas feinte, il insistait sur notre frontière si découverte, si mal gardée. Le Roi, affirmait-il, n'a qu'une pensée : pourvoir à la sécurité de son peuple, de sa capitale, de son trône.

Le duc de Mortemart était un esprit avisé, et il n'eût point été sans intérêt de recueillir son jugement sur ce projet si grandiose et si risqué. Les circonstances lui épargnèrent l'embarras de la critique ou de l'approbation : « Dans le cas de la paix signée, lui mandait Polignac, vous n'auriez aucun usage à faire de ce que je vous écris. » Or, quand la dépêche arriva à Saint-Pétersbourg, la paix avec la Turquie était conclue. Le 14 septembre, elle fut signée à Andrinople. Nicolas usa de la victoire avec une remarquable modération. La restitution à la Valachie et à la Moldavie de leurs anciens privilèges, la cession de quel-

ques districts en Asie, la reconnaissance des droits des sujets moscovites dans l'Empire ottoman, la liberté des détroits pour les navires marchands russes, tels furent, avec la reconnaissance du nouvel État grec, les seuls sacrifices demandés à la Porte : « Après tout, disait Nicolas au duc de Mortemart en songeant à la faiblesse du sultan, je n'imagine pas de voisins plus commodes que les Turcs. »

Ainsi s'évanouit, avant d'avoir pris corps, le vaste et périlleux dessein. Le Tsar n'eut point à le débattre; n'en devina-t-il point quelque chose? Du projet français on peut rapprocher un curieux entretien du souverain russe avec le duc de Mortemart. C'était le 3 novembre. En une conversation tout intime et abandonnée, Nicolas fit connaître à l'ambassadeur que, quelque temps avant la paix d'Andrinople, l'Autriche lui avait proposé un partage de la Turquie avec l'exclusion de la France. « Le Roi peut compter, observa le monarque, que jamais je n'entrerai dans une pareille combinaison sans mon fidèle allié. » Puis il ajouta ces paroles significatives : « J'engage le Roi à s'occuper des suites de la chute de l'Empire ottoman. Malgré mon désir de le conserver, il peut périr d'un moment à l'autre. » La suggestion se compléta par les paroles suivantes : « Je suis sûr de la coopération de la Prusse pour l'accomplissement des vues sages que je concerterais d'avance avec le roi de France (1). » En se dégageant des chimères de Polignac, ne faut-il pas voir en ce langage le signe d'une entente tacite à l'affût des occasions, d'une négociation, indéfiniment ajournée, non tout à fait close? Et cet accord, très intime quoique latent, très capable de se traduire, moyennant sagesse et patience, par des résultats tangibles, cet accord durera jusqu'à ce que la chute de Charles X rejette brusquement Nicolas vers la vieille politique de la Sainte-Alliance, et la France elle-même vers l'Angleterre.

L'AFFAIRE D'ALGER

Après l'affaire russe, l'affaire d'Alger : celle-ci non plus stérile comme l'autre, mais destinée, sans qu'aucun des contemporains en eût sur l'heure la vue claire, à transformer tout un continent.

(1) *Affaires étrangères, Russie*, vol. 178, p. 190.

La régence d'Alger, qui s'étendait depuis la frontière du Maroc jusqu'à celle de la Tunisie, groupait sur son territoire des éléments ethniques très différents : Berbères qui formaient la race primitive ; Arabes descendants des anciens conquérants; Juifs adonnés au négoce ; Maures, négociants eux aussi, massés dans les villes et issus du mélange des diverses populations ; enfin Turcs arrivés dans le pays aux jours de la grande extension ottomane. Ceux-ci, bien que minorité, s'étaient arrogé la domination et reconnaissaient eux-mêmes, quitte à le déposer à l'occasion, un chef qui, sous le nom de dey, gouvernait sous la suzeraineté, au moins nominale, de la Porte.

Les gens de l'intérieur, agriculteurs ou nomades, n'avaient guère d'histoire. Bien différents étaient les Algériens des côtes, depuis longtemps redoutés de quiconque exerçait le commerce ou naviguait dans la Méditerranée. C'est que la piraterie était pour eux une industrie, la plus florissante de toutes. Vrais tyrans de la mer, ils poursuivaient et capturaient les navires marchands, faisaient main basse sur les cargaisons, réduisaient à l'état d'esclaves équipage et passagers. A ces excès, tantôt les États européens avaient opposé des remontrances généralement vaines, tantôt ils s'étaient résignés à acheter par des tributs, sorte de primes d'assurance contre la piraterie, la sécurité de leur navigation; quand les insultes étaient trop fortes ou les demandes de réparations accueillies avec trop d'insolence, on se fâchait tout à fait. Alors des expéditions maritimes s'armaient, s'approchaient des côtes africaines, procédaient par mesures de rigueur. Tels avaient été les bombardements de Duquesne en 1682, de d'Estrées un peu plus tard, et tout récemment, en 1816, de lord Exmouth.

Il était plus facile de châtier ces barbares que de les réformer. Comme le Congrès d'Aix-la-Chapelle avait, en 1818, proclamé la suppression de la course et de l'esclavage, le dey Hussein n'avait répondu à la notification que par un refus. Avec la France surtout, les rapports avaient pris un caractère singulier d'âpreté. Le principal sujet de querelle était né d'un différend pécuniaire. Hussein se plaignait fort que certaines sommes qui lui étaient dues par la France ne lui fussent pas remises. C'est qu'à la suite d'oppositions, les fonds avaient été versés à la Caisse des dépôts et consignations; mais le dey, très ignorant de toute cette procédure, imputait ces retards à la mauvaise foi

du débiteur. Sur ces entrefaites, divers incidents accrurent les désaccords. La maison de notre Consul à Bône fut envahie et pillée : deux bâtiments pontificaux furent capturés, bien que la France eût demandé et obtenu l'affranchissement du tribut; deux navires qui portaient à Toulon le courrier de Corse furent arrêtés et visités. Tout s'envenima par le mécontentement du dey, de plus en plus irrité de ne pas toucher le montant de sa créance. Une lettre écrite par lui au ministre des Affaires étrangères ne reçut qu'une réponse indirecte : de là chez lui un surcroît d'irritation. Sa mauvaise humeur fut portée au comble quand les dépêches de France, au lieu de lui annoncer l'argent espéré, lui réclamèrent des satisfactions.

Un agent diplomatique avisé et en crédit eût peut-être réussi à calmer Hussein. Telle n'était pas la condition de notre consul à Alger, M. Pierre Deval. Il avait encouru à tel point la défaveur du dey que celui-ci attribuait à ses menées hostiles tous ses propres déboires, et menaçait même de le renvoyer, si on ne le rappelait. La double accumulation des griefs réels et des froissements personnels rendait vraisemblable un éclat. Le 30 avril 1827, M. Pierre Deval fut reçu en audience. Hussein, qui était fort excité, se plaignit derechef, et avec un surcroît de véhémence, qu'on ne lui eût pas répondu; il laissa entendre que peut-être la réponse avait été détournée, et que peut-être aussi l'auteur de la suppression était l'homme qui était devant lui. « On accorde, dit-il, tout aux autres et à moi rien du tout. » Ce fut alors que, la discussion s'échauffant par degrés, Hussein s'oublia jusqu'à frapper de trois coups de chasse-mouches l'envoyé français. Telle est du moins l'affirmation que celui-ci a consignée dans son rapport.

Il ne semble pas que, sur l'heure, notre consul se soit redressé sous l'insulte ; car il poursuivit la discussion avec une endurance remarquable, et ce ne fut que par réflexion qu'il se jugea outragé. En revanche, à Paris l'on s'émut fort. Le capitaine de vaisseau Collet fut envoyé devant Alger, avec ordre d'exiger que le dey vînt à son bord ou y envoyât une députation pour présenter ses excuses ; en même temps, toutes les batteries des forts salueraient le pavillon français. En outre, on profita de l'occasion pour faire masse de tous les griefs passés et les énumérer sans en oublier aucun, comme on ferait d'une grosse note arriérée. Hussein, qui venait de montrer son inha-

bileté à se contenir, céda une seconde fois à la colère et jugeant avec sa persistance obstinée qu'il avait, non des réparations à fournir, mais de l'argent à recevoir, il refusa tout.

Une réponse si péremptoire exigeait qu'on y répliquât par des mesures coercitives. Les ports de la régence furent déclarés en état de blocus. L'opération serait très coûteuse et risquerait d'être peu efficace, les Algériens ayant peu de commerce et l'étendue des côtes à surveiller étant immense. C'est ce que ne manqua pas d'observer le capitaine de vaisseau Collet. A ses yeux, une démonstration navale ne pouvait être que diversion, et la seule entreprise sérieuse serait une attaque combinée par terre et par mer avec un corps important de débarquement. Ainsi naquit le premier projet de l'expédition. Plein de ces pensées, le commandant Collet envoya à Paris un jeune capitaine de frégate, M. Dupetit-Thouars, qui, avec une puissance de conviction singulière et malgré les objections de beaucoup de vieux amiraux, développa les avantages de ce plan. L'affaire fut portée en octobre 1827 devant le conseil du Roi. Le ministre de la Guerre, M. de Clermont-Tonnerre, soutint l'opportunité de l'expédition et en souligna les chances de succès. Mais une portion de nos forces navales était alors employée dans l'archipel ; puis les complications nées des affaires de Grèce pouvaient appeler ailleurs notre vigilance ; tel fut le sentiment de Villèle, et son opinion prévalut. On dit que Charles X ne se rallia qu'avec peine à la majorité de son Conseil : « J'ajournerai », conclut-il avec regret. Puis il ajouta : « C'est égal, c'eût été une belle chose de se présenter devant les Chambres, les clefs d'Alger à la main. »

Donc le blocus continua, mesure qui avait un aspect de punition, mais un aspect seulement. Beaucoup de dépenses, peu de captures, peu de dommages pour les Algériens. Les rigueurs pesaient à ceux-là mêmes qui les exerçaient. De là des projets d'accommodement, et à des conditions de plus en plus adoucies pour l'amour-propre du dey. Hussein se montrait intransigeant dans la mesure même où nous nous amollissions. Ainsi s'écoula l'année 1828. Collet, devenu contre-amiral, mourut et eut pour successeur le capitaine de vaisseau La Bretonnière. Derechef, en 1829, on tenta de négocier. Un capitaine de frégate, M. de Nerciat, fut envoyé à Alger ; puis, sur des indices un peu meilleurs, M. de La Bretonnière se décida à s'y rendre

lui-même. Les exigences françaises s'étaient encore atténuées. On ne réclamait plus que l'envoi à Paris d'un officier de marque qui porterait au Roi « des explications franches et satisfaisantes tant sur le passé que sur l'avenir ». Dès qu'il serait parti, le commandant français conclurait une convention préliminaire de la paix. La Bretonnière demeura quatre jours à Alger, et deux fois fut reçu par le dey. Celui-ci protesta qu'il n'avait jamais voulu offenser le roi de France; mais pour le reste il se montra inflexible, jugeant humiliant l'envoi d'un messager à Paris, et ajoutant que la paix ne devrait se conclure que dans Alger même. C'était l'échec. Le 3 août 1829, La Bretonnière s'éloigna, monté sur le navire la *Provence* qui portait pavillon parlementaire, et confiant dans son sauf-conduit. Comme le vent le poussait vers le littoral, il fut forcé de passer sous les batteries de la côte, en longeant le rivage de plus près que ne l'autorisaient les règlements. Un coup de canon tiré à poudre l'avertit; puis, tandis que, luttant contre le vent et les courants, il naviguait pour sortir de la baie, une canonnade à boulets commença, dirigée contre le bâtiment français. Près de quatre-vingts coups de canon furent, dit-on, tirés. Heureusement les projectiles se perdirent pour la plupart dans la mer ou passèrent entre les mâts sans autre préjudice que quelque dommage dans la voilure ou le gréement. Avec un sang-froid remarquable, La Bretonnière s'abstint de répondre et, après avoir essuyé pendant une demi-heure ce tir aussi insolent que peu efficace, se trouva enfin hors de portée.

On aurait pu juger avec quelque indulgence le coup d'éventail du pacha, les mœurs turques n'ayant rien de commun avec les raffinements du point d'honneur occidental. Mais le droit des gens de tous les peuples, fussent-ils les moins civilisés du monde, proscrivait les coups de canon. Et ce furent ces nouvelles, destructrices de tout espoir de paix, qui réclamèrent dès son avènement la sollicitude du ministère Polignac.

LA COMBINAISON ÉGYPTIENNE

Sous quelle forme interviendrait-on ? Le gouvernement français s'arrêta d'abord à une suggestion qui n'eût mérité que d'être rejetée sans examen.

Méhémet-Ali, après avoir régénéré l'Égypte, aspirait à fonder

un empire qui égalerait, surpasserait même celui du sultan son suzerain. Ni l'échec de Navarin, ni l'expulsion d'Ibrahim poussé hors du Péloponèse, ne l'avait découragé de la France. Par elle seule, il pourrait réaliser son dessein de grandeur. Dans cet esprit, il avait surveillé avec un soin attentif le développement de la crise algérienne. Au commencement de l'automne 1829, jugeant les choses à point, il transmit à Paris, par l'intermédiaire de M. Drovetti, consul de France, l'offre de prendre à sa charge, comme par délégation, l'entreprise d'Alger et le châtiment du dey. Il demandait vingt millions et le don de quatre vaisseaux de ligne.

Comment Polignac s'égara-t-il jusqu'à s'approprier une solution si singulière ? On ne le comprendrait guère, si l'on ne considérait que la paix d'Andrinople elle-même n'avait point dissipé son rêve d'agrandissement de la France par entente avec la Russie et par dissolution de l'Empire ottoman. Il rassemblait, il collectionnait pour ainsi dire toutes les informations qui semblaient présager la ruine prochaine de la Turquie ; de ces indices que son imagination grossissait, il rapprochait les marques de faveur que Nicolas prodiguait au duc de Mortemart ; puis fondant toutes ces choses, il croyait toucher, saisir presque, des réalités magnifiques et prochaines. Tout obsédé de ces pensées, il jugeait peu prudent de dégarnir la France de ses meilleures troupes. Cependant il fallait, sous peine de discrédit pour notre politique, pourvoir à l'affaire d'Alger. En ces conjonctures, l'offre de Méhémet-Ali parut tout à fait opportune. Faussant encore son esprit qui était déjà assez faux par lui-même pour ne pas avoir besoin de se fausser davantage, Polignac finit même par découvrir, à l'appui des offres égyptiennes, des arguments qu'il jugea tout à fait victorieux. Il serait, disait-il, peu digne de la France de se mesurer avec un barbare ; mais ce serait besogne tout à fait à la portée d'un autre barbare, tout récemment civilisé. L'économie serait grande pour nous, et d'hommes et d'argent. En outre, nous pourrions stipuler avec Méhémet-Ali de notables avantages, par exemple la consolidation et l'extension de nos anciens établissements sur la côte d'Afrique, depuis Alger jusqu'à la frontière tunisienne. Polignac ne doutait pas que Méhémet-Ali, fondateur d'un grand empire arabe qui s'étendrait sur les trois régences de Tripoli, de Tunis et d'Alger, ne fût tout dévoué à notre

politique : « Ce sera, pensait-il, un lieutenant de la France. »

Les collègues de M. de Polignac étaient peu familiers avec les hautes conceptions de la politique. Mais quand le dessein, d'abord enveloppé de mystère, transpira dans le conseil, les objections éclatèrent. Quelle n'était pas la singularité de se confier à un tiers pour venger nos propres injures! Était-on sûr de l'amitié de Méhémet-Ali et surtout de ses successeurs? Puis était-il digne de la France de concourir à la fondation d'un grand État musulman, au lieu d'ouvrir à la civilisation chrétienne les régions qui semblaient s'offrir à nous? En outre, on observait qu'une distance de deux mille kilomètres séparait Alexandrie de la régence d'Alger : une si longue marche à travers des contrées en partie désertes pourrait-elle se poursuivre sans que l'armée égyptienne se fondît ou se décourageât? Enfin, chemin faisant, ne trouverait-on pas à Tripoli, à Tunis, des résistances qu'il faudrait vaincre par force ou apaiser par négociation?

La combinaison fut modifiée, notamment pour le chiffre du subside et pour les vaisseaux qui seraient prêtés, non donnés. Mais l'ensemble du projet subsista. Derechef, il fut débattu le 19 décembre et subit de nouveau les plus vives critiques. Mais toujours dominé par l'espoir d'une grande politique de compte à demi avec la Russie, Polignac s'obstina, et au risque de rompre toute unité dans le cabinet: car déjà Bourmont et d'Haussez ébauchaient les préparatifs d'une expédition toute française. Vers le milieu de janvier 1830, en une dépêche officielle, le ministre des Affaires étrangères publia le dessein de la France qui était de châtier le dey, mais par les mains du vice-roi d'Égypte.

Certaines conceptions bizarres et mal venues peuvent garder une apparence de cohésion, tant qu'elles s'ourdissent dans l'ombre ; qu'on les expose à la lumière, aussitôt elles se décomposent et se réduisent en poudre. Il en fut ainsi de la combinaison égyptienne. Les journaux, dès qu'ils la pressentirent, la jugèrent avec une raillerie mêlée de dédain. Les militaires firent valoir les difficultés de cette longue marche qui, par la Libye et la Tunisie, irait atteindre la régence. Chez les Russes, alors nos amis et qui se jugeaient liés à notre fortune, la désapprobation le disputa à la surprise ; le duc de Mortemart, dans les réunions mondaines de l'hiver, en put recueillir le témoignage, et à tel point qu'il écrivit à Polignac sur un ton qui

frisait la mercuriale : « Cela devient humiliant, et nous commençons à nous discréditer sérieusement. » Entre toutes les puissances, la plus hostile fut l'Angleterre, tout émue à la pensée d'un grand empire arabe qui dominerait au bord de la Méditerranée et deviendrait un rival pour l'Empire ottoman, ce client traditionnel de la Grande-Bretagne. Dès qu'il avait pressenti le projet, le gouvernement anglais avait mis en œuvre, pour le prévenir, toutes les ressources de sa diplomatie. Dans cet esprit, il avait agi sur le sultan pour qu'il refusât à Méhémet-Ali, son vassal, l'autorisation de tenter l'entreprise. En outre, il avait pesé par intimidation sur le vice-roi d'Égypte, en le menaçant, s'il persistait dans ses vues, de tout le courroux de la Grande-Bretagne. Qu'ajouterai-je ? La sagesse triompha, quoique tardivement. La Turquie ne délivra point le firman qui eût permis à Méhémet-Ali de tenter l'aventure sans révolte contre son suzerain. Méhémet-Ali ne laissa pas que de réfléchir lui-même sur le danger d'encourir les colères de l'Angleterre. Polignac, de son côté, comprit, finit par comprendre que la paix d'Andrinople, tout en marquant une nouvelle étape dans la décadence de la Turquie, l'avait pourtant prémunie contre toute catastrophe immédiate. Ainsi tombèrent à terre, comme d'eux-mêmes, les fils de la combinaison égyptienne, et sans avoir été jamais bien solidement noués. Après un crochet malencontreux, la France, se décidant à être grande, mais sans deviner jusqu'à quel point elle le serait, allait s'engager dans la voie droite où Dieu lui-même semblerait son guide, tant il la conduirait glorieusement et loin.

LE PLAN DUPETIT-THOUARS

Ce fut dans les derniers jours de janvier et au début de février que le Conseil des ministres, décidément libéré de chimères, débattit le plan de l'intervention directe, avec les forces et sous le drapeau national.

Tout naturellement, un souvenir revint en mémoire, celui des délibérations de 1827 et du projet conçu alors d'une attaque par terre, combinée avec une démonstration de la flotte. On ne manqua pas de rappeler aussi le nom de M. Dupetit-Thouars, ce simple capitaine de frégate qui, fort de sa connaissance du littoral algérien, avait développé les avantages de ce plan. Dere-

chef il fut mandé et, dans une commission composée d'amiraux et de hauts fonctionnaires de la marine, répéta ce qu'il avait dit. Il indiqua comme point de débarquement la presqu'île de Sidi-Ferruch, située à cinq lieues environ à l'ouest d'Alger. Cette presqu'île, facile à fortifier et qui pourrait servir de dépôt pour l'artillerie et les vivres, faisait saillie entre deux petites baies qui offriraient aux navires un sûr abri. En s'exprimant de la sorte, M. Dupetit-Thouars pouvait s'appuyer sur l'autorité du commandant du génie Boutin qui, en 1808, avait reconnu la côte algérienne et dont le rapport, conservé aux archives, aboutissait aux mêmes conclusions. De Sidi-Ferruch à Alger, la route n'offrait pas d'obstacles insurmontables. Devant Alger, la seule opération importante serait la prise du château de l'Empereur. Cet ouvrage une fois emporté, la ville serait obligée de se rendre.

Cet avis, développé dans la commission, fut débattu de nouveau en une réunion plus importante tenue au ministère des Affaires étrangères. Le général de Bourmont suggéra qu'on s'emparât d'abord d'Oran. Dupetit-Thouars, devenu, malgré la modestie de son grade, le vrai conseiller du gouvernement, s'éleva fort contre cette conception, en invoquant la longue distance qui séparait Oran d'Alger. Les vieux amiraux, hostiles à toute expédition par terre, ne se laissaient pas tout à fait convaincre; de plus, ils ressentaient quelque dépit qu'un de leurs subordonnés prît une autorité si prépondérante. En revanche, l'opinion de Dupetit-Thouars trouva une confirmation très précieuse dans le suffrage d'un officier du génie, le maréchal de camp Valazé, qui insista sur la faiblesse des défenses d'Alger du côté de la terre. A l'issue de cette conférence, les ministres se réunirent en conseil et adoptèrent définitivement le plan Dupetit-Thouars. On débarquerait à Sidi-Ferruch, et de là on marcherait sur Alger. Le 7 février, après une dernière délibération en présence du Roi, les ordres définitifs partirent pour la flotte et pour l'armée.

L'OPPOSITION ANGLAISE

La France venait de publier ses desseins. A cette nouvelle, une opposition éclata, celle de l'Angleterre.

Depuis le rétablissement de la royauté, elle avait, dans ses rapports avec la France, éprouvé plus d'un mécompte. Elle

jugeait qu'ayant recueilli les émigrés, donné asile aux Bourbons, aidé à la restauration de la monarchie, elle avait droit que notre politique suivît, sans trop s'en écarter, le sillage qu'elle-même tracerait. A défaut de notre gratitude, elle comptait sur notre faiblesse, faiblesse de malade qui recouvre lentement la santé et se traîne en une longue convalescence. Or, l'événement avait trompé ses prévisions. L'indépendance de notre politique s'était affirmée deux fois : en 1823, par l'expédition d'Espagne ; puis, tout récemment, dans les affaires de Grèce. En outre, on avait à Londres observé, non sans jalousie, les progrès de notre intimité avec la Russie. Que, dans ces conjonctures, la France prît une nouvelle initiative ; qu'elle la prît surtout dans cette région de la Méditerranée où les Anglais avaient jalonné les étapes de leur puissance, à Gibraltar, à Malte, à Corfou ; que nos vues se portassent, non sur une île, mais sur un continent dont les territoires inexplorés tenteraient peut-être un jour nos armées; alors le déplaisir serait tel qu'il aurait peine à se déguiser sous les formes courtoises de la diplomatie ou à se concilier avec le langage persistant de l'amitié.

Polignac, encore ambassadeur à Londres, avait, dès 1828, prévu ce choc éventuel. Un jour, en un entretien avec Wellington, il s'était appliqué à bien marquer, comme principe général, que certaines acquisitions hors d'Europe ne pourraient être considérées comme altérant l'équilibre entre les puissances : « En entrant dans ces explications, écrivait-il à La Ferronnays, mon but a été de ménager au gouvernement du Roi une plus grande liberté d'action dans l'accomplissement de ses vues sur Alger. » Et il ajoutait : « On ne peut se dissimuler que l'acquisition de cette ville et de son territoire serait aussi utile que glorieuse. »

L'heure est venue où, entre Paris et Londres, va éclater la rivalité. C'est une joute serrée où sous les raisonnements se dissimulent les menaces, menaces qui s'insinuent, se gravent, puis, en un retour de modération, se désavouent, quitte à reparaître encore. Et voici maintenant les acteurs : à Paris, l'ambassadeur britannique, lord Stuart, d'un zèle souvent maladroit, et prompt à exagérer dans ses dépêches les avantages qu'il croit avoir remportés ; puis, en face de lui, Polignac, opposant aux insistances déplaisantes toute sa bonne grâce, courtois toujours, obstiné toujours aussi, attentif à ne rien promettre, à ne rien livrer, à ne rien signer surtout, et fort de ce même

entêtement qui est bénéfice vis-à-vis de l'étranger autant qu'il sera funeste dans la politique intérieure. — Et à Londres la même lutte se poursuit, dont l'enjeu est l'influence française : du côté britannique deux redoutables antagonistes : le chef du Foreign Office, lord Aberdeen, droit, intègre, mais à la façon des Anglais qui commencent par se tailler une large part, quitte à comprendre qu'on leur résiste ; puis Wellington, le chef du cabinet, droit lui aussi, mais avec des vivacités qui ne se contiennent pas toujours. En face d'eux l'adversaire semble de qualité un peu inégale : c'est le duc de Laval-Montmorency, de médiocre savoir, ne se recommandant par aucun don supérieur, mais ayant contracté en ses précédentes ambassades à Madrid, à Rome, à Vienne une certaine expérience des grandes affaires, puisant dans une habitude raffinée du monde l'art de se dérober, d'éluder, d'ajourner doucement les solutions importunes, diplomate par grâce ancestrale, quoique sans beaucoup d'envergure, et exerçant dans la société aristocratique de Londres un prestige non négligeable, celui de son grand nom.

Le dépit de l'Angleterre se traduit d'abord par des boutades. Quelques détachements n'ont point encore été rappelés de Morée, et lord Aberdeen s'en plaint avec une aigreur qu'un si mince objet ne saurait justifier. Vers la même époque, le chef du *Foreign Office* laisse entendre que toute difficulté eût été écartée si, dès le début, la France avait pris la Grande-Bretagne pour confidente, et surtout si l'intervention eût pu être concertée en commun.

Cependant les nouvelles du continent dissipent tous les doutes : il ne s'agit pas d'une simple démonstration, comme en 1816 celle de lord Exmouth, mais d'une grande expédition. De Paris lord Stuart mande tout ce qu'il sait des préparatifs de la marine ou de la flotte. Le 3 mars, lord Aberdeen, en un entretien de deux heures avec le duc de Laval, s'efforce de provoquer une explication à fond. « Si le gouvernement français, dit en substance lord Aberdeen, déclare qu'il n'a pour but que la réparation de ses injures, nous n'avons rien à objecter, si formidables que soient les préparatifs. Mais, s'il forme des projets plus étendus et médite de détruire la puissance du dey, l'Angleterre désire savoir au profit de qui tournera sa conquête. — Nos vues sont désintéressées, répond l'ambassadeur ; nous ne souhaitons que le bien général de l'Europe, de la civilisation, de

l'humanité. — Je le crois, reprend lord Aberdeen, et d'autant mieux que le prince de Polignac tient le même langage à lord Stuart... Mais, ajoute-t-il, des explications verbales sont insuffisantes ; » et précisant sa pensée, il poursuit en ces termes : « Nous avons besoin d'avoir entre les mains un *document* qui nous mette en mesure de répondre au Parlement que nous pouvons être pleinement rassurés sur les intentions de la France. » Ainsi parle lord Aberdeen, tout travaillé de soupçons; et son inquiétude se traduit deux jours plus tard en une nouvelle dépêche à lord Stuart : « Les formidables effectifs sur le point d'être embarqués semblent, écrit-il, indiquer l'intention, non de châtier, mais de détruire. » Et il presse l'ambassadeur de voir de nouveau Polignac, d'obtenir de lui une communication officielle dont puisse s'autoriser l'Angleterre.

Le 12 mars, en une dépêche-circulaire, Polignac développa ce qu'il lui plaisait de faire connaître de la politique de son pays : « Notre but, dit-il, est un but d'humanité ; nous poursuivons, outre la vengeance de nos propres injures, l'abolition de l'esclavage des chrétiens, la destruction de la piraterie, la suppression des humiliants tributs que les États européens paient à la régence. » Quant aux suites possibles de l'entreprise, le ministre des Affaires étrangères se gardait de toute précision prématurée et se bornait à dire que, dans ce cas, la France se concerterait avec ses alliés pour le règlement du nouvel ordre de choses.

Qu'on rapproche le langage d'Aberdeen au duc de Laval ou à lord Stuart de celui de Polignac en sa dépêche, et l'on verra se développer en sens contraire deux habiletés. D'abord celle de l'Angleterre. Avec la traditionnelle clairvoyance de ses hommes d'État, elle pressent que la France ne se résignera pas à avoir mobilisé sa flotte, à avoir équipé 35 000 hommes, uniquement pour obtenir du dey une formule d'excuses ou des engagements presque aussitôt rompus que contractés. Elle devine une grandeur naissante à côté de sa propre grandeur. De là l'idée persistante de nous enchaîner, et non par une déclaration générale qu'un autre gouvernement pourra désavouer, mais par un de ces actes écrits qui restent et font foi. Toute la politique anglaise, si variées que soient les formes qu'elle revêtira, n'aura pas d'autre objet. — Et, en face, voici l'autre habileté, l'habileté française. Elle consiste à se tenir dans le vague autant

qu'à Londres on souhaiterait se fixer dans la précision. Que fera-t-on d'Alger? Parmi les conseillers de Charles X, nul ne le sait bien. Mais on s'obstine, on s'obstinera, malgré toutes les obsessions, à se garder les mains libres. C'est qu'à travers l'obscurité des desseins et l'incohérence même des conceptions, le regard perçoit, par instants tout à fait fugitifs, des perspectives glorieuses. Et Polignac, moitié par sentiment de la dignité nationale, moitié par prévoyance instinctive, se refuse à limiter par stipulation ce que l'avenir réserve peut-être à la France.

Cette obstination de la France à se dérober, cette persistance de l'Angleterre à réclamer des précisions ne laisse pas que de rendre malaisés les rapports entre les deux gouvernements. Le différend, qui peut se transformer en conflit, défraie à Londres les entretiens des cercles politiques. Tous les lieux sont bons pour les conférences. A quelques jours de là, comme Wellington se promène à cheval dans le parc de Saint-James, il rencontre, à cheval aussi, l'ambassadeur de France; et entre l'un et l'autre la conversation s'engage. « Votre circulaire est insuffisante, remarque Wellington avec son ordinaire et un peu rude franchise. Telle a été, ajoute-t-il, l'opinion du conseil. La promesse que la France se concerterait avec ses alliées n'a pas paru assez rassurante. Dans une réunion des grandes puissances siégeront la Russie et la Prusse, à qui il importe peu que la France se taille une colonie dans le bassin de la Méditerranée. L'Angleterre a une situation particulière; elle a le droit de réclamer un engagement, particulier aussi. » Devenu exigeant, presque impérieux, quoique toujours courtois, Wellington poursuit en ces termes : « L'Angleterre a besoin d'être fixée, avant le départ de l'expédition, sur le sort réservé à Alger. » Et le langage qu'il tient, en un entretien familier, dans les allées de Saint-James, Aberdeen le reproduit le 28 mars en une dépêche à lord Stuart. Il ajoute que la régence d'Alger n'est point terre libre, mais qu'elle demeure sous la suzeraineté du Sultan qui n'a point abdiqué son droit de souveraineté.

PIERRE DE LA GORCE.

(A suivre.)

QUELQUES MAITRES DU DESTIN

M. BENITO MUSSOLINI

II [1]

LE DUCE

CHEZ LE ROI

Nous retrouvons maintenant M. Mussolini à son entrée au Quirinal. « Sire, dit-il au Roi en pénétrant dans le cabinet du souverain, Votre Majesté n'a pas de plus fidèle sujet que moi. » Sur le point de devenir premier ministre d'un monarque, l'insurgé victorieux n'avait pas de temps à perdre pour se métamorphoser en fidèle sujet. La spontanéité courtoise qu'il y mit fit tout le prix de la métamorphose, accomplie sur le seuil même de l'appartement royal.

Le gage que le Roi lui demandait de sa fidélité était fait pour la lui rendre légère : c'était de constituer un cabinet, autrement dit, de faire ce pour quoi il s'était soulevé. « Ce soir même, déclara M. Mussolini en sortant du Quirinal, l'Italie aura, non un ministère, mais un gouvernement. » L'opposition des deux termes, ministère et gouvernement, contenait en soi l'annonce de la première innovation que le futur président du Conseil entendait réaliser : remettre en vigueur le principe d'autorité dans la manière de gouverner. Son cabinet fut, comme il l'avait promis, constitué le soir même. Il ne différait

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars.

pas extérieurement de ce que son président avait dédaigneusement appelé un ministère. Exception faite des chefs suprêmes de l'armée et de la marine, le général Diaz et l'amiral Thaon de Revel, dont la présence dans le Conseil garantissait au nouveau régime le loyalisme des forces de terre et de mer, aucun des ministres de M. Mussolini n'était un personnage de premier plan et deux ou trois représentaient d'anciens partis politiques, susceptibles de collaborer avec le fascisme. Ce cabinet n'était « un gouvernement », non un ministère, que par la personnalité de son président. La place exceptionnelle que le chef y occupait s'y affirmait par le cumul insolite de deux portefeuilles d'importance primordiale, celui de l'Intérieur et celui des Affaires étrangères, sans préjudice d'un troisième, celui de l'Aéronautique. Ce cumul inusité dénotait l'intention de gouverner personnellement, plutôt que solidairement.

La présence de ses légions en armes aux portes de Rome conserva d'abord à M. Mussolini le caractère de chef de bandes, avec lequel il y était arrivé. C'est encore sous cet aspect qu'il apparut le jour où, la chemise noire barrée d'une large écharpe rouge et jaune, couleurs de Rome, il défila dans les rues de la capitale à la tête de ses fascistes, entouré de son état-major. L'interminable colonne mit quatre ou cinq heures à parcourir l'itinéraire du défilé, entre la place du Peuple et la gare du chemin de fer, par le Corso, la place de Venise, la via Nazionale, la place du Quirinal, la via Venti-Settembre, la rue des Thermes de Dioclétien, la place de l'Exèdre. Cette impressionnante exhibition de la jeunesse armée, musclée, hâlée, échevelée, exubérante d'ardeur, qui avait remporté par la force une victoire politique, maintint M. Mussolini dans le rôle aventureux qu'il venait de jouer. Mais la fin de cette journée d'apothéose le rendit au rôle différent qu'il avait assumé depuis l'avant-veille : celui de dictateur.

Le premier usage qu'il ait fait de son pouvoir a consisté, en somme, dans l'immédiate dislocation de ses légions : mesure indispensable, dont il faut le louer d'avoir compris l'urgente nécessité. Mais, démobilisation ne signifiait pas suppression. L'organisation fasciste subsista au contraire, dans les conditions mêmes où elle existait avant la marche sur Rome. Le seul changement fut qu'au lieu de constituer une menace contre le gouvernement, elle devint sa garde prétorienne, le palladium de

la dictature. M. Mussolini réunit dans sa personne les deux qualités de chef du gouvernement et de chef du fascisme. La seconde, lui ayant servi à acquérir la première, lui servit désormais à la conserver : ce fut toute la différence. L'arme qu'il avait maniée contre le débile pouvoir de son prédécesseur demeura intacte dans ses mains pour défendre le sien. En la brisant, il se serait exposé à perdre le fruit de la victoire qu'elle lui avait donné. Il ne s'en souciait pas et, esprit positif, s'abstint d'en courir le risque. De sa part, toute autre conduite n'eût pas été concevable. Désorganiser le fascisme ou en abandonner la direction devait nécessairement lui paraître hors de question. Par suite, la base fournie au gouvernement par l'organisation fasciste devint la caractéristique essentielle du nouveau régime ; la réunion, dans la personne de M. Mussolini, des deux qualités de chef du gouvernement et de chef du fascisme devint le trait fondamental de sa physionomie politique.

Sa nomination régulière à la présidence du Conseil, le serment constitutionnel qu'il prêta en entrant en fonctions, l'hommage qu'il fit rendre au Roi par ses légions, en le leur faisant acclamer au balcon du Quirinal pendant leur défilé dans Rome, définirent sa situation par rapport à la Couronne. Celle-ci n'eut rien à craindre de lui, tant qu'elle ne lui mettrait pas de bâtons dans les roues; il n'eut rien à craindre d'elle, tant qu'il ne la mettrait pas dans le cas de sanctionner une violation flagrante de la Constitution. La lettre de la Constitution, à défaut de son esprit, avait pu être sauvegardée par l'appel du Roi à M. Mussolini pour former le cabinet, et par l'investiture royale donnée au nouveau gouvernement. La légalisation de ce qui était dû à un coup de force importait à la Couronne; de ce fait, elle importa aussi à M. Mussolini : or, c'était du Parlement qu'il dépendait de la compléter, ou d'en annuler les prémisses.

DEVANT LE PARLEMENT

Le contact de M. Mussolini avec la Chambre des députés fut des plus rudes. Mais la rudesse en fut toute pour elle, non pour lui; et leur rencontre fut d'autant plus dramatique, que le compte des coups fut plus simple à établir. La séance où, président du Conseil de nom, dictateur de fait, M. Mussolini se présenta devant la Chambre, restera historique dans les fastes de

l'institution parlementaire, non comme une bataille, mais comme une exécution. Exécution d'autant plus mortifiante, qu'elle fut morale, non matérielle. La résolution à laquelle M. Mussolini s'était arrêté envers la Chambre était de lui offrir la vie sauve en échange de sa docilité. Les arguments dont il avait fait choix pour se la soumettre consistaient d'abord à lui rappeler qu'il avait dépendu des fascistes de la fermer, ensuite à la mettre en face des fautes qu'elle avait commises, des responsabilités qu'elle avait assumées. Ainsi fit-il et sans ménagements. Dans une harangue telle qu'aucun Parlement n'en avait entendu de pareille et qui tint lieu de déclaration ministérielle, sans avoir rien de commun avec aucun spécimen de ce genre, il rappela qu'il aurait pu faire bivouaquer ses légionnaires dans la salle des séances où il parlait, et prononça un sommaire mais rigoureux réquisitoire contre l'assemblée devant laquelle il se présentait.

Pareille pénitence était beaucoup plus dure qu'un renvoi pur et simple, qu'une dissolution. La Chambre se la laissa administrer passivement, sans aucune réaction et dans une attitude résignée, sinon repentante. Pas la moindre protestation ne s'éleva en sa faveur dans le pays. L'effet du premier contact de M. Mussolini avec elle fut celui qu'il avait attendu de sa propre tactique : satisfaite de la vie sauve et plus ou moins consciente de son discrédit, la Chambre vota au président du Conseil les pleins pouvoirs qu'il avait demandés. Ainsi se trouva complétée la légalisation que l'investiture royale avait commencé de donner à la dictature mussolinienne.

Nous ne croyons pas que M. Mussolini ait jamais, dans sa carrière, obtenu un résultat plus paradoxal que de s'être fait donner, par la plus hostile des Chambres auxquelles il ait eu affaire, l'investiture parlementaire pour un gouvernement de réaction contre le parlementarisme et ses méthodes. Après le coup de force, ceci est plutôt un tour de force. Nous ne croyons pas non plus que M. Mussolini ait jamais été mieux servi par son tempérament, par une psychologie plus sûre, par une appréciation plus exacte de l'opinion publique, par une plus judicieuse combinaison de la rigueur dans l'accusation et de la longanimité dans la sentence. Ces mérites semblent bien devoir lui être reconnus, indépendamment de tout jugement sur la valeur de son entreprise et de son œuvre. Ce qui nous occupe

ici est uniquement l'homme, observé à travers la vie et la partie de sa carrière qu'il a derrière lui.

Très peu de jours après son installation au pouvoir, revint l'anniversaire de l'armistice italo-autrichien du 3 novembre 1918. Cette date fatidique avait, les années précédentes, été commémorée dans de discrètes conditions. M. Mussolini devait naturellement vouloir qu'elle le fût avec plus d'éclat : un service solennel à la mémoire des morts de la guerre fut célébré à l'église *Santa Maria degli Angeli*, construite dans une partie des Thermes de Dioclétien. Le Roi s'y rendit. Ce fut la première occasion où M. Mussolini parut dans une cérémonie publique comme président du Conseil. Sanglé dans une redingote, à peu près tout le temps debout entre son fauteuil et son prie-dieu, il assista au service dans une attitude de raideur plutôt martiale que compassée.

Au sortir de l'église, il prit, encadré du général Diaz et de l'amiral Thaon de Revel et suivi des autres ministres, la tête d'un cortège assez désordonné, grossi de quiconque voulait s'y joindre, et s'en alla ainsi à pied jusqu'à la place de Venise. Là s'élève le monument de Victor-Emmanuel le Grand, dans lequel est placée la tombe du soldat inconnu. Les membres du gouvernement, président en tête, gravirent l'escalier du monument et, parvenus à la dernière marche avant la plate-forme qui supporte la tombe, s'agenouillèrent sur un rang. Un genou en terre, le buste incliné, la tête baissée, ils se recueillirent un instant.

Le spectacle d'une rangée de messieurs, en tenue bourgeoise, le chapeau haut de forme à la main, agenouillés en plein air, au sommet d'un escalier, aurait eu quelque chose d'un peu trop théâtral, d'un peu trop appuyé pour un public parisien. En Italie, à Rome, cela ne passait pas la mesure. Le geste de M. Mussolini fut bien italien, comme l'homme même qui l'accomplit, peut-être sans l'avoir seulement prémédité. L'entière manifestation, à l'église, dans la rue, à l'autel de la patrie, — c'est ainsi qu'on appelle l'emplacement de la tombe du soldat inconnu, — répondit exactement à la mystique du fascisme. Cette mystique, que M. Mussolini était soucieux d'entretenir dans son parti et de propager dans le reste du pays, faisait en effet une large part au culte de la patrie, au souvenir des héroïsmes de la guerre, à la piété envers les sacrifices natio-

naux, à la gloire de la victoire, toutes idées que symbolise le cercueil du combattant anonyme.

DE LA CONSULTA AU PALAIS CHIGI

Du premier moment, le travail de bureau est devenu, — cela va de soi, — le lot de l'homme d'action qu'était M. Mussolini. Pour siège habituel de son activité ministérielle, il a choisi son cabinet de ministre des Affaires étrangères. Et c'est un fait significatif qu'entre les deux principaux ministères dont il a assumé la direction personnelle, il ait fait choix des Affaires étrangères, de préférence à l'Intérieur. Quelque importance qu'eussent, pour l'avenir du régime fasciste et la poursuite de ce qu'il appelait sa « révolution », la besogne qui s'abattrait et les réformes qui s'étudieraient au ministère de l'Intérieur, c'est à celui des Affaires étrangères qu'il réservait le privilège de sa présence à peu près continue. Il marquait ainsi l'intérêt particulier qu'il accorderait aux affaires qui s'y traitent.

Rien de changé par son arrivée à l'aspect coutumier du palais de la *Consulta*, passés les tout premiers jours, où quelques fascistes et un « officier d'ordonnance » en chemise noire jetèrent une note évocatrice des événements qui y avaient conduit leur patron. Mais ces hôtes insolites eurent bientôt disparu et il n'y eut plus de changé dans l'illustre maison que le ministre, ce dont elle avait l'habitude, tout comme ceux qui la fréquentaient. Derrière le bureau où ils avaient vu San Giuliano, Sonnino, M. Tittoni, M. Scialoja, le comte Sforza, le marquis della Torretta et M. Schanzer, les visiteurs virent un homme de taille moyenne, mais de robuste carrure, aux larges épaules, au visage glabre, au masque énergique, aux traits réguliers, mais accentués, paraissant plus que ses trente-neuf ans à cause de la calvitie qui lui découvrait le front haut et bombé, conservant cependant de la jeunesse la vigueur physique et l'éclat des yeux, l'acuité du regard : un type très caractéristique d'homme du peuple d'Italie.

Manifestement, cet homme-là n'avait pas parcouru la même carrière, mené la même vie que ceux qui l'avaient précédé dans le fauteuil où il s'asseyait. Néanmoins, aucune brusquerie, spontanée ni affectée, dans l'accueil ni les manières; pas non plus d'affectation d'empressement ni de prévenances :

la naturelle correction de la simplicité. Ensuite une attention polie à ce que le visiteur avait à dire et, si le sujet comportait un entretien, le ton de la conversation d'affaires, dans un français suffisamment fluide pour ne pas rendre laborieux le dialogue, avec cette note d'originalité dans l'expression que donne celle de l'esprit. De morgue, de pose, point; pas non plus de banalité. Nous parlons ici d'audiences particulières, données à des étrangers par le dictateur débutant. Ses façons avec eux restèrent les mêmes dans la suite, hormis les cas où quelque circonstance put créer de la gêne, commander réserve ou réticences. Quand entre lui et l'un d'eux s'établit peu à peu une habitude de relations et qu'elle ne lui fut pas désagréable, il apporta une réelle bonne grâce à l'entretien.

M. Mussolini ne fit pas long feu à la Consulta. Il la quitta très vite, mais pas pour le palais Viminale, siège du ministère de l'Intérieur. Restant fidèle aux Affaires étrangères, il en transféra le ministère, et lui avec, au palais Chigi, plus spacieux que la Consulta et pourvu d'appartements de plus vastes dimensions. Pour son cabinet, il y choisit la plus grande de toutes les pièces, ornée de belles tapisseries des Flandres et désignée du nom de salon de la Victoire, depuis qu'il y eut fait placer la réduction en bronze d'une statue antique de Victoire divinisée. Depuis lors, c'est là, devant une table Renaissance posée en travers d'une fenêtre, tout au fond de cette grande salle dallée de marbres multicolores, que ses visiteurs l'aperçurent en passant sa porte. Il avait voulu à sa fonction, à sa politique, un cadre somptueux et de proportions imposantes. Il leur avait aussi voulu un cadre différent de celui qu'avaient eu la fonction et la politique de ses prédécesseurs. La Consulta lui était apparue comme gardant aux tentures démodées de ses salons, à l'étoffe passée de ses rideaux, quelque chose d'une tradition diplomatique qu'il n'aimait pas. Sans doute cette tradition, dont l'Italie avait largement bénéficié, ne méritait-elle pas la sévérité de M. Mussolini. Mais le fait est qu'il entendait rompre avec elle : et son déménagement avait aussi ce sens-là.

La conférence de Lausanne pour les affaires turques l'appela hors de Rome tout au début de son gouvernement. En fixant en Suisse et à Lausanne, avant son arrivée au pouvoir, le siège d'une conférence où il ne pouvait pas ne pas aller, puisque M. Poincaré et lord Curzon s'y rendaient, le hasard avait ménagé

aux choses humaines un de leurs plus étonnants retours. M. Mussolini revenait président du Conseil des ministres d'Italie dans le pays où il avait été émigrant, manœuvre, garçon-livreur, où il avait connu la misère et la faim. Pour qu'il y pût rentrer, il avait fallu, peu de temps avant, faire rapporter les arrêtés d'expulsion qui lui en interdisaient l'accès, au moins dans divers cantons, sinon sur tout le territoire fédéral. L'étrangeté inouïe de ce revirement de fortune tient tout entière dans un court dialogue entre M. Mussolini et le commissaire spécial mis à sa disposition à Lausanne : « C'est sous ce pont que votre police m'a arrêté, il y a vingt ans. — Que voulez-vous, monsieur le Président? C'est la vie ! » Ce fut à Territet qu'il fit la connaissance de M. Poincaré et de Lord Curzon. Il avait tenu à ce qu'ils vinssent l'y trouver, probablement pour avoir avec eux une entrevue à l'écart des délégués d'innombrables autres pays, dont beaucoup de second rang : il distingue volontiers entre grandes et petites puissances, facilement dédaigneux des petites. Le peu qui se dit entre les trois interlocuteurs n'eut guère d'intérêt que par le souci d'égalité que M. Mussolini manifesta au nom de l'Italie, par rapport à l'Angleterre et à la France. Il le manifesta d'ailleurs avec une ingénuité dont le temps l'a guéri, mais d'autant plus significative qu'elle était plus novice. Tout ce qui resta de l'entrevue consista en un communiqué et quelques photographies.

Une de ces photographies représente M. Mussolini sur le perron de l'hôtel de Territet, entre M. Poincaré et Lord Curzon. L'homme du Brumaire italien, encore peu habitué à poser devant l'objectif en pareille compagnie, tient assez gauchement sa main droite enfoncée dans son gilet, paraissant copier une attitude de Napoléon, tandis que M. Poincaré sourit dans sa barbe et que le visage rasé de Lord Curzon s'éclaire d'une gaîté narquoise. Depuis lors, cinq ans de pouvoir ininterrompu ont donné plus d'aisance devant la galerie au pilote débutant qui, à cette époque, venait seulement de saisir le timon de son pays.

A son retour, on eut tout loisir de l'observer dans ce rôle de timonier politique : et une longévité ministérielle qui n'est pas soumise aux facteurs ordinaires n'a cessé jusqu'à présent de prolonger l'instructif spectacle, offert par ses faits et gestes.

LES DÉBUTS DANS LA DICTATURE

Les réunions du Conseil des ministres, au début tout au moins, se multiplièrent à un rythme plus accéléré qu'il n'était d'usage et, après chacune, un copieux communiqué porta à la connaissance du public les objets des délibérations et les bases des solutions adoptées ou en préparation. Par cette publicité fut compensé l'effet du ralentissement de l'activité parlementaire, qui commença même par être totalement suspendue, à la suite de longues vacances octroyées au Parlement. Par le même moyen, fut donnée à la nation la sensation qu'elle était gouvernée, sensation que M. Mussolini tint visiblement à produire sur un peuple qui avait eu précédemment celle du contraire. La réalité répondit d'ailleurs à l'effet cherché. Sous la vigoureuse impulsion de celui qui était plutôt un maître qu'un chef, une réelle activité fut déployée par tous les ministres et dans tous les ministères. Lui-même en donna l'exemple, faisant preuve d'une puissance de travail peu commune, encore qu'il n'y ait pas lieu de s'extasier devant elle, parce qu'un labeur acharné est le lot de bien d'autres chefs de gouvernement.

Promptement on s'aperçut que M. Mussolini concevait sa situation de chef de gouvernement comme supérieure à celle d'un ordinaire président du Conseil. Lui-même indiqua du reste à mainte reprise qu'à ses yeux cette situation impliquait une autorité, une initiative, un pouvoir de direction, qui en faisaient un poste unique en son genre et abolument prééminent dans l'État. C'est à cette situation, à ce poste qu'il convenait désormais d'appliquer le nom de *Duce*, sous lequel les fascistes avaient coutume de désigner M. Mussolini et qu'on prit insensiblement l'habitude de lui donner, non plus seulement comme chef du fascisme, mais comme chef du gouvernement, comme dictateur. A une aussi haute fonction ne lui parut pas convenir l'effacement personnel de celui qui l'exerçait. Si, comme homme privé, il continua de mener une vie simple et retirée, plutôt soustraite qu'offerte à la curiosité des indiscrets, comme homme public, comme personnage officiel, il ne se déroba pas aux honneurs et se soumit aux obligations de la représentation. Il étendit à la collectivité ministérielle, à l'État tout entier la réaction dont lui-même donnait l'exemple contre les habitudes de simplicité qui s'étaient établies dans les dernières années et

qui avaient fini par exclure presque toute réception ou cérémonie.

On revit des soirées officielles, tantôt au palais Chigi, tantôt au palais de Venise, qui, repris à l'Autriche par le gouvernement italien, fut spécialement aménagé pour servir à cet emploi. Dans le cadre d'aussi admirables demeures, avec la ressource de poster des carabiniers en grande tenue sur les paliers d'escaliers majestueux, celle d'inviter le monde de la Cour et le corps diplomatique et de prescrire aux civils de se chamarrer, aux militaires de revêtir l'uniforme, il est relativement aisé de produire une impression de somptuosité, à laquelle contribuent avant tout le luxe et l'élégance des toilettes de femmes, généralement jolies à Rome. De telles réceptions M. Mussolini fit plusieurs fois les honneurs, portant sur son plastron le cordon vert des Saints-Maurice et Lazare. Car, les décorations venant à lui, il ne les fuit pas et, à l'occasion, en arbora les insignes. Une de celles qu'il porta le plus volontiers, à ses débuts, fut la cravate de commandeur de l'ordre de Malte, consistant en un ruban noir bordé d'un liséré d'or, auquel est suspendue la croix en émail blanc : décoration essentiellement nobiliaire, comme l'Ordre de chevalerie qui la décerne et qui avait fait de M. Mussolini un bailli honoraire, sans se montrer trop exigeant sur les quartiers de noblesse. Plus tard, lui échut, distinction suprême, le collier de l'Annonciade, conféré seulement aux princes de la maison de Savoie, à quelques souverains ou chefs d'État étrangers et à un très petit nombre d'Italiens, civils ou militaires : de ce fait, il eut droit à l'appellation de « cousin », de la part du Roi et des membres de la famille royale.

Les Ambassades étrangères, le recevant à tour de rôle, lui offrirent des dîners ou des soirées, qu'il ne prolongea d'ailleurs jamais tard, afin de ménager ses forces, mises à rude épreuve par des journées bien remplies. Dans les cérémonies publiques, il ne dédaigna pas les moyens extérieurs de procurer du prestige à la fonction gouvernementale. C'est ainsi qu'il remit en usage, pour les ministres, l'uniforme tombé en désuétude. Ses collègues et lui revêtirent l'habit bleu foncé à broderies d'or, ceignirent l'épée à poignée de nacre et coiffèrent le bicorne à plumes, blanches pour lui, noires pour les autres, que les Italiens appellent d'un nom qui fait image : la *felucca* (la felouque). De jeunes sous-secrétaires d'État, navrés qu'il n'y

eût pas d'uniforme prévu pour leur rang, découvrirent à propos que la décoration des Saints-Maurice et Lazare donnait droit à une tenue spéciale et s'affublèrent d'un habit de coupe militaire en drap vert, sur un pantalon blanc à bande d'or. Le *Duce* d'ailleurs y mit promptement bon ordre. Ce sont là de bien petits détails : mais ils donnent une idée de la physionomie du régime et aident à y retrouver celle de son créateur.

NORMALISER ?

En fait de choses sérieuses, les premiers buts que M. Mussolini s'était assignés semblent avoir été les suivants. D'abord, faire place nette des petites forces irrégulières qui avaient pu être constituées, à l'instar de la sienne, par des partis autres que le sien. Ce but-là fut rapidement atteint : à la requête de M. Mussolini, les nationalistes consentirent à dissoudre les quelques équipes qu'ils avaient formées de ci de là, et qui se distinguaient par une chemise bleu azur. Ensuite, restaurer la discipline parmi les employés des services publics et la régularité dans le fonctionnement de ceux-ci : cela aussi fut très promptement réalisé. En faire autant dans l'industrie privée, où prit fin l'épidémie des grèves. Puis, rétablir l'équilibre du budget : on y parvint grâce à la compression des dépenses, obtenue par des licenciements, notamment dans le personnel des chemins de fer, et à un meilleur rendement des impôts. Encore, réorganiser l'armée, à quoi pourvut une loi préparée par le général Diaz, développer l'aviation, mettre en train la reconstitution de la flotte de guerre. Enfin, procéder à une retouche du système électoral, en vue de prochaines élections législatives. Tout cela fut accompli, soit par des décrets autorisés par les pleins pouvoirs, soit par des lois que vota le Parlement, revenu de ses longues vacances.

La dissolution des petites milices ne s'était pas appliquée aux légions fascistes, aux « chemises noires ». Pour mettre fin à ce qu'on appelait le « squadrisme », c'est-à-dire au pullulement d'équipes de volontaires, — phénomène peu compatible avec un état de choses légal, — il fallait pourtant aviser. Entre le maintien du *statu quo*, qui perpétuait une situation tout à fait anormale, et la suppression des chemises noires, qui eût privé le régime de sa base fasciste, M. Mussolini choisit un moyen terme. Il transforma la force armée irrégulière du fascisme

en une force régulière, ou au moins régularisée, pourvue d'un statut légal. Ce fut la « milice volontaire pour la sécurité nationale ». Il la dota d'un uniforme, de cadres, de règlements, d'un budget, et la subordonna directement au président du Conseil, c'est-à-dire à lui-même, à qui elle prêta serment, au lieu de le prêter au Roi, comme le fait l'armée régulière. Cette mesure, dont l'adoption par le Parlement n'alla pas sans difficulté, attesta chez M. Mussolini le persistant souci d'assurer au régime fasciste le moyen de durer et de poursuivre l'œuvre, bonne ou mauvaise, qu'il avait entreprise. Les conséquences de la mesure furent, à la fois, de faire absorber l'organisation militaire fasciste par l'État et de légaliser, sinon d'accroître, l'emprise fasciste sur l'État.

Le débat parlementaire qui précéda la création de la milice posa une grande question, dont la discussion continua ensuite dans la presse : celle de la « normalisation ». Non seulement les adversaires, mais les partisans tièdes de M. Mussolini, ceux qui sympathisaient avec le fascisme ou qui s'étaient inclinés devant le fait accompli, s'adressaient à lui, en lui disant : « Ramenez progressivement la situation du pays à des conditions normales. » Sommation de la part des uns, conseil de la part des autres, cet appel demandait le retour de l'Italie, au besoin par étapes, à un état de choses réellement constitutionnel, par la dissolution de la milice, la transformation du fascisme en un simple parti politique, sans organisation militaire, la restitution au Parlement de toutes ses prérogatives. C'est tout cela que couvraient le verbe « normaliser » et le substantif « normalisation », qui vinrent enrichir le jargon politique. M. Mussolini songea-t-il jamais à exaucer ces vœux? On n'en sait rien. En tout cas, il ne le fit pas. Son refus de « normaliser » nous paraît la décision à laquelle il y avait lieu de s'attendre de sa part, étant donné la ténacité et la persévérance qui le caractérisent, son aversion déclarée pour le libéralisme, le parlementarisme, la démocratie, enfin sa situation de chef du fascisme, auquel il dut toujours, tout dictateur qu'il était, rendre plus de comptes qu'à aucun autre pouvoir collectif. De fait, les pressions exercées sur lui en faveur de la « normalisation » n'aboutirent qu'à lui faire accentuer l'emprise fasciste sur l'État. Il continua de présider le « grand conseil fasciste », dont les discussions permirent plus d'une fois

de prévoir les voies dans lesquelles s'engagerait le gouvernement.

De ce moment date une certaine recrudescence des anathèmes ou explosions d'ironie de M. Mussolini contre les dogmes, principes, méthodes politiques, auxquelles il imputait la responsabilité des vices et abus qu'il prétendait extirper, en même temps qu'un redoublement de franchise dans l'expression des raisons pour lesquelles il répudiait tant d'idées reçues. Ainsi en vint-il à contester le prix attaché par ses contradicteurs à la liberté civile, alléguant à l'appui de cette opinion le fait que les populations, quand il se trouvait en contact avec elles, lui demandaient, non la liberté, mais des maisons, des routes, des ponts, des chemins de fer et des canaux.

Ce fut devant la Chambre des députés, dont une grande partie était encore dépositaire de l'idéal défini par la déclaration des droits de l'homme, qu'il donna ce croc-en-jambe à la doctrine fondamentale de l'orthodoxie libérale. Une autre fois, devant le Sénat, il concéda aux administrés, ce qu'il appela plaisamment le *jus murmurandi*. A tort ou à raison, il ne reconnaissait à la liberté, et n'y reconnaît sans doute encore, qu'une valeur relative à celle d'autres biens, individuels ou nationaux, matériels ou moraux, qui lui paraissaient exiger d'elle un sacrifice.

LA VALEUR ITALIE

Les compensations possibles à un sacrifice, partiel ou total, de liberté, ne sont pas innombrables. De leur nombre est généralement le prestige extérieur du pays. Ce cas se vérifia vite avec le gouvernement de M. Mussolini.

Il y a des époques qui favorisent l'introduction et la vogue de mots nouveaux dans la langue politique. Ainsi en est-il, pour notre époque d'après-guerre, du mot français « redressement ». Son application à la politique, ou intérieure, ou extérieure, ou financière, ou économique, est la conséquence directe des nombreux « affaissements » qui se sont produits, dans ces divers domaines, après l'effort surhumain et les pertes incalculables qui avaient marqué la guerre. L'idée que nous exprimons en français par ce mot s'exprime en italien par un autre, que nous réservons chez nous à la question monétaire : « revalorisation », ou même simplement « valorisation ». C'est à la

« valeur Italie » que le *Duce* entendait restituer la cote, le cours que, selon lui, elle avait perdue. Cette résolution fut mise en lumière par l'affaire de Corfou.

Le général Tellini, chef d'une mission militaire italienne de délimitation entre la Grèce et l'Albanie, avait été assassiné, avec quatre officiers ou sous-officiers, ses subordonnés. Le crime avait eu lieu en territoire grec, à peu de distance de la frontière albanaise. Les meurtriers, demeurés inconnus, avaient pris la fuite. L'impression produite en Italie par ce massacre était naturellement des plus vives et l'opinion publique, dans son ensemble, réclamait une entière et éclatante satisfaction pour l'honneur national, atteint par l'assassinat d'un général et de plusieurs officiers ou gradés, dans l'accomplissement d'une pacifique mission internationale.

La réaction de M. Mussolini à ce tragique incident fut d'une promptitude et d'une vigueur telles, que le risque de provoquer des complications ne les avait manifestement pas atténuées. Dès le surlendemain du jour où la nouvelle était parvenue à Rome, le gouvernement hellénique, tenu pour responsable d'un crime commis sur son territoire, se trouva saisi par le gouvernement italien d'une demande de satisfactions multiples et rigoureuses, qui comprenaient une indemnité de cinquante millions de lires, des excuses à présenter par le ministre des Affaires étrangères de Grèce en personne au ministre d'Italie à Athènes dans l'hôtel de sa Légation, des honneurs à rendre, dans des conditions prescrites, au pavillon italien par un détachement de troupes helléniques et à une division navale italienne par les batteries de terre et l'escadre grecques, le tout sans préjudice des stipulations d'usage en pareil cas pour la recherche et la punition des coupables, mais aggravées par l'immixtion d'agents italiens dans les opérations des autorités judiciaires grecques.

Le gouvernement hellénique n'ayant pas accédé, dans le court délai qui lui avait été imparti, à la totalité de ces exigences, l'île de Corfou fut occupée par les troupes italiennes et, le commandant de la garnison grecque n'ayant pas hissé le drapeau blanc avant l'expiration de la demi-heure qui lui avait été donnée pour le faire, quelques obus de marine furent lancés sur la forteresse, où se trouvaient malheureusement hospitalisés des réfugiés d'Asie Mineure avec leurs familles. Il

y eut quelques victimes. Comme le cabinet d'Athènes avait adressé un appel à la Société des nations, M. Mussolini déclara péremptoirement que l'Italie se retirerait de la Société si le Conseil se saisissait du cas. Mais il consentit, sur l'initiative du gouvernement français, à laisser la Conférence des ambassadeurs s'en saisir, et celle-ci s'appropria, après quelques retouches, la liste des demandes italiennes auxquelles le gouvernement grec donna alors satisfaction. L'occupation de Corfou prit fin, aussitôt les réparations morales exécutées et l'indemnité versée Tout se termina, à Rome, par une magnifique messe de *Requiem*, célébrée, en présence de M. Mussolini, des membres du gouvernement, du corps diplomatique et des représentants de l'armée et de la marine, dans cette belle église *Santa Maria degli Angeli*, que le fascisme semblait avoir choisie pour paroisse, et où les cinq cercueils du général Tellini et de ses subordonnés vinrent s'aligner, comme pour une suprême revue, au centre d'un carré de couronnes funéraires.

Telle fut la suite donnée par M. Mussolini à un incident qui, incontestablement, mettait en cause le prestige extérieur de l'Italie, mais dont le règlement pouvait être conçu de diverses manières. Celle dont le conçut M. Mussolini fut révélatrice, non seulement de la haute idée qu'il se faisait du prestige italien et de la résolution où il était de ne pas le laisser satisfaire à peu de frais, mais encore des procédés, des moyens par lesquels il entendait le rétablir d'abord, le maintenir ensuite. D'après sa façon de penser, une grande puissance ne peut abandonner à qui que ce soit d'autre le soin de se faire respecter, non plus d'ailleurs que celui de décider d'un de ses intérêts nationaux; pour cette tâche, dont elle ne se décharge sur personne, sa garantie est dans sa force et son procédé consiste, le cas échéant, dans l'usage de sa force. Méthode directe : se faire justice soi-même, assurer soi-même la défense de ses intérêts; ne pas tolérer de recours, devant quelque tribunal que ce soit, contre un acte politique accompli dans la plénitude de la souveraineté nationale. Manière forte : employer au besoin la force matérielle, — qui est, aux yeux de M. Mussolini, un des attributs essentiels de la grande puissance, — à imposer le respect de ce que son gouvernement a estimé être le droit de l'Italie.

Il ne s'ensuit pas que la notion de droit soit étrangère à l'esprit de M. Mussolini, ni qu'elle lui soit indifférente. Mais ce qui

nous semble se dégager, c'est que, selon lui, il appartient à une grande puissance de prononcer et d'exécuter elle-même les sentences du droit, dans les cas qui la mettent directement en cause. Si telle est bien sa façon de penser, elle limite évidemment à des cas fort secondaires l'application des formes juridiques au règlement des conflits internationaux. La conception qu'un peuple se fait de son prestige extérieur et des meilleurs moyens de servir sa cause dans le monde dépend de son tempérament, de son état d'esprit du moment, ainsi que du degré qu'il a atteint dans son développement politique, de l'âge auquel il est arrivé dans la course de sa vie indépendante.

Les adversaires de M. Mussolini à l'intérieur avaient attendu de l'affaire de Corfou sa chute, comme conséquence d'un faux pas quelconque. Ils furent déçus. Mais il ne s'en fallut pas de beaucoup que leurs espoirs s'accomplissent. Si le gouvernement français s'était abstenu d'aiguiller l'affaire sur la Conférence des ambassadeurs, que la Société des nations s'en fût saisie et que M. Mussolini en eût été réduit à exécuter sa menace explicite de retirer l'Italie de la Société, il est peu probable que son gouvernement, encore mal assis, eût survécu longtemps à la réalisation d'une éventualité aussi grave. Sans doute le comprit-il, quand il consentit à laisser la Conférence des ambassadeurs évoquer le conflit, ce qui en soustrayait pratiquement la solution à la Société des nations. Pour mince qu'elle soit, cette concession, car c'en fut une de sa part, montra que la réflexion et les conseils de circonspection n'étaient pas sans tempérer chez M. Mussolini les élans d'un caractère fougueux, ni sans le décider à limiter la mesure des risques acceptés.

De risques, il n'y en avait aucun à annexer Rhodes et le Dodécanèse, ce que M. Mussolini ne tarda pas à faire. Ces îles grecques avaient été occupées par l'Italie en 1912, pendant sa guerre contre la Turquie, à laquelle elles appartenaient alors. La France et l'Angleterre s'étaient, dès 1915, engagées à lui en reconnaître la possession. Toute la question était de savoir si l'Italie y avait intérêt. Pour M. Mussolini, l'intérêt de l'Italie ne fit pas doute : c'était le seul agrandissement extérieur demeuré possible à l'Italie et les îles annexées constituaient pour les Italiens des points d'appui en Méditerranée orientale et des positions sur le chemin de l'Asie Mineure. Tout attendue qu'elle était de ceux qui connaissaient M. Mussolini, cette opération

n'en fut donc pas moins caractéristique de sa psychologie et significative des tendances de sa politique. On assure qu'elle lui valut l'offre du titre de duc de Rhodes, ou la suggestion de se le faire conférer. Il eut le bon sens de n'en pas vouloir : le *Duce* n'avait rien à gagner à devenir *Duca*; au changement de l'*e* final en *a*, il aurait perdu.

L'annexion de Rhodes et du Dodécanèse, bien que suivant d'assez peu l'affaire de Corfou, ne l'exposa même pas à l'inimitié durable du gouvernement grec. Aussi cette expérience ne put-elle que l'ancrer dans les principes dont elle avait été le fruit : ne pas aller par quatre chemins, subordonner l'accessoire au principal. Le principal, en l'espèce, a été pour lui d'assurer à l'Italie ce qu'il a considéré comme un moyen pour elle de poursuivre ses destinées ultérieures; l'accessoire, d'attribuer la nationalité italienne à des sujets de race hellène. Selon M. Mussolini, la mission d'une grande puissance lui impose envers elle-même des devoirs qui peuvent, le cas échéant, prévaloir sur la considération sentimentale naissant du caractère ethnique d'une population. Sa conviction paraît être que les grands intérêts généraux se débattent et se règlent, en fin de compte, entre ceux qui ont le pouvoir matériel de le faire.

Du nombre de ceux qui règlent les grands intérêts généraux, et qui parfois y trouvent le leur, l'Italie est de plein droit, et elle en était, quoi qu'en puissent dire les fascistes, avant l'avènement de M. Mussolini. En cette matière, l'innovation de sa part a consisté seulement à vouloir qu'elle en fût plus activement et avec plus d'autorité, de poids, d'audience. Lorsqu'il reprit avec l'Angleterre une négociation coloniale, à la vérité déjà poussée très loin par ses prédécesseurs, mais enfin pas conclue : il la termina en se faisant adjuger, sur les frontières de la Somalie italienne et de l'Afrique orientale anglaise, un territoire appelé Giubaland, remarquable au moins par la superficie. La persévérance qu'il mit à soutenir cette revendication montra de nouveau le cas qu'il faisait des accroissements territoriaux et le prix qu'il attachait aux agrandissements coloniaux, même très lointains, même de médiocre valeur économique. La même observation put être faite, plus tard, quand il eut maille à partir avec le gouvernement égyptien et avec les mentors britanniques de l'Égypte pour la possession de l'oasis de Djerboub, dans le désert libyque, et qu'il eut gain de cause.

Les opérations militaires furent également poussées en Cyrénaïque, où l'œuvre coloniale était encore moins avancée. Des membres du gouvernement se rendirent en visite officielle à Tripoli et dans les parties accessibles de cette colonie, apportant à leurs compatriotes et aux indigènes l'attestation de l'intérêt que l'Italie fasciste prenait à ses possessions d'outre-mer. Puis, quand M. Mussolini fut en mesure de quitter Rome pour quelque temps (ce qui ne fut pas avant longtemps), lui-même fit le voyage sur un cuirassé d'escadre, apparut aux populations blanche et arabe en uniforme de premier ministre, entra dans Tripoli à cheval, exalta le patriotisme de ses nationaux et vanta aux indigènes les bienfaits de la domination italienne dans des allocutions impressionnantes, enfin assista aux fantasias de goumiers et aux défilés d'ascaris, qui jettent une note d'exotisme pittoresque dans les réceptions et revues en terre d'Afrique.

Assez vite, il fut donc établi que M. Mussolini s'intéressait personnellement à l'expansion coloniale italienne. Lui-même prit d'ailleurs soin de ne le laisser ignorer à personne. Il le fit, à diverses reprises, en des termes où il rattachait au souvenir des guerres puniques et de la domination romaine en Afrique du nord l'avenir méditerranéen et colonial qu'il ambitionnait pour son pays. Faire à son pays une place au soleil aussi large que possible sur les continents d'outre-mer, et la lui faire en jouant des coudes avec ceux qui s'y trouvaient déjà installés, était désormais parmi les aspirations de son patriotisme. D'autre part, il est un peu, au centre de sa nation, comme cette lyre dont parle Victor Hugo, et dont les vibrations interprètent les émotions et les passions de la foule. Or il est de fait que le peuple italien, à partir de 1923 surtout, a subi l'atteinte d'un de ces accès d'appétit national, tels que la Méditerranée en produit comme le sel, tantôt sur un point, tantôt sur l'autre de sa côte européenne. A cette crise psychologique contribua aussi le facteur démographique, dont l'influence s'accentua quand l'Amérique du Nord se fut fermée à l'émigration italienne. Alors on vit invoquer en Italie la théorie, d'après laquelle le surplus de population crée un droit à la possession de terres de peuplement : théorie dont la politique extérieure de M. Mussolini eut également à tenir compte, en la tempérant par les précautions qui s'imposent, quand une grande puissance traite avec ses égales.

LES RAPPORTS AVEC LA FRANCE

Bientôt apparut en effet, sous les dehors de l'impulsivité et de l'ardeur, un certain souci de précautions, qui est, dans la politique extérieure de M. Mussolini, comme le correctif de la décision, de l'audace et de l'âpreté qu'elle manifeste. Ce souci n'est pas seulement l'effet de cet élémentaire instinct de conservation, qui conseille aux hommes de ne pas se frotter à ce qui peut piquer. C'est, croyons-nous, surtout la conséquence d'un sentiment inné de respect pour ce qui le mérite. La santé, la force, l'aptitude matérielle et morale à poursuivre une destinée nationale, à remplir une mission universelle, sont avant tout ce qui force le respect de M. Mussolini envers une nation étrangère. La considération que, même aux heures de difficultés avec elle, il garda envers la France, est en grande partie due à ce sentiment-là. Quand récemment, dans un journal dirigé par son frère, on a pu lire, à propos de la France, qu'une nation qui a Napoléon aux Invalides et qui a écrit la page de Verdun avait évidemment tous les attributs de la grandeur, on peut présumer qu'une telle appréciation traduit la manière de penser de M. Mussolini lui-même.

On entend souvent en France poser la question : M. Mussolini est-il francophile ou non? Nous jugeons cette question oiseuse. Les nations ne s'aiment pas les unes les autres, ou du moins cela n'a aucune importance. Mais il arrive qu'elles s'admirent, s'estiment, se respectent, s'apprécient, pour ce qu'elles représentent, les unes aux yeux des autres, dans le passé, le présent et l'avenir. Les hommes d'État qui les gouvernent n'en usent pas différemment. Les sentiments ou plutôt les considérations qui inspirent leur conduite envers un pays étranger sont tout au plus du même ordre et parfois d'ordre encore plus spéculatif.

Nous pensons avoir donné la seule réponse possible à la question que nous avons qualifiée d'oiseuse. La même réponse peut se faire à la même question, posée à propos des Italiens en général. Souvent en France, on entend aussi demander : les Italiens nous détestent-ils ou nous aiment-ils? Et le plus fort est qu'il se trouve tous les jours des gens pour répondre, soit qu'ils nous détestent, soit qu'ils nous aiment éperdûment. Les

deux réponses sont également absurdes et nuisibles. Le sujet est beaucoup plus complexe. Le seul phénomène constant de la part des Italiens, en ce qui nous concerne, est une attention de tous les instants, une perpétuelle comparaison, un incessant rapport de ce que nous faisons ou de ce qui nous arrive à ce qu'eux-mêmes font et à ce qui les occupe ou les préoccupe. Ce phénomène détermine de leur part des réactions totalement contradictoires les unes avec les autres. Dans le cours d'un petit nombre d'années, les mêmes villes d'Italie, les mêmes places des mêmes villes ont retenti d'acclamations frénétiques et de huées, les premières et les secondes à notre adresse. Ces réactions contradictoires sont la conséquence de l'espèce d'attraction que nos faits et gestes exercent sur les Italiens. Leur imagination travaille ensuite. M. Mussolini est trop Italien pour échapper à l'héréditaire habitude de regarder assidûment de notre côté, habitude du reste justifiée par le voisinage et la mutuelle pénétration des intérêts. Mais chez lui les effets en sont contenus par le sens des responsabilités, dont il est loin d'être dépourvu, et par l'équitable notion de ce qui fait la France grande et respectable.

Ses rapports avec elle commencèrent par être faciles. L'occupation de la Ruhr n'éveilla en lui ni prévention, ni appréhension et lui parut être l'occasion de prouver sa bonne volonté au gouvernement français, en même temps qu'un moyen d'arriver à régler les problèmes des réparations et des dettes. L'évacuation de la Ruhr ne l'atteignit pas, sa participation technique à l'entreprise n'ayant pas été assez étroite pour le compromettre. La prétention qu'il éleva de faire participer l'Italie à l'élaboration du statut international de Tanger avait bien, dans l'intervalle, créé un point de friction entre sa politique et la nôtre. Mais le litige à ce sujet n'exerça qu'à la longue une influence irritante sur ses relations avec Paris, encore que le caractère juridique n'en ait jamais masqué à des yeux avertis l'aspect proprement politique. Car le mobile auquel M. Mussolini avait obéi, en élevant cette prétention au nom de l'Italie, consistait dans une considération de prestige : l'affirmation d'une position égale à celles de l'Angleterre, de la France et de l'Espagne, par rapport à l'intérêt méditerranéen qui a son siège à Tanger et à Gibraltar. La prétention cadra donc étroitement avec l'ensemble d'une politique extérieure tendant à accroître le pres-

tige italien, à grandir le rôle de l'Italie dans le monde.

Successivement en découlèrent des conséquences qui vinrent compliquer les données initiales du débat : refus du statut élaboré sans le concours de l'Italie, maintien en vigueur des capitulations à Tanger, réclamation d'une participation italienne plus importante au régime international de la ville, visite de navires de guerre italiens. Autant de moyens de tenir posée la question que M. Mussolini n'avait pu faire résoudre à sa satisfaction, autant de preuves de persévérance dans son dessein. Disons tout de suite que ce dessein, d'abord restreint à la forme, plutôt qu'au fond du règlement de la question de Tanger, nous paraît se circonscrire encore au seul problème de l'internationalisation de ce port et ne s'étendre en aucune façon au reste du Maroc.

Même ténacité sur d'autres points, où un intérêt italien, matériel ou moral, sembla à M. Mussolini mis en cause, tantôt par la France, tantôt par quelque autre État, plus ou moins lié avec elle. Ainsi put être tenue en suspens jusqu'à présent une législation sur la naturalisation des étrangers en Tunisie, contre laquelle les Italiens crurent avoir des objections à élever. Ainsi put être substitué à un accord, conclu avec la Yougoslavie sous le ministère Giolitti, pour faire de Fiume un État libre, un nouveau traité qui donna Fiume à l'Italie, et auquel s'ajouta un pacte d'amitié entre Rome et Belgrade. Ce fut à cette occasion que fut octroyé à M. d'Annunzio, retiré en un ermitage sur les bords du lac de Garde, le titre de prince de Monte-Nevoso, qui eut pour but d'honorer en lui le *condottiere* du coup de main sur Fiume, l'ancien dictateur, le « commandant » de la cité du Quarnero, en ajoutant au nom immortalisé par ses romans et ses poèmes celui d'un sommet des Alpes.

Une politique aussi active exige, pour éviter les complications graves, une diplomatie experte et attentive, une exacte appréciation de ce que les circonstances permettent, des appuis extérieurs et enfin de la mesure. La diplomatie experte et attentive, M. Mussolini la trouva dans la personne de bons conseillers professionnels et surtout d'un excellent collaborateur direct, M. Contarini, qu'il conserva en fonctions au secrétariat général des Affaires étrangères jusqu'en 1926, époque où il se sépara de lui. L'exacte appréciation de ce que les circonstances permettent, il la dut en partie aux conseils éclairés qu'il reçut, en partie à sa propre finesse, qui lui fit discerner chez ses principaux parte-

naires un profond sentiment pacifique, source d'une sage patience, et des ressources de sang-froid, de présence d'esprit suffisantes à lui garantir leur calme maintien. Les appuis extérieurs, il en obtint, tantôt d'accidentels et d'accessoires, tantôt de permanents et de forts. Ainsi attira-t-il à Rome le roi et la reine d'Espagne et conduisit-il à Madrid le roi et la reine d'Italie, nouant entre sa dictature et celle du général Primo de Rivera une sorte d'entente diplomatique. Ainsi cultiva-t-il les sympathies des Anglais en général, des conservateurs en particulier, réussissant petit à petit à obtenir du gouvernement britannique un concours qui, d'abord peu marqué, l'a ensuite été beaucoup plus.

LA PASSE DANGEREUSE

Les difficultés lui vinrent d'abord, non de l'extérieur, mais de l'intérieur. Chef du fascisme en même temps que chef du gouvernement, il était moins maître du fascisme que du gouvernement. Tout le temps qu'il devait consacrer aux affaires de l'État venait en déduction du temps qu'il pouvait consacrer à celles du parti. La nature du régime instauré par lui simplifiait et réduisait les comptes qu'il avait à rendre à un Parlement en voie d'atrophie ; mais elle laissait subsister les prétentions de son parti à se faire rendre des comptes par lui. Son parti demeurait, dans une large mesure, une organisation de combat, incitée par ce caractère même à agir, non seulement par la parole et la presse, mais par les bras. Des tyranneaux de petite ville ou de village, ironiquement désignés du titre abyssin de *ras*, se complaisaient dans l'exercice de ce qu'on appelle en italien la *prepotenza*. Des excès continuèrent donc ou recommencèrent à se produire ; et un beau jour survint un excès pire que les autres : l'assassinat du député socialiste Matteotti.

Ce douloureux événement ouvrit pour le gouvernement de M. Mussolini et le régime fasciste la période la plus critique qu'ils eussent encore traversée. Critique, elle le fut d'abord parce qu'un crime abominable venait synthétiser en quelque sorte les vices d'arbitraire et de violence systématique, dont les adversaires du régime lui faisaient grief ; ensuite, parce que l'instruction révéla, non seulement la culpabilité de gens de sac et de corde, mais la complicité d'individus occupant des

postes dans la direction du fascisme, et compromit même des personnes à qui le *Duce* avait accordé sa confiance ; enfin et surtout parce que la sensibilité de l'opinion publique remuée par de lugubres nouvelles sur la disparition d'un malheureux, enlevé en pleine Rome, et sur la macabre découverte d'un cadavre dans la campagne romaine, oscilla de la mystique du fascisme vers celle que le fascisme croyait avoir dissipée. L'endroit, au quai du Tibre, non loin de la place du peuple, où le *leader* socialiste avait été enlevé et chargé de force dans un taxi, pour ne plus reparaître vivant, se trouva un matin marqué d'une croix noire, peinte sur le dallage du trottoir; et les Romains vinrent s'y agenouiller et y déposer des couronnes.

Sous le coup moral qui lui fut porté par cet attentat, le régime fasciste vacilla et bien des gens crurent que, ne s'en relevant pas, il allait entrer en liquidation. Alors, il y avait encore une Chambre des députés et, dans cette Chambre, une opposition relativement forte : car une nouvelle loi électorale et de nouvelles élections législatives n'avaient pas donné aux fascistes plus qu'une majorité imposante, mais non écrasante. Alors, il y avait encore une grande presse d'opposition et de petites feuilles de combat, vives dans leur antifascisme. M. Mussolini vécut à ce moment les plus sombres jours de sa vie. Aux dangers courus par son gouvernement se joignait, pour l'affecter, la cause même de ces dangers. Il se voyait, dans l'enceinte de la Chambre, en tout autre posture que lorsqu'il y avait pénétré pour la première fois. L'opposition, composée des survivants de l'assemblée qu'il avait traitée en accusée, le transformait à son tour en accusé. Contre lui se retournait l'implacable loi des dictatures, qui impute la responsabilité de tout à celui qui a assumé toutes les responsabilités. Il éprouvait qu'après s'être rendu maître de tous les pouvoirs, ce dont il l'avait été le moins était son propre entourage. Il faisait l'expérience du proverbe : on n'est jamais trahi que par les siens. Et le pire était que ceux qui, pratiquement, l'avaient trahi, s'étaient imaginé servir lui-même et le parti.

Ses adversaires s'accordaient à prédire qu'il n'échapperait pas à une chute que leurs accusations lui préparaient ignominieuse. Rien de tel n'arriva. L'abattement chez lui, chez les fascistes le désarroi furent de courte durée. Le rétablissement opéré, à la suite de cette crise, par M. Mussolini et ses parti-

sans est probablement ce qu'ils ont réussi de plus laborieux depuis leur conquête du pouvoir. Ils l'ont réussi en faisant front à l'attaque contre le régime, en refusant de laisser greffer sur un crime fasciste le procès du fascisme même, en confiant à un parlementaire nationaliste le ministère de l'Intérieur, après élimination des hommes qui l'avaient jusqu'alors dirigé par délégation du *Duce*, en donnant l'impression que lumière et justice seraient faites, enfin en tirant pour eux-mêmes la morale d'une leçon qui leur apprenait les risques de l'arbitraire. Mais rien ne fut changé à l'organisation du fascisme ni à celle de l'hybride « milice volontaire », en laquelle ses légions s'étaient muées. Peu à peu revint à M. Mussolini, dans les masses moutonnières, la popularité qui s'était momentanément écartée de lui et que la tension de sa volonté lui ramena, comme elle la lui avait amenée entre 1920 et 1923.

LA DÉFAITE DU PARLEMENTARISME

Sur les bras lui restait toutefois une lutte sans merci avec l'opposition parlementaire, qui, elle, ne se laissait pas désarmer. Bien que l'opinion publique, moins constante que la minorité des députés, se passionnât de moins en moins pour cette lutte, elle aurait pu cependant finir par en être secouée. Mais ce fut l'opposition elle-même qui y mit fin en désertant le terrain du combat. L'opposition, estimant que ses droits, la liberté de ses opinions et la sécurité de ses membres n'étaient pas assurés, se retira de la Chambre. C'est ce qu'en utilisant un de ces vieux clichés classiques qui traînent dans le vocabulaire politique de tous les pays, on appela « la retraite sur l'Aventin ». Cette faute de ses adversaires fut providentielle pour M. Mussolini. Elle fit place nette, dans la seule assemblée élue d'Italie, des seuls contradicteurs qu'il pût rencontrer. Il eut désormais le champ libre pour gouverner à sa guise, pourvu que sa guise ne différât pas trop de celle de ses partisans, dont il entreprit de faire passer dans la pratique les théories. De ce moment date une phase nouvelle de sa carrière ministérielle.

Elle est marquée avant tout par une très forte accentuation du caractère dictatorial de son gouvernement. Successivement, M. Mussolini en vint à réunir dans ses mains les portefeuilles

des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine, de l'Intérieur, de l'Aéronautique, des Corporations. La Chambre des députés fut réduite à un rôle de plus en plus effacé et de plus en plus fictif, à celui d'un organisme d'enregistrement plutôt que de discussion, par le seul fait que la critique ne s'y exerça presque plus. Les vétérans du parlementarisme, appartenant à des partis modérés qui n'avaient pas opéré leur « retraite sur l'Aventin », ou bien se retirèrent de la vie publique, comme M. Orlando, ou bien se confinèrent dans le mutisme, tout en continuant à siéger en observateurs silencieux, comme M. Giolitti, ou bien manifestèrent leurs scrupules à collaborer désormais avec le gouvernement, en résignant des fonctions extra-parlementaires, comme fit M. Salandra pour le poste de délégué d'Italie à la Société des nations. Peu à peu, de tous les personnages consulaires qui avaient prêté à l'entreprise de M. Mussolini l'autorité de leur bienveillance, ne restèrent plus en mesure de la lui continuer que ceux qui avaient passé au Sénat, assemblée non élue, dont le rôle, sous la présidence de M. Tittoni, avait considérablement grandi. Le président du Sénat, quelques sénateurs, au premier rang desquels il faut citer M. Scialoja, successeur de M. Salandra au Conseil de la Société des nations, enfin certains députés nationalistes, comme M. Federzoni, tantôt ministre de l'Intérieur, tantôt ministre des Colonies dans le Cabinet de M. Mussolini, furent à peu près les seuls par l'intermédiaire de qui le *Duce* put rester en contact avec une tradition gouvernementale autre que fasciste. Les derniers grands journaux indépendants du fascisme changèrent de propriétaires, à la suite de ventes ou de transferts d'actions, et les rédacteurs en furent remplacés par d'autres. Enfin la liberté individuelle elle-même fut soumise à des restrictions, puisqu'il devint possible de se saisir d'un citoyen à son domicile ou partout ailleurs et de le déporter dans une île, généralement Pantelleria, par simple mesure administrative, sans jugement aucun. Il est à peine besoin de signaler que cette dérogation à la liberté individuelle en entraîne une, *ipso facto*, à la liberté d'opinion.

M. Mussolini s'est fréquemment expliqué sur chacun de ces points. La manière dont il l'a fait a, chaque fois, mis en lumière sa condamnation catégorique du système parlementaire, comme synthèse de toutes les libertés politiques et comme procédé d'expression de la souveraineté populaire. On ne compte plus

les circonstances, dans lesquelles il s'éleva contre l'infaillibilité et l'intangibitité des principes de 1789, et répudia l'héritage de la Révolution française, dont il a refusé d'accepter la succession à perpétuité et en bloc, sans faculté d'y appliquer le bénéfice d'inventaire. Et rien de tout cela n'est de sa part simple attitude : c'est l'essence même de sa conception politique, de sa méthode de gouvernement, on serait tenté de dire de sa doctrine, s'il n'y avait en lui beaucoup d'un empirique et si lui-même ne se réclamait volontiers de l'empirisme.

Ainsi la crise que son gouvernement avait traversée et surmontée avait abouti, en fin de compte, à le rendre plus dictatorial. Avec M. Mussolini, le résultat des oppositions intérieures a toujours été diamétralement contraire à celui qu'elles ont cherché. A son tour, l'accentuation du caractère dictatorial de son gouvernement eut pour effet de lui donner plus de latitude pour agir; et de cette latitude il usa, non seulement pour résoudre des questions posées, mais pour entreprendre une refonte partielle de la société et de l'État selon les vues du fascisme.

LA REFONTE DE L'ÉTAT

Une question primordiale posée en Italie, comme en maint autre pays après la guerre, était celle qui résultait de l'effondrement des cours du change. M. Mussolini commença par régler avec les États-Unis et l'Angleterre, dans des conditions avantageuses qui firent honneur au négociateur italien, le comte Volpi, les modalités du paiement des dettes de l'Italie envers ces puissances. Ce point réglé, M. Mussolini fit en sorte de relever progressivement et même rapidement le cours de la lire, sans se dissimuler les conséquences économiques de cette revalorisation, mais en prenant son parti de déterminer, jusqu'à un certain point, une crise économique dans le pays. Il dut se dire qu'un gouvernement dictatorial comme le sien avait précisément, sur un gouvernement normal, l'avantage de pouvoir contenir plus longtemps, soit dans la population en général, soit chez les industriels et les exportateurs, les protestations que suscitent toujours les privations et les sacrifices. Et c'est en effet ce qui advint. La récente stabilisation de la lire attesta ensuite chez M. Mussolini, par un arrêt quelque peu

brusque et inopiné de l'effort revalorisateur, le souci de ne pas pousser trop loin l'épreuve à laquelle il avait soumis, pour relever la monnaie nationale, la résistance économique du pays, les forces de son industrie et de son commerce.

La réorganisation, sur des bases nouvelles, de l'État et des facteurs de la production nationale, est le vaste domaine où il appartenait au fascisme de se montrer « constructif ». S'imaginer que M. Mussolini se refuserait, ainsi qu'à son parti, la satisfaction de construire, c'eût été se tromper lourdement. Car construire, c'est-à-dire innover, est la fin et la justification de toutes les révolutions. Or, le fascisme tient à avoir fait une révolution ; son chef y tient pour lui-même et s'en targue. Souvent il oppose l'œuvre créatrice de la révolution fasciste à l'œuvre destructrice de l'autre grande révolution simultanée, le bolchévisme. Ce mot de révolution, qui revient sans cesse sur ses lèvres, ce n'est pas seulement pour M. Mussolini le moyen de tenir l'opinion publique en haleine, par le prestige d'un vocable qui a le don d'éveiller des enthousiasmes et des craintes également utiles : c'est aussi pour lui le pont entre son passé et son présent. De bonne heure, il déclara sans ambages qu'il refusait à la Constitution, au *Statuto*, l'aveugle respect, le caractère de sacro-sainte intangibilité qu'il dénie à peu près à tout. Il est tel discours de lui où il rappelle que la constitution de l'Italie date des environs de 1860 et a été faite pour le Piémont. De fait, il fit nommer, pour étudier la revision de la Constitution, une grande commission, qui élabora un volumineux rapport. Puis, la réflexion lui ayant montré que mieux valait ne pas aborder de front et sans discrimination la réforme des lois constitutionnelles, son effort et celui de son parti se portèrent sur la réorganisation des facteurs de la production nationale. C'était, d'ailleurs, une des parties du rapport de la Commission : les syndicats, leur reconnaissance légale, les relations de l'État avec eux, la législation du travail. C'était, en outre, la matière pour laquelle montraient le plus de goût les éléments syndicalistes du fascisme, qui y étaient fort influents, et celle qui avait aussi le plus d'attrait pour M. Mussolini, par l'intérêt social qu'elle présentait.

Après plusieurs années d'études, de discussions, de retouches, furent promulgués, entre avril 1926 et avril 1927, une loi, un règlement d'administration publique et une « charte du travail »,

qui constituent le résultat jusqu'à présent le plus imposant de l'activité constructrice du fascisme. L'édifice entier prend base sur le syndicalisme, légalement reconnu, et les principales dispositions qu'il abrite consistent dans le groupement des syndicats en un nombre déterminé de fédérations ouvrières et patronales, dans la réunion en corporations d'employeurs et d'employés appartenant à une même catégorie professionnelle, dans l'application du procédé des contrats collectifs au recrutement de la main-d'œuvre, dans le recours à l'intermédiaire des syndicats pour l'engagement des employés, dans l'institution de tribunaux compétents pour connaître de tous les conflits du travail, dans la proscription de la grève, enfin dans le contrôle de l'État, s'exerçant par un ministère des Corporations. Cette grande réforme, à laquelle prit une part prépondérante M. Rocco, ministre de la Justice, une des lumières du fascisme, est l'enfant chérie de M. Mussolini. On comprend le prix qu'il y attacha. Elle tend à rendre définitive cette suppression du fléau des grèves, qui était un des résultats obtenus par son gouvernement, mais empiriquement obtenus; elle est l'expression des conceptions sociales de son parti; elle le fait apparaître lui-même sous l'aspect de législateur social; elle réalise une des fins de sa révolution; elle fait prévoir des développements ultérieurs, déjà annoncés par ces mots d' « État corporatif », de « Société syndicaliste », fréquemment prononcés en Italie, par la mise à l'étude d'une réforme électorale inspirée d'un principe autre que celui du suffrage universel, et par le projet d'un Parlement corporatif; enfin, elle établit, entre l'œuvre de M. Mussolini dictateur et son activité sociale d'antan, une sorte de liaison et de relative conciliation.

L'accentuation de sa dictature, ses réformes fascistes, certaines rigueurs de police, comme la dissolution par la force de la franc-maçonnerie, déclarée par lui intolérable en tant que société secrète, accrurent la violence des antipathies dont il était l'objet de la part des éléments tant extrémistes que démocratiques du monde entier. Nous ne rappellerons ici les attentats dirigés contre lui à Rome et à Bologne, que pour constater le surcroît de popularité qu'ils lui valurent, parmi ses partisans et jusque dans les masses populaires, et pour marquer l'effet psychologique qu'ils devaient nécessairement avoir sur lui. On vit de nouveau déferler sous son balcon du palais Chigi des

foules avides d'entendre sa voix, de contempler leur idole, d'échanger avec lui ces dialogues qu'à la fin de ses harangues il établit entre ses auditeurs et lui. Les fascistes, le sentant menacé, se sentirent eux-mêmes menacés dans sa personne, qui leur devint encore plus précieuse. Lui, sentant sa vie en danger, eut tout lieu de s'estimer en droit de légitime défense contre des gens qui le traquaient, — d'où l'aigreur de ses récriminations contre l'asile que ses adversaires cherchaient à l'étranger, — et, d'autre part, il se raccrocha à la foi que, vînt-il lui-même à disparaître, le fascisme était désormais de force à lui survivre.

REGARDS VERS LES BALKANS

Sa politique extérieure n'échappa point à l'effet de cette intensification du caractère fasciste de son gouvernement. Les restrictions mêmes que M. Mussolini faisait subir à la liberté lui créèrent un devoir de procurer à l'amour-propre italien et aux intérêts nationaux des satisfactions plus substantielles. C'était bien, pour l'un et pour les autres, un succès moral que la participation de l'Italie aux accords de Locarno, par où elle devenait garante du *statu quo* sur la frontière occidentale de l'Allemagne et, au même titre que l'Angleterre, garante des engagements réciproques contractés entre Paris et Berlin. Mais les compatriotes de M. Mussolini savaient, aussi bien que lui-même, que les agents les plus actifs de cette œuvre de pacification avaient été les ministres d'autres pays que l'Italie; que le nouvel esprit international, auquel on donna désormais le nom de Locarno, ne s'harmonisait pas particulièrement avec le son nationaliste de la politique mussolinienne; que l'Italie ne retirait de l'opération aucun bénéfice concret, puisque la frontière du Brenner en était demeurée exclue. Or, c'était de quelque bénéfice concret que l'Italie était en quête, et c'était cela que M. Mussolini éprouvait quelque impatience de lui procurer.

Le territoire d'expansion que M. Mussolini souhaitait d'offrir à son pays, il semble l'avoir d'abord cherché outre-mer, et nous entendons par là au delà d'une mer autre que l'Adriatique. Un accord entre son gouvernement et le gouvernement britannique délimita entre eux des sphères d'intérêt en Abyssinie : mais rien ne pouvait s'ensuivre immédiatement et

rien ne s'ensuivit. Puis, au moment où l'Angleterre était en conflit avec la Turquie au sujet de Mossoul, on parla beaucoup d'expansion italienne en Asie Mineure : mais le Turc est un animal dont la peau ne se prend que lorsqu'on l'a mis par terre, ce qui n'est pas facile, et d'ailleurs l'Angleterre s'arrangea avec Angora sur l'affaire de Mossoul. Finalement, un beau jour de l'automne 1927, éclata la nouvelle d'un traité signé à Tirana entre les Italiens et les Albanais, qui, en faisant assumer à l'Italie le rôle de garante, non seulement de l'indépendance et de l'intégrité de l'Albanie, mais du gouvernement albanais avec lequel elle avait contracté, lui conférait évidemment une situation absolument spéciale. Le reste est connu.

L'Albanie se trouva donc désignée par là comme le territoire choisi par M. Mussolini, non seulement pour être interdit à l'influence de la Yougoslavie voisine, mais pour être ouvert à celle, politique, économique, financière et même militaire, de l'Italie. Derrière l'Albanie, les Balkans apparurent comme la région par excellence où l'Italie entendait exercer, avec une particulière intensité, son influence de grande puissance riveraine de l'Adriatique. Les rapports italo-yougoslaves, régis depuis janvier 1924 par un pacte d'amitié qui les avait très notablement détendus, se tendirent de nouveau à un degré qui n'avait jamais encore été atteint. L'Italie se lia par un traité avec la Hongrie, dont le principal titre à ses faveurs semble bien avoir été de se trouver dans le camp opposé à celui des Yougoslaves et de leurs alliés, Roumains et Tchécoslovaques. La Yougoslavie ayant conclu avec la France un pacte, qui était d'ailleurs paraphé depuis un an et demi, l'Italie y répliqua par un second traité, cette fois d'alliance défensive, avec l'Albanie. Enfin l'Italie cultiva plus que jamais les bonnes grâces de la Bulgarie, dont le principal mérite à ses yeux paraît bien avoir été du même ordre que celui de la Hongrie, coqueta plus que jamais aussi avec la Grèce, limitrophe de l'Albanie et détentrice du port de Salonique, qui est un des débouchés naturels de la Yougoslavie, et s'efforça d'en faire autant avec la Roumanie, qui constitue, dans le groupe dit de la Petite Entente, le pays avec lequel elle a le plus d'affinités. Les choses en sont là.

On ne saurait dire que M. Mussolini ait, dans cette seconde phase de sa politique extérieure, évité les complications graves, et on ne saurait le croire assez naïf pour avoir été surpris par

celles qu'il a suscitées. C'est précisément pour cette raison que sa politique extérieure la plus récente est aussi la plus intéressante, la plus significative de son tempérament politique. Elle fait apparaître, dans sa physionomie, tous les traits que l'on avait vus se dessiner pendant la période antérieure, dans ses conceptions, dans sa méthode, dans ses procédés, toutes les caractéristiques qui s'étaient dégagées, mais à l'état d'esquisse, pendant ses premières années de gouvernement. Fort d'un appui extérieur dout il s'est jugé suffisamment sûr pour aller de l'avant, l'appui anglais, il a engagé sa partie et l'a jouée résolument, déclinant tout recours à la Société des nations et l'évitant grâce aux bons offices de Londres et par la crainte de complications encore plus graves si l'on passait outre à son opposition ; il ajoutait quelque chose à sa mise chaque fois que son adversaire marquait un point, ferme sur sa position, hautain, revêche et muet envers les Yougoslaves, n'écoutant même les conseils britanniques que dans la mesure où il lui plaisait, appréciant froidement ce que les circonstances lui permettaient de faire et de risquer, le faisant et le risquant. Tel est apparu M. Mussolini, au cours d'une partie diplomatique qui a occupé toute l'année 1927 et qui se poursuit. Le spectacle qu'il a donné est, de tous ceux que son activité extérieure a offerts, celui qui a le mieux mis sa figure en lumière et en relief. C'est la seule conclusion que nous en retiendrons.

Telle a été jusqu'à ce jour, la carrière de M. Mussolini. L'homme qui l'a parcourue et dont le personnage apparaît à travers elle, n'a que quarante-cinq ans. Celle qu'il lui reste à parcourir, et que son âge lui promet longue, est cachée par le voile qui enveloppe l'avenir.

VERAX.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

DU NOUVEAU SUR TOLSTOÏ [1]

Nous commençons à entrevoir ce qui se passe dans le gâchis russe. Que devenait Tolstoï dans le paradis des Soviets? Au moment où la guerre éclata, la grande édition de ses œuvres complètes en quarante volumes se trouva interrompue. Le premier acte de la bande rouge fut de nationaliser la propriété littéraire. Ce n'était pas tant par souci de la gloire ni même du profit, que pour se réserver le droit de censure. Les nouveaux maîtres se piquaient d'admirer le grand écrivain; Lénine, dit-on, en faisait sa lecture favorite. Mais les idées religieuses de Tolstoï, son christianisme, sa doctrine de charité universelle, son attitude de refus à l'égard du service militaire, tout cela faisait de lui un homme dangereux. Tolstoï était suspect, Tolstoï était à l'index; plus encore que sous l'ancien régime, on le traitait en prisonnier d'État et on lui mettait un bâillon. Sa fille Alexandra, chargée de l'édition de ses œuvres, fut arrêtée et tirée du cachot, à grand peine, par Kalénine. Le pays des Soviets est, moins encore que celui des tsars, le domaine de la pensée libre.

Cependant, le gouvernement s'aperçut que cette politique lui faisait du tort; il avait avantage à se parer de Tolstoï plutôt qu'à le proscrire. Le prestige de l'auteur de *Guerre et*

(1) *Der Unbekannte Tolstoï, die offizielle Ausgabe der Familie Tolstoï, herausgegeben von* René Fulöp-Miller, 1 vol. in-8°, 1927. Amalthea-Verlag, Zurich-Vienne.

Paix est une force dont il était peu adroit de se passer : il fait plus pour la propagande que le nom de l'illisible auteur du *Kapital*. Revanche du Parnasse! La République prolétarienne découvrait qu'elle pouvait avoir besoin des poètes. On tolérait Tolstoï. Enfin, on a cessé de redouter sa grande ombre. On s'est rendu compte qu'elle est devenue à peu près inoffensive. Tolstoï n'a plus beaucoup de disciples en Russie. Il n'y avait plus de raison pour le tenir en quarantaine. L'interdit se levait et les archives Tolstoï commençaient à s'ouvrir.

C'est de là que M. Fulöp-Miller, qui a publié depuis deux ans des études remarquables sur la Russie bolchéviste, a tiré un petit recueil formé avec soin par les mains de la piété filiale et qui est, à défaut du texte définitif de ses œuvres que nous attendons, le monument le plus décent qu'on pût élever à Tolstoï à l'occasion du prochain centenaire de sa naissance. L'édition russe a été publiée à Paris. Le contenu diffère un peu de l'édition allemande. Tolstoï n'est pas encore absolument permis pour la consommation intérieure par la Russie officielle. En attendant, cet hommage modeste, — la gerbe de fleurs de son jardin rassemblées par ses filles, — est le souvenir qui convenait le mieux à sa mémoire.

Le volume comprend trois parties. La première se compose de fragments inédits, d'esquisses, de nouvelles et même d'une petite comédie, le *Nihiliste*, ouvrage insignifiant du reste, une bluette dans le genre de l'ancien théâtre de Madame : on est stupéfait qu'un morceau tellement anodin ait pu donner ombrage à la police des tsars. La seconde partie se compose d'un choix de lettres, la dernière de souvenirs et de conversations rapportées par les personnes qui ont approché Tolstoï. On y trouve un excellent morceau de son fils, le comte Serge Tolstoï, sur *Tolstoï et la musique*. Cet ensemble de documents n'est pas absolument nouveau; mais on sera bien aise d'en avoir le recueil, qui ne laisse pas de former une mine de traits précieux pour la figure du grand romancier.

C'est vers 1856, au lendemain de Sébastopol et de sa démission d'officier, que le jeune homme conçut le grand dessein qui devait l'occuper une douzaine d'années et qui a fait sa gloire. Il s'agissait d'un livre sur les troubles contemporains qui allaient aboutir quelques années plus tard à l'abolition du servage. La défaite de Sébastopol eut pour conséquence cette

révolution ; un demi-siècle plus tard, le désastre de Mandchourie provoqua l'émeute de 1905. La Russie des tsars ne résista pas à un troisième revers. Le roman de Tolstoï devait se passer en 1857. Le héros était déjà celui de *Guerre et Paix*. Nous avons conservé quelques lignes du début : « Les personnes qui ont connu le prince Pierre Kirillowitch Besukhow vers 1857, aux premières années du règne d'Alexandre II, et qui se rappellent le vieillard à tête blanche à son retour de Sibérie, auraient eu peine à se figurer le jeune homme insouciant, bon enfant et légèrement présomptueux qu'il était, quarante ans plus tôt, peu après l'avènement d'Alexandre Ier... »

On sait comment, pour expliquer les événements contemporains, l'écrivain se sentit conduit à remonter jusqu'à ceux de décembre 1825, et comment ceux-ci à leur tour le forcèrent à remonter plus haut encore dans le passé, d'abord jusqu'en 1811, enfin jusqu'à 1805. L'immense fresque de *Guerre et Paix* n'est en réalité que le prologue d'une action qui embrassait un demi-siècle, et dont les épisodes successifs devaient être *les Décembristes*, et un autre roman dont je viens de citer les premières lignes, et dont le titre paraît être resté indéterminé. C'est à peu près de même, je veux dire à rebours, en partant de la mort de Siegfried, que Wagner a composé le poème de la *Tétralogie*. L'ensemble devait former l'histoire complète de Pierre Besukhow et des aventures de la Russie. Mais l'artiste perdit courage au milieu de son œuvre. Il se mit à rêver d'un nouveau livre sur Pierre le Grand. Puis, ce fut le sujet d'*Anna Karénine*, qui l'occupa quatre ou cinq ans ; puis, c'est l'époque troublée de sa conversion qui, à cinquante ans, détourna le grand artiste de son œuvre et le fit, hélas! se perdre dans l'apostolat et dans le « tolstoïsme ».

Les chapitres des *Décembristes* qui viennent d'être publiés promettaient un livre magnifique ; ces pages sacrifiées annonçaient quelque chose de plus grand encore que *Guerre et Paix*. Ce tableau de la ferme et des travaux des champs, la messe du village où assistent le vieux général et sa famille, le retour du père Fédotow et son déjeuner sur le pouce au milieu de la cour, servi par ses brus empressées, tandis qu'une pauvre fille séduite accouche dans le bûcher, la scène de labour qui achève la journée et où le vieux passe sa colère et se calme par la satisfaction de son travail, forment un de ces récits simples et

complexes à la fois, un de ces paysages humains, tissés de deux ou trois grands thèmes, de quelques notes fondamentales, une de ces pages où, comme chez Homère, se fondent dans une seule nappe les sentiments élémentaires, le travail, la nourriture, la naissance, l'amour, les différents âges de l'existence, les animaux, la terre, et où l'on a, en quelques traits, avec je ne sais quelle impression sacrée, les éléments immortels de la vie.

On pouvait attendre d'un pareil début le grand livre paysan que Balzac et Zola ont manqué. On n'arrive pas à se consoler que Tolstoï ait renoncé à ce sujet, que seul il pouvait écrire et qui lui aurait mérité, mieux que tout ce qu'il a fait, le nom que lui donnait Tourguéneff de « grand écrivain de la terre russe »; ce livre devait nous offrir, avec le secret de l'âme paysanne, la clef de l'histoire de Russie.

Oui, après de pareils morceaux, ou après l'histoire du veuvage de la princesse Gagarine, quand on vient à lire les premières esquisses de *Guerre et Paix*, on a le sentiment que l'auteur lâche la proie pour l'ombre et que le thème, loin de grandir, se rapetisse tout à coup.

On se trompera peu en pensant que c'est le désir de s'expliquer sur Napoléon et de démolir une idole historique, qui aura définitivement fixé le choix de l'écrivain. Et on ne peut s'empêcher de trouver que c'est dommage. Quoi qu'on pense de Napoléon, il est difficile de le prendre pour un Polichinelle, pour une espèce de père Ubu. Le critique et le penseur sont presque toujours, chez Tolstoï, aussi faibles que l'artiste est grand : ils ont malheureusement prévalu cette fois, et nous n'avons pas eu le roman de la terre que seul ce grand terrien était capable de nous donner.

Le plus vif intérêt du recueil est peut-être dans la cinquantaine de lettres qui en forment la seconde partie. Les plus curieuses sont un paquet de douze ou quinze lettres inédites à Botkine, datant de 1857 à 1862, à l'heure des débuts littéraires de Tolstoï, au moment de sa grande fermentation poétique, des projets, des premiers essais, des voyages à l'étranger. On y trouve l'auteur dans tout le bouillonnement de la trentième année, débordant d'idées, d'ambitions, rêvant de fonder une *Revue*; puis, brusquement, ce sont des crises de dégoût et de découragement. Il a honte de tout ce qu'il écrit. « Wassilij Petrowitsch! Wassilij Petrowitsch! Qu'ai-je fait avec mon

satané *Bonheur conjugal* ? C'est hier, tout à coup, que je m'en suis aperçu, en relisant les épreuves de la seconde partie : quelle saleté ! quelle ordure ! C'est une ignominie qui m'écœure, non seulement comme écrivain, mais j'en rougis comme homme. Ah ! c'est du propre ! Vous m'avez engagé à imprimer cela : soyez le premier confident de mon humiliation et de mon désespoir. C'est fini : me voilà enterré, je n'existe plus, je ne suis plus rien comme artiste ni comme homme. » Voilà dans quel état le met la publication d'une de ses plus charmantes nouvelles. Angoisses, dépressions, tortures d'amour-propre, orages de printemps...

Une des lettres les plus instructives est celle que Tolstoï écrivit de Paris, au printemps de 1857. Elle n'avait jamais été entièrement publiée. Aucun document ne peint mieux le caractère impulsif, irritable, les brusques sautes d'humeur de ce grand enfant sauvage. La lettre est écrite en deux jours, les 5 et 6 avril ; en deux pages, c'est le jour et la nuit : volte-face complète. Une émotion a tout changé. Au début, c'est le parfait bonheur :

Je suis toujours à Paris ; m'y voici déjà depuis deux mois, et je ne prévois pas encore le moment où cette ville aura fini de m'intéresser, où son charme cessera pour moi. Bien entendu, je sais que je suis un Philistin ; jamais je ne m'en suis mieux rendu compte qu'ici ; et c'est une des raisons qui me font jouir de ce séjour, d'autant plus que j'ai en même temps le sentiment que mon état n'a rien de désespéré. Et puis, ajoutez à cela les jouissances intellectuelles, le Louvre, Versailles, le Conservatoire, les cours de la Sorbonne et du Collège de France, et surtout cette impression de liberté sociale, que je ne soupçonnais pas en Russie. Aussi, je ne compte pas m'éloigner avant deux bons mois, avant la saison balnéaire ; je passerai encore tout ce temps-là à Paris ou aux environs, où je m'installe dans quelques jours...

Le lendemain, revirement total.

J'avais commencé cette lettre hier ; j'ai été interrompu et je continue aujourd'hui dans une disposition bien différente. Ce matin, j'ai eu la sottise et la cruauté de me laisser entraîner à une exécution. Ajoutez que depuis quinze jours le temps s'obstine à être détestable, que je me sentais mal à mon aise, que je souffrais d'un état de dépression nerveuse. Bref, ce spectacle a fait sur moi une impression qui ne s'effacera pas de sitôt. J'ai vu à la guerre et au Caucase bien des

choses horribles et cruelles ; mais je crois que de voir un homme déchiré sous mes yeux ne m'aurait pas fait un effet aussi révoltant que d'apercevoir cette ingénieuse et élégante machine avec laquelle, en un clin d'œil, un homme jeune, robuste, bien portant est détruit. A la guerre, c'est le hasard, la balle qui vous tue frappe sans méchanceté; et puis, il y a au moins de belles passions viriles; mais ici, c'est le meurtre pur, le meurtre entouré de tous les raffinements du confort. Rien de majestueux. Chez tous, cette foi commune, cette sèche conviction qu'ils agissent selon la justice et qu'ils accomplissent les lois de Dieu! Belle justice! Justice d'avocats, justice d'hommes qui invoquent l'honneur, la religion, la vérité et se conduisent tout au rebours. Ainsi périrent Louis XVI, Chénier, Girondins et aristocrates, et ce malheureux dont j'oublie le nom, et dont l'innocence était démontrée depuis deux ans...

J'ai eu la curiosité de me reporter aux journaux et de lire le procès du condamné du 6 avril. Il s'appelait François Richeux. C'était un cuisinier qui avait au moins deux hommes sur la conscience. Je ne sais où Tolstoï a pris qu'il était innocent, car peu de crimes paraissent mieux prouvés. Richeux opérait avec des outils de son métier : il saignait au cou avec un couteau de cuisine. Tout ce qu'il dit pour sa défense, c'est qu'il avait purgé la terre de deux scélérats et qu'il était prêt à recommencer. Le fond de l'affaire est un de ces drames qui se jugent à huis-clos.

Les exécutions avaient lieu à huit heures du matin. Celle de Richeux, attendue depuis deux ou trois jours, avait provoqué un attroupement considérable ; le condamné était du quartier. Les maraîchères en revenant des Halles avaient grossi la foule d'ouvriers, de badauds, de femmes qui est toujours dehors à cette heure et sur qui ce genre de spectacles exerce un vague attrait d'intérêt et de compassion. On imagine dans cette canaille le jeune Scythe aux yeux de génie. Il dévore la scène ignoble du regard, domptant les battements de son cœur, livré aux démons de sa fièvre et de son anarchie. Quelle curiosité pousse cet étranger à faire la tournée des grands-ducs et à y joindre, pour le bouquet, la guillotine? Quel cruel besoin de souffrir le pousse à cette exécrable expérience? Chose saisissante que cette présence ignorée dans la foule. Qui se doute à cette heure, quelle police a flairé qu'il y a ici un homme qui compte plus pour les destinées de l'humanité, que le brillant

Bonaparte qui règne aux Tuileries? Voici le jeune barbare à demi séduit par Paris, qui se réveille et qui va juger la civilisation. Désormais, dans tout son désordre et dans les cris de révolte de son cœur ennemi des lois, il y aura l'horreur du sang qui a coulé ce matin du 6 avril sur la place de la Roquette, l'éclaboussure du sang infâme de l'assassin de Bérard et de Jaunet.

Du jour au lendemain, Paris lui devient odieux. L'enchantement disparaît, tout le paysage est obscurci. On parle de complots contre l'Empereur, l'atmosphère devient aussi lourde qu'à Pétersbourg. « Tourgueneff a raison, ce pays n'a pas de poésie. » Pas de. poésie ! Deux ans après les *Contemplations!* Voilà comme nous jugeons les lettres étrangères... Bref, Tolstoï se promettait la veille un séjour de deux mois et ne parlait plus de retour; ce soir, il ne songe qu'à fuir, il s'évade à Clarens, au pays de son cher Jean-Jacques.

Telle est la bizarre aventure parisienne de Tolstoï : pour une fois que ce n'est pas une aventure galante, elle n'en a pas moins,une importance décisive. Le choc, le traumatisme de cette émotion retentira longtemps dans la sensibilité du poète. C'est ici qu'il a éprouvé une de ces révulsions qui bouleversent une existence. Peut-être l'œuvre de Tolstoï ne serait-elle pas tout ce qu'elle est sans la vision de cette tête coupée : avec elle, le couperet trancha ce qu'il conservait d'illusions sur l'Europe. On peut dire en un sens que Tolstoï date de ce jour-là. J'ignore ce que la France se réserve de faire à l'occasion du centenaire. Pourquoi ne pas signaler, par une inscription sur la porte du numéro 206 de la rue de Rivoli, le logis parisien où le grand Russe se connut comme réfractaire à l'Occident?

Cet esprit d'opposition, ce parti pris d'indépendance, ce quant-à-soi de paysan, doublé d'un orgueil d'aristocrate et d'un immense particularisme de terrien et de Slave, rendent compte de beaucoup de choses qui déconcertent chez Tolstoï. Il y a en lui une fureur d'originalité, une susceptibilité prodigieusement irritable, une passion de contredire qui va jusqu'à l'absurde, comme dans sa querelle extravagante avec Tourgueneff, dont nous avons ici pour la première fois entre les mains les témoignages lamentables. On a beau faire, de tels écarts mettent en défiance et font douter d'un sage qui se possède si peu. Ce climat excessif n'est pas celui de la mesure et de la vérité. A

tout moment un génie espiègle, une espèce de baroque humour, de diable taquin nous inquiète, servi d'ailleurs par les ressources d'une incroyable dialectique. Il y a chez le Socrate russe un prodigieux sophiste, et il est souvent difficile de distinguer dans ses boutades ce qu'il faut prendre au sérieux. Il est déjà comique de le voir présenter, dans une lettre à Strachow, la défense des « Madeleines », tenir pour honorable le métier qu'elles font et déclarer que ces « volontaires » sont « les auxiliaires indispensables de la vie de famille ». Mais le jour où il esquisse un plaidoyer pour un caissier voleur, on se demande si ce morceau n'est pas une plaisanterie, tant il ressemble à un « à la manière » bouffon, écrit par Courteline.

Ah! le contraste est grand entre ces lettres et les dernières, celles du « converti » et du directeur de conscience. Je ne reviens pas sur l'histoire de cette conversion qui devait faire du grand romancier une sorte de saint ou de prophète, l'apôtre d'une nouvelle Église. Tout écrivain célèbre, mais principalement tout romancier, est assailli de confidences; une foule d'inconnus, sous prétexte qu'ils vous ont lu, s'imaginent qu'ils ont quelque chose à vous dire : ils racontent leur cas, déballent leurs petites affaires, qu'ils se figurent en général plus curieuses qu'elles ne sont. Ils demandent conseil, implorent un avis, une lumière, un moment d'attention, étalent leurs secrets, leurs misères, quelquefois vous supplient de les prendre pour sujets d'étude : « Que feriez-vous à ma place?... Et dites que je ne suis pas un roman intéressant! » Ils prennent votre temps et croient vous faire un beau cadeau. Les femmes surtout sont sans pitié. Dans sa situation, Tolstoï était plus exposé qu'un autre. Toutes les mal mariées de Russie s'adressaient à l'auteur d'*Anna Karénine* et de *la Sonate à Kreutzer*. Toutes venaient à lui, toutes avaient un mot à espérer de leur grand « frère ». Et il se croyait obligé de répondre, le malheureux!

A chacune il envoie quelques lignes de consultation, rédigeant indéfiniment les mêmes formules, les mêmes recettes, l'éternelle pharmacie pour ces maux des humains que tourmente la chair. Inconvénients de la gloire! L'immense auteur de *Guerre et Paix* était devenu un *staretz*, un de ces marabouts qui dans tout l'Orient touchent les écrouelles et distribuent des amulettes. Rien de plus fastidieux que cette

correspondance. Réunie, elle sera illisible. Quelle plate figure à côté de celle de Voltaire! Quelle monotonie! N'avez-vous jamais eu pitié de ces prêtres, pendant des heures et parfois des journées entières, cloués au banc d'une boîte de bois, écoutant l'insipide chuchotement des péchés? Ils sont soutenus par le sentiment de la mission sacrée qu'ils remplissent. Mais ce géant Tolstoï, ce tumultueux Varenka des *Bylines*, comme l'appelle Gorki, quelle torture pour lui dans un confessionnal! J'admire en enrageant la contrainte qu'il s'impose, comme je ne prends pas mon parti de voir l'Homère de nos jours s'évertuer à la sécheresse d'Ésope et perdre son temps à confectionner des manuels d'instituteur primaire.

Dans cette corvée évangélique, j'en conviens, oui, je sens bien du zèle, un vrai effort de charité : mais je devine surtout un goût terrible de l'autorité. Je ne vois même pas d'autre raison d'y tenir, de faire supporter longtemps à un tel homme une tâche si ingrate : une passion de dominateur, l'ambition d'agir sur les âmes et de les pétrir à son gré. Comment assumer autrement de pareilles responsabilités, et prendre sur soi bien souvent de déchaîner des drames? Voici un exemple tragi-comique, qui a dû se reproduire à plus d'un exemplaire.

En 1905, un certain télégraphiste nommé Buka découvrit, après avoir lu Tolstoï, qu'il ne pouvait décidément faire son salut dans les Postes et résolut de trouver aux champs quelque occupation selon Dieu. Chemin faisant, il vint faire visite à l'apôtre, qui l'approuva et le bénit. L'année suivante, quand il reçut sa feuille de recrutement, Buka répondit que sa foi lui interdisait de porter des armes. Il fut déporté en Sibérie. Alors s'engagea entre la prison et le château d'Iasnaïa-Poliana, entre le disciple et le maître, une correspondance singulière. Tout d'abord Buka dans ses fers ne manifestait que joie et ardeur du martyre. Tolstoï l'exhorte à la patience, au pardon, et envoie des livres. « Hélas! s'écrie-t-il, ici je vis au milieu des délices C'est vrai, Dieu m'a refusé la grâce de souffrir pour lui. A votre place, aurais-je votre courage? Peut-être serais-je moins fort que vous; mais je vous admire et je vous envie. » Bien entendu, rien de plus sincère, mais est-ce que cette eau bénite ne vous gêne pas un peu? Ce pauvre diable n'empêche pas l'apôtre de dormir. Tolstoï ne se dit pas : « Tout de même, c'est à cause de moi. » Seulement ces réflexions, il arriva que Buka ne put

s'empêcher de les faire. Il vit qu'il était une grande dupe. Ses malheurs se tournèrent en haine contre le maître qui l'avait perdu. Quand il sortit de prison, phtisique, crachant le sang, il n'avait plus que l'idée d'assassiner Tolstoï. Il se délivra de l'obsession (peut-être d'ailleurs qu'il se vantait) en se confessant à celui-ci (encore un beau sujet de roman russe), et Tolstoï redoubla de mansuétude pour ce malade. Ils finirent par se brouiller pour une niaiserie, à propos de mauvais vers, et tout ce mélodrame de pauvre cabotin et de martyr malgré lui se termine par la scène d'Oronte.

La même équivoque se retrouve dans la grande question qui domine toute la fin de la vie de Tolstoï, celle de la propriété et du partage des terres. Convaincu que la terre n'est qu'à Dieu et ne saurait appartenir sans péché à personne, il s'était déterminé en 1891 à se dépouiller de ses biens, qu'il avait partagés entre sa femme et ses enfants; mais ce subterfuge, il va sans dire, ne pouvait tromper que lui-même, puisqu'il continuait à vivre en maître sur les terres de la famille. C'est par complaisance et par respect que les siens s'étaient prêtés à cette fiction. Il n'est pas si facile qu'on se l'imagine de vivre selon l'esprit de pauvreté. Et il faut avouer que ce détachement du vieillard et son illusion touchante était la dernière chose que pût entendre un paysan. Pas un moujick n'entrait dans ces subtilités. Pour tous ces rustres qui n'avaient en tête que la convoitise, la faim rapace de la terre, la rage de posséder, l'idéal de Tolstoï ne pouvait être qu'une comédie, un caprice incompréhensible dont personne ne lui savait gré.

— Écoute, lui disait un jour un de ces manants, je ne te comprends pas : tu t'habilles comme un gueux, tu ne manges pas de viande, tu mènes la vie d'un moine; à ta place, je me la coulerais douce; j'aurais une bonne amie, et même deux, une de chaque main.

Tolstoï fut très scandalisé. Il ne cessait pourtant pas de croire aux paysans et d'en attendre de grandes choses. La Révolution de 1905 avec son Parlement et ses institutions occidentales, ne lui disait rien qui vaille : il n'admettait aucun système de représentation. Il s'exprimait comme le plus entêté des « Slavophiles ». « La Russie n'a rien à gagner à copier l'Europe. A elle de servir de modèle au monde. A elle de donner l'exemple de l'affranchissement du sol. » Il ne profes-

sait que mépris pour les libertés parlementaires. La Russie possédait des libertés bien plus précieuses. « Qu'est-ce que vos libertés anglaises? Être esclaves d'une foule de lois que vous faites voter par vos représentants, et vous vous figurez être libres par cette illusion de vous obéir à vous-mêmes. Ici, il n'y a pas de lois, je ne suis obligé à rien : c'est donc moi qui suis l'homme libre. Il est vrai que Nicolas peut me faire fouetter à mort par ses Cosaques, mais cela, c'est une autre affaire : c'est un simple accident, comme d'attraper un coup de corne ou une tuile sur la tête. » C'est pourquoi la création de la Douma, qui remplissait d'espoir les libéraux, le laissait totalement indifférent. « Il n'y a qu'une chose sûre, c'est que tout tournera autrement qu'on ne l'a prévu. » Il comptait, avec une foi profonde, sur l'originalité et le génie de la Russie.

Certains faits auraient dû déranger cette mystique. Les paysans ne ressemblaient plus aux bonnes gens d'autrefois. Ce n'était plus la vieille Russie. On lui coupait ses arbres; on lui volait son bois. Les moujicks refusaient d'acheter les terres. « A quoi bon? Puisque demain nous les aurons pour rien. » Un jour, en 1908, dit le peintre Répine, le vieillard rentra bouleversé. Il se mit à table en se couvrant le visage de ses mains.

— Ah! s'écria-t-il, quelle horreur! Quelle chose affreuse il m'a fallu entendre! »

Et de grosses larmes coulaient le long de ses joues ridées. Il avait rencontré un groupe de paysans et s'était mis à leur parler. Mais il n'avait trouvé que des visages obscurs, et l'un de ces gaillards l'avait apostrophé :

— Le diable t'emporte, vieille fripouille! Tu n'es pas honteux de vivre encore? Crève donc, et plus vite que ça! On l'a assez vue, ta sale carcasse.

— Mais voyons, mes amis? Qu'est-ce que cela veut dire? C'est moi Tolstoï...

— Eh! parbleu, bien sûr qu'on te connaît. Attends un peu, mon vieux, qu'on te fasse ton affaire...

Tolstoï eut le courage de continuer à faire tous les jours sa promenade à cheval. Ce trait a de la grandeur : le vieux noble se retrouvait, bravant cette terre en révolte. En octobre 1910, il recevait d'un étudiant une lettre de sommation, pour l'obliger à s'expliquer; c'était une mise en demeure, presque

un réquisitoire, où l'étudiant s'appuyait sur la diatribe de Mérejkovsky. Tolstoï répondit sèchement : « Je n'ai pas lu Mérejkovsky ; si je m'en rapporte au texte que vous citez, je me dispense de le lire et de me justifier. »

C'était quinze jours avant sa mort. Le moment suprême approchait, l'heure de la délivrance, l'instant où il allait résoudre la grande énigme et mettre dans sa vie par un coup de théâtre l'unité qui toujours lui avait manqué. Dans la nuit de son évasion, le vieillard, pour tromper son impatience, ouvrit un livre : quel livre ? Dernier témoignage de ses contradictions ! Jamais il n'avait pu parvenir à savoir s'il aimait ou non Dostoïevsky : tantôt il l'admire sans mesure, tantôt il le déteste et le piétine. Cette nuit-là, il reprit *les Frères Karamazov*. Le volume est resté ouvert sur sa table, à la page où il le lisait. Que cherchait-il dans ce livre apocalyptique, dans ce livre ténébreux, de folie, de crime et de mystère ? C'était le coup de vent qui se levait des profondeurs de la Russie, le prélude de la bourrasque qui allait l'emporter lui-même avant l'empire des Tsars : il se livrait à l'orage, au démon de la steppe, à la force confuse et sauvage qui souffle là-bas sur les plaines et les agite de remous aveugles comme ceux de la nuit et de l'Océan.

LOUIS GILLET.

A TRAVERS LES THÉATRES

« Les excuses ne figurent point dans l'art, les intentions n'y sont point comptées... » Je ne puis m'empêcher, à l'orée de cette première chronique, de songer combien, si cette règle est saine pour celui qui l'applique, elle devient cruelle et dangereuse dès qu'il s'agit d'estimer l'œuvre d'autrui. De propos préalable je me déclare moins un juge qu'un témoin débonnaire et secourable de l'effort de notre théâtre à un moment de sa vie où il doit lutter pour son existence. Tout le menace : le music-hall, le film, l'auto, l'heure d'été dès la belle saison. Et cependant, il faut qu'il vive : il est la forme la plus expansive de la littérature française, son exportation la plus noble et la plus jalousée lorsque nos autres spectacles ne sont, hélas ! de plus en plus qu'importation.

Il n'est que trop facile de se montrer impitoyable et de blâmer sans mesure : en matière de critique il ne faut s'adresser qu'aux ouïes les plus fines, ne point peiner à la légère. Un mauvais acte n'est point une mauvaise action, un méchant écrivain n'est point un méchant homme; les jeux de l'esprit ne sont pas ceux du cirque, il n'y faut pas baisser le pouce et répondre *Recipe ferrum* à l'annonce de l'auteur...

« Les excuses... les intentions... » Est-il si mauvaise pièce qui ne donne quelque plaisir de rêverie, à lui chercher des excuses et prêter des intentions ?

Vient de paraître, la nouvelle comédie de M. Édouard Bourdet, depuis plus de cent soirs tient l'affiche du théâtre de la Michodière et il n'est pas question de lui faire quitter la place. Elle est, avec *Léopold le bien-aimé*, le plus gros succès de comédie de cette saison, disons plus justement le plus grand, car il n'est rien de gros dans ces deux charmantes pièces. Non que *Vient de paraître* soit, à mon

gré, l'œuvre la meilleure de M. Édouard Bourdet. Il y a *le Rubicon*. Mais il est injuste de comparer la qualité et le succès de la première pièce d'un auteur à la qualité et au succès des suivantes. Là, nulle appréhension de l'expérience, nul souci d'une réputation à maintenir, nulle manière à confirmer ; l'heure est aux maladresses bienheureuses, au risque fertile, à l'innocence aux mains pleines. Et quel succès par la suite pourrait ressembler au premier, où la surprise décuple les acclamations, où la critique, ne sachant si elle découvre un continent ou un îlot, oublie tout sinon qu'elle découvre. Le baptême est la seule fête où l'on ait des parrains ; les autres n'auront plus que des témoins. On plaira encore ; peut-être plaira-t-on toujours, on n'étonnera plus. La coutume, — bien jolie, — dans tous les Parlements, est de ne jamais interrompre le premier discours d'un élu nouveau : il n'y a là qu'un report. Je ne sais ce que vaut un second discours, mais la deuxième pièce d'un auteur est rarement sa meilleure. La tête lui bourdonne, la couronne lui pèse, il n'ose plus ou n'ose que trop ! C'est, hélas ! le moment où la critique reprend ses aises, et retrouve la mesure... Et *la Cage ouverte*, la seconde pièce de M. Édouard Bourdet, passe inaperçue, meurt oubliée... Ce n'est qu'ensuite que s'ouvre la vraie carrière, de persévérance et de sérénité.

M. Bourdet donne *l'Heure du berger* que j'estime sa comédie la plus exquise dans sa discrète perfection ; puis *l'Homme enchaîné*, l'une de ces pièces qui font nombre dans une œuvre et l'augmentent sans l'élever. Et soudain, la réputation de M. Bourdet de française devient mondiale : il a fait jouer *la Prisonnière*. Si j'étais un moraliste, et le moraliste le plus indulgent, je ne pourrais parler de cette pièce qu'avec horreur et consternation. Le scandale est immense. Mais, il faut en convenir, la pièce est une belle œuvre d'art. Ni apologie, ni description : la désolation de l'égarée aussi chrétienne que celle de *Phèdre*, et combien moins troublante pour les sens, dans l'emblème triste et muet des violettes messagères.

Il n'y a point dans *Vient de paraître* de qualités si achevées, ni pour la morale de si chaudes alarmes. La pièce appartient à un genre que le public chérit : l'observation ironique d'une classe, d'une caste, d'un milieu, à la faveur d'une intrigue sentimentale qui nous rapproche des personnages et nous les place de niveau par la communauté du cœur humain. Le genre va de la comédie d'actualité à la comédie de mœurs, relève de la vogue ou de la postérité. Tels en ces derniers temps *les Nouveaux messieurs* et *Knock*.

Alors que, dans la comédie pure, la profession des protagonistes est passée sous silence ou n'intervient guère, — car que nous importe qu'un héros de Marivaux, de Musset ou de Porto-Riche soit docteur ou architecte? — dans la pièce de mœurs, telles précisions conditionnent la raillerie et le plaisir. Le héros de *Vient de paraître* est romancier. Nous voici mêlés aux intrigues des éditeurs, au secret des prix littéraires, aux arcanes des gros tirages. Un écrivain obscur tiré de ses ténèbres par l'impair et l'indélicatesse d'un confrère illustre; un éditeur brutal et retors dispensateur de gloires; un foyer en péril par défaut de copie : les dessous humains, donc risibles et pitoyables, de l'inspiration divine. Un romancier, — Bernard Palissy de l'encrier, — jetant dans la fournaise la paix de sa femme, la sienne, et la joie de vivre, porté sur les cimes, rejeté aux abimes, et regagnant, après bien des affres, des hauteurs moins prestigieuses mais habitables. Telles sont les péripéties de la soirée.

Si le succès est grand, c'est que la pièce est bonne. Le premier acte en est éblouissant. Dans les deux suivants, l'auteur visiblement ménage sa monture, grâce à quoi le quatrième ne languit pas.

M. Victor Boucher, dans le rôle du romancier au pavoi puis aux abois, enchante : il est jusqu'au sublime l'homme égaré dans les événements, toujours agi, toujours boulé, peuplé de rêves, fin, faible et bon; un Charlie Chaplin sans défroque et sans burlesque. M. Jacques Baumer n'ira pas plus loin dans la simplicité et l'autorité : il frappe ses répliques comme des légendes. Mlle Blanche Montel affirme son talent; artiste délicieuse que l'on trouve chaque fois en progrès quand on avait pensé qu'il ne lui en restait plus à faire.

Le Théâtre Antoine vient de reprendre *Amants* de M. Maurice Donnay, avec M. André Brûlé dans le rôle de Vétheuil, devenu le classique des grands amoureux de comédie, comme le rôle d'Antony le fut longtemps, et comme celui de *la Dame aux camélias* le sera toujours pour les grandes amoureuses. Il ne faut plus parler de la pièce : c'est un chef-d'œuvre. Elle ne vieillit pas, elle dure. Qui ne l'a vue l'a lue, qui ne l'a ni vue ni lue l'a rencontrée au détail sous d'autres titres. Et que dire d'elle, sinon qu'elle est simple comme chanson, qu'il ne s'y passe que l'amour qui passe, œuvre si lisse que le temps ne peut que la polir et la patiner?

Je tiens M. André Brûlé pour un acteur considérable, et de grand prestige. Il joua *l'Homme à la rose* comme nul autre ne l'eût pu faire. Il n'a de défauts que ceux qui plaisent et feraient ailleurs figure de

qualités. S'il partage volontiers avec son public le plaisir de s'écouter, c'est un travers commun à beaucoup d'amants, et l'ironie intelligente de son regard dépouille à merveille les phrases les plus sentimentales des majuscules, dont notre époque est peu friande. Il est Vétheuil, l'homme de plaisir et de mélancolie, aimeur éternel qui ne se lasse que d'être aimé. Mlle Jeanne Provost est une belle écouteuse. Il faut être Vétheuil pour la laisser partir.

Quand je veux j'épouvante, et quand je veux, je charme.

Ce vers satisfait de l'*Illusion comique* serait-il la devise de M. Pierre Frondaie? Il vient de nous donner libéralement trois pièces, dont il est vrai deux reprises : *l'Insoumise* et *l'Homme à l'hispano*. En nouveauté : *les Amants de Paris*, au théâtre Sarah-Bernhardt. Ces trois œuvres se ressemblent au point que l'on en peut parler à la fois, et ne rien dire de l'une qui ne convienne aux autres, si même les fortunes en ont été diverses. Il y a du tintamarre et de l'adresse, des cœurs étreints et des poignets tordus, du plus doux et du plus dur, des âmes de feu et des âmes de lait, le lion romantique pris aux rêts de la psychologie, de beaux effets de crinière et quelque économie de pensée. L'affiche illustrée qui résume *l'Homme à l'hispano* en un bolide et un chapeau haut-de-forme ne laisse pas d'être fidèle à l'esprit de ce théâtre furieux et fastueux. Si quelques uns préfèrent de M. Pierre Frondaie, *l'Homme qui assassina, Montmartre* et *les Préludes au chant du coq*, il n'est pas prouvé que ce soit le plus grand nombre. Au moins M. Pierre Frondaie, par des œuvres si différentes, s'est-il mis en mesure d'accommoder quiconque.

La pièce en un acte est le sonnet du théâtre. Selon la règle sévère des Goncourt, il n'y est de bon que l'exquis. Il ne faut point seulement du talent pour en écrire, mais aussi quelque abnégation : c'est faire bouillir son crû, réduire et sublimer la matière d'une soirée en un élixir de trois quarts d'heure. Le théâtre du Grand Guignol, qui est à peu près seul maintenant, avec les théâtres subventionnés, à récompenser ce courage, a l'aubaine de représenter une des meilleures comédies en un acte qui aient paru depuis bien longtemps : *le Haricot vert*, de M. Henri Duvernois. Que cette œuvre n'ait pas été jouée aux Français, il ne peut certes y avoir que de la faute de l'auteur, qui ne s'est point soucié du mérite de ce qu'il avait écrit. Sans doute le Comité de lecture eût-il prié M. Henri Duvernois de trouver un titre moins modeste et moins bouffe à une comédie émou-

vante et profonde où le comique n'est qu'un agréable surcroît.

Une femme encore belle a un fils déjà grand; un soir, ce fils veut aller retrouver un flirt de plage. La chose serait facile si sa maman ne venait l'embrasser chaque nuit en rentrant du Casino; qu'à cela ne tienne : un camarade du fils aimé prendra sa place dans son lit, relèvera les couvertures jusqu'aux cheveux et recevra le baiser maternel. Le camarade accepte : il aime comme un fou de dix-huit ans la belle dame inaccessible. Recevoir un baiser d'elle, même par fraude, même sans le rendre, même sur les cheveux, quelle minute sacrée à revivre et à mettre en vers! Mais ce soir-là, hélas! la belle dame est en veine de gronderie. Bien que celui qu'elle croit son fils refuse de sortir sa tête hors des draps, elle lui reproche ses amis, et entre tous... le remplaçant. Un sot, un prétentieux, un benêt, un blanc-bec, un haricot vert! Il a des boutons! Sa famille, des parvenus! Le malheureux substitut fond en larmes.

Étonnée, la dame découvre un visage inattendu et combien malencontreux! Il lui faut bien avouer qu'elle n'a parlé qu'en mère inquiète et jalouse, et consoler avec quelque tendresse un chagrin qu'elle devine vite un chagrin d'amour. La poésie, l'émotion, la pureté de cette scène sont un enchantement. Non sans trouble, la dame apaise ce cœur charmant et désemparé : le baiser qu'il rêvait, il le recevra sur le front, et pour ce beau salaire il deviendra le bon conseil et l'ami gardien du fils bien aimé à qui une mère n'ose et ne peut tout dire.

La plénitude et la concision de cet ouvrage méritaient mieux qu'une mention cursive.

Au théâtre de la Porte Saint-Martin, une excellente pièce de M. Charles Méré, *le Carnaval de l'amour*, a succédé à la belle reprise de *Chantecler*. Les œuvres de M. Charles Méré, si accomplies qu'elles soient, ne me semblent encore que les recherches d'un maître. C'est là se montrer difficile, j'en conviens, mais la puissance, l'éloquence dramatique, tant de ressources d'invention, de scrupules artistiques, d'habileté à construire, de mesure dans l'ornement, si manifestes chez cet auteur, attendent on ne sait quelle cristallisation et quel dépouillement que l'on sent prochains.

Le Carnaval de l'amour suppose une intrigue assez romanesque, des sentiments passionnés, de multiples péripéties, Venise, beaucoup d'accessoires, mais du plus décoratif. L'idée m'a paru en être, à la lumière du sujet, que les cœurs vont masqués, tant aux autres

qu'à eux-mêmes, de masques qui non seulement les cachent, mais les déguisent. Mais sont-ce vraiment des masques, puisqu'ils ne s'enlèvent ou ne tombent sans déchirement?

Mme Vera Sergine et M. Henri Rollan, plus enchaînés d'amour que Francesca et Paolo, atteignent de voix, de port et d'âme aux altitudes pathétiques de ce drame qu'ils ne gâtent d'aucune emphase.

Un succès considérable vient de saluer la nouvelle pièce de M. Lucien Descaves, *les Fruits de l'amour*, au Théâtre des Arts. On se souvient encore de l'éclatante carrière de sa dernière œuvre, *le Cœur ébloui*. Il serait bien étonnant que le public ne fît pas un sort plus heureux encore à celle-ci, aussi agréable, aussi vivante, et dont le sujet donne davantage à réfléchir. Comme toutes les bonnes pièces, si elle offre à penser, ce n'est point au moment où l'on y assiste : elle ne raisonne pas, elle résonne. C'est le rideau tombé, que la conclusion des péripéties se condense et germe. Méthode infiniment plus adroite et profitable que la proclamation préalable d'une « thèse », aussi encombrante qu'un piano à queue le serait dans le décor, et qui, suggérant d'avance l'issue des événements, rend l'action tout aussi roide que la conséquence inéluctable de prémisses définies.

Dans *les Fruits de l'amour*, M. Lucien Descaves reprend l'éternel problème de l'enfant conçu hors les lois et les sacrements. Ce n'est pas hier que le théâtre s'est rebellé contre la rigueur sociale qui classe en légitimes et illégitimes les unions et les naissances. Depuis la fameuse boutade « tous les enfants sont naturels » jusqu'au mélodramatique *Enfant de l'amour* d'Henry Bataille, la dramaturgie n'a cessé de retentir de plaidoiries passionnées ou didactiques. Là, au moins, le naturalisme n'a pas renié le romantisme. Après *Antony*, le *Fils naturel*. De générations dramatiques en générations dramatiques le thème passe et non en vain : il amollit les législations, ébrèche le préjugé.

Est-ce donc une redite que la comédie de M. Lucien Descaves? Non.

Le premier et le second acte se passent dans un Refuge ouvert aux filles-mères. Elles y sont admises sans questions. On ne s'y enquiert même point de leur état civil ; la directrice, Mme Béquet de Bienne, épargne à ses ouailles la misère ou le scandale, et cache l'éclosion de leur faute. Le Refuge, hélas ! ne chôme guère. Il n'y reste plus une place, quand une jeune fille de dix-huit ans y vient frapper. Son aventure est banale : secrétaire d'un monsieur Ribaudier,

nouveau riche, elle n'a su et n'a pu lui résister. Malgré ses promesses, Ribaudier l'a bien vite abandonnée avec deux mille francs pour solde de tous contes.

Mme Béquet accueille la malheureuse : on ajoutera un lit, voilà tout. Et voici que pour Ribaudier, l'heure de la justice immanente a sonné : parmi les camarades de sa « victime » se trouve une jeune fille de dix-sept ans, en qui la nouvelle pensionnaire découvre, par le hasard d'un nom dans un livre, la propre fille de son séducteur, Antoinette Ribaudier. La malheureuse cache là, avec la complicité de sa mère, les conséquences d'une folie aussi passagère que coupable. Ribaudier croit sa fille en province chez une parente. Cette illusion ne lui est pas laissée longtemps : fort vilainement, — mais quelle vengeance s'incommode de morale? — Jeanne, la secrétaire dupée, informe Ribaudier de la honte qu'on lui cache.

Un homme affolé, éclatant de fureur, ne tarde pas à faire irruption dans le Refuge. C'est Ribaudier qui réclame sa fille à Mme de Bienne; il la châtiera, l'écrasera! Voire. Ce n'est pas Antoinette Ribaudier que Mme de Bienne a envoyé quérir, on l'a bien deviné, mais Jeanne : silence pour silence, pardon pour pardon. Antoinette et Jeanne? Deux victimes innocentes de l'astuce ou de la brutalité mâles. Il n'y a plus qu'à composer, ce qui est l'affaire du dernier acte. Antoinette ne sera même pas envoyée au coin. Au nom de quelle morale le serait-elle? De la vertu bourgeoise? Laissez-nous rire : depuis Ribaudier nous savons ce qu'en vaut l'aune. Son erreur? *Felix culpa!* Un pays qui se dépeuple prend son avenir où il le trouve. C'est du moins l'avis de la sainte Mme de Bienne : « La fille-mère sauvera la France. »

Insister sur l'audace de cette conclusion n'est point bien méchant. En tout cas, nous le disions tout à l'heure, ce n'est point une redite que la comédie de M. Descaves : il s'est moins soucié d'assurer les conquêtes de la croisade romantique et naturaliste que d'en étendre le domaine : la cause de l'enfant gagnée, voilà la cause de la mère appelée et écoutée.

Il faut louer l'évolution de Mlle Madeleine Carlier : le succès lui était acquis dans les rôles de coquettes et les parades élégantes ; elle s'est engagée cependant dans une voie plus difficile et de plus grande classe ; il se trouve que c'était la sienne : cela s'est vu. M. Arquillière a recueilli de justes applaudissements dans le rôle de Ribaudier.

Le nombre des femmes peintres est immense, celui des femmes sculpteurs infime. Ainsi en va-t-il pour le roman et le théâtre. Il y

aurait beaucoup à philosopher avant de tomber juste sur les raisons de ces préférences. Mme Colette a écrit *Chéri* et *la Vagabonde*, mais appuyée à un collaborateur de marque, M. Léopold Marchand, qui s'est montré par ailleurs si sûr homme de théâtre que sa part est certaine dans le succès de ces deux œuvres.

Je ne sais si Mme Gérard d'Houville n'est pas unique aujourd'hui à écrire pour la scène autrement qu'à quatre mains, si j'ose dire. Encore est-ce avec une timidité bien regrettable et pour le seul bénéfice d'une élite intellectuelle et mondaine. De quels succès elle se prive, à supposer qu'elle s'en soucie! *On ne saurait penser à tout*, la comédie-proverbe que vient de représenter la Petite Scène, eût donné grand plaisir aux auditoires les plus nombreux et même les plus mêlés : où la délicatesse du style n'eût pas atteint, le charme de l'histoire aurait porté. Histoire que je ne conterai pas, car elle est dans la mémoire de tous nos lecteurs. Ils ont eu la primeur des découvertes que fait le bon Tartaglia, rien qu'en se promenant par la ville, à l'instant où le désir tardif lui est venu de se hasarder aux aventures de l'amour. Comme jadis les Proverbes de Musset, ceux de Mme Gérard d'Houville ont paru dans la *Revue*. Et à bon droit. Ce sont les personnages et non les habits de *Fantasio* et de *Carmosine* que nous retrouvons là, leur âme mélancolique frangée de fantaisie, leur cœur éolien, et leur exquis parler. *On ne saurait penser à tout*;... mais c'est de rêver qu'il s'agit. Que Mme Gérard d'Houville pourrait-elle oublier là?

Mme Jean Rivain, par sa délicate et profonde sensibilité ; Mlle Germaine Porcher, par son art si simple, le baron Despatys, par sa fine et narquoise bonhomie, ont mérité leurs beaux rôles. Amateurs? On le sait. On ne le sent pas.

Pour son spectacle d'une semaine, la Petite Scène avait eu l'ingénieuse idée de grouper : *On ne s'avise jamais de tout*, de Sedaine, avec musique de Monsigny; *On ne saurait penser à tout*, d'Alfred de Musset; *On ne saurait penser à tout*, de Gérard d'Houville, musique de scène de Jacques Ibert, — trois époques : 1761-1849-1920, trois fantaisies sur un même thème.

Il faut avoir toutes les indulgences pour le « théâtre d'avant-garde » : c'est le royaume des audaces, du bon combat, de la jeune illusion, des écrivains en herbe et des œuvres en fleur. Il ne faut pas perdre l'occasion de nommer ces nouveaux espoirs du théâtre à venir, et d'être des premiers à leur rendre hommage. Qui, demain,

ne connaîtra les noms que je vais citer, et sur qui se totalise l'effort d'un mois de témérités, de visières rompues et d'éperons gagnés ?

Ils sont six : Aristophane (431 avant J.-C.); Tirso de Molina (né en 1585, mort depuis); feu Ibsen; défunt Péladan; M. Bernard Shaw, bien vivant, lui, à soixante-douze ans; et enfin M. An-Ski, de qui j'avoue ignorer l'âge, mais dont l'œuvre représentée le fut déjà il y a deux ans. Bref, un bel effort de thaumaturgie polyglotte. Mais si l'Avant-garde dramatique française n'en est qu'à Aristophane, on frémit de penser où l'Arrière-garde peut en être. Eh quoi! n'y aurait-il plus de Jacques Natanson, de Steve Passeur, de Paul Haurigot, d'André Lang à découvrir? N'est-il plus de salut hors du grec, de l'espagnol, du norvégien, de l'anglais et du yeddish? Et les temps sont-ils si achevés où Rivarol était élu membre de l'Académie de Berlin qui avait posé les questions suivantes :

Qu'est-ce qui a rendu la langue française universelle?

Pourquoi mérite-t-elle cette prérogative?

Il est vrai qu'elle ajoutait :

Est-il à présumer qu'elle la conserve?

Il faut néanmoins reconnaître à l'adaptation des *Oiseaux* d'Aristophane par M. Bernard Zimmer un mérite exceptionnel. Il ne s'est point piqué d'atticisme ni de mot-à-mot. Évelpide et Pisétaire deviennent deux Français d'aujourd'hui; ils s'expriment avec une verdeur qui va jusqu'à l'argot le plus cru; il est question de *chiffre d'affaires*, de *vivre peinard*, du *pape*, d'*États néants*, de *plombiers;* Pisétaire demande à Iris *Vos papiers;* le messager fredonne *Ils sont dans les vignes, les moineaux;* l'on invoque le *Comité des Forges* et la *Banque d'Athènes; Liberté, Égalité, Fraternité*, proclame Hercule. Avec un sens parfait des équivalences, du rajeunissement des allusions, M. Bernard Zimmer a réellement ressuscité le pamphlet antique, et aussi le succès qu'il rencontra, que ne troubleront plus les Trente ombrageux.

JACQUES DEVAL.

LA PROVENCE NIÇOISE [1]

Qui n'a vu M. Hanotaux chez lui, ne le connaît pas tout à fait. Peu d'hommes ont au même degré que lui l'instinct que Corot déclarait le premier don du paysagiste : savoir s'asseoir. S'asseoir, c'est-à-dire s'installer, prendre parti, choisir un point de vue : c'est un art que M. Hanotaux a toujours supérieurement entendu.

Voilà plus de quarante ans qu'il fréquente le Midi. Je crois qu'il y est venu pour la première fois aux funérailles de Gambetta. Depuis lors il y est retourné tous les ans, et depuis une vingtaine d'années il habite régulièrement chaque hiver une villa qu'il s'est arrangée à Roquebrune, dans une maison de paysan, devant le plus beau paysage. Il a pris l'habitude d'y passer à peu près la moitié de l'année. Le charme de ce séjour agit délicieusement sur cet homme du Nord. Au printemps, il regagne Paris, la Touraine, la Seine et la Loire. Mais la moitié de son âme appartient fidèlement à son village de là-bas, à ce site demi-marin, demi-alpestre, toujours assez sauvage, et où l'on goûte si bien la lumière du jour.

Depuis ces quarante ans, cette côte heureuse est un peu le rendez-vous du monde, et l'on ne peut pas dire qu'elle y ait tout gagné. L'attrait de son climat, de ces « quatre étés annuels » qui se suspendent en guirlande aux cimes de ses montagnes, lui a valu une clientèle qui quelquefois la déshonore. Le rivage de Cannes à Menton n'est plus qu'un boulevard de palaces et de tripots, un lieu de plaisir cosmopolite. Et puis ce prodigieux tas d'or qui se remue là tous les jours, fait des jaloux. La « gueuse parfumée », comme on appelle la Provence, plaît à plus d'un galant depuis qu'elle est princesse.

Habitué de la côte, M. Hanotaux n'a pu manquer de s'inquiéter

(1) Gabriel Hanotaux, de l'Académie française, *La Renaissance provençale; la Provence niçoise*. 1 vol. in-4, illustré, Hachette et Cie, édit., 1928.

de ce péril. Il pense qu'il est temps pour la Provence de se défendre; il supporte mal que le métèque y parle en maître, qu'il empiète sur les droits de la dame du logis. Il vient au secours de celle-ci, veut lui rendre en services ce qu'il reçoit d'elle depuis tant d'années en joie et en bienfaits. Il lui montre comme dans un miroir son vrai visage, l'adjure de ne plus se méconnaître. Et, pour mieux assurer l'avenir, il lui apporte les leçons de son passé.

« Les monuments, écrit-il, c'est de l'histoire debout. » L'histoire debout! Voilà Gabriel Hanotaux. Il y aurait, si l'on veut, l'histoire des érudits, des fureteurs d'archives et des hommes de cabinet; il y en a une autre qui est de plein air, orale, vivante, racontée par un homme qui la sait à merveille, mais qui aurait l'air de l'inventer : une histoire où les choses, le paysage, les plantes, les mœurs, le costume, l'œuvre d'art, ont leur rôle, où l'historien enfin entre de sa personne pour tout animer, tout conduire. C'est un historien de cette sorte qu'est M. Hanotaux.

Il faut l'entendre, il faut s'être promené avec lui sur les routes de la Côte d'azur, s'être donné le plaisir d'écouter cette conversation merveilleuse : chaque pierre, chaque détour rappelle un souvenir; là, c'est l'étonnant village d'Èze, ailleurs la masse romaine du phare de la Turbie, c'est l'inscription d'Antibes et la mémoire gracieuse de l'enfant Septentrion, qui dansa et sut plaire. Là-bas, au Cap Martin, sous les belles pinèdes, c'est la présence d'une ombre émouvante et le fantôme d'une impératrice. Ailleurs, au cimetière de Nice, la tombe du tribun borgne qui rêva d'une République, gouvernée par Minerve.

Ainsi se pressent les souvenirs sur les lèvres de l'incomparable causeur. Il y a toujours, dans tous les endroits qu'habite M. Hanotaux, quelque chose d'infiniment vieux, d'une antiquité incroyablement reculée : à Roquebrune, c'est un olivier gigantesque, qui a vu passer les légions romaines, et auprès duquel l'historien conduisait le général Mangin, afin que le vieil arbre vît encore un vainqueur. Plus loin, c'est l'homme de Menton, notre aïeul des cavernes de Grimaldi, l'un des plus vénérables témoins de la race humaine, frère des Bambaras de l'Afrique centrale, et peut-être l'auteur de ces étranges gravures rupestres dont on a retrouvé les pareilles aux confins du désert. Tout cela, pour M. Hanotaux, est d'hier. On dirait qu'il y était. Il y était quand la terre s'ouvrit et que ses entrailles, déchirées dans une effroyable gésine, vomirent les monstrueux ossements et la charpente des Alpes : convulsions de la Genèse,

dont la mémoire se retrouve dans des cérémonies locales et de vieux rites expiatoires, pareils à ceux qui, dans l'Orient, sur les bords de l'Oronte, célèbrent les mystères d'Adonis.

Géologie, races, culture, produits du sol, tout fournit au promeneur les éléments de sa rêverie. C'est une sorte de contemplation où le visionnaire découvre les lois des choses, oblige la nature à collaborer à l'histoire et à confesser ses secrets. La politique compte peu dans cette façon de voir, ou plutôt elle dépend de la réalité physique : elle est soumise à des faits du même ordre que ceux qui gouvernent la forme du sol et le cours des torrents.

Une remarque, par exemple, en dit long : c'est que toute cette riviera, ce cordon de villages où passe aujourd'hui l'univers, ne s'est ouvert que depuis peu à la circulation; jadis tout le trafic entre France et Italie se faisait par mer, et les ports se trouvaient plus à l'ouest, à Antibes, à Fréjus, à Marseille; les cols des Alpes, les routes d'Annibal et de Napoléon, passaient plus au nord. La double corniche qui aujourd'hui court de Cannes à Menton ne date pas de plus d'un siècle. Jusque-là, ce beau pays demeurait isolé, sans communications, comme une sorte d'île montagneuse, pauvre, presque infréquentée, en balcon au soleil et vivant sur elle-même.

C'est ce fond primitif que M. Hanotaux s'efforce de mettre en lumière par mille preuves, tirées surtout de l'art, de l'architecture indigènes. Les chapitres qu'il a écrits sur les petites églises, les chapelles des villages, sur les charmantes bastides ou sur les maisons patriciennes de la noblesse locale, sont pleins de vues ingénieuses. M. Hanotaux démontre et, pour démontrer, il dessine : sa phrase se complète d'un croquis. On voit le geste d'un homme convaincu qui, tout en parlant, prend sur sa table un bout de papier, un crayon, vous trace le schéma de ce qu'il veut vous dire. Il sait voir et les formes ont pour lui un langage. Ainsi, dit-il, la Provence niçoise n'a pas eu de gothique. Elle a sauté le moyen âge. Sa tradition a passé du romain au roman, du roman à la Renaissance. Il est vrai, mais les faits auraient peut-être besoin d'être un peu interprétés. Il faut un peu de complaisance pour voir, dans les jolies églises du XVII[e] siècle, comme Sainte-Réparate à Nice, l'épanouissement d'une école absolument locale, d'un art entièrement autochtone. Je le sais, et l'auteur ne l'ignore pas non plus : il ne s'en cache pas, il aime sa Provence et il la flatte un peu. Ce qui est juste des paroisses rurales de la montagne et des bastides villageoises qui les entourent,

l'est moins des œuvres plus apprêtées de la période baroque. Ce qu'il faut retenir surtout comme un conseil très opportun, c'est un modèle de style d'autrefois, un idéal modeste de grâce simple et frugale, d'une pauvreté qui n'exclut ni la dignité ni le sourire et qu'il serait bon de rappeler aux architectes de la Côte : ils y trouveraient des exemples de finesse et de discrétion. Ils auraient beaucoup appris si, au lieu de leurs colonnades et de leur friperie monumentale, ils avaient compris la leçon d'un petit porche rustique, d'une façade blanche et sans ornement qui chante devant la mer, sur la colline, entre deux cyprès.

Le morceau le plus développé est consacré à la peinture et à ce qu'on appelle les Primitifs niçois. Domaine assez nouveau, fort mal connu encore. Ici même, naguère, il y a une quinzaine d'années, nous en avons dit quelque chose (1). Ces cantons du Var et des Alpes-Maritimes sont les seuls qui, dans la ruine de l'ancienne peinture française, se présentent encore avec la parure des campagnes de Toscane et d'Ombrie.

A Brignoles, à Toulon, à Nice et dans les coins de montagnes, à Sospel, à la Briga Marittima, presque dans chaque église, on est sûr de découvrir quelque vieux retable, quelque fresque dans une abside. Beaucoup de ces épaves sont maintenant réunies en permanence à Nice et font la gloire du musée Masséna. Je ne puis résumer les pages que l'auteur consacre à ces vieux maîtres, Jacques Durandi, Miralhet et le plus aimable de tous, notre Pérugin à nous, le touchant Louis Bréa, l'auteur de l'admirable *Pietà* de Cimiez et des beaux tableaux qui se voient toujours dans l'église des Dominicains à Taggia.

Ce qui est curieux, c'est que cette école doit fort peu à l'Italie : elle prend plutôt sa source au nord, en Avignon ou à Dijon, se rattache à la grande tradition de Bourgogne. Le comté de Nice dépendait déjà plutôt de France que de Savoie ; l'évêché relevait d'Embrun, non de Gênes ou de Turin. Pour ménager pourtant l'originalité de cette école niçoise, respecter son indépendance, l'auteur imagine un système et propose une vue assez neuve.

Il ne veut pas qu'on parle ici d'influence directe, il lui semble qu'on ferait mieux de parler de la mode. Presque simultanément, dit-il, on voit apparaître alors sur des points très éloignés des œuvres presque semblables : on dirait qu'une entente, une sorte de mot

(1) Voir les *Primitifs niçois*, dans la *Revue* du 1er juin 1912.

d'ordre décide partout, au même moment, des changements du goût. L'art, la pensée, dès cette époque, étaient beaucoup plus unifiés que nous ne l'imaginons : ils étaient déjà européens. On peut même dire que la chrétienté, jusqu'à la Réforme protestante, est ce qui s'approche le plus de l'idéal que se propose la Société des nations. Les mêmes phénomènes se produisent à la fois sur tous les points du monde et font apparaître en même temps à Gand ou à Constance, à Gênes, jusqu'en Portugal, des œuvres qu'on peut dater sûrement et appeler contemporaines, sans qu'il y ait à proprement parler d'influences mutuelles, mais plutôt même état d'esprit, ressemblance et communauté de besoins et de désirs, tout de même qu'aujourd'hui, à Melbourne, à Bombay, à New-York, à Paris, toutes les filles coupent leurs cheveux, sans qu'on puisse dire au juste laquelle a commencé.

On voit la variété extrême de cet essai, la richesse de cette causerie, de ce voyage à bâtons rompus. Il y a là, comme dans toute conversation intéressante, une part d'aventure, des jugements qui paraissent un moment téméraires : ils ont l'avantage de faire réfléchir, de nous secouer les idées.

Et puis, dans cette foule d'aperçus, que de choses nouvelles et profondes ! Puissent les voyageurs emporter ce livre sur la Côte ou l'ayant lu, y revenir et aller sur les pas de ce guide merveilleux. Derrière la Côte d'azur banale, vulgarisée, derrière la rangée d'hôtels qui font écran devant le voyageur, ils découvriront le pays. Puissent surtout les gens de ce pays lire cet ouvrage écrit à la louange de leur patrie ! Ils y trouveront des raisons d'être fiers. Peut-être alors, rougissant de leurs bâtisses de mauvais goût et de leur méchant luxe à l'instar de l'Opéra, auront-ils le bon esprit d'arracher ce décor et de conseiller à leurs artistes de s'inspirer de la tradition, de leur demander des maisons qui ressemblent à leur Provence et n'y fassent pas l'effet d'un masque de carnaval, — comme, au lieu des palmiers réclames de la promenade des Anglais, des cactus et des aloès qui étalent partout leurs panoplies nègres et prétendent donner à cette côte charmante un faux air tropical, ils feraient mieux de replanter les aînés naturels de la flore du terroir, l'amandier, le platane et les quinconces argentés de l'olivier de Virgile.

PIERRE TROYON.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'Angleterre, il y a un mois, honorait la mémoire du maréchal Haig ; c'est aujourd'hui l'Italie qui pleure le maréchal Diaz. Il fut, lui aussi, l'un des artisans de la commune victoire des Alliés. Devenu commandant en chef de l'armée italienne après le fléchissement de Caporetto, il eut d'abord à réaliser une œuvre de redressement moral et de réorganisation. Quand vinrent les heures décisives de l'été 1918, son armée était prête à jouer son rôle dans l'offensive générale dont le maréchal Foch réglait le rythme; le 24 octobre, elle commençait la série d'opérations brillantes dont l'ensemble porte le nom de bataille de Vittorio Veneto et enfonçait sur la Piave la résistance austro-hongroise. Derrière le char funèbre du maréchal Diaz, duc de la Victoire, le maréchal Pétain et un détachement de chasseurs, ainsi que des représentants des autres nations alliées, associaient au deuil de l'armée et du peuple italiens ceux qui furent leurs camarades aux jours de péril et de gloire pour la grande œuvre de libération européenne. Leur présence aux côtés du Duce, du Roi et des princes de la famille royale, atteste, par delà les divergences passagères que la vie et les intérêts peuvent faire surgir, la force persistante des liens créés par la guerre.

Que des nécessités permanentes commandent le maintien de cette solidarité, les incidents de cette quinzaine en apporteraient, s'il en était besoin, de nouvelles preuves. On sait comment le traité de Saint-Germain, en donnant à l'Italie, pour frontière septentrionale, la crête des Alpes, a séparé le Tyrol du Nord, demeuré autrichien, du Tyrol du Sud devenu italien. Au point de vue de la langue et de la nationalité, le Tyrol du Sud est divisé lui-même en deux parties; les vallées alpestres qui se réunissent à Bolsano (Botzen) pour former l'Adige, sont habitées par des populations germaniques qui étaient très attachées à l'Autriche et à la dynastie

des Habsbourg. A la Diète du Tyrol, à Innsbruck, le 7 février, plusieurs députés ont attaqué très vivement l'administration italienne dans les cantons de langue allemande du Tyrol du Sud; à les en croire, les fonctionnaires et les organisations fascistes chercheraient, par vexation ou par force, à « italianiser » les populations germaniques. Ces plaintes ont déchaîné les colères de la presse italienne, et elles ont eu un écho au conseil national autrichien où le chancelier, Mgr Seipel, en un langage modéré, mais ferme, a rappelé l'attachement profond et réciproque des populations tyroliennes pour l'ancienne patrie autrichienne, et fait à M. Mussolini lui-même un appel pathétique, l'adjurant de tenir les engagements pris par les gouvernements italiens antérieurs; ce sont, au dire du chancelier, ces engagements qui auraient déterminé le Conseil suprême à concéder à l'Italie la frontière militaire et politique du Brenner.

Plusieurs journaux, en France et ailleurs, ont émis l'avis que le discours de Mgr Seipel lui avait été inspiré par l'Allemagne. Nous ne partageons pas cette opinion : M. Stresemann a coutume d'être plus adroit et Mgr Seipel plus indépendant. Le ministre des Affaires étrangères du Reich n'a certainement pas oublié la riposte véhémente que lui fit M. Mussolini en 1926 quand il tenta de s'interposer, au nom du germanisme, entre le gouvernement italien et les populations tyroliennes de langue allemande; et il a, par ailleurs, des raisons décisives de ménager l'opinion italienne et la bonne volonté du gouvernement fasciste. Il faut bien voir, au contraire, que le Tyrol qui, avec le Vorarlberg, relie l'Autriche actuelle à la Suisse et, par là, à l'Europe occidentale, est indispensable à la vie indépendante de l'État fédéral autrichien; le chef du gouvernement de Vienne est donc obligé de ménager les susceptibilités patriotiques des Tyroliens qui n'acceptent pas la séparation d'avec leurs frères qui habitent au sud du Brenner. Pendant longtemps, « Trente et Trieste » a été le cri de ralliement du patriotisme irrédentiste du peuple italien; il ne saurait s'étonner que le Tyrol du Sud, par un singulier choc en retour, devienne l'objet des revendications de l'État autrichien qui maintenant correspond, ce qui n'était pas le cas dans sa forme ancienne, à une nationalité et à une patrie. L'intérêt de l'Italie est que cette nouvelle entité politique ait, sans être assez puissante pour l'inquiéter, la force et la volonté de vivre indépendante.

Que le chef du gouvernement autrichien, s'adressant au chef du gouvernement italien, lui demande de respecter les préférences culturelles et linguistiques d'un groupe compact d'habitants rattachés

par les traités à l'Italie, il n'y a rien là qui puisse inquiéter une grande puissance. Mais, dans toute la mesure où le discours de Mgr Seipel tend à porter la question sur le terrain international, dans toute la mesure aussi où il se ferait l'écho d'un irrédentisme pangermaniste, M. Mussolini est fondé à déclarer que le problème, s'il y en a un, est spécifiquement italien. Si le Duce a enflé sa voix, c'est sans doute qu'il désirait être entendu plus loin que Vienne. La question des minorités nationales, si légitime qu'elle puisse être dans certains cas et dans les limites définies par les traités, ne saurait, — nous le disions il y a quinze jours à propos du discours de M. Poincaré à Strasbourg, — devenir un prétexte pour susciter, dans tous les États, une agitation permanente, des troubles, un état d'insécurité et d'inquiétude qui résulterait de l'attente constamment entretenue de la revision des traités et du remaniement des frontières. « Un État qui se respecte ne tolère pas de pareilles interventions étrangères. »

Tel est l avis, fondé et motivé, de M. Mussolini. Il a dit, dans le même discours, que « l'Italie compte plus de 50 millions d'habitants, dont 42 millions environ vivent dans la péninsule ». Il est bon de retenir que, en vertu même de sa thèse, il peut demander des faveurs pour les 8 millions d'Italiens répandus par le globe, mais non revendiquer des droits. C'est avec raison que le Duce se dresse, au nom de l'État italien, contre les journaux et les réunions qui, en Autriche, réclament la revision des frontières de 1919 Un journal démocrate de Berlin, la *Gazette de Voss*, a été interdit sur tout le territoire de la péninsule en raison de son attitude antiitalienne et antifasciste. M. Mussolini ne tolère pas, chez lui, la propagande des socialistes ou démocrates antifascistes qu'il appelle, d'un mot auquel on était accoutumé d'attribuer un autre sens, les contre-révolutionnaires. C'est, dit M. Mussolini, le dernier avertissement qu'il adresse aux fauteurs de troubles et de protestations. S'ils ne se le tiennent pas pour dit, il supprimera, dans le Haut-Adige, toutes les publications en langue allemande et il remplacera les fonctionnaires de même langue. Un journal de Vienne en conclut qu'il emploie « les arguments de force et non la force des arguments ». C'est possible. Mais il est évident que, sur certaines questions de sécurité et d'indépendance nationale, il n'y a pas place, à certains moments, pour une discussion juridique qui ne convaincrait personne.

Le langage pittoresque et clair de M. Mussolini se laisse quelquefois emporter à des exagérations qu'il ne faut pas prendre au pied de la lettre. C'est ainsi qu'il a esquissé une théorie singulièrement dan-

gereuse. Nous n'avons pas à discuter si, au moment où la frontière du Brenner a été concédée à l'Italie, des engagements ont été pris par les gouvernants d'alors au sujet de la minorité de langue allemande du Trentin ; mais, s'il y a eu des engagements, même oraux, pourvu qu'ils soient authentiques, ils doivent être tenus. « Le gouvernement fasciste, bien qu'ayant montré qu'il respectait et mettait scrupuleusement à exécution le traité, ne se tient nullement pour engagé par des assurances verbales plus ou moins vagues d'hommes qui représentaient des systèmes politiques et des gouvernements qui ont été submergés par la révolution fasciste. » Nous n'avons pas sous les yeux le texte italien des paroles du Duce ; mais si celui-ci représente bien la pensée de M. Mussolini, on ne peut que le regretter. Les nations et les États sont des personnes mora'es indépendantes de la forme transitoire des gouvernement squi parlent en leur nom. La réprobation des États civilisés s'est élevée contre la Russie soviétique qui a renié les engagements des tsars ; la révolution fasciste n'a pas, à cet égard, plus de droits que la révolution bolchéviste ; n'a-t-elle pas d'ailleurs maintenu la monarchie qui représente la continuité et la tradition ? Qui veut éviter toute ingérence des voisins dans ses affaires intérieures, doit d'abord offrir aux regards des étrangers la pérennité de l'État au-dessus des changements de partis et du flux et reflux des révolutions. Louis XVIII a donné à cet égard un mémorable exemple.

On regrettera aussi que M. Mussolini traite avec quelque mépris la Société des nations. C'est précisément parce que les problèmes de minorités sont délicats et ne doivent pas servir de prétexte à une ingérence abusive d'un État dans les affaires intérieures d'un autre, qu'il est nécessaire de recourir à un organisme qui soit indépendant des gouvernements tout en représentant l'ensemble des nations civilisées. Seul un organe supranational peut, sans blesser des susceptibilités légitimes et sans attenter à la souveraineté des États, procéder, dans certaines conditions bien déterminées, à des enquêtes ou à des interventions d'une nature si délicate.

Ces réserves faites, il ne nous déplaît pas que M. Mussolini éprouve quelques déboires dans ses relations avec le germanisme. Il déclare : « Nous voulons être amis du monde germanique, dont nous reconnaissons les qualités, mais à condition que la question de la sécurité de 42 millions d'Italiens ne soit jamais posée, même vaguement. » Il y a peu de temps, le 19 février, un grand journal fasciste, le *Corriere della Sera*, était plus explicite ; dans un article qui a fait

quelque bruit et qui, comme tous les articles de journaux italiens, était autorisé sinon inspiré, il offrait franchement à l'Allemagne un marché qui pourrait se résumer ainsi : que l'Allemagne renonce à jamais à s'occuper du Tyrol et en laisse pour toujours à l'Italie la tranquille possession, et l'Italie se désistera de son opposition à l'absorption de l'Autriche dans le Reich ; les affinités électives qui n'ont jamais cessé d'exister entre les deux peuples pourront alors se traduire par une nouvelle alliance. Ainsi, sur le cadavre de l'Empire des Habsbourg, se reconstituerait la combinaison triplicienne imaginée par Crispi, que le fascisme révère comme un précurseur.

La presse allemande a fait à l'article du *Corriere della Sera* un accueil assez froid ; elle observe, à propos du discours de M. Mussolini aussi bien que dans l'affaire des mitrailleuses, une prudente réserve ; la *Germania* a rappelé que, déjà en 1923, le Reich avait reçu de l'Italie l'offre de lui fournir des armes en dépit du traité de Versailles. Lorsque M. Mussolini invoque le respect des traités et la sécurité de l'Italie, nous sommes avec lui ; mais quand il se propose de réarmer l'Allemagne ou quand il livre des mitrailleuses à la Hongrie, nous ne comprenons plus. L'Italie n'accepterait-elle des traités que ce qui lui est avantageux en se réservant de détruire tout le reste ? M. Coppola, qui est l'un des prophètes de ce nationalisme italien dont l'influence domine aujourd'hui le fascisme, vient d'écrire, dans la *Tribuna*, un article très brillant où il part en guerre contre certaines « idées fausses », celles-là même que l'on respire dans l'atmosphère de Genève et de la Société des nations. Il ne veut pas que l'Italie participe à un pacte de sécurité tendant à rendre impossible une guerre d'agression ; il est opposé à tout ce qui aurait pour effet de stabiliser les traités. Il n'admet pas que les nations riches en territoires conservent toujours cette richesse, tandis que les nations pauvres resteraient toujours pauvres. L'Italie a besoin que les choses se passent comme elles se sont toujours passées dans l'histoire, « chaque nation tendant spontanément au plein développement, à la pleine affirmation d'elle-même, de son génie propre, et s'élevant ainsi de la servitude à la liberté et de la liberté à l'Empire. Rien de plus immoral qu'un équilibre stable où chacun conserve ce qu'il avait, bien que ses forces aient faibli. L'équilibre souhaitable est un équilibre dynamique où la hiérarchie des peuples correspond à la hiérarchie en perpétuelle évolution de leurs énergies. Vouloir supprimer cette forme de la lutte entre les nations qu'est la guerre, c'est vouloir supprimer le stimulant essentiel, en l'absence duquel il n'y

a plus que mollesse, torpeur, décadence. L'assurance d'une paix perpétuelle affaiblit et corrompt l'intelligence des peuples. »

Nous avons gardé le souvenir de l'époque de 1911, où M. Coppola et quelques-uns de ses pareils incitèrent l'Italie à attaquer, sans l'ombre d'un prétexte, la Turquie et à s'emparer de la Tripolitaine; de là sortit la série de guerres qui ne s'est terminée qu'en 1918. Le livre célèbre du général von Bernhardi est rempli d'aphorismes aussi péremptoires. Les efforts, trop souvent impuissants, des peuples européens pour organiser la paix et prévenir le retour de pareils massacres, choquent M. Coppola et gênent la candidature de l'Italie à l'Empire qu'il pose sans ambages. En vérité, il prend mal son temps. L'Europe est une convalescente autour de laquelle il sied de faire moins de bruit. Nous ne rendons pas M. Mussolini, encore moins le peuple italien, responsable des outrances verbales de M. Coppola; mais comment ne pas comprendre qu'elles constituent une provocation à l'esprit pacifique des peuples, un danger pour l'Europe et, en premier lieu, pour l'Italie?

C'est parmi ces discussions et ces polémiques, dont la portée n'échappe à personne, que les ministres des Affaires étrangères d'Angleterre, d'Allemagne, de France, de Pologne et bien d'autres, se sont rendus à Genève où s'est ouverte, le 5 mars, la session trimestrielle du Conseil de la Société des nations. Plusieurs questions sont à l'ordre du jour, mais une seule, celle des mitrailleuses, préoccupe sérieusement les esprits. Les trois ministres des Affaires étrangères de la Petite Entente, MM. Benès, Marinkovitch et Titulesco, ont d'abord délibéré ensemble : directement menacés par les armements de la Hongrie, ils ont pris, on le sait, l'initiative de s'adresser au Conseil de la Société des nations pour obtenir une enquête; mais là se borne leur rôle en tant que Petite Entente : ils estiment, non sans raisons, qu'après la réponse cavalière du comte Bethlen au télégramme du Président en exercice, M. Tcheng-lo, la question est devenue internationale. C'est la Hongrie qui, en achetant des mitrailleuses, a contrevenu au traité de Trianon, et c'est à la Société des nations que le pacte et les traités confèrent le droit d'investigation. L'Italie n'est pas en cause, car aucun traité n'interdit à ses nationaux de vendre des armes. Il y a là une question de principe qui intéresse l'avenir même de la Société des nations. Le droit d'investigation reconnu au Conseil et à ses mandataires est indispensable à l'établissement, en Europe, d'un état de sécurité qui permette la reprise de relations normales entre tous les États

et l'essor économique qui réparera les pertes matérielles de la guerre.

C'est ce que ne comprennent pas les journaux nationalistes allemands qui sont d'accord pour accuser la France et ceux qu'ils appellent « ses vassaux de l'Est », de troubler l'Europe pour quelques tonnes de ferrailles, et de saisir le prétexte des mitrailleuses pour forger une arme destinée à servir contre l'Allemagne. On regrette de voir les journaux du Centre partager, dans cette affaire, les illusions d'optique des feuilles nationalistes ; ils concèdent seulement que le comte Bethlen n'a pas agi très adroitement et qu'il a commis une infraction aux dispositions du traité de paix. Pour trouver une note raisonnable, il faut la chercher dans les journaux démocrates et surtout dans le *Vorwaerts*, organe de la social-démocratie; il écrit, le 25 février : « La Hongrie a été prise en flagrant délit de contrebande d'armes, c'est-à-dire qu'elle a fait quelque chose qui, dans les autres pays, est légal et qui ne lui est interdit que parce que contraire aux traités. Ainsi prise en faute, elle a cherché à se tirer d'affaire de façon maladroite, et elle a été jusqu'à vouloir narguer la Société des nations. » Puis, après avoir rappelé les faits et l'opposition de la presse nationaliste allemande, il conclut : « Ces sentiments et ces inquiétudes sont compréhensibles. Toutefois, il est impossible pour l'Allemagne de se solidariser avec la Hongrie... L'Allemagne a été assez raisonnable pour repousser une offre italienne de livraison d'armes. La Hongrie, au contraire, a commis la folie d'accepter cette offre louche. L'Allemagne n'a aucune raison de tirer les marrons du feu pour la Hongrie. » Dans l'affaire des mitrailleuses, l'attitude que prendront les divers États donnera la mesure pratique du fond que l'on peut faire sur chacun d'eux pour l'organisation de la paix par la sécurité.

Le comte Bethlen, il faut l'avouer, ne rend pas facile la tâche de ceux qui prennent sa défense ; il décourage même ceux qui pensent que l'intérêt de tous, dans l'Europe centrale morcelée d'aujourd'hui, est dans le rétablissement de relations de paix et de travail par des accords économiques. Nous avons été, avant la guerre, parmi les vrais amis de la Hongrie qui n'ont cessé de l'avertir que la pente sur laquelle elle glissait, entraînant avec elle ses alliés et toute l'Europe, était dangereuse et menait à la catastrophe. La situation est la même aujourd'hui : après l'affaire des faux billets de banque, voici le trafic clandestin des armes, et les provocations oratoires. Parlant, le 5 mars, à Debreczen, le comte Bethlen rejette les avances de M. Benès pour un Locarno de l'Europe danubienne; il s'imagine aboutir à ses

fins par « des discussions séparées » avec chacun des États de la Petite Entente. Il attaque les traités qui, dit-il, n'assurent pas la paix et qui stabilisent « des frontières injustes ». Lui qui vient d'être pris en flagrant délit de violation des traités et d'armements clandestins, il prêche sérieusement le désarmement général et accuse ceux qui « ont enflé des incidents comme celui de Saint-Gotthard de ne pas favoriser le développement d'une atmosphère pacifique ». Comment le comte Bethlen ne réussirait-il pas à resserrer contre lui la cohésion de ceux qu'il regarde comme ses adversaires? Il n'y a, en Europe, ni équivoque possible, ni combinaisons mixtes praticables : d'un côté sont les États qui veulent la prospérité et la paix par la sécurité des frontières et l'exécution des traités dans un esprit « humain » de bonne entente et de conciliation, avec, en cas de difficulté, l'arbitrage; de l'autre ceux qui parlent et agissent comme s'ils avaient hâte de rejeter l'Europe dans les aventures tragiques, la misère, les crises monétaires, avec l'échéance inévitable des révolutions sociales. A chacun de choisir : il n'y a pas de tiers parti.

L'accord franco-espagnol pour Tanger a précisément cet avantage qu'il ne remet pas en question les traités antérieurs; il se contente de les aménager. Après quinze mois de négociations où la France et l'Espagne ont fait preuve d'un égal esprit de conciliation et où la France, qui avait le rôle de défendeur et ne demandait rien pour elle, a constamment manifesté son désir de donner satisfaction à l'Espagne, un accord a été signé le 3 mars. Le statut de 1923 subsiste dans son ensemble: il est amendé sur certains points; le gouvernement espagnol se plaignait que la zone internationale servît de repaire et de dépôt d'armes aux tribus insoumises; il obtient que le commandant de la gendarmerie soit un Espagnol assisté d'un Français; un unique *tabor* de police aura la surveillance de Tanger et de la zone internationale; l'Espagne aura un inspecteur général de police appelé à collaborer avec l'administrateur français et ses adjoints espagnol et anglais. Il reste, avant que l'accord puisse être publié dans ses détails et entrer en vigueur, à obtenir l'approbation de l'Angleterre, qui a été tenue au courant des négociations, et à emporter, pour les amendements nouveaux, l'adhésion de l'Italie au statut de 1923. Une conférence des quatre puissances va se réunir prochainement à Paris à cet effet. Le gouvernement et la presse espagnole se montrent satisfaits. La France l'est donc aussi, puisque, dans cette affaire, elle a souhaité surtout resserrer les liens d'amitié entre les deux pays et leur intime collaboration au Maroc.

Le 4 mars, des élections générales pour la diète et le 11 mars pour le Sénat ont eu lieu en Pologne. Le coup de force du 12 mai 1926, qui a fait du maréchal Pilsudski le chef effectif du gouvernement, présente cette particularité qu'il n'a eu pour conséquence aucune modification du régime électoral. La loi du 28 juillet 1922 reste en vigueur et le nouveau parlement a été élu comme les précédents, au suffrage universel pour les deux sexes, direct et secret, avec représentation proportionnelle intégrale. Le maréchal Pilsudski a fait confiance au peuple polonais; il s'est proposé, depuis qu'il exerce le pouvoir en qualité de Président du Conseil, de montrer par des faits que « ce mal maudit, la confiscation de l'État au profit des partis », serait mortel pour un pays en plein travail de reconstruction. Il estime que les lenteurs parlementaires sont incompatibles avec le grand nombre de lois urgentes dont la Pologne a besoin dans tous les domaines. Il a demandé aux électeurs d'approuver cette méthode de travail. Sous son patronage, des hommes originaires de différents partis et de différentes régions ont constitué un « bloc de collaboration avec le gouvernement ». Le programme est très simple : union nationale, renforcement des pouvoirs du Président de la République, car « la Pologne a besoin d'un pouvoir fort »; organisation du travail et de la prospérité économique.

Le coup d'État du maréchal Pilsudski a eu pour résultat et sa politique a eu pour objet de disloquer les anciens partis, les uns adhérant au programme du gouvernement, les autres constituant des groupes d'opposition. Le programme du « Comité catholique national » ne s'éloigne pas beaucoup de celui des « pilsudskistes », mais ses membres sont les adversaires du maréchal ; « l'ancienne Pologne a péri, disent-ils, non seulement parce qu'elle manquait d'un pouvoir fort, mais aussi parce que la loi y a été souvent bafouée par la volonté d'un homme ». La plupart des membres du « bloc catholique polonais », composé de l'ancien parti Piast et des chrétiens-sociaux, tout en se prononçant pour un régime « républicain, démocratique et représentatif », ne combattent pas systématiquement le gouvernement Pilsudski et se réservent même de l'appuyer chaque fois que ses actes lui sembleront dignes d'approbation. Le « parti socialiste polonais », d'accord sur un programme social, ne l'est pas sur la manière de le réaliser ; les uns font volontiers confiance au maréchal, leur ancien allié, les autres lui sont hostiles. Si l'on ajoute à ces quatre groupes un « bloc des minorités nationales » qui englobe une grande partie des non-polonais (allemands,

juifs, ukrainiens, blancs-russes, etc.), on a désigné les partis principaux, mais il s'en faut qu'on ait énuméré les 34 listes nationales qui sollicitent les suffrages ; il y a 7 listes juives, 7 listes ukrainiennes, etc.

Sans entrer dans le détail et les chiffres, essayons de caractériser les résultats. Le président du Conseil n'avait, dans l'ancien *Sejm*, que des majorités de coalition obtenues par son ascendant personnel. Le groupement nouveau qu'il a formé, en dehors des partis, obtient du premier coup 135 sièges (sur 444). Le maréchal Pilsudski a donc désormais derrière lui un bloc compact et solide qui formera l'axe de sa majorité. Le parti national-démocrate qui était, dans la précédente diète, le plus fort et qui faisait au gouvernement Pilsudski la plus vive opposition, est battu : il n'obtient que 37 sièges au lieu de 120. La centaine de voix qui manquent au groupement d'union nationale pour avoir à lui tout seul la majorité, le maréchal les trouvera, selon les cas, soit parmi les socialistes, 63 sièges et le « parti paysan » de gauche 25 sièges, soit, s'il s'agit de lois conservatrices, avec l'appoint des chrétiens-sociaux et des populistes du parti Piast, 34 sièges, et de plusieurs petits groupes. Même dans certaines formations d'opposition et parmi les représentants des minorités nationales, le maréchal a une clientèle personnelle. Les communistes, qui étaient 17, ne reviennent que 5 : l'exemple de Moscou est trop proche! En Silésie, les listes allemandes perdent 20 pour 100 sur les voix obtenues aux élections communales de 1927; les Polonais enlèvent 11 sièges, les Allemands 6. Dans la Poméranie polonaise, souvent appelée à tort le « couloir de Dantzig », les Allemands n'emportent qu'un seul mandat contre 14 aux Polonais.

En somme, le suffrage universel ratifie l'œuvre du gouvernement Pilsudski; malgré ses origines extra légales, il représente l'aspiration générale du pays à un pouvoir fort dont la préoccupation dominante soit de donner du travail à tous les bras et du pain à tous les foyers par une politique de développement économique et de paix sociale. Les élections apportent au gouvernement, pour continuer son œuvre, le caractère de légalité qui lui manquait. Le travail de consolidation et d'unification se poursuit donc, en Pologne, dans des conditions satisfaisantes : tous les amis de la Pologne s'en réjouissent.

L'évolution politique qui s'accomplit en Pologne et qui a pour résultat un renforcement de l'autorité et une simplification des rouages gouvernementaux et législatifs répond à un besoin qui n'est pas particulier à ce pays. Les crises financières et économiques

consécutives à la guerre, à l'émigration de l'or, aux pertes en capital humain, nécessitent partout des mesures législatives rapides et radicales qui s'accommodent mal de la procédure parlementaire. La vieille notion libérale de l'État se transforme. M. Mussolini apporte une définition nouvelle de la souveraineté : « Ce n'est pas, dit-il, le peuple italien qui est souverain, c'est l'État. » Le maréchal Pilsudski se propose de mettre fin « à la confiscation de l'État au profit des partis ». En Espagne, où il n'y a jamais eu que des simulacres d'élections, le général Primo de Rivera cherche à faire revivre les traditions locales pour en faire sortir un gouvernement national et fort.

Ainsi chaque pays, selon son tempérament, résout à sa manière un problème qui est général. L'Allemagne, qui a gardé le sentiment traditionnel de la discipline, recourt à des coalitions parlementaires. La Belgique a stabilisé sa monnaie sous un régime de large union nationale. La crise financière, en France, a imposé à la Chambre du cartel le gouvernement d'union nationale de M. Poincaré. La campagne de M. Franklin-Bouillon n'aura peut-être pas beaucoup d'influence sur les votes, mais elle pénètre dans l'esprit des masses et provoque la revision de vieilles notions périmées. La nécessité de l'union nationale pour le salut du pays fait craquer les cadres et disloque les partis. Mais, en dehors des groupes extrêmes qui rejettent soit le régime politique, soit le régime social, existe-t-il, en France, des partis organisés? A quelle vérité profonde, à quel besoin réel peut correspondre le gouvernement par les partis? Ne serait-ce pas là un système qui ne vaut, pour toute sorte de raisons historiques, que pour l'Angleterre? M. Herriot voit, pour les prochaines élections, « une lutte dramatique entre le bulletin de vote et le billet de banque ». Une telle affirmation dénote le singulier désarroi des intelligences radicales. Dans l'état actuel de la France, le premier besoin, le besoin vital, est de produire, de créer des richesses, afin de maintenir l'équilibre du budget et les salaires. Les socialistes allemands, pour leur pays, ne méconnaissent pas cette vérité; les Américains non plus. Tous les peuples, chacun selon ses moyens, cherchent à réaliser une définition nouvelle de la fonction essentielle de l'État : promouvoir, protéger, favoriser la production. Ne serait-ce pas aussi le secret de la paix sociale et de la paix internationale?

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

ital
adi-
La
orte
, le
lski
des
eres
les
ort.
ière
nent
res.
nion
e du
am-
oup
sses
sité
s et
ejet-
, en
soin
t-ce
ori-
ines
illet
des
nier
n de
alle-
éri-
her-
e de
it-ce